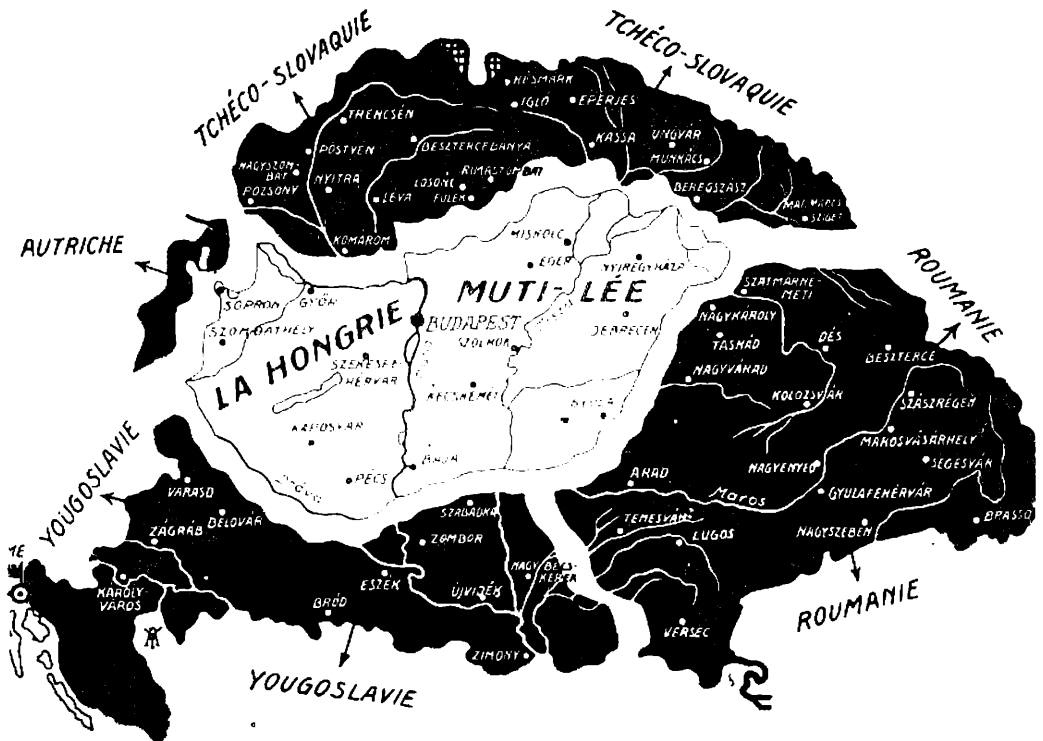


YVES DE DARUVAR

# LE DESTIN DRAMATIQUE DE LA HONGRIE



YVES DE DARUVAR

**LE DESTIN  
DRAMATIQUE  
DE LA HONGRIE**

TRIANON OU LA HONGRIE ÉCARTELÉE

AVEC 8 PAGES D'ILLUSTRATIONS HORS TEXTE  
ET UNE CARTE EN COULEURS

LES ÉDITIONS ALBATROS

(EDITIONS ÉTAPES)

14, Rue de l'Armorique - Paris XV•

# LE DESTIN DRAMATIQUE DE LA HONGRIE

Etude d'un français hungarophile bien connu, qu'il a écrite pour le 50<sup>e</sup> anniversaire du diktat de paix.

L'œuvre, très approfondie et rapportant nombre de détails et d'opinions généralement ignorés, présente au lecteur français la question dans un style vif et convaincant.

Même celui qui ne connaît pas ou peu les données géographiques et ethniques du bassin des Carpathes, ou les spécialistes du passé récent ou lointain des Hongrois — et ce livre veut s'adresser à ceux-là et à l'opinion plus large — comprend très rapidement l'essentiel du problème, saisit l'enchevêtrement des erreurs et du manque d'informations dont le résultat tragique ne pourra trouver sa solution juste que dans le cadre d'une égalisation pénétrée d'un véritable esprit européen.

L'auteur en a la conviction, son œuvre exprime la certitude que, sans la reconnaissance des erreurs passées, les fondements de l'avenir ne pourraient être posés.



YVES DE DARUVAR. *Commandeur de la Légion d'Honneur, Compagnon de la Libération, ancien Administrateur en Chef des Affaires d'Outre-Mer, est né en Turquie à l'issue de la 1<sup>re</sup> Guerre Mondiale, d'un père hongrois et d'une mère française. Elevé en France, rejoint l'Angleterre en juin 1940 dans des conditions dramatiques, s'engage parmi les premiers dans les Forces Françaises Libres et participe sous les ordres du général LECLERC, aux campagnes du FEZZAN-TRIPOLITAINE, de TUNISIE et de FRANCE dans les rangs de la 2<sup>e</sup> DB. Anime depuis quelques années les activités de l'Émigration Hongroise Libre en France.*

Editions ALBATROS

pas enclins à la clémence ». La Hongrie, Patrie de plus de mille ans d'existence, devait subir avec la plus grande sévérité le poids de ce ressentiment. Ce fut une erreur et un crime. Certes, il n'est guère d'exemples de la clémence des vainqueurs au cours des siècles.

— Puisse cet ouvrage contribuer à ouvrir une ère nouvelle au dialogue entre les peuples et la clémence des vainqueurs au soir des conflits inévitables.

— Lyautey, lui, connaissait la valeur d'une « parcelle d'amour » même dans la guerre. C'était pour nous au Maroc, son mot d'ordre. Dans le Sud-Marocain, alors aux Affaires Indigènes, j'avais comme garde-corps un ancien dissident qui avait eu le crâne fendu par un coup de sabre de nos armes. C'était mon plus fidèle ami.

— La guerre de 1914-18 était jugée par le Maréchal Lyautey comme une « Guerre Fratricide ».

— Trianon, après un demi-siècle, demeure une « Paix Fratricide ».



Des personnalités beaucoup plus autorisées sur les questions de l'Europe Centrale auraient pu écrire une préface d'une valeur historique supérieure à celle-ci.

Mais Yves de DARUVAR m'a demandé ces quelques pages et je me suis fait un devoir d'amitié en acceptant : nos randonnées désertiques des campagnes africaines nous unissent encore...

Elles avaient des aspects de féerie !

... Là, on roulait vite, très vite, sur le « reg »... Direction Nord... vers la France !... A la nuit on faisait le point sur les étoiles !

... Certains jours nos couleurs montaient dans le ciel bleu sur des « postes » conquis !...

Mais il était aussi des jours de tristesses comme ce matin de Pâques 1943 où dans l'éclatement des obus une rumeur courait dans la « colonne » : « Daruvar grièvement blessé ! »

Le Général INGOLD  
ancien Grand Chancelier  
de l'Ordre de la Libération  
ancien du Service Historique de l'Armée

## AVANT — PROPOS

Fils d'un officier hongrois et d'une mère française, indirectement transplanté et élevé en France à cause du Traité de TRIANON, j'ai eu bien entendu l'occasion d'en entendre parler très tôt et, par la suite, d'en étudier et méditer assez longuement les conséquences...

La dernière guerre m'ayant par ailleurs offert la possibilité de témoigner mon attachement et mon dévouement envers la France, au moment où celle-ci se trouvait à son tour au fond de l'abîme, je me crois autorisé et qualifié pour exposer à mes compatriotes — je le dis le cœur serré mais avec fermeté — une fort vilaine action des vainqueurs de la première guerre mondiale, car c'est le propre des nations comme des individus d'en commettre de bonnes, mais parfois hélas aussi de mauvaises.

J'ai pensé qu'il fallait qu'un jour cet abcès soit vidé par quelqu'un ayant — moralement et sentimentalement tout au moins — qualité pour le faire...

En ce 50<sup>e</sup> anniversaire du Traité de TRIANON c'est le propos de cet ouvrage que — par souci d'exactitude et d'objectivité, n'étant pas un historien de métier — j'ai composé presque entièrement de notes de lectures, d'où les trop nombreuses citations qui le parsèment et dont le lecteur voudra bien m'excuser.

Yves de DARUVAR

Commandeur de la Légion d'Honneur  
Compagnon de la Libération

Paris juin 1970.

TRIANON  
OU LE PARTAGE DE LA HONGRIE

*Il y a plus d'un siècle la grande voix du Père Gratry lançait ce solennel avertissement du haut de la chaire de Notre-Dame : « Chaque Patrie est sacrée. En détruire une c'est mutiler le genre humain. Vouloir tuer un peuple c'est lutter contre Dieu, c'est attaquer le plan vivant et providentiel de l'Histoire. La conscience nous dit : c'est un crime. L'Histoire ajoute : c'est un crime stérile. Et, grâce à Dieu, nos crimes ne sont pas seulement stériles : ils sont, en outre, un fardeau, la ruine, le châtement du malfaiteur » (1).*

## CHAPITRE I

### LA HONGRIE MILLENAIRE :

#### SON UNITE GEOGRAPHIQUE ET SA DISPARITE ETHNIQUE

La Hongrie, dans ses limites actuelles, est le produit du traité de paix qui lui fut dicté il y a 50 ans par les Puissances Alliées et qu'elle signa, la mort dans l'âme, le 4 juin 1920 à TRIANON — traité reconduit, à peu de choses près, par celui de Paris le 10 février 1947. Le traité de Trianon détacha en effet de la Hongrie des territoires qui lui avaient appartenu sans interruption depuis la prise de possession du pays par les Magyars, c'est-à-dire depuis plus de mille ans. D'un trait de plume fut ainsi abolie non seulement l'unité nationale et historique, mais aussi l'unité physique et économique de la Hongrie qui, pendant les dix derniers siècles, avait occupé le bassin tout entier des Carpates. \*

Si on se demande en effet ce qui avait pu maintenir pendant si longtemps la Hongrie dans ses anciennes frontières, quelle fut la force mystérieuse qui, au cours de l'Histoire, la reconstitua chaque fois que son unité était brisée, on doit conclure que c'était avant tout son extraordinaire unité géographique, unité qui n'existait pareillement dans aucun autre pays continental.

L'ancienne Hongrie formait non seulement une unité historique vieille de dix siècles mais aussi, et surtout, comme l'observait en 1878 Elisée Reclus, l'unité géographique la plus parfaite d'Europe : « La Hongrie, écrivait-il, se présente au centre du continent sous l'aspect d'un ovale presque régulier de terres basses environné d'une

enceinte de monts... Quel que soit le groupement politique futur des populations, la nation établie dans l'immense arène qu'entourent les Carpathes aura toujours la plus large part d'influence dans le territoire conquis et défendu par elle... Du nord-ouest à l'est et au sud, le bassin de la Hongrie est de toutes parts nettement limité par des collines et des montagnes » (2). Payot ajoutait de son côté : « La Hongrie est une unité géographique merveilleuse où toutes les parties se tiennent de telle façon qu'on ne peut en détacher une sans endommager le tout ». Enfin, Eisenmann écrivait lui-même en 1904 : « Le territoire hongrois est doué d'une puissante unité géographique... Ce cadre géographique donne une impression de solidité, de précision, de plénitude, d'unité. Il fait comprendre comment cette région naturelle offrait un territoire tout prêt à un Etat et comment la plaine centrale était destinée à en devenir le centre de gravité politique » (3).

Toute carte physique de l'Europe centrale exprime du reste avec plus de force que les mots ne peuvent le faire cette unité essentielle de l'ancien royaume de Hongrie, qui frappe immédiatement le regard de quiconque y jette un simple coup d'œil : La chaîne massive des Carpathes protège et entoure en effet sur trois côtés une vaste plaine centrale admirablement enchâssée, tel un immense cirque de forme ovale, dans cet arc majestueux de montagnes d'où tous les cours d'eau convergent, sauf un, vers elle. Arc montagneux complété à l'Ouest et au Sud-Ouest par les premiers contreforts des Alpes d'Autriche et des Monts de Croatie, le Danube inférieur et la Save bordant enfin sa frontière méridionale.

Cette unité géographique parfaite se doublait d'une unité économique non moins admirable : Toutes les matières premières indispensables à une vie économique prospère étaient renfermées dans ces frontières naturelles, la grande plaine centrale et les montagnes environnantes se complétant harmonieusement, l'une fournissant ses céréales, les autres leurs bois, leurs minerais et leurs



pâturages. Le parfait équilibre physique de l'ancienne Hongrie se révélait du reste dans ces chiffres : 50% de plaines et de terres arables, 25 % de forêts, 20 % de prairies et de prés, à peine 5 % de terres improductives. Distribution étonnamment riche et harmonieuse comme on le voit.

C'est pourquoi l'écrivain hongrois Tamas Falu pouvait écrire : « Les frontières de la Hongrie ne sont pas faites par les hommes mais par Dieu ». La chaîne ininterrompue des Carpathes semblait notamment prédestinée, par la nature elle-même à former une frontière idéale. Et, de fait, dans l'histoire des frontières on n'en trouve pas une autre en Europe qui ait dépassé en durée celle que forma pendant dix siècles pour la Hongrie cette imposante chaîne des Carpathes.

Une telle unité géographique appelait inéluctablement l'unité politique et sollicitait un peuple capable de l'organiser. Ce fut le peuple hongrois — ce peuple original, courageux, « fier d'être singulier », « jusqu'à en être exceptionnel » comme on l'a écrit — qui réussit le premier, et le seul jusqu'à ce jour, là où tant d'autres peuples, notamment celui des Avars (567-796), avaient échoué avant lui, en occupant dès l'an 896, sans grande difficulté du reste, tout le bassin du Danube et de la Tisza. C'est encore Elisée Reclus qui a écrit : « Il est bon pour l'avenir de l'humanité, qu'en Europe même, et dans une partie vitale du continent, ce soit précisément une nation non-aryenne, quoique fort apparentée aux autres Européens par les croisements, qui exerce le rôle principal. Aux orgueilleuses prétentions des Indo-Européens, les Magyars répondent par leur histoire. Ils ont eu de grandes défaillances ; néanmoins quel est, parmi leurs voisins, celui qui osera se dire supérieur à eux par l'intelligence, la bravoure ou l'amour de la liberté ? » (4)

Peuplée et organisée par les Hongrois cette région du Moyen-Danube s'est ensuite révélée pendant des siècles comme le noyau politique et humain le plus solide du

Centre-Est de l'Europe. La nation hongroise, en dépit de la convoitise permanente de ses voisins, de la dévastation des Tartares en 1240-41 et de l'occupation prolongée des Turcs aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, sut se maintenir dans ce cadre géographique et y mener une politique saine et viable en coordonnant avec sagesse et fermeté tous ses éléments économiques, ethniques, administratifs et culturels jusqu'à sa mutilation inconsidérée par le traité de TRIANON en 1920.

En dépit de sa longue communauté historique et de sa si harmonieuse unité géographique et économique, cet ensemble géo-politique exceptionnel fut en effet complètement désarticulé à TRIANON et la Hongrie réduite à la seule partie centrale de la cuvette danubienne. C'est ainsi qu'aujourd'hui encore la basse plaine hongroise, séparée artificiellement de sa ceinture montagnaise et du haut-plateau transylvain, n'est manifestement plus qu'un tronc informe privé de ses membres, et nous verrons que les membres détachés de la sorte à TRIANON du corps dix fois séculaire de la Hongrie, ont eux-mêmes cruellement souffert depuis lors de cette dissection monstrueuse.

On ne soulignera jamais assez que c'est surtout cette merveilleuse unité de la Hongrie historique, dont les Magyars étaient légitimement si fiers, qui a été impitoyablement brisée à TRIANON. Mais qui peut douter, malgré le demi-siècle écoulé et tous les événements survenus depuis lors, qu'aux yeux de tous les Hongrois habitués à l'image de l'ancienne Hongrie comme à celle d'une mère, la Patrie reste et restera toujours la Hongrie millénaire...

Ceci dit, la nation hongroise, comme la plupart des nations européennes, est un produit de l'histoire, même si son principal composant a toujours été constitué par l'apport initial, finno-ougrien, des conquérants Magyars du IX<sup>e</sup> siècle. Il n'y a du reste plus guère de race pure dans aucun pays du monde et tous les peuples, principale-

ment les peuples européens, sont aujourd'hui le résultat de fusions opérées, de gré ou de force, par suite d'invasions ou d'innombrables contacts, au cours de leur histoire. En Hongrie, cette fusion ou symbiose, se fit également au cours des siècles dans le « creuset national » et géographique exceptionnel que nous venons de décrire et qui rappelle à certains égards celui, non moins admirable, dont parle Michelet à propos de la France.

Les populations bulgaro-slaves, très clairsemées semblait-il, qui existaient dans le bassin du moyen-danube et de la Tisza lors de sa conquête par les Magyars, furent d'abord rapidement absorbées par ceux-ci, puis un certain nombre de nouveaux immigrants de race touranienne venus de l'Est, Pétchénegues, Coumans, Jazygues, vinrent se réfugier en Hongrie sous la pression des Tartares et se fondre peu à peu dans le peuple hongrois au cours des 2 ou 3 siècles suivants. Par la suite, sauf les Slovaques au Nord-Ouest et les Croates au Sud-Ouest, toutes les nationalités de la Hongrie d'avant Trianon, furent constituées par des éléments ethniques venus également se réfugier dans le pays. Ce fut le cas, aux XIII<sup>e</sup>, XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles des Ruthènes dans le Nord, des premiers Valaques en Transylvanie et des premiers Serbes au Sud, fuyant des Balkans devant les Ottomans. A la même époque et pour les mêmes raisons se produisit l'expansion des Croates jusqu'à la Drave. Quant aux Saxons de Transylvanie ils vinrent dès le milieu du XII<sup>e</sup> siècle, appelés comme colons par le Roi de Hongrie GEZA II, mais les Souabes au XVIII<sup>e</sup> siècle seulement, après l'expulsion des Turcs.

C'est le moment de souligner que l'expansion initiale et l'unité du peuplement hongrois, qui avaient miraculeusement survécu à la terrible invasion tartare de 1240-41, furent radicalement ruinées par l'invasion et l'occupation turque des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, avec tout leur cortège de guerres, de famines et d'épidémies, de pillages et de déportations, qui provoquèrent un dépeuplement effrayant

surtout dans les parties basses du pays où les Hongrois étaient les plus nombreux. Évaluée à 4 millions d'habitants à la fin du XV<sup>e</sup> siècle la population de la Hongrie n'était plus de ce fait que de 2 millions environ au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, alors que durant la même période la population de l'Europe occidentale s'accroissait en moyenne de 100%. Pour repeupler le pays ainsi dévasté par les Ottomans les Habsbourg d'Autriche le dénationalisèrent systématiquement, et la bigarrure ethnique que l'on constatait encore dans la Hongrie d'avant TRIANON était due avant tout à cette politique de colonisation désordonnée qu'ils menèrent dans le royaume après le départ des Turcs, notamment dans le Banat qui dépendit directement de Vienne de 1718 à 1779 et qui, purement hongrois jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle, devint ainsi, avec un repeuplement serbe, roumain, allemand et même français, espagnol et italien, une des régions ethniquement la plus enchevêtrée d'Europe. On estime qu'au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle les Habsbourg installèrent ou firent pénétrer en Hongrie quelques 400 000 Serbes, 1 200 000 Allemands et 1 500 000 Roumains, le pourcentage des Magyars dans l'ancien Royaume tombant ainsi de quelques 80 % avant la conquête turque à moins de 40 % vers 1780. En Transylvanie notamment le nombre des Roumains quadrupla pour cette seule raison au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, passant de 200 000 à 800 000 et dépassant dès lors dans la Principauté celui des Hongrois qui y étaient pourtant deux fois plus nombreux que les Roumains au XVI<sup>e</sup> siècle. Aussi bien a-t-on pu écrire, après TRIANON, que la Transylvanie a été donnée à ses hôtes.

Tous ces allogènes se sont établis en Hongrie en deux temps : Ils se sont d'abord infiltrés à partir du XII<sup>e</sup> siècle, mais surtout aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, dans le pourtour montagneux du pays, refoulés par l'avance des Turcs, puis, après le repli de ceux-ci, ils furent installés massivement comme colons au XVIII<sup>e</sup> siècle par les Habsbourg, occupant dès lors également une partie de la

grande plaine et les vallées adjacentes. C'est ainsi que la Hongrie, après avoir été durant des siècles le rempart de l'Europe contre les Ottomans, la sauvant au prix de son sang d'un désastre où toute la civilisation occidentale eût probablement sombré, a vu les Serbes et les Roumains prendre la place de ses morts, et l'Europe leur donner en fin de compte à TRIANON ces territoires où les Hongrois s'étaient fait massacrer pour elle.

Ajoutons cependant que ces allogènes, dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, virent à leur tour leur pourcentage diminuer régulièrement au profit de l'élément hongrois qui, regagnant graduellement une partie du terrain perdu, passa au cours du XIX<sup>e</sup> siècle de 40 à 50 % de la population environ, et qui, du fait de sa progression constante, aurait sans doute, sans le démembrement de la Hongrie à TRIANON, fini par constituer à nouveau la grosse majorité de ses habitants au cours de notre XX<sup>e</sup> siècle. Du reste, lors du recensement de 1910, le pourcentage des Hongrois était déjà de 54,4 % (non compris la Croatie autonome), plus de 64 % de la population du Royaume parlant au demeurant la langue hongroise.

Il convient également de noter la position géographique et la proportion respectives des Hongrois et des nationalités dans l'ancien Royaume : Les Hongrois, qui occupaient essentiellement la grande plaine centrale, formaient à nouveau, comme nous venons de le voir, la majorité absolue de la population, en face de 12 nationalités plus ou moins importantes et réparties surtout sur la périphérie du pays, sans lien de race ou de langue entre elles, avec notamment 16 % de Roumains, 10,7 % de Slovaques et 10,4 % d'Allemands, tous les slaves réunis ne dépassant pas 18,3 %. C'est avant tout cette extrême diversité des nationalités qui faisait la force de l'élément hongrois et qui explique en premier lieu, avec sa position centrale, pourquoi celui-ci a pu, malgré sa faible majorité numérique, assurer si longtemps et sans difficulté apparente son hégémonie politique dans le bassin des

Carpathes. Une raison secondaire, mais non négligeable, était aussi que les Hongrois constituaient la majorité dans presque tous les centres économiques et culturels du pays où ils vivaient surtout avec les Allemands. Du reste la puissance et la prépondérance démographique hongroise dans le bassin des Carpathes est traduite éloquemment par la remarquable carte ethnographique en couleurs, établie d'après le recensement de 1910, et produite par la délégation hongroise à la conférence de la Paix en 1920, que nous avons tenu à faire figurer dans cet ouvrage. (\*) Ajoutons, pour compléter ces données du problème ethnique de l'ancienne Hongrie, que la moitié hongroise de la Double Monarchie était beaucoup plus homogène que sa moitié autrichienne, la proportion des Hongrois étant de plus de 54 % en face de leurs minorités alors que celle des Autrichiens allemands n'était que de 36 % seulement en face des leurs.

En résumé, à la veille de la première guerre mondiale, le Royaume de Hongrie formait un ensemble qui, sous l'effet de la force naturelle d'attraction et d'assimilation de la masse compacte et centrale magyare, tendait à redevenir aussi homogène qu'avant que son évolution normale, vers une complète unité, n'eut été contrariée par l'irruption des Turcs puis par la politique de repeuplement hétérogène des Habsbourg, qui encouragèrent du reste par la suite le développement de sens nationaux antagonistes parmi les nationalités dans l'espoir d'en être les arbitres suivant la vieille règle « *divide ut imperes* ».

Quant à l'attitude si longtemps libérale des Hongrois envers leurs nationalités elle leur avait été dictée durant des siècles par les fameuses recommandations de leur premier Roi St-Etienne à son fils St-Emeric, établissant le principe que chaque population devait conserver sa langue et ses usages : « Les hôtes et les étrangers, lui écrivait-il, doivent occuper une place dans ton royaume. Accueille-les bien et laisse aux étrangers leur langue et

---

(\*) Voir en annexe.

leurs coutumes, car faible et fragile est le royaume qui possède une seule langue et partout les mêmes mœurs (*unius linguae uniusque moris regnum imbecille et fragile est*). Ne manque jamais d'équité ni de bonté envers ceux qui sont venus se fixer ici, traite-les avec bienveillance pour qu'ils se trouvent mieux chez toi que dans n'importe quel autre pays » (5). Aussi bien le Moyen Age hongrois peut-il à bon droit être considéré comme « l'âge d'or des minorités » pour reprendre une expression de l'historien hongrois Jules Szekfü. Mais le fameux axiome du Roi St-Etienne ne resta vrai que pendant la période où le latin, autrefois seule langue officielle du Royaume, atténua les oppositions des nationalités à l'intérieur de celui-ci et contribua à leur assurer une coexistence aussi pacifique que féconde.

De l'avis quasi-unanime des historiens, le changement capital des esprits dans l'Empire des Habsbourg se serait produit à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, d'une part sous l'action du « despotisme éclairé » de l'Empereur Joseph II (1780-90) — lequel voulut unifier ses Etats en leur imposant à tous la langue allemande, d'où le brusque réveil des particularismes nationaux en commençant par celui des Magyars — d'autre part sous l'influence de la Révolution Française qui donna un sens nouveau à l'idée de nation — ensemble de citoyens et non plus de sujets — concept explosif qui fut colporté dans toute l'Europe par les soldats de la Révolution et de l'Empire, se retournant du reste contre Napoléon lui-même avant de porter ses ravages dans le monde entier, et pour commencer en Europe Centrale et dans les Balkans.

En Hongrie ce fut plus particulièrement la tentative de germanisation de Joseph II qui réveilla ce qu'on a appelé le « magyarisme », entraînant une réaction en faveur de la langue hongroise et, par contre coup, l'éviction du latin utilisé jusque-là comme langue officielle de l'Etat, éviction qui fut consacrée définitivement par une loi de 1844 contre laquelle protestèrent du reste immédiatement

toutes les minorités du Royaume, en commençant par les Croates. On peut donc considérer que cette mesure constituait le véritable début du conflit des langues et des nationalités et de la lutte pour l'égalité dans l'ancien Royaume de Hongrie, ou si l'on veut la rupture effective, avec toutes ses conséquences à court et à long terme, entre la Hongrie moderne et médiévale. Cette substitution du magyar au latin comme langue officielle de l'Etat, considérée à juste titre comme funeste par nombre de patriotes Hongrois eux-mêmes, portait manifestement en germes toutes les difficultés ultérieures de l'Etat hongrois, et pour commencer le tragique malentendu entre celui-ci et ses nationalités qui fut la cause essentielle de l'échec de l'insurrection nationale et jacobine de Kossuth en 1848-49, la presque totalité de celles-ci s'étant alors dressée pour la première fois contre les Magyars et fait cause commune avec l'Autriche.

Il convient toutefois d'ajouter que pour neutraliser les Hongrois les dirigeants de Vienne excitaient depuis un certain temps déjà les minorités nationales contre eux, leur faisant miroiter l'autonomie de leurs territoires respectifs, dans le but évident d'abattre la nationalité la plus forte et la plus turbulente, celle des Magyars, avec l'aide des plus faibles. Sans les excitations et les intrigues du gouvernement de Vienne, et compte tenu des idées libérales de Kossuth, il est fort probable en effet que les Hongrois et leurs minorités auraient fini par trouver un « modus vivendi » raisonnable dès 1848.

« Jusqu'en 1830, a avoué un adversaire acharné des Magyars, la Hongrie fut l'Eldorado de l'égalité nationale » (6). Et de fait, jusqu'à cette date, très approximative du reste, le berceau du renouveau linguistique et littéraire des nationalités du Royaume se situait, non pas chez leurs frères d'au-delà des frontières, mais en Hongrie même, les pays limitrophes bénéficiant d'ailleurs eux aussi, par contre coup, de ce généreux libéralisme des Hongrois. C'est ainsi que la culture des différents groupes ethniques,



établis ou réfugiés en Hongrie au cours des siècles, était devenue plus florissante sous le soi-disant « joug magyar » que dans leurs pays d'origine tels que la Roumanie ou la Serbie par exemple : Ce fut notamment à l'Université de Buda qu'enseignèrent d'abord les meilleurs slavistes ou roumanistes et qu'y furent mis à jour et imprimés dans leurs langues respectives les premiers textes et travaux d'érudits serbes, croates et slovaques. Quant au premier livre en langue roumaine il fut publié dès 1544 en Transylvanie sous les auspices d'un prince hongrois, alors que le premier livre en langue hongroise n'avait été imprimé qu'en 1527. Ces quelques faits réfutent à eux seuls la prétendue oppression des nationalités dans la Hongrie historique.

A noter également que jusqu'en 1848, quoique le Royaume ait été plus d'une fois exposé à la conquête étrangère et à un certain nombre de commotions violentes, soit religieuses soit politiques, aucun conflit sérieux n'éclata jamais entre les différentes races dont se composait sa population. Les révoltes paysannes de 1437-38 et celle de 1514 en Transylvanie n'avaient en effet constitué que des phénomènes sociaux et non politiques, des révoltes de serfs hongrois et roumains réunis contre leurs seigneurs féodaux, à l'instar du reste de celles que connut presque toute l'Europe à ces deux époques. Il convient d'ailleurs de souligner ici que si les paysans hongrois ne furent affranchis du régime féodal qu'en 1848, leur longue servitude avait été commune à toute la paysannerie du pays, qu'elle fut magyare ou non.

En fait, pratiquement jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les allogènes du Royaume avaient vécu en parfaite concorde avec les Hongrois. La lutte commune contre les Turcs constitua du reste pendant longtemps un très puissant facteur de cohésion de ses nationalités, unies par la force des choses contre un péril commun, la majeure partie de leurs frères de race étant d'ailleurs encore soumise à la domination ottomane. Ce fut la fin de

cette longue sujétion aux Turcs, la brusque floraison de liberté parmi les populations sœurs des Balkans, et notamment la formation des nouveaux royaumes de Serbie et de Roumanie, après leur émancipation de l'Empire Ottoman, qui en firent subitement des pôles d'attraction pour les Serbes et les Roumains de Hongrie, envenimant du coup le problème des nationalités et faisant prospérer des mouvements irrédentistes qui avaient été jusque-là extrêmement limités et assez peu virulents.

Les événements de 1848-49 contribuèrent aussi pour beaucoup à creuser un fossé entre les Magyars et les autres nationalités du Royaume, et les ressentiments violents qui en furent les malheureuses séquelles ne furent hélas jamais, depuis lors, complètement surmontés de part et d'autre, malgré tous les efforts ultérieurs, notamment ceux, très sincères, qui suivirent le Compromis austro-hongrois de 1867. Les Hongrois, pour leur part, furent ulcérés, après avoir en 1848 aboli le servage dans tout le Royaume, de voir se tourner ouvertement contre eux les masses paysannes roumaines et serbes émancipées par leurs soins, sans réaliser que leur guerre d'indépendance contre l'Autriche portait fatalement en elle l'émancipation complète des nationalités par la force même de son exemple et par un simple effet de contagion. Par contre il faut bien convenir qu'on décèle déjà à cette époque les premières manifestations de la haine envieuse des nationalités vis-à-vis des Hongrois, venant probablement, devant le magnifique sursaut national de ceux-ci, de la prise de conscience soudaine d'un complexe d'infériorité longtemps refoulé et d'une profonde jalousie à l'égard des qualités d'intelligence, d'allant et d'héroïsme des Magyars, qualités si spectaculairement et dangereusement exhibées aux yeux du monde entier en 1848-49. On pourra du reste constater, en la déplorant encore grandement, la même mauvaise réaction de jalousie envieuse des Etats

successeurs vis-à-vis de la Hongrie lors de sa glorieuse insurrection d'octobre-novembre 1956.

Quant aux Habsbourg, une fois les Hongrois « matés » en 1849, grâce au concours des nationalités et surtout de l'armée russe, venue « in extremis » à leur secours, ils laissèrent probablement passer à l'époque une occasion unique de stabiliser le Royaume de Hongrie et l'Empire tout entier. Du fait de leur victoire, c'était le moment où jamais de donner satisfaction dans ce cadre traditionnel à chaque groupement ethnique ou linguistique dont les revendications n'étaient pas encore à cette date séparatistes ni même fédéralistes, et dont les aspirations essentielles s'en tenaient encore à un programme de large autonomie administrative et culturelle. Ils auraient pu ensuite poursuivre jusqu'au bout, sans heurts et par étapes successives, la transformation de toute la Monarchie en un vaste Etat Confédéral et supra-national qui aurait certainement répondu au souhait profond de ses peuples et recueilli une adhésion quasi-unanime des nationalités du Royaume et de l'Empire.

Signalons toutefois que les Habsbourg, en leur qualité de Rois de Hongrie, devaient prononcer à leur couronnement le serment de respecter et de défendre l'intégrité territoriale du Royaume et que les Diètes hongroises ont toujours protesté unanimement contre les tentatives d'ériger dans celui-ci, et à fortiori de détacher de lui, des territoires autonomes, ce qui a singulièrement limité l'initiative des Habsbourg dans ce domaine, tout au moins jusqu'à la guerre d'Indépendance hongroise de 1848-49, car il convient de noter qu'à l'issue de celle-ci, après l'écrasement des Hongrois par l'armée russe, fut érigé temporairement, un peu à l'instar du Banat au siècle précédent, une province méridionale autonome appelée « Voïvodine », gouvernée par un général autrichien et comprenant d'après le recensement de 1857 respectivement 340 000 Souabes, 333 000 Serbes, 308 000 Roumains et 241 000 Magyars. Quant aux Croates, et quant aux

Roumains de Transylvanie, qui s'étaient soulevés contre les Hongrois à l'instigation de Vicne, déjà amèrement dupés dans leurs aspirations, ils furent stupéfaits, comme on l'a écrit, de recevoir en récompense des Autrichiens le même sort que les Hongrois recevaient en punition !... Comme quoi l'Histoire se répète quelquefois, sans apprendre du reste grand chose à ses victimes.

Ceci dit le nationalisme extrême, inconditionnellement hostile au maintien du Royaume, comme en fin de compte à la Monarchie tout entière, se limita jusqu'à la première guerre mondiale à une toute petite partie de la bourgeoisie et de l'intelligentsia des nationalités, à une poignée d'intellectuels plus ou moins aigris et animés le plus souvent par des ambitions purement personnelles : l'accès au pouvoir, la course aux fonctions et aux emplois étant, comme presque toujours en pareil cas, parmi les mobiles essentiels de leur agitation, car le petit peuple ignorait encore dans sa grosse majorité les rivalités authentiquement nationales, son mode de vie étant à l'époque sensiblement le même dans tout l'Empire. Il convient par ailleurs de noter que l'organisation administrative et politique traditionnelle de l'ancienne Hongrie, où existaient depuis le Moyen Age des districts autonomes, des cités royales libres et plus tard de véritables autonomies territoriales, politiques et culturelles, telles que celle des Sicules ou des Saxons de Transylvanie par exemple, faisait obstacle au développement du nationalisme dans les masses allogènes, d'autant qu'elles jouissaient, ce qui était essentiel à leurs yeux, tout au moins à cette époque, d'une liberté religieuse complète, de l'usage de leurs langues et coutumes et de droits civils sans restriction à l'intérieur du Royaume (\*). Nous avons

---

(\*) Suivant son concept historique et juridique la Sainte-Couronne hongroise constituait du reste en elle-même la charte et la garantie des libertés traditionnelles de la nation, sans aucune distinction de race ou de dialecte, la nation n'étant il est vrai représentée autrefois que par sa noblesse et ses villes libres qui étaient « membres de la Sainte-Couronne » au même titre que le roi lui-même. La Sainte-Couronne hongroise transcendait donc et unissait en quelque sorte le roi et la nation tout entière.

même vu que ces nationalités avaient atteint un niveau culturel supérieur à celui de leurs frères de race vivant dans leur propre état national : c'est ainsi par exemple qu'avant la guerre de 14-18 il y avait en Transylvanie plus d'écoles roumaines que dans l'ancienne Roumanie tout entière, et que dans ces écoles le hongrois n'était enseigné que comme seconde langue seulement, alors qu'elles étaient pour la plupart subventionnées par l'Etat hongrois comme en font foi tous les budgets de l'ancien Royaume. Or, y a-t-il aujourd'hui encore une seule école publique ou privée en France où l'on enseigne, même comme seconde langue, le breton, le flamand ou le basque?... Signalons également que sous le régime hongrois chaque village slovaque avait déjà son école. Par conséquent, et contrairement à certaines allégations mensongères, l'ancienne Hongrie n'a nullement laissé croupir ses allogènes dans l'ignorance ; elle s'efforça tout au contraire, et tout au long de son Histoire, suivant en cela les nobles et sages préceptes de son premier Roi St-Etienne, d'assurer le libre développement et la prospérité de ses nationalités.

Malgré l'attitude décevante pour les Hongrois de certaines de ces nationalités en 1848-49, il y aurait au demeurant beaucoup à écrire sur le loyalisme, l'attachement et le dévouement, parfois extrêmement touchant, dont firent preuve au cours des siècles ses populations allogènes à l'égard de l'ancienne Hongrie. Après le désastre de Mohacs en 1526, et l'occupation de la plaine danubienne par les Turcs, ce fut du reste parmi elles, en Slovaquie et en Transylvanie, que se maintinrent la conscience et la tradition nationales hongroises. Les Slovaques et les Ruthènes notamment, qui autrefois se proclamaient fièrement « Hongrois », tout en se distinguant des Magyars proprement dits, vécurent en harmonie parfaite avec ceux-ci durant des siècles et combattirent en masse dans leurs rangs tant contre les Turcs que contre les Habsbourg : Les premiers soldats de Rakoczi furent

bel et bien des Slovaques et des Ruthènes, et même durant la guerre d'indépendance hongroise de 1848-49 ils fournirent encore d'importants contingents aux armées de Kossuth. A cet égard la lecture du fameux « Mémoire de la nation slovaque au Parlement de Hongrie », en date du 10 mai 1861 (\*), est extrêmement instructive tant par son contenu très modéré que par son expression toute fraternelle à l'égard des Magyars. Ce mémoire ne réclamait d'eux à l'époque que la reconnaissance d'une « région slovaque » autonome à l'intérieur du Royaume de Hongrie, avec une représentation proportionnelle des Slovaques au Parlement Hongrois, sur le modèle de ce qui existait déjà pour la Croatie. Il fallut le malheureux incident de Cernova, qui en 1907 fit 14 morts et 60 blessés, pour voir s'envenimer vraiment les rapports entre Slovaques et Hongrois, et encore cet incident fut-il démesurément grossi à l'époque par quelques écrivains tchèques et étrangers pour dresser l'opinion européenne contre la Hongrie, bien que ce fut absolument le seul qu'on ait pu enregistrer entre les pouvoirs publics hongrois et la population slovaque au cours de plus de 1000 ans d'histoire commune. Alors qu'en contre-partie on ne compte plus le nombre d'incidents qui se sont produits entre Tchèques et Slovaques au cours des 50 dernières années, depuis que la Slovaquie a été rattachée contre son gré à la Bohême. En réalité le mouvement autonomiste slovaque dans l'ancienne Hongrie était à peine comparable en importance à celui des autonomistes bretons en France à l'heure actuelle. La première guerre mondiale confirma du reste largement le loyalisme des régiments slovaques envers la Hongrie, comme du reste aussi celui de ses autres minorités nationales. La solidarité envers la Patrie commune resta étonnamment vivante jusqu'au bout, malgré cette longue et terrible guerre qui aurait permis aux minorités hongroises de s'agiter, ce

---

(\*) Voir annexe n° 1.

qu'elles ne firent pas : Il fallut toute la propagande alliée et l'effondrement de 1918 pour cela.

La vérité c'est qu'avant la guerre de 14-18, les minorités du Royaume acceptaient sans enthousiasme, mais aussi sans révolte d'être soumises à l'autorité hongroise, leur sentiment d' « infériorité » étant plus subjectif et moral que réellement fondé sur des faits précis et caractérisés d'une tyrannie quelconque. Le grand spécialiste des problèmes minoritaires que fut, entre les deux guerres, le Suisse Aldo Dami, a soutenu non sans raison que dans le cas de la Hongrie le facteur langue s'est probablement révélé primordial dans l'attitude et l'orientation ultérieure de ses nationalités, notamment dans le cas des Croates et des Slovaques, plus à l'aise à cet égard dans leurs nouveaux Etats, et aussi dans le cas des Roumains de Transylvanie. Dans l'ancienne Hongrie ils avaient en effet besoin d'être bilingues pour monter dans la hiérarchie politique et sociale. Cet obstacle non négligeable n'existe évidemment plus pour eux aujourd'hui même s'ils rencontrent des difficultés autrement plus sérieuses dans leur nouvelle situation. Selon lui c'est la langue qui créerait presque toujours, à la longue tout au moins, le sentiment national. Si la Hongrie avait voulu conduire une politique d'assimilation de force de ses nationalités — « ce fut, entre parenthèses, la politique des rois de France », écrit-il (7) elle aurait eu tout le loisir de la faire durant des siècles, ce dont elle s'abstint à tort ou à raison. La France d'aujourd'hui, ajoute-t-il en substance, œuvre du centralisme napoléonien, a du mal à comprendre aussi bien le fédéralisme suisse que l'existence et la cohabitation des minorités en Europe Centrale et Orientale. Mais la Hongrie n'a pas fait la politique des rois de France, ni celle de la Révolution et de l'Empire. Et par une curieuse conséquence c'est à sa politique millénaire d'unification que la France doit d'avoir été ménagée dans ses défaites, tant en 1815 qu'en 1871, alors que la Hongrie a été en fait punie en 1920 pour avoir négligé

son unification et laissé les nationalités se développer librement sur son sol... Si elle les avait réellement opprimés, celles-ci auraient disparu depuis longtemps et elle n'en serait pas aujourd'hui aux frontières de TRIANON. L'oppression subie par les nationalités dans l'ancienne Hongrie n'est donc qu'une fable, et c'est tout au contraire les Hongrois qui ont été finalement les victimes de leur trop grand libéralisme à l'égard de leurs nationalités au cours des siècles passés. Les bénéficiaires du traité de TRIANON sont loin quant à eux d'avoir usé, comme nous le verrons, de la même tolérance, pour ne pas dire de la même générosité, à l'égard des populations hongroises tombées sous leur domination.

Aussi bien Kossuth pouvait-il s'écrier le 18 novembre 1858 dans son célèbre discours de City Hall de Glasgow : « Je défie qu'on puisse trouver dans l'histoire du monde entier l'exemple d'une nation qui, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, se soit montrée aussi tolérante, aussi juste, aussi libérale envers les autres nationalités que la nation magyare ». Kossuth projeta du reste en exil une vaste « Confédération des peuples du Danube », voulant substituer à l'Empire d'Autriche, après avoir écarté tout motif de dissentiment entre ses divers peuples, un groupe de nations libres et fédérées, excluant l'Autriche, dont la Hongrie aurait bien entendu formé le noyau. « Que le Magyar se contente d'être le 1<sup>er</sup> parmi des égaux » conseillait-il sagement à ses compatriotes et, pour clôturer son projet, il lançait aux nationalités du Royaume le pathétique appel suivant qui, plus d'un siècle après, reste encore si actuel : « Nous enterrons dans la tombe du passé le souvenir des anciennes offenses. Que nos compagnons d'infortune, les Croates, les Slovaques, les Valaques enterrent dans la même tombe les offenses dont nous avons pu nous rendre coupables envers eux !... Tous, nous avons quelque chose à oublier et quelque chose à apprendre ».

Au demeurant Kossuth ne cessa de mettre en garde



les Hongrois contre un compromis avec l'Autriche qui ne pouvait de toutes façons, selon lui, empêcher la désintégration de l'Empire des Habsbourg. Il considérait comme inévitable un affrontement entre les grandes puissances qui entraînerait l'effondrement de l'Autriche. « Un compromis, écrivait-il, ne nous laisserait d'autre gloire que celle d'être nous-même le bûcher sur lequel l'aigle autrichien sera brûlé... » Kossuth, qui redoutait, comme on le voit, avec une clairvoyance remarquable, que le compromis avec l'Autriche « n'entraîne, suivant son expression, la nation au point où elle ne pourra plus jamais être maître de l'avenir », n'a hélas pu empêcher ce qu'il craignait par-dessus tout, que le monde « croie la Hongrie complice de l'Autriche ». Et, de fait, après le Compromis de 1867, le monde entier s'accoutuma à voir la Hongrie à travers l'Autriche, et le traité de TRIANON lui-même fut un peu, comme on l'a écrit, le produit de cette confusion et de cette équivoque dans l'esprit de diplomates et d'hommes d'Etat peu informés et superficiels. La Hongrie fut en réalité accablée et victime de ce reproche muet : « Pourquoi, en 1867, vous êtes-vous jetée dans les bras des Hasbourg et du pangermanisme ?... » (8)

Assez paradoxalement, face à Kossuth qui aurait souhaité fonder l'union des peuples danubiens en les associant tous autour de la Hongrie à la destruction préalable de l'Autriche, ce fut l'historien tchèque Palacky qui préconisa en 1865, dans une brochure intitulée « L'idée de l'Etat autrichien », la restructuration fédérale de la Monarchie dans « le respect absolu des droits des divers groupes ethniques » sous la forme de 8 Etats nouveaux créés sur la base exclusive de la nationalité, ignorant du reste lui aussi, d'une certaine façon, les liens noués par l'Histoire. L'Autriche, écrivait-il en substance, n'a qu'une raison d'être : c'est de devenir la protectrice de toutes les nationalités de l'Empire qui sont trop faibles pour subsister si elles restent isolées au poste dangereux

où l'Histoire les a placées, mais qui seront assez fortes s'il s'établit entre elles une fédération. L'Autriche est un Etat indispensable à la sécurité de l'Europe et de l'humanité. D'où sa fameuse formule si souvent citée : « Si l'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer ». Il convient d'ailleurs, par souci d'objectivité, de noter ici que Masaryk lui-même fut longtemps un nationaliste tchèque modéré partageant les vues de Palacky, et qu'en 1908 il qualifiait encore d'utopique la revendication d'un état tchèque indépendant : son nationalisme ne se durcit vraiment que dans les années qui précédèrent immédiatement la guerre 14-18 et surtout durant celle-ci.

Un plan de reconstruction de la Monarchie, assez proche du précédent, fut encore celui proposé en 1906 par le roumain transylvain Aurel Popovici, dans un volumineux ouvrage publié à Leipzig. Convaincu lui aussi de la nécessité d'une union étroite des petits peuples du Danube, face aux tendances hégémoniques allemandes et russes, il préconisait sa transformation en « Etats-Unis de Grande Autriche », constitués également selon des critères ethniques et non historiques. C'est du reste à son projet que devait s'intéresser l'Archiduc héritier François-Ferdinand à la veille de la guerre, ce qui lui attira l'hostilité curieusement conjuguée des Hongrois et des Serbes qui craignaient à juste titre, de voir s'effondrer avec lui le maintien et l'unité de la Grande Hongrie millénaire pour les premiers, le rêve d'une Grande Serbie pour les seconds.

Précisons que dans tous ces plans — sauf celui de Kossuth bien sûr — la Hongrie était ramenée aux seuls territoires ethniques magyars, ce qui était tout de même plus équitable pour elle que la véritable vivisection en pleines masses hongroises qui fut opérée plus tard à TRIANON. A la veille de la guerre des cercles autrichiens eux-mêmes considéraient le dualisme comme une formule transitoire et aspiraient à voir un jour ou l'autre la structure de la Monarchie transformée sur la base des

nationalités, mais avec l'arrière-pensée pour certains de mieux les germaniser de cette manière. C'est ainsi que l'Archiduc François-Ferdinand aurait déclaré dès 1895 au baron Margutti : « Le fédéralisme est l'unique salut de la Monarchie. Dans ce but je ferai de la Hongrie 4 fragments et des autres pays autant qu'il sera nécessaire, chaque parcelle étant dotée d'une très large autonomie pour ses affaires intérieures, mais dont la langue officielle commune serait exclusivement l'allemand qui deviendrait ainsi le véhicule de leur civilisation commune. » D'après le Comte Czernin, l'Archiduc aurait même émis en 1913 l'idée de céder la Transylvanie hongroise à la Roumanie à condition que la Grande-Roumanie, ainsi formée, fut rattachée elle aussi à l'Empire des Habsbourg, la Croatie et la Bosnie-Herzégovine fusionnant de la même façon au Sud dans un Etat Illyrien destiné à s'accroître ultérieurement de la Serbie, toujours à l'intérieur de la Monarchie (9). Ce dernier projet, qui inquiétait particulièrement les Serbes, les aurait déterminés à l'assassinat de Sarajevo.

Rappelons que la Transylvanie fit partie intégrante du Royaume de Hongrie jusqu'en 1572, qu'elle fut ensuite une Principauté indépendante jusqu'en 1711 puis administrée directement par l'Autriche, comme Grande Principauté distincte du Royaume, pratiquement jusqu'au Compromis de 1867 à partir duquel elle refit partie organique de la Hongrie jusqu'au traité de TRIANON. Précisons toutefois que durant les quelques 150 années de domination turque, qui vit la Hongrie écartelée déjà en 3 tronçons distincts, ce fut la Transylvanie indépendante qui assura principalement la survie de la pensée et de la culture hongroise, et que les Roumains, malgré leur nombre grandissant, ne jouèrent pratiquement aucun rôle jusqu'en 1848 dans son évolution tant historique et politique que culturelle. A cet égard il faut convenir que le tort des Hongrois — ou plus exactement des Autrichiens dont dépendit la Transylvanie jusqu'au Compro-

mis de 1867 — fut d'admettre trop tard les Roumains à l'égalité des droits avec les autres nationalités. Pendant plusieurs siècles en effet, la Transylvanie, unité séparée, fut une véritable petite fédération basée sur l'égalité de « 3 nations » seulement : la hongroise, la sicule et la saxonne. Ce n'est qu'en 1848, à la faveur de la Guerre d'Indépendance, que la législation hongroise, abolissant le système des « 3 nations », accorda du même coup l'égalité aux Roumains qui constituaient déjà la moitié de la population. Des siècles de vic commune avaient cependant déjà contribué, dans la pratique, à l'établissement d'un « *modus vivendi* » stable et équilibré, assez semblable à celui des cantons suisses, entre les différentes nationalités, y compris les Roumains, la domination du plus grand nombre ayant toujours été exclue dans cette province de la Monarchie, du moins jusqu'à TRIANON. Rappelons aussi, pour souligner le libéralisme qui régnait autrefois en Transylvanie, que la liberté religieuse y fut solennellement proclamée dès 1555, à la Diète de Torda, pour la première fois en Europe et alors même que les guerres de religions y faisaient rage presque partout ailleurs (10).

Quand à la Croatic-Slavonie « elle jouissait dans l'ancien Royaume de Hongrie, au point de vue de la langue, d'une autonomie complète, le hongrois n'ayant été langue d'Etat que dans le reste de la Hongrie. En Croatie-Slavonie le croate était langue officielle même dans les services publics hongrois... et ce qui est plus, dans la correspondance officielle entre la Hongrie proprement dite et la Croatic-Slavonie la langue intermédiaire était le croate et non pas le hongrois... On n'a probablement jamais été si loin, en aucun pays, dans les faveurs accordés à une langue de nationalité. Ceux donc qui disaient que la langue croate était opprimée en Croatie-Slavonie et qu'on y magyarisait de force la population, ne connaissaient pas la situation, ou bien l'altéraient sciemment. Les Croates se sont détachés de la Hongrie parce que

dans leur majorité ils se sentaient et se voulaient slaves et non Hongrois — mais non pas parce qu'ils étaient opprimés » (11). Ce fut essentiellement la guerre d'Indépendance Hongroise de 1848-49 qui marqua le début de la détérioration des bons rapports séculaires hungaro-croates, les Croates ayant, au cours de celle-ci, pris fait et cause pour les Autrichiens. Ces rapports étaient restés remarquablement bons jusque-là, resserrés du reste durant plusieurs siècles par une fraternité d'armes étroite dans la lutte contre les Turcs. L'antagonisme entre Croates et Hongrois était donc relativement récent. Par la suite ce fut le mouvement dit « illyrien », prônant une union des Slaves du Sud à l'intérieur de l'Empire, qui empêcha toute réconciliation sincère avec les Hongrois, pourtant prêts, quant à eux, à bien des concessions comme l'a prouvé le Compromis hungaro-croate de 1868, encore élargi en 1873. En fait, la Hongrie n'eut aucune responsabilité particulière dans la détérioration des rapports hungaro-croates causée uniquement par la politique Sud-Slave de l'Autriche et les écrits de quelques écrivains croates exaltés et utopistes, la masse du peuple croate n'ayant du reste manifesté à aucun moment une agitation anti-hongroise. A vrai dire les Croates ne surent pas saisir leur chance et tirer tout le profit possible des avances hongroises. Ils se méprirent surtout gravement comme nous le verrons plus loin sur les visées serbes. En fin de compte, le peuple croate, tiraillé entre l'Autriche et la Hongrie, les a abandonnées toutes deux après plus de 800 ans de vie commune : Il leur fallait l'expérience yougoslave, comme aux Slovaques l'expérience tchéco-slovaque, pour leur ouvrir les yeux. Eblouis par les rêves de « fraternité slave » ils se sont détournés de la Hongrie qui était pourtant la seule à pouvoir leur garantir une réelle autonomie. Ajoutons que le Compromis hungaro-croate, tant de fois décrié avant la première guerre mondiale, avait également assuré à la Croatie-Slavonie une prospérité sans précédent due essentiel-

lement au soutien matériel et financier de la Hongrie (12).

Ainsi, assez paradoxalement, à la veille de la première guerre mondiale, alors que la Hongrie, grâce au Compromis avec l'Autriche et à son étonnante remontée démographique, était en passe de retrouver son antique vigueur et de redevenir le pivot géopolitique de l'Empire — lequel recouvrait du reste approximativement l'ancien domaine du roi Mathias Corvin de Hongrie au XV<sup>e</sup> siècle — des menaces mortelles visant son intégrité territoriale se dessinaient tout autour d'elle, au sein même de l'Empire et jusque dans ses sphères dirigeantes. Et pourtant le Compromis austro-hongrois de 1867, malgré le monopole du pouvoir qu'il avait pratiquement institué en faveur de deux nationalités seulement, l'allemande et la magyare, constituait quand même un progrès considérable par rapport au centralisme habsbourgeois qui avait prévalu jusque-là, sous la seule réserve de ne marquer qu'une étape dans la transformation nécessaire, et du reste inéluctable, de la Monarchie tout entière. Sans la catastrophe de 1918 le dualisme aurait d'ailleurs fini par s'élargir graduellement en une sorte de Confédération qui eût associé, sous une forme ou sous une autre, les 25 millions de Slaves de l'Empire à ses 12 millions d'Allemands et à ses 11 millions de Magyars, en commençant probablement par les Tchèques dont les droits historiques à l'autonomie étaient aussi anciens et de même nature que ceux des Hongrois. A cet égard il convient toutefois de noter, car on l'oublie trop souvent, d'une part que la Bohême, qui briguait à juste titre dans l'Empire une place bien à elle, se trouvait inclure elle aussi dans ses limites historiques et géographiques, tout un anneau de populations allogènes — en l'occurrence celle des Sudètes — et d'autre part que les Tchèques étaient déjà dans une large mesure parmi les principaux bénéficiaires de l'ancien système, 60 % de l'industrie de l'Empire ayant notamment été édifiée chez

eux, (\*) et l'administration commune ayant été de longue date envahie par leurs ressortissants, à tel point qu'ils furent longtemps accusés, plus particulièrement par les Hongrois et les Polonais, d'avoir été dans l'Empire les plus zélés serviteurs des tendances absolutistes des Habsbourg.

Il convient également de souligner que si la Hongrie a incontestablement bénéficié du dualisme instauré en 1867 entre elle et l'Autriche, dans la mesure où celui-ci consacrait son autonomie interne totale dans le cadre historique et géographique de ses frontières d'avant la conquête turque, elle a alors elle-même fait preuve — dans un premier temps tout au moins — des meilleures dispositions vis-à-vis de ses nationalités. Sous l'influence prédominante de François Deak, surnommé à juste titre par les Hongrois « le sage de la Patrie », et de Joseph Eötvös, hommes probes et pondérés s'il en fut, dignes de figurer comme on l'a écrit « parmi les plus belles et hautes figures morales de leur temps », le Parlement Hongrois rétablit dès 1868, en l'élargissant même sensiblement sur plusieurs points, la fameuse Loi dite des Nationalités, qui avait été promulguée une première fois le 27 juillet 1848 à Szeged, à l'initiative de Barthélemy de Szmere, par le Gouvernement Révolutionnaire de Kossuth, pour compléter l'œuvre législative d'avril 1848 : Cette loi, qui faisait de l'égalité juridique des nationalités un article fondamental du droit public hongrois, et qui était au demeurant la première dans le monde entier à assurer le libre développement des minorités dans un pays, « était si libérale dans son inspiration et dans ses dispositions qu'un demi-siècle plus tard juristes et hommes politiques magyars, et même occidentaux, pouvaient déplorer qu'elle n'eût pas servi de modèle aux accords internationaux et aux différentes législations nationales destinées à assurer la protection

---

(\*) Près de 65 % de son commerce extérieur ayant été constitué par les produits industriels tchèques.

des minorités hongroises dans les Etats successeurs ». A noter du reste, qu'à l'exception de la Suisse, et plus récemment de la Belgique, les minorités linguistiques ne sont toujours pas reconnues officiellement dans la plupart des pays d'Europe, malgré le vœu émis à cet égard par la Société des Nations entre les 2 guerres, et qu'en France notamment il n'existe toujours, comme on sait, aucune garantie juridique concernant la vie culturelle propre des Bretons, des Flamands ou des Basques par exemple.

Ce furent essentiellement la passivité politique des nationalités, qui ne surent ou ne voulurent pas profiter des possibilités considérables que leur assurait la loi de 1868, et les menées subversives de certains de leurs leaders, se refusant obstinément à désarmer, qui découragèrent à la longue l'Etat Hongrois et l'empêchèrent de poursuivre et d'élargir cette politique minoritaire qui s'était pourtant voulue très généreuse et libérale au départ, d'où une application timorée et incomplète de cette excellente loi, pour aboutir à un immobilisme de mauvais augure et même, vers 1880, à un renversement de tendance regrettable vers un « Etat national » unitaire et centralisé, renversement aussi peu intelligent que dangereux, qui constitua probablement, malgré ses excuses indéniables, la faute capitale des dirigeants hongrois de cette époque, et qui contribua en partie, une quarantaine d'années plus tard, en servant de prétexte aux ennemis de la Hongrie, à la catastrophe de TRIANON et à la perte des frontières millénaires du Royaume, alors que seule la politique libérale inverse, amorcée en 1868 et obstinément poursuivie, aurait pu sauver selon nous l'unité et l'intégrité des pays de la Sainte Couronne.

Signalons à cet égard qu'Eötvös par exemple concevait, comme solution de la question des nationalités en Hongrie, l'autonomie nationale assurée par le « self-government » des départements ou « comitats » (la Hongrie proprement dite était divisée en 63 comitats depuis l'épo-



que de St Etienne), un peu sur le modèle des cantons suisses, dans le cadre de l'Etat unitaire historique, le suffrage universel donnant par ailleurs à chaque nationalité la possibilité de se faire représenter au Parlement proportionnellement à son nombre. Rendons également hommage aux efforts clavoyants déployés à l'époque par un politicien hongrois nommé Mocsary, auteur de plusieurs études remarquables sur la question des nationalités, qui, ayant tiré beaucoup d'enseignements des événements de 1848-49, prit la parole au Parlement hongrois, dans les années qui suivirent le Compromis, pour attirer l'attention de ses collègues et du Gouvernement sur les dangers d'une politique ne tenant pas suffisamment compte des aspirations des nationalités à une certaine autonomie à l'intérieur du Royaume, et pour prôner la nécessité d'un règlement sincère et définitif de la question des libertés linguistiques. N'obtenant pas gain de cause et découragé, ce patriote clairvoyant se retira, hélas, de la vie politique.

Il faut dire toutefois, à la décharge des dirigeants hongrois de l'époque, que certains leaders des nationalités ne cachaient pas que l'autonomie réclamée pas eux ne constituait qu'une première étape sur la voie d'une sécession complète, d'où, par réaction d'auto-défense, leur politique tendant à maintenir et même à renforcer le centralisme de l'Etat, et, ce qui était beaucoup plus dangereux, à accélérer le processus d'assimilation des allogènes, ce qu'on a appelé à l'extérieur, non sans beaucoup d'exagération du reste, la politique de « magyarisation » du Gouvernement Hongrois. C'est ainsi par exemple que fut dénoncé comme un véritable « attentat » contre la langue des allogènes une loi de 1879 qui rendit seulement obligatoire la langue hongroise comme matière d'enseignement dans les écoles minoritaires. L'ensemble de cette politique fut elle-même dénoncée, avec un certain nombre d'arguments valables, par le Congrès des Nationalités (Roumains, Slovaques et Serbes), réuni

le 19 août 1895 à Budapest, qui déclara assez légitimement que c'était l'ensemble des nationalités de la Hongrie qui devrait être identifié avec l'Etat, et qui réclama, ce qui allait de soi, la représentation au Parlement des différentes nationalités. Notons du reste que même le fameux « Mémoire Roumain » de 1892, qui fit tant de bruit à l'époque, ne réclamait qu'un simple retour de la Transylvanie à l'autonomie nationale dans le cadre traditionnel du Royaume : C'était surtout son ton haineux et ses calomnies à l'égard des Hongrois qui le rendaient inacceptable par ceux-ci. Il apparaît donc que l'opposition des nationalités n'était pas encore irréductible ni insurmontable et qu'une action gouvernementale un peu plus souple, compréhensive et persévérante l'eût probablement désarmée à la longue, moyennant un certain nombre de concessions qui n'auraient pas porté atteinte à l'unité fondamentale du Royaume et l'auraient probablement même ultérieurement sauvegardé sinon renforcé. Ce furent essentiellement la guerre et surtout la défaite qui exaspérèrent ces tendances et muèrent les demandes d'autonomie en aspirations nettement séparatistes, sans laisser à la Hongrie les délais nécessaires, ni même la possibilité, de résoudre équitablement, et pour leur plus grand profit commun, le problème de ses nationalités. Par la suite celles-ci pâtirent d'ailleurs également, et parfois atrocement, de leur nouveau destin, en particulier comme nous le verrons les Croates, mais aussi, dans une moindre mesure les Slovaques et les Ruthènes, et même les Roumains de Transylvanie.

En dernière analyse, malgré les quelques errements politiques que nous venons de souligner et qui ne furent le fait que d'une toute petite période de l'Histoire hongroise, on peut affirmer qu'à aucun moment la Hongrie n'a réellement opprimé ses nationalités ni même, nous l'avons montré, négligé tant soit peu, bien au contraire, leur développement culturel. En tout cas, si son attitude vis-à-vis d'elles n'a pas été irréprochable jusqu'au bout,

et si elle n'a pas exactement traité ses allogènes comme des « frères », selon le vœu de Kossuth, sa politique minoritaire supporte aujourd'hui très largement, et à son plus grand avantage, toute comparaison avec celle suivie au cours des cinquantes dernières années dans la plupart des Etats européens, et notamment dans les Etats successeurs à l'égard des minorités, qu'elles soient hongroises ou non, soumises depuis TRIANON à leur domination. Aujourd'hui encore ces minorités seraient plus que satisfaites si elles pouvaient jouir d'autant de droits dans ces pays que les nationalités n'en jouissaient dans l'ancienne Hongrie. Quand à parler à leur propos d'une « injustice millénaire », comme certains hommes d'état ou diplomates occidentaux osèrent le faire à TRIANON, c'est justement ce passé millénaire qui plaide le plus en faveur de la Hongrie et ne lui fait nullement craindre la comparaison avec celui de ses anciens et nouveaux voisins, ni même avec celui, assez peu édifiant dans ce domaine, des nations les plus évoluées du Monde Occidental, sans même aller jusqu'à évoquer par exemple le sort réservé, avec leur accord et leur complicité, par les Tchèques, en 1945, aux Allemands des Sudètes et à une importante partie des Hongrois de Slovaquie, qui furent expulsés purement et simplement de régions qu'ils habitaient depuis des siècles.

En réalité, comme l'a très justement rappelé Monsieur Jerzy Lukaszewski dans la remarquable « Historiographie de l'Autriche-Hongrie » qu'il a publiée (13), le tableau caricatural de l'Autriche-Hongrie, Etat incurablement malade et « prison des peuples », qui a prédominé au début de ce siècle et entre les deux dernières guerres, a été essentiellement l'œuvre de quelques politiciens issus des futurs Etats successeurs qui ont littéralement submergé l'Occident des produits de leur mauvaise littérature, et parmi ceux-ci une place particulière revient aux ouvrages de Masaryk et de Bénés qui ont eu à cette époque un retentissement énorme. Alors que dans

l'ancienne Monarchie la situation des Tchèques « opprimés » était curieusement supérieure à celle des Hongrois « oppresseurs » et qu'en outre le niveau de vie des citoyens des « Etats nationaux » voisins, comme la Roumanie et la Serbie par exemple, ne contrastait pas favorablement avec celui de leurs frères de race vivant sous le règne des Habsbourg. A noter du reste que tous ces propagandistes, qui avaient toujours à la bouche ou sous la plume le droit naturel des peuples à disposer d'eux-mêmes, n'ont jamais soufflé mot avant et pendant la guerre, sur les droits de leurs minorités futures, leur aveuglement égoïste les ayant toujours empêchés de reconnaître aux autres les droits qu'ils réclamaient pour eux-mêmes, alors qu'ils remplissaient le monde entier de leurs plaintes contre l'oppression hongroise au point d'être finalement arrivés à faire passer les Hongrois dans l'opinion publique occidentale pour des sortes de despotes asiatiques, oppresseurs et barbares. Il est vrai qu'il est toujours aisé de convaincre ceux qui veulent être convaincus et que la prédisposition affective de l'Occident à cette propagande outrancière annihilait d'avance à l'époque toute tentative ou plaidoirie de la Hongrie pour justifier sa politique minoritaire et rejeter les mensonges dont on l'abreuvait.

En tout cas, comparé au demi-siècle qui vient de s'écouler depuis les traités de St-Germain et de Trianon, celui qui s'était précédemment écoulé entre le Compromis Austro-Hongrois de 1867 et la première guerre mondiale fut — on peut le constater aujourd'hui en toute impartialité — une ère de paix et de calme, de grande activité économique et culturelle, et de prospérité, pour tous ces peuples sans exception. Véritablement il n'y avait rien dans cette Monarchie que le temps ne puisse rectifier... Les dernières années étaient déjà nettement marquées par le développement des provinces et l'atténuation des différences entre les nationalités. « L'Etat fut légal, tolérant et libéral, son administration efficace et honnête...

Cette administration, même si on peut lui reprocher d'avoir été, pendant certaines périodes, un instrument d'oppression nationale et de germanisation, a le mérite d'avoir apporté le progrès même dans les provinces les plus lointaines et les plus attardées » (14). En particulier « l'administration hongroise d'avant guerre était un peu dure sans doute et trop stricte, mais correcte et d'une intégrité absolue » (15), ce qui, de l'avis général, ne fut certes pas le cas pendant longtemps de celle des Etats successeurs, notamment de l'administration roumaine et serbe.

« La guerre provoqua l'effondrement de la Double Monarchie alors que le temps eût parachevé sans destructions, sans souffrances, sans retours, sa transformation. Au demeurant, à la veille du conflit, l'impression générale était celle d'un grand pays florissant et prospère. Le bien-être augmentait. Les services publics fonctionnaient parfaitement. La vie privée était pleine de douceur. Et en dépit des apparences hiérarchiques, on sentait une lente mais sûre action de progrès et de justice sociale » (16).

## CHAPITRE II

### LA GRANDE GUERRE :

#### SES ORIGINES, SON EVOLUTION ET LE CLIMAT DE 1918

Quant à la responsabilité majeure, sinon exclusive, des Empires Centraux, et notamment de l'Autriche-Hongrie, dans la provocation et le déclenchement de la guerre 1914-1918, elle apparaît aujourd'hui comme une fiction savamment créée et entretenue, pendant et après celle-ci, par un certain nombre d'historiens de parti pris ou ayant travaillé sur la base de documents expurgés ou encore incomplets à l'époque. Nous désirons pour notre part contribuer à dissiper cette fiction en nous référant à quelques auteurs choisis exclusivement dans le camp des vainqueurs ou des neutres.

Il est d'abord généralement admis à l'heure actuelle, comme le rappelait encore récemment M<sup>e</sup> Isorni dans l'introduction de son « Histoire véridique de la Grande Guerre (17) » qu'en 1914 l'Europe de la « paix armée », coupée en deux camps prêts à s'affronter à la première occasion, était condamnée inéluctablement à la guerre, et que même sans Sarajevo la paix n'aurait pu être assurée pour longtemps. Dès 1925, le Président Nitti, ancien Président du Conseil italien pendant la première guerre mondiale, écrivait de son côté : « Etant donné la situation politique qui s'était formée en Europe la guerre était inévitable, on pouvait la retarder, mais on ne pouvait guère l'éviter. En réalité on préparait partout les conditions favorables au déclenchement d'un conflit. On ne peut

donc parler honnêtement d'une responsabilité unique (18). » Dans un ouvrage particulièrement instructif en la matière, publié en 1934 et intitulé « Les Coupables », Henri Pozzi écrivait quant à lui : « Qu'une guerre, tôt ou tard, dut mettre aux prises les deux grands blocs d'alliances et d'intérêts qui se partageaient alors l'Europe, la chose était certaine, mais cette catastrophe, si elle paraissait inévitable, pouvait encore, en juillet 1914, être retardée (19) ». Du reste, ajouterons-nous, la guerre avait failli éclater déjà à plusieurs reprises depuis le début du siècle, notamment en 1909 et en 1913. A la vérité, à force de la craindre, chacun la préparait fébrilement et c'est en grande partie pour cela qu'elle a sans doute fini par éclater. Aussi bien, surtout depuis qu'on a divulgué un peu partout en Europe les archives diplomatiques secrètes des chancelleries concernant cette époque, la responsabilité des Empires Centraux dans le déclenchement de la première Guerre Mondiale a-t-elle été complètement remise en question par tous les historiens sérieux qui, pour la plupart, inclinent à l'heure actuelle vers une responsabilité pour le moins largement partagée.

Certains même, comme Alfred Fabre-Luce, dès 1924 dans son ouvrage « La Victoire », n'ont pas craint d'aller plus loin, laissant clairement et courageusement entendre que ce fut bel et bien une machination secrète serbo-russe qui provoqua la catastrophe, thèse du reste reprise avec encore plus d'arguments et de force avec son « Histoire Démaquillée » (1914 : qui était l'assassin ?) dans la préface duquel il écrit notamment : « La longue altération de l'histoire de juillet 1914 s'explique surtout par des falsifications de documents... Le public s'attache aux mythes et légendes qu'on lui a fournis... La diffusion de la vérité a été entravée par une censure discrète émanant de certains groupes de pression... Des hommes d'Etat disparus tentent de nous duper... Ils ont réussi à mystifier leurs contemporains et jusqu'à leurs successeurs. A cause d'eux bien des citoyens ont clos leurs yeux sur des passés

imaginaires... C'est l'histoire qui garde le dernier mot... (20) ».

Et de fait, en 1914, derrière les agissements des Serbes, qui leur servaient en quelque sorte de bélier, il y avait manifestement des intérêts beaucoup plus importants, notamment ceux de la Russie en Europe Centrale et dans les Balkans. « L'assassinat de Sarajévo, qui déclencha la première guerre mondiale fut, on en a aujourd'hui la certitude, manigancé par la Serbie encouragée en sous-main par la Russie, pour entraîner par une guerre générale le partage de l'Autriche-Hongrie. La Serbie a été l'instrument russe de la provocation à la guerre » (21). Pour cette dernière, comme nous l'avons déjà dit, le véritable motif de l'assassinat de Sarajévo, organisé par la Narodna Odbrana, émanation notoire de son gouvernement, c'était la suppression de l'Archiduc François-Ferdinand, seul et dernier obstacle à l'irrédentisme serbe. « Le règne de l'archiduc, le trialisme qu'il projetait d'instituer, c'était l'autonomie des Slaves du Sud, leur participation à une monarchie fédéralisée, le panslavisme perdant sa raison d'être, la Grande Serbie impossible » (22). Du reste « si la Russie avait été victorieuse et ne s'était pas effondrée en 1917, elle aurait obtenu d'immenses avantages territoriaux, entre autres la domination absolue de la Pologne, de la Mer Noire et la possession de Constantinople. La guerre européenne, examinée en soi, a surtout été la guerre de la Russie, voulue par sa caste militaire pour effacer sa défaite de 1905 en face du Japon » (23). La Russie chercha délibérément en Europe une compensation à ses déboires orientaux. Par ailleurs, comme l'a très justement souligné Henri Pozzi dans son ouvrage précité, en plus de leurs ambitions en Europe Centrale et dans les Balkans, « de terribles difficultés intérieures poussaient les Russes à la guerre en 1914. Par 3 fois, en février 1909, en décembre 1912 et en août 1913 elle avait déjà envisagé la guerre contre l'Autriche... Le panslavisme russe, en effet, n'avait



jamais oublié, jamais pardonné la défaite que l'Autriche-Hongrie lui avait fait subir, en 1878, à ce Congrès de Berlin où les Grandes Puissances, à l'instigation de Vienne, lui avaient arraché le fruit de ses victoires sur les Turcs... » Et Henri Pozzi, télégrammes officiels à l'appui, profère cette accusation capitale, et du reste irréfutable : « Sans la mobilisation secrète russe du 24 juillet, qu'elle nous a caché pendant 48 heures pour nous mettre dans l'impossibilité de l'arrêter, les efforts tentés de tous côtés, pendant la dernière semaine de juillet 1914, pour sauver la paix, auraient réussi. Il n'y aurait pas eu de guerre... Et lorsqu'au dernier moment l'Autriche sembla disposée à transiger, ce n'est pas l'Allemagne, c'est la Russie qui a repoussé la proposition britannique de Conférence Internationale... L'Autriche-Hongrie a été acculée à une lutte à mort par la Russie... Le Gouvernement français, reconnaît Pozzi, a laissé faire la Russie... Il est incontestable, écrit-il, que notre Gouvernement, ou tout au moins ses chefs, savaient à la déclaration de guerre, que l'Europe devait la guerre, et la devait uniquement à l'ordre de mobilisation lancé le 24 juillet, à notre insu, par la Russie... Au reste l'évidence de la culpabilité russe était si écrasante que la dépêche où Maurice Paléologue annonçait cette mobilisation a été supprimée dans le Livre Jaune sur les origines de la guerre publié par notre Quai d'Orsay et dont les rédacteurs n'avaient pas prévu que, non seulement Maurice Paléologue, mais Sazonov lui-même rétabliraient un jour la vérité... La mobilisation russe du 24 juillet, dans les 4 principales circonscriptions militaires de Moscou, Kiev, Kazan et Odessa, ainsi que celle des flottes de la Baltique et de la Mer Noire, portant sur les 2/3 des forces de première ligne, précise-t-il, a été le 1<sup>er</sup> geste de guerre fait en Europe, celui qui a déterminé tous les autres, et notamment la contre-mobilisation allemande » (24). Au demeurant, le véritable agresseur est toujours celui qui désire changer par la guerre une situation existante, quels que soient les prétextes diploma-

tiques ou militaires qui sont ingénieusement suscités ou invoqués par la suite.

Quant aux responsabilités de la France voici ce qu'a écrit dès 1924 l'américain Harry Elmer Barnes dans un article intitulé « Poincaré et les responsabilités de la guerre » (25) : « La France, en 1914, s'était déjà mise en défaut en ne s'opposant pas aux ambitions du gouvernement tsariste en Orient, en laissant les mains libres à la Russie et en fermant les yeux sur ses agissements criminels dans les Balkans qui aboutirent au double assassinat de Sarajévo — participant ainsi à une politique qui conduisait à la catastrophe. Ceci est l'exacte vérité malgré le fait que Poincaré essaya vainement de justifier plus tard sa politique en écrivant n'avoir nourri « aucune sympathie envers les ambitions imaginaires de la Russie ». Raymond Poincaré, lorrain d'origine, et de tempérament notoirement belliqueux, n'a pas eu en fait d'autre pensée que de reprendre l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne, et exerça même avec constance et ténacité une pression sur la Russie dans ce sens (prêts d'argent aux Russes notamment pour construire des voies ferrées stratégiques conduisant aux frontières allemandes, etc.) . Il n'a pas hésité pour cela, conclut-il un peu naïvement, à servir, lui bon républicain, les ambitions impérialistes de l'autocratie russe les moins justifiables avec le génie et avec les aspirations démocratiques de notre propre pays !... ». Un fait est en tout cas très symptomatique et certain, c'est qu'il coupa court en 1912 à une tentative de rapprochement que fit l'Allemagne sur la base d'une autonomie éventuelle de l'Alsace-Lorraine.

En somme, en 1914, toute l'astuce a été d'obliger l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne à déclarer une guerre que la Russie et la France désiraient secrètement, les apparences et l'avantage diplomatique restant ainsi de leur côté. Et c'est ainsi, qu'avec l'appui secret de la Russie, la Serbie eut la tâche d'exciter l'Autriche au-delà de toute patience. C'est Robert Valléry-Radot qui a écrit : « Il ne

fallait pas une extraordinaire perspicacité pour deviner que la visite de Poincaré à Pétrograd, accompagné d'un bataillon d'experts, ne s'est pas fait pour consolider la paix ». Et Aldo Dami : « Par mille fibres, la question d'Alsace-Lorraine, qui a hanté non seulement Boulanger et Déroulède, mais Delcassé et Poincaré, est la source de la dernière guerre ». Et de nouveau Alfred Fabre-Luce, le meilleur expert en la matière : « Etait-il nécessaire de faire tuer 1 500 000 Français pour récupérer 1 500 000 Alsaciens-Lorrains ? L'autonomie aurait pu être atteinte par un accord franco-allemand, recherché du reste par l'Allemagne sur cette base, et s'épanouir plus tard à l'intérieur d'une Europe Fédérale » (26).

Il était clair que l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne ne voulaient qu'une guerre limitée à la Serbie, alors que la France et la Russie, et bien sûr la Serbie elle-même, recherchaient la guerre générale, seule susceptible apparemment de satisfaire leurs intérêts ou leurs ambitions. La Russie et la France seules ont donc, dès le début, envisagé et préparé une guerre européenne générale. Aussi bien les conclusions les plus pertinentes restent-elles toujours celles d'Alfred Fabre-Luce en 1924, dans son ouvrage « La victoire » : « Les actes de l'Autriche et de l'Allemagne rendirent la guerre possible, ceux de l'Entente rendirent la guerre inévitable ». Ajoutons que si l'on convient qu'Hitler fut la conséquence directe de la première Grande Guerre Mondiale (on connaît la célèbre boutade de Monseigneur Kaas, Archevêque de Trèves, comme quoi « Hitler n'est pas né à Braunau mais à Versailles ») certaines responsabilités vont même beaucoup plus loin qu'on ne l'imagine communément. On ne peut heureusement pas maintenir à la longue des légendes forgées de toute pièce ni comme on l'a écrit « fabriquer et décréter la vérité en vertu des droits que donne la victoire sur les vaincus ». Or, ce qui est grave, comme l'a très justement rappelé Pozzi, c'est que « lorsque les vainqueurs ont fixé les conditions de paix à Versailles,

St-Germain et Trianon, c'est cet axiome de la culpabilité de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie son alliée — de leur culpabilité unique — qui a servi de justification morale à d'implacables décisions... » (27).

La France a cru — et croit toujours du reste — pouvoir assurer l'équilibre européen en jouant le panslavisme comme contre-poids au pangermanisme alors que le premier ne vaut guère mieux que le second, sinon immédiatement pour elle tout au moins pour l'Europe. A vrai dire tout le drame de la France, depuis sa défaite de 1871, c'est d'être convaincue que seule la Russie peut la sauver du pangermanisme. Et, indirectement, c'est certainement là que se situe le tournant malheureux de ses relations avec la Hongrie, et aussi, mais dans une moindre mesure, avec la Pologne, ces deux bastions de la culture latine et du catholicisme, en qui elle avait vu, jusque-là, les seuls remparts sérieux à l'Est et au centre de l'Europe contre le pangermanisme : De fait, c'est manifestement depuis que la Russie est devenue l'alliée indispensable de la France, ou supposée telle, pour contenir l'expansion de l'Allemagne vers l'Est et le Sud de l'Europe, que la Hongrie, directement menacée par cette même Russie, a vu se détériorer ses relations avec la France. C'est sans conteste là que réside l'explication de l'éclipse subite d'une amitié pourtant traditionnelle et multi-séculaire. De même qu'après 1871, et jusqu'à l'effondrement de la Russie en 1917, les Français mirent manifestement une sérieuse sourdine à leur sympathie ancestrale pour les malheureux Polonais. Mais le plus grave fut, qu'aux yeux des Français, la Hongrie devint coupable d'avoir poussé la Double Monarchie vers l'Allemagne après le compromis de 1867, et notamment d'avoir, en la personne de son Premier Ministre, le Comte Jules Andrassy, empêché son intervention aux côtés de la France dans la guerre de 1870-71 contre la Prusse. Disons tout de suite que ce reproche était malheureusement fondé mais que l'attitude du comte Andrassy était justifiée, du point de vue

hongrois, par un certain nombre de raisons très valables. Tout d'abord, en tant qu'ancien compagnon de Kossuth dans la Guerre d'Indépendance de 1848-49 contre l'Autriche, il ne pouvait oublier d'une part que celle-ci fut perdue par les Hongrois à cause de l'intervention de la Russie, contre laquelle ils n'avaient reçu l'aide d'aucune puissance, d'autre part que la Hongrie avait bénéficié du Compromis grâce à la défaite infligée à l'Autriche par la Prusse à Sadowa en 1866. Ensuite Andrassy était contre la reprise par Vienne de la lutte pour l'hégémonie germanique qui risquait de remettre en cause la position acquise par la Hongrie dans la Monarchie, quelle que fut l'issue de cette lutte. Enfin et surtout, il faut en convenir, il voyait déjà très justement dans l'Allemagne de Bismarck une alliée potentielle contre les visées balkaniques de la Russie tsariste. Aussi bien, étant alors Ministre des Affaires Etrangères de la Double Monarchie, imprima-t-il par la suite un caractère nettement anti-russe à l'alliance austro-allemande de 1879, accord qui était du reste conclu à l'origine uniquement contre la Russie et absolument pas contre la France. Ajoutons qu'une des raisons, et non des moindres, en faveur de l'alliance allemande fut, aux yeux d'Andrassy qui n'oubliait pas le partage de la Pologne, la crainte de voir l'Allemagne et la Russie conclure entre elles une alliance au détriment de l'Autriche-Hongrie. En définitive ce fut avant tout la nécessité de se défendre contre la Russie qui contraignit l'Autriche-Hongrie à s'allier à l'Allemagne. Au demeurant le rapprochement des deux Empires Centraux était pour ainsi dire forcé vers la fin du siècle dernier devant le danger commun et grandissant que constituait pour eux le panslavisme russe.

Ceci dit, rappelons, pour les Français qui l'ignoraient ou l'auraient oublié, qu'en 1871, seuls alors dans toute l'Europe, le Parlement Hongrois et la Diète de Bohême élevèrent leur voix contre l'injustice de l'annexion de l'Alsace-Lorraine par l'Allemagne : Nous reproduisons du

reste le texte des protestations hongroises (\*). N'est-ce pas d'ailleurs un envoyé de Jules Favre en Hongrie qui lui rapportait à l'époque : « Les Hongrois se lèveraient en masse pour nous secourir si le Gouvernement ne les en empêchait ». Il convient enfin de souligner, avec André de Hevesy, que ce fut en fait, beaucoup plus que l'influence d'Andrassy, bel et bien la menace de l'intervention russe qui empêcha l'Empereur François-Joseph de prendre sa revanche contre la Prusse au côté de la France, comme le prouve la dépêche qu'envoya, après sa victoire sur celle-ci, l'Empereur Guillaume I<sup>er</sup> au Tsar Alexandre II : « La Prusse n'oubliera jamais qu'elle doit au Tsar que la guerre avec la France n'a pas pris de plus grandes dimensions » (28).

Quant à la guerre 1914-1918, quelle qu'ait pu être par moment l'influence de la Hongrie sur la politique étrangère de la Double-Monarchie, et sa représentation dans les conseils et corps diplomatiques communs — et notamment le fait qu'à la veille du conflit un certain nombre de postes diplomatiques importants étaient occupés par des aristocrates hongrois — il est amplement prouvé aujourd'hui que la Hongrie ne peut être tenue d'aucune façon pour responsable de son déclenchement, malgré les accusations mensongères dont elle fut l'objet pendant et après la guerre, notamment de la part de l'historien Ernest Denis qui, le premier, l'accusa gratuitement d'avoir déchaîné la tempête en juillet 1914 en la personne de son Président du Conseil, le Comte Etienne Tisza. Bien entendu, le menteur et falsificateur notoire que fut Edouard Bénès s'est plu de son côté, notamment dans sa trop célèbre brochure de 1915 intitulée « Détruisez l'Autriche-Hongrie », à présenter hypocritement le Comte Tisza comme un des grands coupables de la guerre. Par la suite le professeur Louis Eisenmann renchérit encore sur cette assertion mensongère en attribuant à la Hongrie, suivant son expression, et avec un cynisme incroyable,

---

(\*) Annexe II.

« l'écrasante responsabilité du massacre européen ! » ... Enorme et astucieuse calomnie, comme on l'a écrit. En somme le coup classique des voleurs qui crient « au voleur ! ».

Alors qu'il fut établi très rapidement, pendant et après la guerre, que pas un homme d'Etat européen à cette époque, n'a en fait autant que Tisza cherché à empêcher la guerre, et qu'une fois le conflit déclenché, il a été le seul en Europe à décliner d'avance pour son pays toute annexion territoriale, ne cessant tout au long de la guerre de réclamer une « paix blanche » en faveur de tous les belligérants et s'opposant de surcroît, en 1917, à la décision allemande de la guerre sous-marine à outrance. Après les Frères Tharaud, et un certain nombre d'autres chroniqueurs et historiens respectueux de la vérité, c'est Gabriel Gobron qui lui a le mieux rendu justice en ces termes catégoriques et véhéments : « Un seul homme, en Europe Centrale, a désespérément voulu la paix : l'honnête Tisza !... » (29). Calomnié sciemment, le Comte Tisza fut en effet le seul, parmi les membres du Conseil des Ministres pour les affaires communes de la Double Monarchie, qui ait protesté dès le premier jour contre la guerre et qui ait tout tenté pour l'en empêcher, allant jusqu'à offrir sa démission si ses conseils de modération n'étaient pas écoutés et présentant même un mémoire dans ce sens à l'Empereur François-Joseph, comme le prouvent du reste abondamment les procès-verbaux du Conseil et d'autres archives diplomatiques secrètes publiées après la guerre à Vienne, Berlin et Pétrograd. Dès le 7 juillet 1914 il s'était déjà opposé à l'envoi d'un ultimatum trop dur à la Serbie, ne s'y ralliant à contre-cœur le 14 juillet suivant qu'après avoir eu la certitude que la mobilisation russe avait déjà commencé : « Dès le 14 juillet au matin, et même dès le 8 juillet, nous confirme Henri Pozzi, le Gouvernement Austro-hongrois était averti du rappel en Europe des troupes russes d'Asie et de mouvements de troupes dans la région de Kiev (30) ».

Au demeurant, le Comte Tizza comprit parfaitement, et tous ses écrits le prouvent, que l'avenir de la Hongrie, son existence même, allaient se jouer durant cette guerre, qui ne pouvait de toute façon être, quelle qu'en fût l'issue, qu' « une mauvaise affaire » pour sa patrie et une « épouvantable calamité » pour toute l'Europe, mais à laquelle elle ne pouvait hélas se soustraire étant étroitement associée à l'Autriche par le Compromis de 1867, danger pressenti avec clairvoyance, comme nous l'avons vu, par Kossuth.

Ceci dit, depuis octobre 1913, après ses foudroyantes victoires dans les deux guerres balkaniques qui lui valurent une soudaine et vertigineuse ascension politique et militaire, l'action de la Serbie présentait incontestablement un danger pour l'intégrité du Royaume, d'où l'enthousiasme indéniable et sincère suscité en Hongrie même par la déclaration de guerre à la Serbie. Par ailleurs pour rompre le « cercle de fer » des Slaves autour d'elle, la Hongrie savait ne pouvoir compter que sur l'Allemagne même s'il lui apparut au cours de la guerre que l'alliance allemande était, elle aussi, susceptible de menacer ses intérêts presque autant que les visées de ses adversaires déclarés : C'est ainsi par exemple que certains milieux politiques de Berlin, reprenant à leur compte les vues du défunt Archiduc François-Ferdinand, suggérèrent en 1915 d'entraîner la Roumanie dans la guerre en lui offrant une partie de la Transylvanie hongroise ; comme quoi la victoire des Puissances Centrales aurait peut-être apporté elle aussi à la Hongrie l'asservissement et le démembrement. De toute façon, en 1914, du péril germanique ou du péril slave, le moindre s'avérait le germanique pour les Hongrois, sans trop d'illusions de leur part du reste, comme l'indiquait la fameuse boutade qui avait alors cours à Budapest : « Si l'Allemagne perd, nous perdons, si elle gagne nous sommes perdus ». Car les Hongrois savaient non moins pertinemment que la Hongrie était depuis un certain temps directement visée,



et menacée dans son intégrité, si ce n'est dans son existence même, par la Russie. Il est du reste prouvé que Nicolas II avait effectivement acquiescé aux projets de sa diplomatie et de son Etat-Major tendant au démembrement des pays de la Couronne de St-Etienne. Au demeurant, ni la Russie, ni la Serbie, ennivrée par ses victoires balkaniques, ne cachaient aucunement leurs desseins de détruire l'Autriche-Hongrie et de s'en partager les dépouilles — et ce fut bien en fin de compte sous la poussée du Slavisme que l'Autriche-Hongrie volera en éclats en 1918. C'est pourquoi le président du Conseil Hongrois de 1910, le Comte Khuen Hédervary pouvait confier à l'Ambassadeur de France René Millet : « L'alliance allemande est, pour les Hongrois, un rempart contre les Slaves dont ils croient avoir plus à craindre (31) ». Aussi bien peut-on affirmer que Français et Hongrois ne devinrent des ennemis en 1914 que par le seul jeu de contingences diplomatiques opposées, en dépit de bien des affinités, de leur sympathie réciproque et des excellents rapports historiques entretenus par leurs deux pays au cours des dix siècles précédents.

Quoi qu'il en soit « il est hors de doute que la Hongrie, ou du moins la majorité écrasante de la nation hongroise, est entrée en guerre en 1914 avec la conviction de lutter pour sa juste cause, et dans le seul but ajouterons-nous de conserver ce qui, depuis 1000 ans, avait été reconnu comme sien. Les Hongrois se rendaient en effet compte depuis des années que les Serbes travaillaient à détruire la Monarchie Austro-Hongroise, principalement à la suite de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. C'était un fait généralement connu que les prétentions des Serbes étaient soutenues par la Russie pour la réalisation d'une Grande Serbie composée des territoires yougoslaves de l'Autriche-Hongrie. Lorsqu'il devint évident que c'était la Russie qui avait préparé la conspiration serbe et le meurtre de Sarajévo, pour pouvoir, à la faveur d'une guerre mondiale, conquérir les territoires slaves de la

Monarchie, la Hongrie partit résolument aussi en guerre contre la Russie. Les Magyars n'avaient du reste jamais pu oublier que c'était la Russie qui avait fait échouer leur guerre de libération de 1848-49 dirigée contre l'Autriche et les Hasbsbourg, et que le pays fut alors livré par la Russie à la vengeance de l'absolutisme autrichien » (32).

Mais il convient d'ajouter immédiatement, et même de souligner, que contrairement à ses alliés et à ses ennemis qui ne songeaient qu'à conquérir, la Hongrie elle ne songeait qu'à préserver son patrimoine national. Nous avons du reste vu qu'étant géographiquement privilégiée, et formant un tout parfait, elle n'avait aucun intérêt à déborder ses frontières. Elle redoutait au demeurant tout agrandissement territorial de la Monarchie qui aurait diminué son poids propre et son rôle dans celle-ci, notamment au bénéfice de l'élément slave déjà numériquement prépondérant, d'où le refus obstiné du Comte Tisza à toute guerre de conquête. C'est également pourquoi elle s'était opposée avant la guerre à tout « trialisme », sauf avec la Pologne amie dont elle fut d'ailleurs la première à réclamer durant celle-ci la restauration, qui intervint du reste dès novembre 1916 avec la formation par les Empires Centraux d'un « Etat Polonais » théoriquement « indépendant ». L'annexion de la Bosnie-Herzégovine elle-même, en 1908, avait déjà été très mal vue par l'opinion publique hongroise. « Nous avons assez de terre et trop de Slaves » disait-on couramment en Hongrie, en rappelant la célèbre formule du Comte Andrassy : « La nef hongroise est surchargée, n'importe quoi de plus peut la faire chavirer. »

Nous avons également vu qu'une menace de partage non équivoque planait sur la Hongrie dès avant la guerre de 14-18, du fait de l'appétit de ses voisins et de l'agitation fomentée par ceux-ci au sein de ses minorités nationales. Le traité de TRIANON a du reste prouvé que les craintes de la Hongrie à cet égard n'étaient pas vaines.

D'où un souci de l'égitime défense dont personne après tout ne peut lui faire grief.

Il est également connu qu'à la fin de l'année 1915, après la grande victoire de Gorlice, qui porta un coup décisif à la Russie, et l'occupation de toute la Serbie, la Hongrie considérant cette guerre, menée de sa part dans des buts strictement défensifs, comme terminée, réclama avec insistance auprès de ses alliés autrichiens et allemands, l'ouverture de négociations avec l'Entente pour la conclusion d'une paix « sans aucune annexion et indemnité » sur la base du « statu quo ante », sauf pour les territoires polonais délivrés de la domination russe et destinés à être réunis à la Galicie autrichienne pour constituer le nouvel Etat indépendant de Pologne. Les déclarations faites dans ce sens au Parlement hongrois en décembre 1915, par les chefs de tous les partis politiques, en font foi. Alors que, dans le même temps, le Ministre des Affaires étrangères russe Sazonov déclarait à Maurice Paléologue venu l'entretenir de ces velléités de paix : « Non ! pas de paix séparée... A aucun prix ! Jamais ! L'Autriche et la Hongrie doivent être disloquées et détruites... » à quoi le second aurait répondu : « Tant qu'il existera une Allemagne et une Italie (il aurait aussi bien pu ajouter : une Russie) nous serons intéressés au maintien de l'Autriche-Hongrie » (33).

Il convient toutefois de dire qu'après avoir été, en dépit des efforts de son Premier Ministre, le Comte Etienne Tisza, entraîné dans la guerre, et une fois celle-ci déclarée, le peuple hongrois, traditionnellement fidèle à sa parole et à ses alliés, se battit comme toujours héroïquement mais sans la moindre haine vis-à-vis de quiconque, tous les témoignages en font foi : En particulier, il est notoirement connu que les prisonniers de guerre, réfugiés et internés civils furent toujours beaucoup mieux traités en Hongrie qu'en aucun autre pays, tant au cours de la seconde que de la première guerre mon-

diale. Aussi bien le Comte Tisza pouvait-il à la fin de celle-ci déclarer solennellement au Parlement hongrois, le 17 octobre 1918 : « Oui, nous avons perdu la guerre. Mais dans cette lutte formidable, la nation hongroise a tout fait pour gagner l'estime et le respect de ses ennemis. De quels soins nous avons entouré l'ennemi blessé, avec quels égards nous avons traité les étrangers qui sont restés chez nous, le monde entier en est juge. Où est la nation qui s'est battue avec plus d'héroïsme et de sentiment chevaleresque ? Où est le peuple qui a lutté pour son existence avec plus de noblesse et moins de haine au cœur ? » (34).

Ajoutons que lorsque l'Etat-Major allemand envoya des régiments hongrois sur le front français, en 1916, des Députés hongrois protestèrent du haut de la tribune en disant : « Nous ne faisons pas la guerre à la France, nous ne voulons pas que nos soldats soient envoyés en France ». Les envois de troupes hongroises cessèrent peu après (35). Alors qu'en cette même année 1916 paraissait à Paris, sous la signature d'André Duboscq, une petite brochure intitulée « La Hongrie d'hier et de demain » qui se terminait par cette phrase lapidaire qui en disait long sur les sentiments et projets qu'on nourrissait dans l'autre camp : « La Hongrie subira le châtement qu'elle mérite pour s'être rangée du côté de l'Allemagne, dans la guerre comme dans la paix ».

Notons que durant la guerre, si surprenant que cela puisse paraître, la Double Monarchie ne s'est nullement décomposée de l'intérieur comme l'escomptaient ses ennemis, et que les nationalités se montrèrent dans leur immense majorité parfaitement loyales vis-à-vis d'elle, combattant même bravement sous le drapeau commun, malgré les appels des Alliés, et notamment des Russes, à la désertion. Seuls les Tchèques pratiquèrent en assez grand nombre le passage à l'ennemi et encore fut-ce essentiellement à partir des camps de prisonniers de Russie où la Légion Tchèque ne recruta finalement que

42.000 hommes sur les 360.000 prisonniers de cette nationalité, soit à peine 12 % de leur effectif total. En tant qu'unité constituée, seul, en 1915, le 28<sup>e</sup> Régiment d'infanterie de Prague passa aux Russes. Ce ne fut que tout à fait à la fin de la guerre, voyant venir la défaite, que les nationalités de l'Empire et du Royaume préférèrent dans leur ensemble, très humainement du reste, participer aux résultats de la victoire qu'au sort des vaincus. Reconnaissons toutefois que jusqu'au début de 1918, le Président Wilson et les Alliés n'avaient pas encore officiellement proclamé leur intention de démembler l'Autriche-Hongrie, les 14 Points ne faisant simplement mention que d'une autonomie des nationalités assujetties à celle-ci. Ce n'est même, en fait, que vers la fin de 1918 que la conception d'une indépendance absolue des nationalités prévalut officiellement, ce qui explique en partie la longue expectative et la discipline de celles-ci durant presque toute la durée du conflit. Notons néanmoins que les fameux 14 Points et le principe des nationalités ont finalement servi d'instrument incomparable aux Alliés pour désarmer moralement les Empires Centraux.

À cet égard nous ne pouvons mieux faire que de nous référer encore à l'étude précitée de Lukaszewski où toute la conjoncture austro-hongroise pendant la guerre est remarquablement analysée (36) : « S'il a fallu 4 ans d'une guerre meurtrière pour briser la Monarchie multinationale, écrit-il en substance, c'est que celle-ci était plus qu'un château de cartes, une structure verrouillée appelée à tomber en pièces détachées... Les opinions sur l'inévitabilité de sa chute se sont du reste singulièrement raréfiées de nos jours... Même dans les pays qui, en 1914, se sont trouvés en guerre contre l'Autriche-Hongrie, l'idée de son partage n'a réussi à se frayer un chemin que dans les derniers mois du conflit... Dans son discours devant la conférence des Syndicats, le 25 janvier 1918, Lloyd George affirmait encore que son démembrement ne faisait pas partie des buts de guerre des Alliés, en deman-

dant en même temps qu'une authentique autonomie et de véritables principes démocratiques soient accordés à ces nationalités austro-hongroises qui les ont désirés depuis longtemps. Le point 10 de la proclamation des Quatorze Points de Wilson, faite trois jours après celle de Lloyd George, ne postulait d'ailleurs pas non plus la liquidation de l'Autriche-Hongrie et se limitait à demander un développement autonome des peuples de la Double-Monarchie... Le changement de la politique des Alliés en faveur d'une fragmentation de l'Europe danubienne ne se produisit qu'au printemps 1918, à l'époque où Clémenceau révéla les négociations secrètes avec Vienne, ce qui obligea l'Autriche-Hongrie à rompre tout contact avec les Alliés, et l'Empereur Charles à aller à Canossa au Quartier-Général allemand de Spa... On voulut entraîner l'effondrement de la Double-Monarchie à un moment très critique pour les Alliés à l'Ouest, en promettant l'indépendance à ses peuples... Du reste la vassalisation complète de l'Autriche-Hongrie par le Reich, grâce aux accords de Spa en mai 1918, ne laissait plus guère d'autre possibilité que de combattre la Monarchie des Habsbourg par tous les moyens... Ce n'est donc que six mois avant la fin du premier conflit mondial, sous la menace d'une défaite militaire et à contre cœur que l'Entente accepta l'idée du partage de la Monarchie... » Et Lukaszewski poursuit en affirmant que « l'écrasante majorité de la population de différentes langues, cultures et classes sociales était loyale à la Monarchie, y compris les Polonais et les Ukrainiens, et travaillait pour atteindre ces divers objectifs dans le cadre existant... La Monarchie représentait encore le moindre mal en comparaison des dangers de sa dissolution... Les Tchèques eux-mêmes, traditionnellement considérés comme ses ennemis les plus redoutables, gardèrent jusque la dernière phase de la guerre, dans leur grande majorité, la ligne politique modérée qu'avait tracée en 1848 Frantisek Palacky, le père de la renaissance nationale

tchèque... La majeure partie des Yougoslaves de la Monarchie restaient eux-mêmes aussi fidèles à la politique de l'austro-slavisme... »

On ne soulignera jamais assez que ce fut avant tout l'énorme travail de propagande effectué pendant la guerre en France, en Angleterre et aux Etats-Unis par une petite poignée d'émigrés tchèques en exil, principalement par Bénès et Masaryk, qui réussit à retourner peu à peu, et non sans mal du reste, une opinion internationale encore favorable dans son ensemble au maintien de l'Autriche-Hongrie, et que la presse fut leur arme principale dans ce travail de sappe poursuivi avec une persévérance et un acharnement extraordinaires. « Ils créent des bureaux de presse à Paris, à Londres, en Amérique. Dès 1915 Bénès publie à Paris, chez Delagrave, son fameux manifeste intitulé « Détruisez l'Autriche-Hongrie » et Masaryk, à Londres, son « Manifeste anti-Autrichien ».. Ils multiplient les interviews et les contacts, avec des avocats, des banquiers et des politiciens et obtiennent l'appui décisif des francs-maçons farouchement ennemis des Habsbourg et de l'Empire... C'est le 10 janvier 1917 que le terme de « Tchécoslovaquie » apparaît pour la première fois dans un communiqué officiel des Alliés, mais ce n'est que le 9 août puis le 2 septembre 1918 que Français, Anglais et Américains reconnaissent le Conseil National Tchécoslovaque comme puissance belligérante, transformé le 26 septembre suivant en Gouvernement provisoire tchécoslovaque » (37). C'était la réalisation intégrale du « mythe » de Bénès et Masaryk, et ce fut ainsi que de simples informateurs des Alliés au début du conflit, ces deux émigrés tchèques devinrent à la fin de la guerre les véritables inspireurs de toute leur politique en Europe Centrale, ayant rallié peu à peu à leurs vues la plupart des hommes d'Etat occidentaux et notamment, grâce à leurs puissantes relations aux U.S.A., le Président Wilson lui-même. « Nous avons fort à faire pour convaincre les Alliés de la nécessité de

détruire l'Autriche-Hongrie » a du reste avoué le Président Masaryk dans ses Mémoires, ajoutant que « les Magyars étaient aidés partout par le souvenir de leur révolution de 1848 et par celui de Kossuth, qui avait vécu en exil dans les pays alliés », comme quoi, malgré toute cette propagande, les Hongrois tenaient encore bon dans l'opinion des pays ennemis.

« Il y avait cependant, a écrit Charles Daniélou le rapporteur du traité de TRIANON, une autre conception : le maintien de l'Empire des Habsbourg en face d'une Allemagne dissociée, avec l'obligation toutefois pour celui-ci d'accorder l'autonomie aux nationalités, la Bohême et la Croatie notamment étant admises à s'administrer politiquement comme le faisait la Hongrie. Cette conception, en maintenant l'échafaudage établi par les siècles, diminuait les causes de discorde dans l'Europe Centrale. Elle eut certainement rallié en France le plus grand nombre de suffrages, surtout si elle avait pu être réalisée sous une forme de fédéralisme. La conception wilsonienne de l'indépendance absolue des nationalités prévalut... » (38). « Dès lors, a pu écrire triomphalement Masaryk, le démembrement de l'Empire des Habsbourg apparaissait comme le but principal de la guerre mondiale ». Mais ce ne fut pas sans alertes sérieuses pour lui et ses complices. « L'année 1917, a-t-il en effet écrit, fut dangereuse pour nous, par le fait que l'Empereur travailla secrètement à une paix rapide et séparée pour sauver son Empire. » Et de fait « il n'y avait aucune impossibilité diplomatique à arrêter le massacre avec honneur de part et d'autre en 1917, lors des propositions de paix de l'Empereur Charles par l'entremise de son beau-frère Sixte de Bourbon-Parme, avec le recouvrement de l'Alsace-Lorraine par la France, la cession du Trentin à l'Italie et l'établissement d'une Confédération des peuples danubiens comportant une égale autonomie pour chacun » (39). C'est du reste encore Masaryk qui, pour notre édification complète,



nous éclaire sur les vrais motifs de la prolongation de l'effroyable tuerie en écrivant toujours dans ses Souvenirs (40) : « Je me demandais avec anxiété si la guerre durerait aussi longtemps que je l'avais escompté... Au cas d'une victoire rapide des Alliés, nous resterions, je le craignais, les mains vides... Si la victoire des Alliés avait été rapide, nous n'aurions pas obtenu notre indépendance ; sous une forme ou sous une autre, l'Autriche se serait maintenue. » Et c'est ainsi qu'on n'a prolongé la guerre qu'afin de pouvoir détruire l'Autriche-Hongrie, et que la proposition de paix austro-hongroise fut étouffée au prix de millions de victimes supplémentaires.

Les engagements contractés au cours de la guerre par les Alliés semblent avoir également été déterminants dans l'évolution fatale des événements. Pour élargir leur coalition ils avaient en effet usé de l'appât des territoires de l'Autriche-Hongrie vis-à-vis de l'Italie et de la Roumanie. On promit notamment à cette dernière une partie considérable de la Hongrie. Toutefois, compte tenu de la situation précaire de ces « ralliées » qui, non seulement ne furent pas capables de conquérir par les armes les territoires revendiqués, mais subirent des défaites magistrales — la Roumanie mettant même bas les armes en mai 1918 et signant la paix au mépris de ses engagements — il aurait sans doute été possible d'obtenir d'eux une révision tout au moins partielle des buts de guerre qui aurait grandement facilité une paix de compromis comme celle qui faillit intervenir à plusieurs reprises en 1917. Une telle paix aurait été sans aucun doute beaucoup plus salutaire pour l'avenir de l'Europe que celle qui intervint à la fin de 1918. A cet égard l'attitude irréductible de Clémenceau semble avoir, hélas, été déterminante. On obligea ainsi l'Autriche-Hongrie à aller jusqu'au bout alors que son jeune et généreux monarque et toutes ses populations désiraient en finir depuis longtemps.

Un autre aspect des choses qu'il convient de constater et de déplorer c'est qu'au fur et à mesure du déroulement de la première guerre mondiale — comme du reste aussi de la seconde — l'esprit de raison, de modération et de compromis s'effaça pour faire place à l'esprit de vengeance et de haine, les buts de guerre se durcissant et s'amplifiant dangereusement. Aussi bien les traités de paix, conçus également comme nous le verrons dans une atmosphère d'incompréhension notoire, et résultant d'une série de tractations assez sordides, se sont-ils ressentis pour une large part de la longueur, de la dureté et la cruauté de la guerre qui les avait précédés. Par ailleurs le fait incontestable que la majeure partie des hostilités se déroula sur le territoire des Etats de l'Entente, et qu'au moment des différents armistices pas un de ses soldats n'avait encore mis le pied sur le territoire des Empires Centraux, a grandement contribué à ce fâcheux état d'esprit. Et de fait, en 1918, ni l'Alsace, ni la Posnanie, ni la Slovaquie, ni la Transylvanie, ni le Banat ne furent conquis par les armes. Tous ces territoires ne sont tombés qu'après les différents armistices entre les mains des vainqueurs et de leurs petits alliés. Et encore verrons-nous, en ce qui concerne la Hongrie, que les Roumains et les Serbes ont avancé dans ce pays au mépris même des conventions d'armistice, et que les Tchèques pour leur part, autorisés dans les mêmes conditions à avancer en Slovaquie, y furent battus à plate couture et repoussés par la petite armée rouge de Bela Kun. C'est lorsque l'ennemi vaincu reste redoutable qu'on se montre impitoyable à son égard en tâchant de l'affaiblir au maximum, ce qui interdit la conclusion d'une paix équitable. L'amour-propre blessé par une victoire peu glorieuse contribue de son côté, psychologiquement, à la conclusion d'une paix détestable. C'est notamment leur triomphe absolument miraculeux et gratuit de 1918 qui a fait perdre toute mesure aux Etats successeurs, d'où leur folle et

ridicule mégalomanie. Comme on l'a écrit, ces petits Etats ne furent que des « enfants adoptifs » de la Victoire à laquelle ils n'avaient guère participé eux-mêmes. Ils virent du jour au lendemain la réalisation de leurs rêves les plus démesurés. Les plus haineux, comme toujours, n'étaient pas ceux qui avaient le plus souffert. Les plus outrecuidants furent les « pique-assiettes » de la Victoire, les opportunistes qui, hier encore, serviteurs dociles de l'ancien régime, se découvraient soudain un cœur « allié » et d'ardentes convictions nationales. Beaucoup se réjouissaient de se trouver ainsi miraculeusement dans le camp des vainqueurs et d'échapper aux charges de la défaite. Ajoutons que la haine que ces Etats manifestèrent alors, et par la suite, vis-à-vis de la Hongrie procédait très certainement d'une mauvaise conscience foncière à son égard et aussi, compte tenu de la connaissance ancestrale qu'ils avaient de ses qualités d'énergie et de courage, de la crainte du redressement et de la vengeance de leur noble victime, crainte qui ne les a plus jamais quittés depuis TRIANON. « On hait ceux qu'on a lésés » disait déjà Tacite. La force et la justice sûres d'elles-mêmes auraient adopté une toute autre attitude.

Certes — et nous l'avons déjà dit — quatre années de guerre avaient exaspéré les esprits et il était difficile de retenir la meute des appétits déchaînés et des convoitises territoriales. « Les chancelleries, qui s'étaient servi des passions chauvines en guise d'auxiliaires avaient fini par en devenir les esclaves... Pour ces hommes, l'Autriche-Hongrie n'était désormais qu'un vaste marché aux dépouilles, le principe des nationalités un prétexte de conquête, le langage de l'idéalisme démocratique un narcotique » (41).

Comme l'a excellemment développé entre les deux guerres Georges Roux (42) c'est en grande partie « l'ambiance dans laquelle ils ont été conclus » qui explique les traités de 1919-1920. Voici, en substance, ce qu'il en dit

et qui corrobore et complète ce que nous venons d'écrire à ce sujet : « Ayant joué leur existence ou leur liberté, combattu pendant 4 ou 5 ans jusqu'à l'extrême limite de leurs forces, consenti des sacrifices immenses, les vainqueurs, au comble de l'exaspération et du ressentiment, ne furent pas enclins à l'équité, à la modération et à la clémence. Pour maintenir l'âme des belligérants à la tension nécessaire, les gouvernements eurent recours à une propagande intense et mensongère... La déformation de la vérité devint loi de conservation et la haine un sentiment sacré... On créa de toute pièce des justifications morales et des buts idéaux pour galvaniser les siens et démoraliser l'adversaire. On fit miroiter de plus en plus à ceux-ci comme à ceux-là une conception de la Paix non égoïste mais élevée. L'intervention américaine accentua cette position et sembla décidément marquer la lutte du sceau du désintéressement et de principes évangéliques... Ce fut dans cette atmosphère que les Alliés virent, fin 1918, les Puissances Centrales s'effondrer... La victoire était aussi totale qu'elle était subite et quasi inespérée. Après une longue série d'échecs, les Alliés s'y trouvent mal préparés, littéralement grisés par leur triomphe, et la nécessité d'agir vite leur laisse peu de temps pour méditer. En quelques mois à peine et dans l'ivresse du succès, on fait la paix et on reconstruit une Europe nouvelle sans préparation mûrement réfléchie et avec un pouvoir discrétionnaire et sans limites...

L'abus de la victoire est une faute politique, mais il est hélas un entraînement difficile à éviter. L'Allemagne n'y avait du reste pas échappé elle-même en 1871 en ajoutant des cantons purement français, comme Metz par exemple, aux régions annexées de langue allemande, pour des motifs uniquement stratégiques et sans recourir elle non plus au plébiscite... Les vainqueurs étaient par ailleurs liés par des conventions antérieures passées entre eux ou avec leurs petits auxiliaires ou alliés. Ils arrivaient lourds d'une infinité d'accords particuliers

nécessités par les concours intéressés obtenus durant la guerre... Promesses aux uns, promesses aux autres : le jour de la recette il fallut payer... Tout donc devait entraîner les Alliés à manquer totalement de cet esprit de mesure qui seul pouvait rendre leur œuvre durable... alors que seules la justice et la modération font les constructions de longue durée. »

## CHAPITRE III

### DE L'ARMISTICE A LA PAIX :

#### KAROLYI ET BELA KUN

Le 17 octobre 1918 l'Empereur Charles — allant au-devant des obligations morales que l'Entente avait contractées vis-à-vis des nationalités — reconnaissait solennellement aux provinces autrichiennes le droit de s'assembler suivant leur langue et, avec le concours des Conseils nationaux, de former des Etats séparés, unis à l'Autriche sur le modèle des Etats-Unis d'Amérique ou des Cantons suisses. Il reconnaissait par ailleurs la pleine indépendance de la Hongrie, ce qui équivalait à l'abrogation du Compromis de 1867 : seule l'union personnelle d'un souverain commun aurait rattaché la Hongrie à l'Autriche. Le 26 octobre suivant il proposait une paix séparée aux Alliés. C'était hélas quelques mois trop tard !... Entre temps les aspirations des nationalités à l'indépendance avaient été officiellement reconnues par les Puissances et notamment par le Président Wilson. Du reste les événements se précipitaient : le 29 octobre la Diète de Zagreb proclamait l'indépendance de la Croatie, en attendant de la voir se dissoudre dans un soi-disant « Etat des Serbes, Croates et Slovènes ». La veille un Conseil national tchèque improvisé avait proclamé à Prague, de sa seule autorité, la naissance d'un « Etat Tchécoslovaque », que devait avaliser non moins précipitamment le lendemain un prétendu Conseil national slovaque réuni de toute urgence à Turoc-Szent-Marton, la Slovaquie étant ainsi absorbée en un tournemain par

la Bohême, comme la Croatie devait l'être quelques jours plus tard par la Serbie.

Le 30 octobre 1918 une Révolution — dite « des chrysantèmes » car se voulant ostentatoirement pacifiste — éclatait à Budapest, où le courageux Comte Etienne Tisza était, pour commencer, assassiné à son domicile par un groupe de soldats déserteurs, ayant su prendre pour sa part, avec beaucoup de noblesse et de grandeur les responsabilités imaginaires qu'on lui imputait dans le déclenchement de la guerre : « Alors qu'il se savait perdu, a reconnu un de ses détracteurs, il resta dans la capitale d'où beaucoup de ses amis politiques s'étaient déjà sauvés à l'étranger » (43). Ce fut du reste « son adversaire le plus acharné », le Comte Michel Karolyi, francophile et anglophile notoire, et chef de l'ancien Parti Libéral de Kossuth, qui recueillit pour peu de temps sa succession. Démagogue sans scrupule, s'affichant comme démocrate avancé, Karolyi était pourtant, contrairement à l'ascétique et modeste Tisza, un des seigneurs les plus riches du Royaume, viveur invétéré qui se livrait aux plaisirs et aux jeux les plus dispendieux. Après avoir prêté serment à l'Empereur et Roi Charles par téléphone, et obtenu peu glorieusement par la même voie d'être relevé de son serment, il fut porté à la tête du Conseil national puis à celle de la première République Hongroise, proclamée au chant de la marseillaise — ce qu'il convient de souligner — le 16 novembre 1918.

Pour le plus grand malheur de sa Patrie — qu'il déçut du reste affreusement dans l'espoir insensé qu'elle mit un moment en lui — outre ses nombreux autres défauts, le Comte Karolyi était hélas dépourvu complètement des qualités de caractère, sinon de bonne volonté et d'intelligence, qui étaient alors indispensables pour faire face à la tâche immense qui accablait le pays de toute part, où désordres et confusion augmentaient chaque jour sous l'effet conjugué de la défaite et de l'invasion. Le seul mérite de son régime éphémère et dérisoire fut

d'avoir, en l'espace de ses 4 mois d'existence, édité quand même le suffrage universel et un certain nombre de lois sociales, et esquissé une réforme agraire ainsi qu'un plan fédératif des nationalités, pour lequel il était hélas trop tard du fait de l'invasion, qu'il n'avait su empêcher, des 3/4 du pays. « Un Etat où tout se désagrègeait, où l'incertitude règnait et dont les frontières reculaient à chaque instant sans qu'on pût fixer ou même connaître les limites de l'avance étrangère, des vainqueurs dont la compréhension et l'intelligence politique n'égalaien pas toujours les appétits, voilà ce qui devait déterminer, en peu de semaines, l'atmosphère générale de la jeune République hongroise » (44).

Dès le 2 novembre 1918 à la veille même de l'armistice de Padoue, le Comte Karolyi, d'une naïveté impardonnable et plein d'illusions sur les bonnes dispositions des Alliés à l'égard de la Hongrie, faisait la proclamation suivante « aux peuples du monde entier » : « Le peuple hongrois vient d'achever sa révolution pacifique et victorieuse. Il a brisé le joug qui, depuis des siècles, l'opprimait. Il constitue maintenant un Etat démocratique complètement indépendant. Le peuple hongrois décline avec énergie toute responsabilité de la guerre mondiale. N'écoutant que le cri de sa conscience, il dépose les armes et veut la paix. En entrant dans la Société des Nations, il déclare la fraternité et l'égalité de tous les peuples habitant la Hongrie. Il rappelle en ce moment solennel que la Hongrie a un passé historique millénaire et qu'elle a été, pendant des siècles, le rempart de l'Europe et de la civilisation. Il croit donc pouvoir, avec confiance, recommander aux sentiments de justice des nations libres du monde l'existence et l'intégrité territoriale de la Hongrie » (45).

La plus grande erreur du Comte Karolyi et de son équipe fut de « s'imaginer qu'on pouvait se passer de la force et dans la politique internationale et dans le gouvernement ». Sans même attendre le résultat des



négociations avec le Général Diaz, plénipotentiaire des Alliés, le Ministre de la Guerre du gouvernement Karolyi ordonnait le 1<sup>er</sup> novembre aux troupes hongroises de déposer immédiatement les armes « sur la base des conditions de Wilson : désarmement, Société des Nations, arbitrage international » (46). L'armistice était ainsi signé à Padoue le 3 novembre, mais n'intervint effectivement que le 4, permettant de la sorte aux troupes alliées de profiter du désarroi des Centraux et de faire « in extremis » 400 000 prisonniers. Il convient toutefois de souligner que par l'armistice de Padoue la Hongrie sortait territorialement intacte de la guerre : pas un soldat ennemi ne se trouvait encore, à cette date, sur son sol. Mais, estimant à tort que la signature des Alliés constituait pour la Hongrie une garantie suffisante, le Comte Karolyi, par l'intermédiaire de son Ministre de la Guerre Béla Linder, commit l'erreur fatale, tant sur le plan intérieur qu'extérieur, de dissoudre alors inconsidérément l'armée hongroise encore intacte et de la renvoyer dans ses foyers, laissant ainsi du jour au lendemain le pays sans défense, comme une proie toute désignée d'avance à l'avidité de ses voisins. Cette mesure funeste lui vaudra du reste à juste titre, après sa chute et celle du régime communiste, dont sa faiblesse incroyable facilita également l'instauration, une inculpation en bonne et due forme de haute trahison de la part du Gouvernement de l'Amiral Horthy, ce qui, empressons-nous de le dire, ne l'empêcha nullement de mourir en France, sur la côte d'Azur, âgé de 80 ans, quelques 35 années plus tard.

La Hongrie étant soi-disant un « Etat neutre » depuis le 1<sup>er</sup> novembre, et « comme si l'ère des diplomates et des généraux était abolie à jamais », le Ministre de la Guerre Linder lança en effet sa fameuse proclamation « Il ne faut plus d'armée, je ne veux plus voir de soldats !... » et envoya par la presse et la radio l'ordre de déposer les armes et de se disperser à toutes les unités de l'armée

hongroise, au moment même où nombre de celles-ci — venant parfois de fort loin, comme d'Ukraine par exemple — se replaient en bon ordre sur la Hongrie, avec leurs armes et munitions, pour défendre spontanément les frontières, menacées de toute part, de leur Patrie. Ajoutons à leur honneur que certains Généraux hongrois, passant outre à l'ordre en question, refusèrent de débander leurs troupes et rentrèrent en Hongrie en unités constituées où elles furent malheureusement désarmées à l'arrivée dans leurs garnisons. La manière de voir qui régnait alors dans les milieux dirigeants de Budapest est du reste parfaitement caractérisée par la déclaration suivante du Ministre Linder publiée le 5 novembre dans un journal de la capitale : « Le Gouvernement a pris toutes les mesures nécessaires pour que les soldats rentrent sans armes... Nous nous sommes efforcés d'obtenir que chacun puisse retourner à son foyer, qu'il n'y ait jamais plus de soldats... Personne ne doit craindre des irruptions ennemies... Personne ne marche contre nous car c'en est fait des temps où l'on pouvait conquérir des territoires les armes à la main... Probablement, des troupes d'occupation anglaises et françaises entreront en Hongrie... Elles arriveront en amies et non pas en vainqueurs, etc... » (47).

Cet état d'esprit est particulièrement bien décrit par André de Hevesy dans la fresque magistrale qu'il a fait de la fin de l'Autriche-Hongrie dans son ouvrage « L'Agonie d'un Empire » où il écrit notamment : « Les Alliés étaient aux frontières. On les attendait... Jamais on ne vit des vaincus porter une telle confiance au vainqueur... Autrichiens et Hongrois espéraient la mise en pratique des idées d'équité et de conciliation qui avaient donné une si grande force morale aux Alliés. On parlait des Alliés mais on ne voyait que la France. Son prestige était immense. On attendait d'elle les nouveaux statuts des pays du Danube dans l'esprit des grandes idées humanitaires qu'elle avait répandues à travers le monde... une

œuvre d'arbitrage politique et de direction morale... Hélas, la transformation de l'ancienne Monarchie en Etats nationaux allait se faire dans les conditions les plus défavorables : une atmosphère d'exaspération fiévreuse à l'intérieur, un esprit de vindicte au dehors... Tandis que la Hongrie brisait ainsi imprudemment ses dernières armes... les nouveaux Etats, grisés par leur fortune, se laissaient aller à leurs rancunes et à leur amour-propre national... d'où leurs revendications territoriales démesurées... Ce fut une affaire aisée. Les corps serbes avancèrent sans difficulté en Hongrie méridionale. L'armée roumaine passait les Carpathes. Des détachements tchèques pénétraient en Slovaquie. Ni les uns ni les autres ne rencontraient de résistance. Le prestige des maîtres du monde frayait la route à ces troupes... Et voilà que pour la Hongrie la doctrine de Wilson de libre disposition des peuples se dévoilait comme une sorte de cheval de Troie : introduit dans la place, son flanc déversait des conquérants » (48).

L'accord d'armistice conclu avec les Italiens le 3 novembre 1918 avait laissé encore la porte ouverte à une paix honnête, mais le 8 novembre, à la demande du Maréchal Foch et à la grande fureur du Gouvernement italien, le Conseil Suprême, désavouant le Général Diaz qui n'avait fait cependant qu'exécuter ses instructions formelles, annulait unilatéralement l'armistice de Padoue. Sur quoi le Général Franchet d'Espérey autorisa les troupes serbes à franchir la ligne du Danube et de la Save et à occuper le Banat et la Bacska hongroise. Les Roumains de leur côté, encouragés par l'exemple et par le repli de l'armée allemande de Mackensen, reprirent les hostilités à l'Est le 9 novembre, malgré leur traité de paix séparée de Bucarest, et, franchissant les Carpathes, commencèrent la mise à sac de la Transylvanie. Aussi bien, imagine-t-on aisément la stupeur des Hongrois, confiants, eux aussi, sur la foi de leurs dirigeants, en la parole des Alliés, lorsqu'en violation flagrante de l'armistice signé

à Padoue le 3 novembre, qui stipulait expressément que la ligne de démarcation correspondait pour la Hongrie aux frontières politiques du Royaume, ils virent leurs ennemis franchir celles-ci et pénétrer de tous côtés en Hongrie, sans qu'ils puissent leur opposer la moindre résistance du fait de la folle dislocation des régiments hongrois et aussi, il faut en convenir, de la pagaille générale qui s'instaurait dans le pays avec le régime « démocratique » du Comte Karolyi.

Pour mettre le comble à leur humiliation, le Général Franchet d'Espérey accueillait le 13 novembre à Belgrade, avec grossièreté et désinvolture, une nouvelle délégation plénipotentiaire hongroise conduite par le Comte Karolyi lui-même, venu protester auprès de lui des graves transgressions aux stipulations de l'armistice de Padoue. Après avoir déclaré textuellement qu'il se « foutait » de la lettre d'armistice signée par le Général Diaz à Padoue, ce condottieri à la « vae victis » lança au Comte Karolyi la phrase tristement célèbre que les Hongrois ne sont toujours pas prêts d'oublier : « Votre pays paiera et expiera !... » Et pourtant, avec quelle gentillesse et quel enthousiasme les populations hongroises n'accueillaient-elles pas les troupes françaises du même Général Franchet d'Espérey, les considérant à tort comme libératrices. Ajoutons que les nouvelles limites qui furent imposées aux Hongrois, dans ce qui fut baptisé avec astuce et cynisme « Convention d'application » de l'armistice précédent (\*), modifiait de fond en comble le contenu de celui-ci au préjudice de l'intégrité territoriale de la Hongrie, livrant sans scrupule et au mépris de la parole donnée de vastes zones du pays à l'occupation serbe et roumaine.

Au demeurant la Convention de Belgrade elle-même ne tarda pas non plus à être délibérément violée : Dès le 3 décembre 1918 le Chef de la Mission Militaire Alliée à Budapest invitait en effet le Gouvernement hongrois à « retirer immédiatement ses troupes des pays slovaques »

---

(\*) Annexe III.

dans le Nord où les jours précédents quelques formations hongroises hâtivement reconstituées avaient expulsé les « légionnaires » tchèques qui y avaient pénétré à la faveur de la démobilisation ordonnée par le Ministre Linder. C'était, comme on l'a du reste souligné maintes fois dans les ouvrages traitant de ces événements, l'arbitraire le plus complet. Ce fut en vain que le Gouvernement adressa des notes de protestations à toutes les autorités responsables. Qui plus est, avec le consentement tacite du haut-commandement français, les corps serbes et roumains franchirent à nouveau les nouvelles lignes de démarcation, pourtant fixées par lui au Sud et à l'Est, pour s'emparer de la plus grande superficie possible des régions convoitées avant les décisions de la Conférence de la Paix, à tel point que celle-ci finit par s'émouvoir et par créer le 26 février 1919 une zone neutre large d'environ 50 kms, qui constituait en fait une nouvelle enclave en territoire hongrois. Les clauses de l'armistice étaient donc progressivement modifiées au gré des vainqueurs et de leurs obligés et au plus grand mépris du droit international. Il y eut même, dès le 24 janvier, un message de protestation du Président Wilson contre ces empiètements mais ce ne furent alors, comme on l'a écrit, « que des mots jetés au vent ».

Cependant la mesure était comble : une nouvelle note, remise le 19 mars au Comte Karolyi par le Lieutenant-Colonel Vyx, Chef de la Mission Militaire Inter-Alliée à Budapest, exigeant dans un délai de 10 jours un nouveau retrait de 100 kms des Hongrois devant l'armée roumaine, dans une zone purement hongroise et d'importance vitale pour le pays, provoqua, dans un geste d'impuissance et de lassitude, la démission du Comte Karolyi le 20 mars, précipitant ainsi le pays tout entier — « en proie à une neurasthénie collective » comme on l'a dit — dans le bolchevisme. Les partis communiste et social-démocrate, ayant préalablement fusionnés (suivant un scénario bien connu depuis lors), prirent en effet le pouvoir le 21 mars

1919, sans effusion de sang, sans même qu'un seul coup de feu eût été tiré. La République Soviétique Hongroise de Béla Kun, dite « République des Conseils », qui, jusqu'au 1<sup>er</sup> août 1919, dura 133 jours exactement, fut à l'instar de la commune de Paris en 1871, une « explosion de sentiment national désempéré » suivant l'expression utilisée par Paul Boncour à la Chambre française des Députés le 7 juin 1921, ajoutant du reste que c'était « la politique de l'Entente qui l'avait rendue possible, inévitable » (49). Et par un curieux paradoxe ce fut ce nouveau gouvernement populaire qui décida, dans un dernier sursaut patriotique, de défendre les frontières du pays et qui rallia un moment — autour du tricolore hongrois et non du drapeau rouge comme on pourrait l'imaginer — les milliers d'hommes qui, comme nous allons le voir, avancèrent un certain temps victorieusement dans la Slovaquie reconquise par leurs armes. Pour gagner la sympathie des patriotes hongrois, Kun promit du reste lui aussi de transformer la Hongrie en une République Fédérée incluant les nationalités.

Il convient d'ajouter, comme l'a fait Jozsa dans une excellente et récente étude sur « La République Soviétique Hongroise de 1919 » (50) que l'occupation des 2/3 du pays par les troupes étrangères, en coupant la Hongrie centrale de ses sources en matières premières, notamment en combustible, avait créé de surcroît une situation économique catastrophique qui facilita également la prise du pouvoir par les extrémistes. « Mais le coup mortel pour la démocratie hongroise nouvellement née, écrit-il, sera porté avant tout par l'incompréhension et l'absence de soutien des puissances victorieuses » : leur injustice et leur déloyauté, le nationalisme blessé, la perte d'énormes territoires de population hongroise massive, les actes de vandalisme dans les territoires occupés, le désespoir concernant les promesses wilsoniennes à l'autodétermination, alimentaient la propagande communiste et anti-Entente, appelant du reste à la « résistance nationale ».

Autre paradoxe, que souligne Monsieur Jozsa dans son article, les puissances de l'Entente se montrèrent au début beaucoup plus conciliantes envers le gouvernement communiste de Béla Kun qu'elles ne l'avaient été précédemment avec celui, démocrate, de Karolyi (\*). Et de fait, à la suite d'une mission d'enquête du Général sud-africain Smuts au début d'avril, les alliés revinrent aux lignes de démarcation fixées à Belgrade. Ce fut le refus de Béla Kun, voulant flatter le sentiment national des masses, de traiter sur ces bases qui entraîna, à partir du 16 avril, une nouvelle progression de l'armée roumaine qui franchit alors la Tisza et parvint en quelques jours à proximité de la capitale hongroise, imitée dans le Nord par la nouvelle armée tchèque qui déclencha de son côté fin avril une offensive sur Miskolcz. C'est alors que, par un tour de force vraiment extraordinaire, une « armée rouge hongroise » fut reconstituée, en quelques jours à peine, en rappelant au service les anciens cadres, après avoir supprimé les conseils de soldats, rétabli la distinction des grades et la conscription obligatoire, les soldats indisciplinés étant même passés par les armes. Cette armée, réorganisée en toute hâte et comptant environ 200 000 hommes, devait faire face, sur un front de plus de mille kilomètres, à un ennemi 3 fois supérieur en nombre. Dirigée par un officier de carrière, le Colonel Aurcl Stromfeld, elle stoppe dès le 3 mai l'avance des troupes roumaines, les repoussant même sur plusieurs points, et remporte le 20 mai une victoire éclatante sur les forces tchèques près de Salgotarjan, leur reprenant Miskolcz et les rejetant d'une seule traite à plus de 150 kms au Nord, libérant même en quelques jours toute la Slovaquie orientale et rendant ainsi

---

(\*) Lors d'une réunion du « Conseil des Quatre », le 31 mars 1919, Lloyd George avait émis le doute que le Lieutenant Colonel Vyx ait exprimé assez clairement au Gouvernement Karolyi que le nouveau retrait exigé des troupes hongroises ne préfigurait aucunement du tracé des frontières définitives ; et Wilson de son côté aurait qualifié d'« absurde » cette nouvelle exigence : « Il faut éviter — déclara-t-il — qu'en conséquence d'une attitude par trop dure, les états vaincus soient, l'un après l'autre, poussés dans les bras du bolchévisme. »

possible la création le 16 juin d'une République Soviétique slovaque qui devait se fédérer à la Hongrie. Mais l'Entente ayant promis la cessation des hostilités en échange du repli des troupes hongroises de Slovaquie, celle-ci est évacuée fin juin sur l'ordre de Béla Kun lui-même, lequel, frustrant ainsi inconsidérément l'armée de sa victoire, entraîne sa démoralisation définitive et celle de la nation. L'abandon de la Slovaquie reconquise, seul atout restant alors à la Hongrie sur le plan militaire et diplomatique, fut sans conteste la plus fatale erreur de Béla Kun : L'armée tchèque, sauvée du désastre et contrairement aux promesses de l'Entente, reprit son offensive dès le 20 juillet, conjuguant son action avec celle déclenchée à nouveau par l'armée roumaine qui put arriver ainsi vers la fin du mois aux abords de Budapest, ce qui entraîna le 1<sup>er</sup> août 1919 la chute de Béla Kun et de sa République des Conseils.

Soulignons que, sous prétexte d'aider à réprimer la révolution communiste de Béla Kun, l'armée roumaine se livra à un pillage en règle de la Hongrie, vivant littéralement sur le pays et commettant des exactions et déprédations pires que celles des bolcheviks. La valeur des objets de toute sorte (machines, cheptel, matériel roulant, argent des caisses publiques, etc...) confisqués et emportés par les Roumains, durant leur occupation de 10 mois — exécutée du reste sans aucun mandat — fut évaluée à plus de 3 milliards 150 millions de francs-or (51) (\*). Devant l'attitude de l'armée roumaine, qui souleva l'indignation générale et jusqu'à la colère de Clémenceau, la Conférence de la Paix lui adressa un premier avertissement dès le 8 août, lui intimant l'ordre de cesser ses brigandages, et un autre plus sévère encore le 23 août. Le 12 octobre enfin le Conseil Suprême somma la Roumanie d'avoir à évacuer sur-le-champ la Hongrie :

---

(\*) Le Général H.H. BANDHOLTZ, représentant américain à la Commission militaire quadripartite à Budapest, a décrit dans ses mémoires (« An Undiplomatic Diary » New-York 1933) les démontages d'usines et les pillages effectués par l'armée roumaine d'occupation en Hongrie.



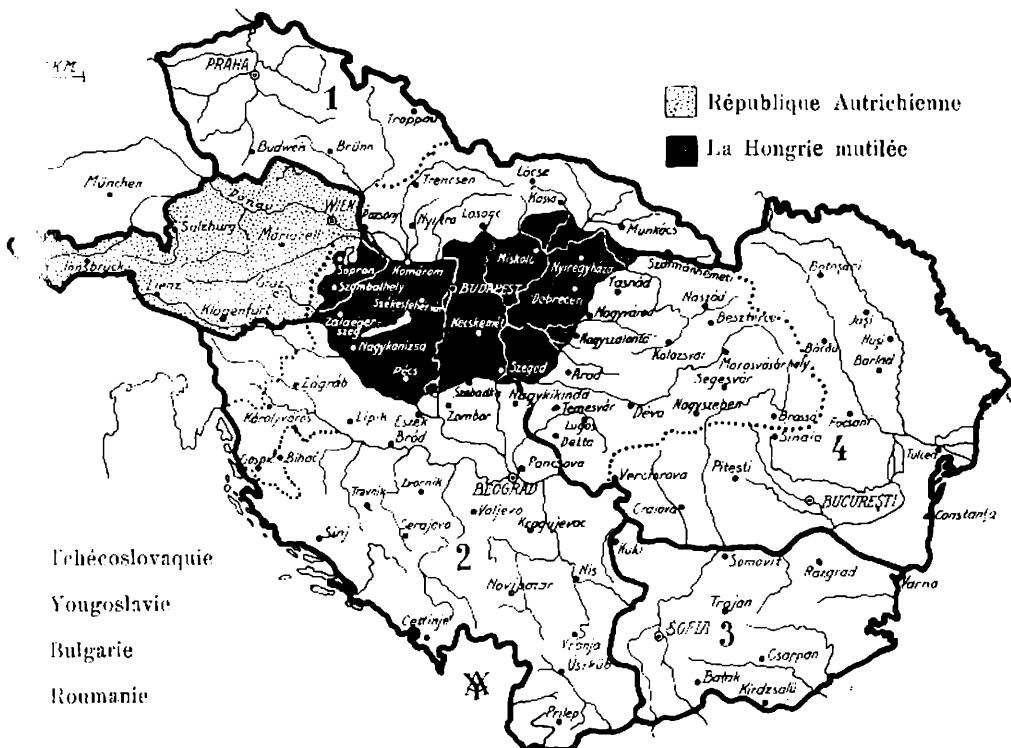
Sans réponse de sa part il lui signifia même un véritable ultimatum qui seul finit par obtenir satisfaction (52).

Devant tant d'épreuves et d'humiliations, et en voyant ce dont fut capable durant quelques semaines l'armée famélique de Stromfeld, devant des forces si supérieures en nombre et en armement, on se prend à rêver à ce qu'aurait pu faire, dès novembre 1918, le vaillant peuple hongrois s'il n'avait pas été si stupidement désarmé par ses propres dirigeants, et s'il avait pu être galvanisé par des chefs dignes de lui comme en 1848-49 où Croates, Autrichiens, Serbes et Roumains, qui avaient également assailli la Hongrie de toutes parts, furent piteusement reconduits chez eux par les houveds de Kossuth. Mais hélas, le moins qu'on puisse dire, c'est que ni le triste Karolyi, ni le sinistre Béla Kun n'avaient l'envergure d'un Kossuth. Un tel sursaut national, même s'il n'avait pu sauver toute l'unité territoriale du pays, aurait probablement abouti tout de même à desserrer tant soit peu le terrible carcan de TRIANON, en obtenant des Alliés des conditions de paix plus équitables et honorables pour la Hongrie. A cet égard l'exemple de la Turquie, donné par le Président Nitti dans son ouvrage « La Paix », est particulièrement instructif : « En 1918, écrit-il, on avait également tenté l'impossible pour ruiner la Turquie aussi radicalement que l'Autriche-Hongrie, pour lui arracher aussi la plus grande partie de ses territoires et pour la refouler en Asie. Mais dès lors qu'elle eut, dans un sublime sursaut national, recouvré sa vigueur implacable, battu et rejeté les Grecs d'Anatolie, les mêmes grandes puissances, qui avaient chargé les Turcs de tous les crimes, cherchèrent à obtenir son amitié, en commençant par la France ». Et le fait est que le traité de Sèvres, « dicté » à la Turquie vaincue de 1920, dut être remplacé par celui de Lausanne, « négocié » avec la Turquie victorieuse de 1923. Mais la Turquie avait eu entre temps l'insigne chance historique de voir surgir parmi ses fils un Atatürk pour sauver son honneur et son indépendance, lequel ne

## Les Etats du bassin danubien avant la guerre mondiale



## Les Etats du bassin danubien après les traités de Paix





Le comte Etienne TISZA (1861-1918) président du Conseil de Hongrie au début de la guerre mondiale dont il s'efforça en vain d'empêcher le déclenchement et à l'issue de laquelle il fut lâchement assassiné le 31 octobre 1918.



Le comte Albert APPONYI (1846-1933) dirigea à 74 ans, avec noblesse et dignité la délégation hongroise à la Conférence de Paix en 1920 et représenta encore brillamment la Hongrie à la S.D.N. durant une dizaine d'années. Il fut surnommé en Amérique « The great old man of Central Europe ».

se contenta pas d'entrer dans sa capitale sur un cheval blanc, chance que n'eut hélas pas la Hongrie en 1919 ni en 1920...

Car il convient d'ajouter, pour clore le récit de cette lamentable période de l'histoire hongroise, qu'un gouvernement national contre-révolutionnaire s'était constitué dès le mois de juin 1919 à Szeged, dans le Sud-Est du pays occupé par les troupes françaises, et qu'avec le concours de celles-ci il avait pu mettre sur pied une petite armée de 13 000 hommes, composée presque exclusivement de militaires de carrière, dont le commandement fut confié à l'amiral Horthy, ancien commandant en chef de la marine austro-hongroise. Lors de la chute de Béla Kun, les troupes de Horthy contrôlaient déjà tout le Sud et l'Ouest du pays. Après avoir longuement négocié avec l'Entente le départ des Roumains, qui s'exécuta dans les conditions que nous avons dites, l'amiral Horthy put faire enfin le 16 novembre 1919, soit plus de 3 mois après la chute de Béla Kun, son entrée à Budapest à la tête de l'armée nationale, entrée hélas plus spectaculaire que glorieuse dans une capitale affamée et humiliée... Après l'élection d'une Assemblée Nationale fin janvier 1920, et devant l'opposition de l'Entente à une restauration du Roi Charles, l'amiral Nicolas Horthy fut désigné par l'Assemblée comme « Régent de Hongrie » le 1<sup>er</sup> mars 1920, fonctions qu'il exercera jusqu'à son arrestation par les Allemands le 15 octobre 1944 (53). C'est donc à son gouvernement qu'incomba — pour commencer — la douloureuse obligation de négocier, ou plus exactement d'entériner, puis de faire accepter par la nation, l'« infâme » traité de TRIANON qui l'amputera, dans les conditions que nous allons voir à présent, de près des 2/3 de sa population et des 3/4 de son territoire millénaire.

## CHAPITRE IV

### LE TRAITE DE TRIANON :

#### SES ASSISES JURIDIQUES, MORALES ET TERRITORIALES

Il ne restait plus qu'un espoir à la Hongrie : la Conférence de la Paix. Elle se réunit enfin à Paris au début de l'année 1920, mais hélas dans une atmosphère de passions, de rancœurs et de rivalités peu propice à une paix juste et durable. Comme nous l'avons déjà dit les Puissances Alliées étaient, par suite d'une longue guerre et aussi, il faut bien en convenir, d'une victoire assez douteuse, sinon peu honorable, tombée « in extrémis » du ciel américain, remplie d'un complexe d'infériorité militaire, de haine et d'amertume à l'égard des vaincus. Ajoutons à cela, que lorsque s'ouvrit la Conférence de la Paix, l'Autriche-Hongrie appartenait déjà, en fait sinon en droit, au passé : elle avait cessé d'exister. La Hongrie notamment, comme nous venons d'en faire le récit, avait vu, au cours de l'année 1919, la quasi totalité de son territoire, y compris sa capitale, occupée par ses ennemis, à la faveur de la naïveté de ses dirigeants de l'époque puis de la révolution bolchevique de Béla Kun, laquelle avait contribué elle aussi à affaiblir encore davantage sa cause vis-à-vis des Alliés au moment même où s'élaboraient à Paris les conditions de la Paix à imposer aux vaincus. De sorte que lorsqu'elle réussit à se débarrasser de l'étreinte bolchevique tout était pratiquement consommé pour elle. Enfin, comme nous le verrons, les Alliés n'utilisèrent, pour éclairer leur lanterne et prendre leurs décisions, que des

renseignements truqués par leurs petits protégés, ou notoirement insuffisants, sur les données historiques, économiques et ethniques en Europe Centrale. Tous ces éléments conjugués exercèrent manifestement une influence désastreuse sur les modalités des traités de paix dans cette région et plus spécialement sur celui de TRIANON qui porta ainsi, comme on l'a écrit, « l'empreinte de la haine d'un côté, de la négligence de l'autre » (54).

Quant aux soi-disant « pourparlers » de paix, citons textuellement ce qu'en dit Robert Vallery-Radot (55) : « Ce ne fut que le 1<sup>er</sup> décembre 1919 que le Conseil Suprême des puissances alliées et associées invita le Gouvernement hongrois à envoyer à Neuilly ses délégués munis de pouvoirs nécessaires en vue de conclure la paix. Les membres de la délégation, ayant à leur tête le Comte Albert Apponyi, arrivèrent à Neuilly le 7 janvier 1920. On les reçut comme des prisonniers. Ils furent enfermés au château de Madrid, sous la garde de policiers avec l'interdiction d'en sortir. Seul, le comte Apponyi, en considération de son grand âge, fut autorisé à faire un petit tour de promenade, escorté d'un inspecteur de la Sûreté... Les Hongrois apprirent le traitement auquel ils étaient soumis le 15 janvier. Bénès avait eu soin de déclarer dans le « Temps » du 2 décembre 1919, « que les décisions de la Conférence de la paix, en ce qui concerne les frontières du futur Etat hongrois, étaient définitives et qu'il n'y serait fait aucune modification en faveur de cet Etat ». Ce fut une stupeur douloureuse dans la délégation hongroise, lorsqu'elle connut le sort implacable qui était réservé à son pays. Néanmoins elle se mit courageusement au travail et, pendant 4 mois, elle s'appliqua à relever les erreurs historiques, les monstruosité géographiques, les absurdités économiques, que Bénès appelait les décisions de la Conférence de la paix. Scrupuleusement, comme si le droit des peuples avait quelque chose à voir avec cette volonté bien arrêtée

de confiscation arbitraire, la délégation communiquera mémoires et notes ».

Ajoutons que les délégués hongrois furent non seulement isolés et parqués comme des lépreux au château de Madrid, où l'on ne communiqua jamais avec eux directement et oralement mais uniquement par écrit, mais aussi que la masse considérable de documents, cartes et statistiques emportés par eux à Paris, pour prouver le bon droit de la Hongrie, ne fut même pas consultée, et que leurs propres notes et mémoires ne furent même pas lus... La discussion bilatérale fut donc complètement refusée à la délégation hongroise et sa déclaration finale elle-même ne constitua jamais la base d'aucune discussion commune. Personne ne prit donc en considération les arguments de la Hongrie qui ne fut ni entendue, ni même confrontée avec ses détracteurs. « Bismarck lui-même, écrit Henri Pozzi, avait pourtant admis en 1871, nos plénipotentiaires à plaider notre cause et nous pûmes même la gagner sur certaines points : Jules Favre par exemple est parvenu à sauver Belfort... » (56). Admis quand même le dernier jour devant la Conférence, « Apponyi y défendit son pays, ajoute Pozzi, en termes si émouvants, avec de tels cris de douleur et de vérité, que certains plénipotentiaires ne purent cacher leur émotion... Le Conseil Supême demeura néanmoins inflexible ». La raison de cette attitude intransigeante, qui se passe du reste de tout commentaire, fut sans nul doute que le texte du traité de paix avec la Hongrie était fixé depuis longtemps dans ses moindres détails, bien avant l'ouverture de la Conférence et en pleine connivence avec les Etats bénéficiaires.

On peut même avancer que la victime offerte en holocauste à TRIANON, était désignée de très longue date. Nous avons vu en effet que le panslavisme, avant même la guerre de 14-18, avait déjà tramé son complot contre la Hongrie et projeté son démembrement et son partage : de nombreux documents publiés depuis la première guerre mondiale en ont apporté l'irréfutable preuve.

Sans parler des cartes de la « Daco-Roumanie » qui plaçaient déjà il y a plus d'un siècle, les frontières roumaines sur la Tisza, il est particulièrement frappant de constater que les frontières fixées à Trianon correspondent à peu près exactement à celles figurant dans les ouvrages, brochures ou dépliants de propagande publiés par Ernest Denis et ses amis, et complices, du « Conseil National des Pays Tchèques ».

Il n'en reste pas moins que le traité de TRIANON reste avant tout l'œuvre de juges mal informés et abusés honteusement, fruit de la malveillance de voisins cupides conjuguée avec l'ignorance coupable des grandes puissances. « Il est en effet clair aujourd'hui que les hommes d'Etat de l'Entente, responsables sinon inspireurs d'un tel traité, eurent pour la plupart (et c'est leur seule excuse) des notions fort vagues concernant la situation ethnique, économique et culturelle des pays danubiens dont ils durent décider le sort. Peu de ces hommes eurent manifestement le temps, ou la volonté, de procéder à une enquête politico-économique et historique sérieuse avant de trancher. Que de malheurs auraient été épargnés à des millions d'hommes s'ils avaient procédé avec un peu plus de conscience et de sérieux » (57). « Les grands arbitres de la paix ignoraient le premier mot de la géographie, de l'histoire, de l'ethnographie des peuples et des pays dont ils devaient régler le sort. Wilson, par exemple, confondait constamment « Slovaques » et « Slovènes ». Lloyd Georges n'était guère mieux informé. De Clémenceau, de sa prodigieuse ignorance de tout ce qui n'est pas histoire romantique ou politique intérieure française, tout a été dit » (58). « Profitant de l'absence de connaissances géographiques de Clémenceau, Lloyd Georges et Wilson, Philippe Berthelot, chargé de l'étude du « statut des nouveaux Etats », faisait prévaloir ses propres vues. Elles lui avaient été dictées par Bénès... Le même jeu était mené à Londres par Masaryk avec le célèbre journaliste Wick-



ham Steed et le Dr Seton Watson. Le 4 avril 1919, la Tchécoslovaquie fut ainsi créée en quelques minutes, en y incluant des minorités allogènes de toute sorte... » (59). « Les diplomates tchèques, roumains et serbes répandirent autour du tapis vert de Trianon les informations les plus superficielles, erronées, tendancieuses, violant les faits, falsifiant les statistiques, truquant les volontés des collectivités avec la plus insigne mauvaise foi. Cette besogne, où se distingua particulièrement Bénès, fut facilitée par la honteuse médiocrité des négociateurs occidentaux... On leur accorda tout, ils n'eurent qu'à demander... Les pires absurdités historiques, géographiques, ethnographiques furent débitées sérieusement par Bénès avec une déformation tranquille et souriante, en se contredisant même scandaleusement dans ses déclarations successives, sans qu'aucun membre de la Conférence n'osât élever la voix, de peur de révéler son ignorance crasse de la question... Ce fut une grande foire d'empoigne !... » (60). « La paix de Trianon se fit dans une atmosphère particulièrement impropre aux constructions sages et durables. Le rôle régulateur appartenait aux grands hommes d'Etat alliés, mais pour eux, ces régions de l'Europe orientale étaient lointaines et peu connues : en fait on laissa faire les jeunes peuples revendiquants, et on accorda une large confiance à ces Serbes si braves, aux Roumains enfants gâtés de la France et surtout à deux Tchèques dont l'influence fut considérable au moment de l'élaboration des Traités : Bénès et Masaryk... D'illustres amitiés dans le camp des vainqueurs leur permirent de se servir et de servir leurs associés avec largesse » (61). « D'un fatras de truquages et de falsifications, d'un chaos de contre-vérités, sort ce traité de Trianon doublé, selon le mot de M. de Monzie, d'une carte de l'absurde, que les plénipotentiaires hongrois, impuissants dans leurs protestations non écoutées, claustrés au château de Madrid sous la haute surveillance de la police, censurés dans leurs relations

comme dans leurs correspondances, doivent signer sans discussion, l'épée de nos diplomates fatigués sur la gorge » (62).

On pourrait à ce sujet multiplier les citations, mais le mot de la fin appartient à Lloyd George lui-même qui, dans un discours prononcé au Guild Hall de Londres le 7 octobre 1928, et dans ses Mémoires, a reconnu textuellement : « Toute la documentation qui nous a été fournie par certains de nos alliés pendant les négociations de la paix était mensongère et truquée. Nous avons décidé sur des faux ». « Accusation effroyable qui n'a jamais été relevée, a écrit Pozzi, mais qui engage également la responsabilité des négociateurs alliés. Comment ne se seraient-ils pas du reste aperçus les premiers des procédés employés par les représentants de Prague, Bucarest et Belgrade pour surprendre leur bonne foi, avec ces statistiques fantaisistes, ces pétitions de complaisance, ces dols et ces mensonges qui firent de TRIANON une des pires iniquités de l'Histoire diplomatique » (63).

On reste évidemment confondu devant tant de témoignages accablants de la légèreté, de l'incurie, de l'ignorance et, tout compte fait, de la partialité scandaleuse des délégués occidentaux à la Conférence de la Paix, lesquels auraient du, pour le moins, se méfier de la cupidité, de la « boulimie territoriale » manifestées sans vergogne par les petits Etats successeurs, dont leur incroyable complaisance autorisait toutes les audaces, et qui, non satisfaits de récupérer déjà la totalité de leurs propres nationaux, voulaient encore avoir chacun leurs otages magyars. Pour baillonner complètement la Hongrie il fallait du reste augmenter autour d'elle le nombre des complices. On rapporte, pour comble d'ironie, que Bénès, lorsqu'il eût obtenu sans coup férir des Alliés le maximum de ce qu'il demandait, en fut effrayé lui-même !.. C'est à ne pas y croire. Dans ces conditions on comprend tout de suite pourquoi les

frontières de TRIANON, non seulement n'ont correspondu presque nul part aux limites ethnographiques des populations, mais ont tranché délibérément dans la masse compacte hongroise elle-même. On eut du reste à Trianon, probablement moins le souci de « châtier » la Hongrie, que de satisfaire aux exigences des Etats successeurs, a noté le rapporteur du traité, Charles Daniélou, en reconnaissant que « le résultat a été de laisser subsister entre les peuples de l'Europe danubienne des motifs de mécontentement difficilement apaisables ». Autrement dit, au lieu de rétablir et de consolider l'entente entre ces pays, dans l'intérêt supérieur de toute l'Europe, ce découpage arbitraire a envenimé leurs querelles, rendant impossible pour longtemps le retour à cette collaboration entre la Hongrie et ses voisins qui avait existé antérieurement au XIX<sup>e</sup> siècle. En fait, on s'est bel et bien servi des territoires arrachés à la Hongrie pour payer toutes sortes d'alliances contractées pendant la guerre. Aussi bien, comme l'a écrit Henri Pozzi « il ne s'agissait pas de savoir à Trianon, qui avait raison, mais uniquement à qui l'on avait intérêt à donner raison... » (64).

C'est ce qu'à confirmé de son côté un membre de la Chambre des Communes, sir Robert Gower, en rappelant « que la République tchécoslovaque fut reconnue de façon anticipée par les Puissances de l'Entente dès l'été 1918. On connaît d'autre part, a-t-il écrit, les traités secrets conclus avant l'armistice : l'un signé le 18 août 1916, a promis aux Roumains non seulement la Transylvanie tout entière, mais encore une partie considérable de la grande plaine hongroise. Le Conseil Suprême de l'Entente a, au cours d'une réunion tenue au mois de juin 1918, décidé la création d'un Etat des Slaves du Sud, comme un des buts militaires à atteindre. Or cette décision ne pouvait être réalisée qu'à la condition de morceler la Hongrie. On a condamné un pays avant même de l'entendre » (65). Ainsi, bien antérieurement

à la Conférence de la Paix, des traités secrets avaient déjà décidé le partage de la Hongrie. Il était cependant possible de fixer des frontières ethniques beaucoup plus équitables que celles du Traité de TRIANON qui ont littéralement taillé dans la chair vive de la Hongrie, des blocs de population hongroise contigus les uns aux autres ayant été arbitrairement séparés. La convoitise des uns fut de la sorte revêtue hypocritement d'un aspect légal par les autres. On prête à Frédéric II ces paroles terribles : « Je prends, je pille, je vole, ensuite mes légistes trouvent à tout cela d'excellentes raisons ». Ou, comme l'a déclaré non moins cyniquement Clémenceau : « Les traités de paix, c'est encore une façon de continuer la guerre ».

C'est ainsi, en définitive, que le peuple hongrois, dont la responsabilité dans le déclenchement de la guerre mondiale a été catégoriquement et de point en point dissipée, s'est vu le plus cruellement puni, mutilé et humilié. En effet « de tous les Traités de Paix, celui de Trianon fut le plus sévère, détachant de la Hongrie plus de 63 % de ses habitants et 71 % de son territoire. Rarement peuple subit de pareilles rigueurs. Ce qui restait était assujéti à de lourdes servitudes, non seulement fiscales et militaires, mais encore politiques, aboutissant à une véritable diminution de souveraineté... On lui a enlevé non seulement ses populations minoritaires, mais encore une grande quantité de territoire purement magyars... Commettant ainsi une faute analogue à celle du partage de la Pologne au XVIII<sup>e</sup> siècle... Les Hongrois ne peuvent évidemment admettre ces amputations opérées par la violence, au préjudice de tous leurs droits de peuple et sans qu'on ait voulu consulter les intéressés... Un seul plébiscite a finalement été organisé, celui de la ville de Sopron, et il fut favorable aux Hongrois. Encore faut-il constater qu'il eut lieu sur un territoire revendiqué par les Autrichiens,

autre peuple défait, et qu'aucun plébiscite ne fut admis vis-à-vis des nations protégées des vainqueurs » (66).

Le plébiscite était effectivement la seule manifestation indéniable de la volonté populaire et il aurait eu l'avantage immense de mettre fin à toutes les contestations territoriales, comme ce fut du reste le cas là où il fut appliqué consciencieusement, comme au Schleswig-Holstein ou même, plus tard, à Sopron par exemple. Le traité de Trianon fut le seul où tout plébiscite fut refusé malgré la supplication émouvante du Comte Apponyi à la Conférence de la Paix (\*). Du reste la délégation hongroise à la Conférence de la Paix eut une attitude impeccable et même d'une grande noblesse ; elle se déclara prête à s'incliner devant la seule force morale susceptible de remplacer le droit historique : la volonté des peuples habitant les territoires en litige. « Entre la Hongrie qui, forte de son droit, veut les garder, et ses voisins qui, sous différents prétextes, veulent les prendre, c'est à eux de décider : qu'ils soient à ceux à qui ils veulent appartenir ! » s'écria vainement le Comte Apponyi. A TRIANON les délégués hongrois étaient donc tout disposés, compte tenu des circonstances, à se contenter des limites fixées par des plébiscites organisés sous un contrôle international impartial, et à établir de nouvelles relations avec leurs voisins sur cette base équitable. Une fin de non recevoir leur fut pourtant opposée. « Il est difficile de comprendre pourquoi cette réclamation hongroise, fondée sur le principe même de Wilson, a été rejetée, a écrit Sir Robert Gower. La thèse d'après laquelle des consultations populaires proprement dites auraient été rendues superflues par la volonté manifeste des diverses nationalités, ne tient pas debout, et elle ne justifie certainement pas le fait d'avoir arraché à la mère-patrie trois millions et demi de Hongrois » (67).

Comme il a été dit, la seule exception fut le petit plébiscite qui fut accordé en décembre 1921, dix-huit

---

(\*) Voir Annexe IV.

mois après TRIANON, sur l'initiative de l'Italie, pour le district de Sopron dans le Burgenland concédé à l'Autriche, où il y avait pourtant une forte proportion d'Allemands. Ce plébiscite s'étant prononcé en faveur de la Hongrie par 65 % des voix environ contre 35 % à l'Autriche, une telle expérience ne fut plus jamais renouvelée. Ajoutons pour démasquer complètement la duplicité qui présida au tracé des frontières de Trianon, que ce fut manifestement pour jeter une pomme de discorde entre Autrichiens et Hongrois que les Alliés avaient adjugé toute cette bande de la Hongrie occidentale à l'Autriche, manifestant ainsi, à ce seul endroit, un souci ethnographique dont ils avaient fait si bon marché ailleurs. Encore furent-ils sur le point, sans l'intervention énergique de l'Italie, d'attribuer également cette bande de territoire aux Tchèques et aux Yougoslaves pour leur permettre d'avoir une frontière commune et d'encercler complètement la Hongrie, ce qui aurait supprimé, du même coup, sa seule fenêtre vers l'Occident.

Bien avant ces habitants du Burgenland, d'autres populations non magyars de l'ancien Royaume avaient du reste demandé énergiquement à rester rattachés à la Hongrie, mais nul n'en eut cure. Ce fut notamment le cas des Wendes et des Slovènes de la région méridionale de Muraköz qui furent attribués d'office à la Yougoslavie. De même les Ruthènes de la Slovaquie orientale et les Souabes du Banat firent-ils parvenir sans plus de succès à la Conférence de la Paix des protestations véhémentes contre leur détachement de la Hongrie. Aussi bien le Député Marius Moutet pouvait-il s'écrier à la Chambre, lors du débat sur le traité de TRIANON, que « c'est sans les consulter que les minorités ethniques ont été attribuées à des nations qu'elles n'avaient pas elles-mêmes choisies » (68).

Qu'on juge après tous ces faits, et notamment après les résultats enregistrés dans le seul plébiscite de

Sopron, de la duplicité ahurissante du passage suivant de la fameuse lettre d'envoi de Millerand, adressant le texte du Traité au Président de la délégation hongroise, lettre en date du 6 mai 1920 : « La Délégation hongroise tire il est vrai argument du fait que les conditions de paix n'ont prévu nulle part de plébiscites. Si les Puissances alliées et associées ont cru inutile de recourir à une consultation populaire de cette nature, ce ne fut qu'après avoir acquis la certitude que cette consultation, si elle était entourée de garanties complètes de sincérité, ne donnerait pas des résultats sensiblement différents de ceux auxquels les a conduits une étude minutieuse des conditions ethnographiques de l'Europe centrale et des aspirations nationales. »

C'est ce refus du plébiscite — avec le fait inique d'avoir détaché 3 millions 1/2 d'authentiques Hongrois de leur Patrie — qui a constitué le vice fondamental du Traité de TRIANON et l'a déshonoré ainsi que ses auteurs.

Ajoutons, pour souligner encore l'extraordinaire fourberie de ceux-ci, qu'en même temps que la lettre de Millerand laissait, dans un autre passage, espérer à la Hongrie quelques rectifications éventuelles de frontière dans le cas où elles seraient jugées nécessaires par les commissions de délimitation, on annulait en sous-main cette promesse en enjoignant à celles-ci, par une communication privée, de suivre d'aussi près que possible la ligne du traité « sans tenir compte de considérations nationales, linguistiques ou religieuses » (69).

On peut également lire dans la fameuse lettre d'envoi de Millerand — qui ne fut qu'une honteuse mystification d'un bout à l'autre — la phrase suivante : « Un état de choses, même millénaire, n'est pas fondé à subsister lorsqu'il est reconnu contraire à la justice ». Depuis, comme on sait, cette étrange doctrine a fait son chemin et c'est en son nom qu'aujourd'hui les Bretons par exemple découvrent eux aussi leur individualité nationale...

La France a malheureusement prêté la main — et la plume — à toute cette odieuse procédure au risque d'en être un jour flétrie par l'Histoire. Et cela, malgré le discours non équivoque prononcé en son nom, à l'ouverture de la Conférence de la Paix, par Poincaré lui-même : « Le temps n'est plus, s'écriait-il, où les diplomates pouvaient se réunir pour refaire d'autorité dans un coin de table la carte des Empires. Si vous avez à remanier la carte du monde, c'est au nom des peuples et à la condition de traduire fidèlement leur pensée, de respecter le droit des nations petites et grandes à disposer d'elles-mêmes ». Mais la Conférence, comme nous venons de le voir, préféra ne pas solliciter leur volonté, donc pas de plébiscites jugés par elle « inutiles ». « L'Etat annexant n'aura véritablement acquis le droit de souveraineté sur ses nouveaux sujets qu'autant que le nouvel état de choses sera accepté par eux » professait pourtant à l'époque De Lapradelle, jurisconsulte officiel du Quai d'Orsay.

Quant à savoir exactement pourquoi les populations intéressées n'ont pas eu droit à la parole, c'est Tardieu lui-même qui devait le révéler crûment dans son livre « La Paix » : « Nous avons à choisir entre le référendum et la création de la Tchécoslovaquie ». Voilà bien du reste l'aveu que les populations intéressées ne tenaient manifestement pas, malgré les assertions de Millerand, à un changement de souveraineté. En réalité, la volonté des habitants, nul n'en avait cure. Ceci, après le massacre de plusieurs millions d'hommes, immolés, disait-on, pour permettre aux peuples de librement disposer de leur sort.

Il y eut tout de même, reconnaissons-le, le Général Smuts, délégué de l'Afrique du Sud, pour réclamer, mais en vain, le plébiscite en faveur de la Transylvanie, de la Slovaquie, de la Ruthénie et de la Croatie-Slavonie, arguant avec juste raison qu'il avait été accordé à l'Allemagne pour le Schleswig-Holstein, la Silésie, la Prusse



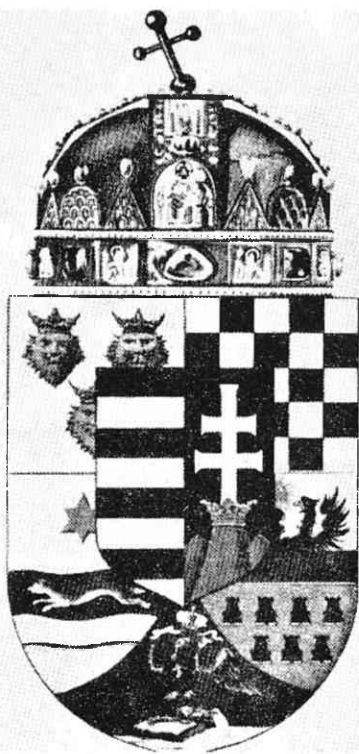
Orientale et la Sarre. Smuts avait même été soutenu par les représentants de presque tous les autres Dominions et aussi par ceux du Japon, de la Pologne et de l'Italie. Mais on a eu peur du plébiscite, sans réaliser semble-t-il, suivant une excellente formule d'Aldo Dami, qu' « un plébiscite non accordé est un plébiscite de fait ». Aussi bien, l'Abbé Weterlé, ancien Député protestataire d'Alsace au Parlement allemand, pouvait-il déclarer le 7 juin 1921 à la Chambre française : « Je suis intimement convaincu que si un plébiscite avait eu lieu, ni les Serbes, ni les Roumains n'auraient obtenu le tiers des voix... On a disposé des habitants contre leur volonté ! C'est incontestable ».

C'est encore Aldo Dami qui a fait très justement remarquer que la Conférence de la Paix a non seulement confondu le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est-à-dire leur volonté nationale librement exprimée, avec le principe linguistique des nationalités, qui ne coïncide pas nécessairement avec le droit précédent, mais les a cyniquement bafoués l'un et l'autre en prélevant sur le bloc magyar compact des lambeaux de territoires purement hongrois qu'elle a attribués aux voisins pour des motifs essentiellement économiques ou stratégiques. Elle a donc additionné deux erreurs ou plutôt deux injustices. « La frontière de Trianon, écrit-il, a laissé en dehors de la Hongrie une première zone de territoires hongrois, plus une zone de territoires allogènes dont les intérêts sont si étroitement solidaires de la Hongrie que leur décision n'eût pas fait de doute s'ils avaient été consultés. Elle n'est donc fondée ni sur l'ethnographie, ni sur les sentiments des populations, ni sur leurs intérêts — dont ils sont d'ailleurs seuls à connaître » (70). L'exemple le plus frappant, ajoute-t-il, est justement celui des Alsaciens, de race et de langue allemande, désirant être Français, comme les Wendes et les Slovènes du Muraköz, de race et de langue slave, qui, nous l'avons vu, demandèrent sans succès en 1919 à

rester Hongrois. Sans parler des Croates et des Slovaques dont la suite des événements a suffisamment démontré qu'ils auraient dû, pour le moins, être régulièrement consultés avant leur rattachement respectifs aux Serbes et aux Tchèques. Du reste, à propos de ces derniers, il convient de signaler qu'une délégation de Slovaques autonomistes, composée notamment du R.P. Hlinka et de Jehlicka, étant venue à l'époque à Paris pour demander à la Conférence de la Paix un référendum populaire pour la Slovaquie, le Dr Bénès les fit expulser de force par la police française.

En d'autres termes le droit des peuples ou des individus à disposer d'eux-mêmes ne saurait être fondé sur des facteurs subsidiaires tels que la race, la langue ou la religion mais bel et bien sur la conscience et la volonté d'appartenir à telle ou telle collectivité. Ce droit de libre disposition avait pourtant été un des leitmotivs des buts de guerre proclamés par les Alliés et notamment des fameux 14 Points du Président Wilson. Il ne faut pas, disait-on alors, forcer les peuples à rester dans le cadre d'un Etat si, par leur langue, leurs liens du sang, leurs sentiments ou leurs intérêts, ils veulent se rattacher à un autre pays. C'est en vertu de ce principe qu'on a du reste, fort justement, rétabli la Pologne et les Pays Baltes, mais le moins qu'on puisse dire c'est que le démembrement de la Hongrie ne s'y est pas conformé car il n'a pas été demandé à ses habitants, qu'ils soient Hongrois ou non, s'ils voulaient être incorporés dans les pays voisins. Tout simplement parce qu'on savait d'avance que la plupart auraient bel et bien opté pour leur maintien dans leur cadre traditionnel sous la seule réserve d'y accéder à l'autonomie régionale et à l'égalité complète des droits entre les différentes nationalités. Un grand et vieux pays dont l'unité avait été cimentée par l'histoire, la géographie et l'économie fut ainsi morcelé sans consulter ses habitants, et sur ces territoires artificiellement détachés du tronc commun toutes les




**CHARLES I<sup>er</sup>**, empereur d'Autriche et Roi de Hongrie sous le nom de Charles IV (1887-1922). Il s'efforça en vain d'arrêter le conflit mondial dès 1917 et tenta quelques mois trop tard de transformer son empire en une confédération d'Etats autonomes.

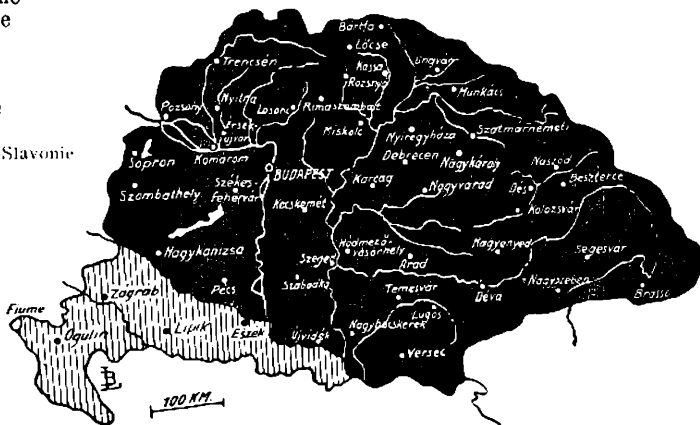


Armoiries de Hongrie, réunissant les blasons de chacune des provinces de la Hongrie Historique : au milieu, le petit blason ; 3 têtes de léopard : la Dalmatie ; le damier aux 25 cases : la Croatie ; l'étoile et la fouine : la Slavonie ; l'aigle avec le soleil et la lune et les sept tours : la Transylvanie ; l'aigle bicéphale : Fiume.

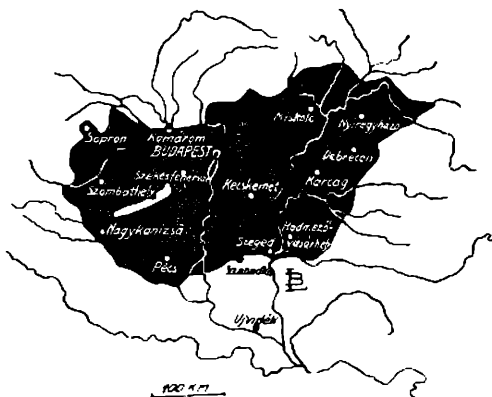
## Le Royaume de Hongrie avant la guerre mondiale.

Le Royaume  
de Hongrie

-  Hongrie
-  Croatie-Slavonie
-  Fiume



## La Hongrie mutilée après le traité de Trianon.



minorités furent livrées, comme nous verrons, à l'oppression.

TRIANON a donc été la négation solennelle des principes wilsoniens, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, pour le règne desquels les Alliés avaient prétendu combattre, mais qui furent répudiés dès que la victoire fut assurée. Sans y être nullement forcés les Alliés n'ont pas respecté les principes qu'ils avaient eux-mêmes solennellement proclamés comme devant régir la paix. Il existait pourtant pour eux une sérieuse obligation morale de les respecter, car ce furent ces fameux 14 Points du Président Wilson qui incitèrent les Empires Centraux à déposer les armes, pensant qu'ils leur assureraient des conditions de paix acceptables. « C'est la publication des 14 Points, a écrit Pozzi, leur diffusion en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, l'immense impression de soulagement et de confiance qu'ils y avaient provoqués, dans tous les milieux, qui avait brisé la force de résistance de l'arrière, dont l'effondrement seul avait entraîné celui des fronts de combat » (71). Il apparaît aujourd'hui à l'évidence, comme l'a écrit de son côté Ullein-Reviczky, que « toutes ces belles paroles n'étaient destinées qu'à influencer l'opinion publique mondiale en faveur des puissances de l'Entente et à démoraliser les armées des Puissances Centrales. Et de fait les principes wilsoniens ont trouvé leur chemin jusqu'au cœur des soldats austro-hongrois plus sûrement que les balles des Alliés... Pourquoi combattre encore, disait-on, lorsque de l'autre côté on nous promet solennellement liberté, égalité de traitement, libre disposition ?... En Hongrie notamment le parti de la paix, dirigé par le Comte Michel Karolyi, s'empara avec avidité des promesses de Wilson pour convaincre le pays de l'inutilité de la résistance. Ce furent du reste ces principes wilsoniens que l'Autriche-Hongrie, de même que l'Allemagne invoquèrent en octobre-novembre 1918 dans leurs demandes d'armistice... Or, la paix avec la Hongrie n'a manifeste-

ment pas été faite selon ces principes pourtant publiquement fixés et acceptés par tous les belligérants lors des différentes armistices conclus en octobre-novembre 1918. D'autres arguments, de nature plus pratique déterminèrent la Conférence de la Paix à donner suite, sans aucun plébiscite, aux revendications territoriales des voisins de la Hongrie. En fait, il y avait d'un côté les principes wilsoniens et de l'autre les arrangements secrets ; les uns comme les autres ont eu leur part dans la victoire des Alliés » (72). Et Nitti d'ajouter : « L'autodécision des peuples proclamée par les Alliés pendant la guerre s'est révélée n'être qu'une formule mensongère brandie seulement à l'heure du danger pour rallier les bonnes volontés. La paix promise n'a pas été faite et son idéal, pour lequel tant d'hommes s'étaient sacrifiés, a été trahi par les négociateurs des traités. Les conditions que les Alliés imposèrent aux pays vaincus furent malhonnêtes et coupables : Ils ont abusé de la victoire de la pire façon. Comme dans la tragédie grecque des Atrides, un premier crime en entraîne après lui une série ininterrompue d'autres ; et dans ces crimes successifs c'est toujours le premier responsable qui est le plus coupable » (73). Notons qu'après la seconde guerre mondiale les Alliés occidentaux renoncèrent d'une façon semblable et pour des motifs similaires au même principe d'autodétermination des peuples, renonçant de surcroît au rétablissement de la « démocratie » dans les malheureux pays pour la liberté desquels la dernière guerre avait pourtant été déclarée elle aussi, en commençant par la Pologne qui fut livrée, avec tous les Etats voisins, au pouvoir discrétionnaire de l'Union Soviétique.

L'exécution honnête des 14 Points de Wilson aurait pourtant pu assurer dès 1919 une paix équitable à l'Europe et lui éviter toutes ses épreuves ultérieures, mais Wilson ignorait tout de celle-ci et, de concession en concession, il finit par souscrire à des traités qui étaient en opposition flagrantes avec ses idées et consti-

tuaient la négation de ses engagements les plus solennels. Les 14 Points devinrent ainsi une des plus grandes impostures de l'Histoire. « Wilson apparaissait à la fin de la première guerre, a écrit Dami, bien plus comme un arbitre que comme un belligérant, désireux d'une paix d'équité et de plébiscites. Mais ce fut finalement une paix de défense et de stratégie, telle que la voulaient notamment Clémenceau et Foch, qui prévalut... Une fois de plus le balancier de l'Histoire ne s'est pas arrêté en son juste milieu. Ne se contentant pas de satisfaire des irrédentismes les Alliés en ont créé d'autres. Ils ont forcé les faits, ils ont fait dire à l'Histoire ce qu'elle ne dit pas. Ils ont remis en question des statuts territoriaux sur lesquels le temps avait mis sa patine ou sa justification » (74).

Si encore la nouvelle répartition des peuples et des frontières avait été supérieure à l'ancienne, mais les traités de 1919-1920, et plus particulièrement celui de Trianon, ont finalement créé une situation plus grave que celle à laquelle ils prétendaient remédier. « Après avoir déclaré qu'un Etat composite comme l'Autriche-Hongrie était indigne de vivre, le Conseil Suprême s'est empressé de constituer des Etats comme la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie ou même la Grande Roumanie qui sont autant d'Autriche-Hongrie nouvelles, où se retrouvent la plupart des nationalités dont se composait l'ancienne » (75). Ainsi, pour « libérer » deux millions de Slovaques on fit passer du même coup près de deux millions d'autres allogènes sous la férule tchèque. Pour « libérer » 2 800 000 Roumains on plaça près de 2 500 000 non Roumains de Transylvanie sous la coupe de Bucarest. Pour « libérer » un million de Serbes on plaça 1 700 000 Croates et plus de 1 300 000 ressortissants d'autres nationalités sous l'autorité de Belgrade !... Au total les Etats successeurs eurent finalement de la sorte quelques 16 millions d'allogènes sur 42 millions d'habitants.

Un autre aspect des traités de 1919-1920, qu'a notam-

ment fort bien souligné et critiqué Georges Roux (76), c'est qu'ils furent fondés sur le principe moral, très discutable comme nous l'avons vu dans un chapitre précédent, de la culpabilité des Empires Centraux dans le déclenchement de la guerre, culpabilité qui, du fait de la propagande, ne faisait pas le moindre doute dans l'opinion publique des pays vainqueurs, « sans se rendre compte qu'une recherche de responsabilité est toujours affaire délicate ». Par ailleurs, écrit en substance Georges Roux, il est vain et dangereux de vouloir châtier trop longtemps les peuples, qui ne peuvent supporter qu'une punition brève. « En admettant que les vaincus l'eussent mérité, il la fallait dure peut-être, mais courte ». Le bouleversement des frontières dans un esprit de châtiment fut une monstrueuse erreur de jugement car « les fautes passent, les territoires restent ». Dans ces conditions on ne condescendit même pas à entendre les doléances des vaincus et les traités leur furent purement et simplement « dictés », sans aucune sorte de négociation. Leurs stipulations furent donc imposées unilatéralement ce qui leur a donné un caractère à la fois de violence quelque peu odieuse et de fragilité : Les Etats vaincus eurent beau jeu par la suite à renier des engagements aussi brutalement imposés. « L'excès entraînait obligatoirement le manquement ». Car on s'éloigne toujours avec le temps de cette « base-force » que constitue une victoire militaire. Nous le voyons bien aujourd'hui encore. « La victoire est toujours un moment fugitif ! » car le temps se charge de rétablir peu à peu l'équilibre entre les vainqueurs et les vaincus, remettant en question l'œuvre accomplie par les premiers.

On a notamment voulu faire expier à la Hongrie des fautes qu'elle n'avait pas commises, qu'elle a même voulu empêcher en étant la seule, en la personne du Comte Tisza, à essayer de s'opposer à une aventure où elle n'avait manifestement rien à gagner. Nous avons vu que la Hongrie n'avait aucune intention de conquête en 1914 et



que ce fut uniquement pour respecter ses alliances et assurer sa propre défense et survie qu'elle est alors entrée en guerre, sachant du reste pertinemment que ses voisins convoitaient ses territoires et projetaient son démembrement. Malgré cela, par le § 161 du Traité de TRIANON, la malheureuse Hongrie mutilée a encore dû se reconnaître coupable de la provocation à la guerre. Au demeurant Georges Desbons a fait très justement remarquer que nombre d'anciens adversaires de l'Entente, de nationalité hongroise ou autrichienne jusqu'en 1919 ou 20, sont devenus, par la magie de St-Germain ou de Trianon des Tchécoslovaques, des Yougoslaves ou des Roumains, considérés officiellement du jour au lendemain comme des amis, des alliés ou, peu s'en faut même, comme des « frères d'armes »... Ils avaient pourtant combattu eux aussi contre l'Entente. Pourquoi donc n'avoir pas dispensé une égale indulgence au peuple resté hongrois ?... Absolution complète d'un côté, réprobation féroce de l'autre, tout aussi illogiques l'une que l'autre !... Après tout la Hongrie n'avait-elle pas, elle aussi, récupéré son indépendance complète qu'après la guerre. Jusque-là, comme on l'a écrit, elle était rivée à l'Autriche comme à une sorte de « sœur siamoise ». Mais après TRIANON il ne resta plus d'elle qu'un « moignon », une réduction insignifiante de son territoire millénaire.

Sur la Hongrie vaincue ce fut en effet littéralement la curée. Elle se vit enlever par le Traité de TRIANON 71,5 % de son territoire et 63,6 % de sa population, laquelle, même sans la Croatie-Slavonie, passa alors de plus de 18 millions à moins de 8 millions d'habitants. A titre de comparaison le Traité de Versailles n'enleva à l'Allemagne que 13 % de son territoire et 9,5 % de sa population, et celui de Neuilly à la Bulgarie respectivement que 9,9 et 8,9 %. Celui de Francfort n'avait lui-même coûté en 1871 à la France que 2,6 % de son territoire et 4,1 % de sa population. Seules les pertes de l'Autriche avec respectivement 72,6 et 77,6 %, et à la rigueur celles de la Turquie

avec 61,6 et 39,6 %, furent comparables aux siennes, et encore s'agissait-il dans leur cas de territoires pour la plupart très excentriques et géographiquement, ethniquement et historiquement très disparates. Pour la Hongrie les nouvelles frontières qui lui furent imposées à TRIANON étaient — et sont toujours du reste — géographiquement absurdes et humainement odieuses, constituant un véritable défi au bon sens dans leur détail comme dans leur ensemble. « La plus abominable des paix de violence et la plus imbécile » a écrit Pozzi (77), non sans de sérieuses raisons comme nous allons le voir.

On a tout d'abord saccagé délibérément l'incomparable unité géographique et économique de l'ancienne Hongrie, close de toute part, nous l'avons vu, par des montagnes ou de larges fleuves, en lui enlevant la totalité de l'arc montagneux des Carpathes, qui entourait si harmonieusement sa grande plaine centrale, interrompant ainsi brusquement des relations millénaires de la montagne à la plaine et hâchant toutes les tendances géographiques de la périphérie vers le centre du pays, les nouvelles frontières coupant systématiquement toutes les vallées et tous les cours d'eau qui s'acheminent des hauteurs vers le bassin du Danube et de la Tisza. Et simultanément bien sûr tout l'admirable réseau ferroviaire, routier et fluvial de l'ancienne Hongrie — un des plus anciens et des plus denses d'Europe — qui était lui aussi, par la force des choses, centripète, Budapest étant son véritable cœur : la Hongrie perdant à TRIANON 62,2% de ses voies ferrées, 73,8 % de ses routes et 64,6 % de ses voies navigables. Fut ainsi bouleversée de fond en comble, non seulement la vie économique du résidu de Hongrie issu de TRIANON, mais aussi celle de toutes les populations périphériques, qu'elles soient slovaques, ruthènes ou transylvaines, qui gravitaient autrefois sans exception vers la plaine hongroise, leur seul débouché naturel — cette situation ayant été encore aggravée entre les deux

guerres par l'effarant et stupide protectionnisme des Etats successeurs. Même aujourd'hui, ces territoires qui leur furent transférés de force communiquent encore par des voies plus courtes, plus rapides et plus naturelles avec Budapest qu'avec leurs nouvelles capitales de Prague, Bucarest et Belgrade.

On enleva du même coup à la Hongrie la plupart de ses forêts, de ses charbonnages, de ses forces hydrauliques, de ses gisements de minerai de fer. On lui a pris toutes ses mines de sel, d'or et d'argent qui faisaient sa prospérité depuis le moyen âge. On l'a enfin coupée de la mer : le port de Fiume, qui lui avait été directement rattaché en 1822 et lui servait d'exutoire comme Trieste pour l'Autriche, était desservi par 134 vapeurs de la flotte marchande hongroise avec un trafic de 140 000 tonnes de marchandises en 1914 ; ce port a complètement périclité depuis lors, ne présentant plus du tout le même intérêt pour l'Italie puis la Yougoslavie. Il convenait du reste d'être logique et conséquent : Pourquoi avoir ôté un débouché sur la mer à l'Autriche et à la Hongrie alors qu'on en donnait un dans le même temps à la Pologne. On s'est également ingénié à cet égard, mais pour d'autres raisons que nous évoquerons ultérieurement, à couper la Hongrie de la Pologne qui se rejoignaient pendant des siècles tout le long de la crête septentrionale des Carpathes.

Il serait trop long d'énumérer toutes les richesses qui furent enlevées à la Hongrie à TRIANON. On peut considérer en gros, qu'à l'exception de son agriculture, presque toutes ses ressources naturelles, notamment 88 % de ses forêts et 83 % de ses mines de fer, passèrent aux Etats successeurs. « Les biens appartenant à l'Etat hongrois, qui lui étaient enlevés par le déplacement des frontières, représentaient à eux seuls une valeur minima de 3,43 milliards de couronnes-or, selon l'évaluation, que l'on pense être inférieure à la réalité, de la commission des réparations. Les clauses économiques du traité lui imposaient par ailleurs de payer à titre de réparations une

somme de 210 millions de francs-or et d'autres réparations en nature » (78).

A tout cela il convient d'ajouter l'arbitraire scandaleux du tracé local des nouvelles frontières, coupant non seulement une à une, comme nous l'avons dit, toutes les artères économiques, fleuves, routes et voies ferrées, mais aussi canaux, digues et écluses, limites administratives et propriétés. On vit des villes séparées de leurs banlieues et faubourgs, des villages partagés en deux, des fermes privées de leurs terres, des mines amputées de leurs orifices, des populations privées de leurs églises ou de leurs cimetières — le désir sadique d'humilier, de martyriser et de réduire la Hongrie à merci transparaisant à chaque pas. « Presque partout, a-t-on pu écrire, les nouvelles bornes frontières du pays constituaient de véritables pierres tombales sur lesquelles on aurait pu graver : ci-gît la justice !... » « Les frontières d'hier suivaient la nature, a écrit Georges Desbons, celles d'aujourd'hui cisailent champs et maisons, routes et gares, procédé d'un arbitraire en délire ». Et de fait, une injustice sans limite a présidé manifestement à leur délimitation, comme à l'ensemble du Traité, inspiré, on ne le dira jamais assez par une haine aveugle et injustifiée, une mauvaise foi insigne, une ignorance et une partialité inqualifiables. Comportement absolument monstrueux vis-à-vis d'un vieux et valeureux pays qui pendant des siècles avait protégé et sauvé l'Occident. Georges Desbons (79), après avoir encore énuméré un certain nombre de ces extravagances et incohérences à peine croyables, donne les quelques chiffres suivants : 52 villages coupés en deux sur la frontière roumaine, 22 sur l'autrichienne, 76 sur la tchécoslovaque, 70 sur la yougoslave, et plus de 100 villes et bourgs séparés d'autre part de leur gare ou de leur alimentation en eau.

Mais le pire c'est qu'à TRIANON la Hongrie ne fut même pas « réduite » aux pays réellement magyars, réduction que préconisaient, nous l'avons vu, les fameux

plans de réorganisation élaborés avant guerre, mais qu'elle fut amputée dans sa chair vive sur presque tout son pourtour. Le plus grave reste en effet toujours, que, le long de ses nouvelles frontières, on a retranché de ce malheureux pays des blocs compacts de Hongrois vivant jusque-là en communauté physique étroite avec la masse centrale magyare. Pour des considérations uniquement stratégiques ou ferroviaires on transféra aux Etats successeurs de larges portions de la plaine hongroise elle-même, peuplées massivement et quasi-exclusivement de purs Hongrois, en contradiction flagrante par conséquent avec les données ethnographiques les plus immédiates et indiscutables. Or, ces seuls territoires limitrophes renferment à eux seuls plus de 2 millions d'authentiques **Magyars** sur les 3 millions 1/2 passés sous la domination étrangère, ainsi que la plupart des grandes villes à population hongroise de l'ancienne Hongrie, telles par exemple que Presbourg, Kassa, Nagyvarad, Arad, Temesvar ou Szabadka. Rappelons que Presbourg (ou Pozsony en hongrois, aujourd'hui Bratislava) fut la capitale de la Hongrie pendant plus de 3 siècles. « Qu'on imagine, a écrit Charles Tisseyre, quelle sanglante blessure a constitué pour ce peuple, si fier de sa patrie et de son Histoire, l'arrachement de toutes ces villes empreintes de tant de souvenirs historiques, et dont il était à juste titre orgueilleux ? » (80).

Le rapporteur du Traité, Charles Daniélou a écrit lui-même (81) : « La plus grande erreur commise par des hommes qui ont voulu appliquer dans toute son étendue le principe des nationalités, c'est d'avoir laissé hors des frontières de leur pays, et riverains de ces frontières, 3 millions de Hongrois ! 3 millions sur 8 qui composent la population actuelle de la Hongrie. La proportion est un peu forte. Qui pourrait croire que ces **Magyars**, dont tout le monde connaît le profond instinct national, accepteront de vivre à jamais séparés de leurs frères ! » Faisant du reste remarquer ironiquement que « la frontière tchèque a été avancée à 40 kms de Budapest, et cela uniquement

pour que, en cas de guerre, cette ville soit à portée des canons tchèques, alors qu'en revanche le but du transfert à la Yougoslavie du territoire hongrois de la Bacska a été justement de mettre Belgrade hors de la portée des canons hongrois ». En fait, chaque Etat successeur a voulu se constituer des têtes de pont stratégiques pénétrant profondément dans le corps de la Hongrie. Précisons que de la sorte c'est une masse compacte de quelques 800 000 Hongrois qui fut annexée par la Tchécoslovaquie au Nord, une autre masse de plus de 400 000 Hongrois à la Yougoslavie au Sud et enfin une troisième masse frontalière de plus de 600 000 Hongrois à la Grande Roumanie à l'Est pour permettre uniquement à cette dernière de disposer d'une transversale ferroviaire Nord-Sud assurant le long de la frontière hongroise ses communications stratégiques avec les 2 pays précédents. A cet égard André Tardieu lui-même a dû admettre à la Conférence de la Paix que cette frontière avec la Roumanie ne correspondait pas à la limite ethnographique magyare qui se trouvait à 20 kms plus à l'Est !...

Aldo Dami a fait du reste remarquer avec justesse qu'une comparaison de la carte ethnique avec la carte géographique montre, qu'à l'exception du pays Sicule situé dans l'angle des Carpathes, la limite ethnographique des Hongrois coïncide partout, presque exactement, avec la fin de la plaine : Aussi bien, dit-il, aurait-on pu à la rigueur considérer que leur véritable frontière « naturelle » était plutôt constituée par les premiers contreforts des montagnes que par les montagnes elles-mêmes. Au Sud-Ouest, seule la Drave coïncide, sur la plus grande partie de son cours avec la limite ethnique hungaro-croate. « Le maximum des pertes à subir par la Hongrie, écrit-il en substance, n'aurait donc du jamais aller au-delà de la limite ethnique massive des Magyars de la grande plaine, et encore dans ce cas fallait-il assurer à l'îlot isolé, mais également massif, des 700 000 Sicules de Transylvanie un statut de stricte autonomie à l'intérieur de la Roumanie.

La meilleure solution, poursuit-il, aurait même été d'aller au-delà, de façon à équilibrer dans la mesure du possible la balance des autochtones et des allogènes dans tous ces pays y compris la Hongrie, et y égaliser en quelque sorte les sacrifices ethniques. Même en renonçant au plébiscite, et en se bornant aux simples limites ethniques du bloc compact de population magyare de la grande plaine hongroise, la Hongrie aurait dû conserver à TRIANON, tout autour et au-delà de sa frontière actuelle — sauf sur la Drave du côté de la Croatie — une bande de territoire d'une largeur allant de 15 à 70 kms (avec les villes à majorité hongroise citées précédemment) soient quelques 23 000 kms<sup>2</sup> et près de 2 millions d'habitants qui seraient demeurés en Hongrie. De toute façon, si on renonçait au plébiscite il fallait choisir entre les réalités géographiques et économiques et les réalités ethniques qui ne coïncident généralement pas entre elles. Si l'on défend les arguments ethniques il faut avoir le courage de renoncer le plus souvent aux autres, ou vice-versa. C'est ainsi que géographiquement et historiquement les Slovaques appartenaient à la Hongrie et les Allemands des Sudètes à la Bohême, mais non ethniquement. (Notons à cet égard que le droit historique, dont il était interdit à la Hongrie de se prévaloir à TRIANON, fut pourtant invoqué avec succès par les Tchèques à St-GERMAIN pour les frontières de la Bohême). Mais il suffit de citer le cas de la Slovaquie méridionale, peuplée uniquement de Hongrois et qui, plus encore que la partie montagneuse purement slovaque, dépend étroitement du bassin hongrois, dont elle fait d'ailleurs partie ; il en va de même pour les bandes de territoire annexées à la Roumanie qui font partie de la plaine hongroise ; et plus au sud, pour la Bacska et une partie du Banat, qui sont dans le même cas puisqu'ils appartiennent à la fois géographiquement, ethniquement, et économiquement à la Hongrie. Pour tout observateur impartial, conclut-il, les conditions du Traité de TRIANON sont donc profondément injustes, ne fut-ce que sur le seul

plan ethnique et linguistique, sans tenir compte des arguments géographiques et historiques. La simple exigence de l'équité condamne le tracé actuel des frontières hongroises » (82).

Au total TRIANON a incorporé, en chiffres ronds, 2 millions de Hongrois à la Roumanie, 1 million à la Tchécoslovaquie et 1/2 million à la Yougoslavie, 35 % de Hongrois ayant été de la sorte détachés de la Mère Patrie et 1 Hongrois sur 3 étant devenu le sujet d'un Etat étranger. Ajoutons que sur les 72 « comitats » ou départements de l'ancienne Hongrie on lui en a laissé généreusement 14 !... Par contre, alors que la Hongrie passait de 325 000 à 93 000 kms<sup>2</sup>, les Tchèques et les Roumains doublaient leurs territoires respectifs d'avant-guerre et la Serbie quintuplait le sien, passant d'un seul coup quant à elle de 48 000 à 248 000 kms<sup>2</sup> et de 4 à 13 millions d'habitants. Ajoutons que le seul territoire hongrois transféré à la Roumanie, représentant 103 000 kms<sup>2</sup>, dépasse la superficie de la Hongrie de TRIANON. Et le pire fut, que ces stupéfiants agrandissements territoriaux, tels qu'aucun temps n'en avait vu de semblables — et qu'aucun plébiscite n'aurait certainement sanctionnés — ont abouti à créer de véritables monstres politiques menacés à tout moment d'éclater.

Sous prétexte de détruire la mosaïque ethnique des peuples de l'ancienne Autriche-Hongrie, on a créé des Etats plus disparates et bariolés encore et surtout beaucoup plus arbitraires car sans unité d'aucune sorte, ni géographique, ni ethnique, ni historique : C'est ainsi notamment qu'en démembrant la Hongrie qui comptait tout de même (sans la Croatie-Slavonie autonome) près de 55 % de Hongrois et 10 % d'Allemands se considérant comme tels, contre 35 % seulement d'authentiques allogènes, on a créé une Tchécoslovaquie ne comptant à l'époque que 43 % de Tchèques et 17 % de Slovaques, une Yougoslavie ne comptant que 39 % de Serbes et une Roumanie avec 69 % de Roumains, et seulement 53 %



en Transylvanie. Un compromis équitable — a conclu Aldo Dami de ces chiffres — aurait dû tout au plus, n'enlever à la Hongrie que 35 % environ de ses habitants, or le Traité de TRIANON lui en a enlevé plus de 63 % : Au lieu d'être, à la rigueur, réduite d'un bon tiers, elle a été réduite des 2/3.

On constate notamment, en ce qui concerne la Roumanie que, pour lui permettre de récupérer les 2 900 000 Roumains de l'ancienne Hongrie, où ils ne représentaient que 15 % de la population, il a fallu à TRIANON lui annexer près de 2 millions de Hongrois, qui représentaient à l'époque 12 % de sa population. Dans ces conditions était-ce bien la peine, demande Aldo Dami, d'inverser à peu de choses près la situation précédente?... Nous pensons pour notre part qu'il aurait beaucoup mieux valu s'orienter vers l'autonomie, aussi large que possible, des populations allogènes à l'intérieur des anciennes structures, qui avaient l'avantage considérable d'être consacrées par leur remarquable assise géographique et des siècles d'histoire commune. On a démolì ce qui, pour employer les divers termes utilisés par de nombreux auteurs, pouvait se « modifier », s' « améliorer », se « transformer », se « régénérer »... mais qui n'aurait dû en aucun cas, être détruit aussi inconsidérément. Il reste certes aux malheureux Hongrois la consolation de penser avec Victor Cousin, qui avait du reste tout à fait raison, qu' « avoir l'Histoire et la Géographie pour soi c'est, en politique internationale, en dépit du présent, avoir l'avenir ».

Aldo Dami toujours, a établi un parallèle très instructif (83) entre la paix de Francfort, qui a mis toute l'Europe en émoi pendant 50 ans, et celle de TRIANON qui, apparemment, n'empêche plus personne de dormir : « Les Alliés ont répété en 1920, à beaucoup plus grande échelle, l'erreur de l'Allemagne en 1871, écrit-il en substance. En 1871, l'Allemagne avait plus de prétextes à s'annexer l'Alsace-Lorraine que les Alliés et Associés en 1920 à démembrement

la Hongrie : prétextes ethniques (populations de race et de langue germaniques), géographiques (les Vosges étant une frontière plus naturelle que le Rhin), historiques (les 2 provinces n'étaient françaises que depuis 2 siècles, ayant appartenu auparavant au St-Empire), moraux (la France avait déclaré la guerre). Mais tout comme les Alliés en 1919-1920, elle négligea l'essentiel : consulter la population. Elle la contraignit, violant ainsi le droit, se déshonorant et créant une blessure inguérissable, tout comme les Alliés l'ont fait vis-à-vis de la Hongrie et sur une plus vaste échelle en 1920 — avec cette circonstance aggravante pour eux qu'en 1870-71 la Prusse n'avait pas prétendu faire la guerre ou annexer l'Alsace-Lorraine au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, alors que les Alliés avaient dès 1914, inscrit ce principe, avec ceux du droit et de la justice, à la base de leur programme de guerre et de paix. Ils sont donc d'autant plus condamnables d'avoir trahi leurs engagements. Car toute l'Europe attendait d'eux une paix juste, une balance égale, des frontières équitables assurant une paix sans récriminations ni rancunes. A TRIANON on arracha à la Hongrie 3 millions 1/2 de purs magyars et non 1 million 1/2 d'allo-gènes comme à Francfort, on détruisit une unité géographique incomparable et les frontières les plus anciennes et stables d'Europe, 5 fois plus anciennes en tout cas que celles de l'Alsace-Lorraine, et la Hongrie fut enfin beaucoup moins responsable de la guerre en 1914 que la France l'avait été en 1870. La Hongrie démembrée a donc pour elle beaucoup plus d'arguments, et surtout des arguments plus forts, que n'en avait la France après le traité de Francfort. Et par rapport à l'ancienne Hongrie celle d'aujourd'hui représente à peine ce que représenterait la France si elle avait été réduite à l'Ile de France et au Massif Central ». D'ailleurs dans un ouvrage intitulé « Le siècle de Jeanne d'Arc et le siècle dernier de la Hongrie » (84) il a été fait un parallèle encore plus saisissant entre les conséquences de la Guerre de Cent Ans et

du Traité de Troyes, en 1420, pour la France, et celles du Traité de TRIANON en 1920 pour la Hongrie.

En fait, de l'avis de nombreux auteurs, le traité de Trianon « ressemble terriblement à ce que furent en 1772 et 1795 les dépeçages » ou, si l'on préfère, « les deux premiers partages de la Pologne » — inspirés par l'esprit de rapine et exécutés du reste eux aussi avec le silence complice du reste de l'Europe — partages « dont nos professeurs d'Histoire nous enseignent l'abomination » (85). Georges Roux a même été jusqu'à écrire, non sans raison hélas : « Il est effarant de constater qu'au XX<sup>e</sup> siècle la France a « fait » une nouvelle « Pologne » !... » (86).

Et pourtant que de services la Hongrie n'a-t-elle pas rendus tout au long de l'Histoire, à l'Europe et à l'Occident. Ne fut-elle pas le « rempart vivant » et le « bouclier de la Chrétienté » contre les assauts des Tartares et des Turcs, suivant l'hommage vibrant de la Papauté?... sacrifiant au cours des siècles les plus courageux de ses fils pour la défense de la Civilisation et des frontières orientales de l'Europe. Ces valeureux soldats hongrois dont Eugène de Savoie disait déjà : « S'ils gagnent, c'est notre victoire, s'ils perdent c'est leur malheur » (\*). « La Hongrie a toujours été avec la Pologne, a écrit René Grousset, la sentinelle avancée de l'Occident en face de la barbarie asiatique. Depuis le jour de la conversion du royaume d'Arpad à la culture latine, son rôle a consisté à arrêter sur les Carpathes et sur le Danube les poussées venues de la steppe ou de l'Asie Antérieure. C'est à sa résistance que la conquête mongole au XIII<sup>e</sup> siècle a dû d'être rejetée sur la Mer Noire. C'est à son héroïsme que la conquête ottomane a dû d'être enfin fixée sur le Danube, en attendant d'être rejetée de plus en plus loin dans les Balkans » (87). Et tout récemment encore Victor Tapié lui-même écrivait : « L'Europe ne sut

---

(\*) Combien d'Européens savent-ils encore que l'Angélus de midi a été institué par la Papauté en souvenir de la retentissante victoire remportée à Belgrade sur les Turcs par Jean HUNYADI en 1456 ?...

pas reconnaître à temps sa profonde solidarité avec la Hongrie... sur laquelle retomba presque tout le poids de la guerre contre les Turcs... La noblesse hongroise a assumé le rôle de paladin de la Chrétienté fournissant un effort militaire considérable et efficace... Le poids de la guerre retombait encore sur les Hongrois... La nation hongroise irréductible et captant par ses résistances la sympathie des autres peuples, a bénéficié d'un prestige qui demeure un grand fait de l'Histoire politique et de celle de la conscience collective... Entre les XII<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècle la Hongrie a prouvé son aptitude à être l'égale des grands Etats d'Europe... Les Hongrois apprenaient que, plus que jamais, ils n'avaient à compter que sur eux-mêmes... » (88). Aussi bien Edouard Sayous pouvait-il écrire au siècle dernier : « Pour les Occidentaux, ce qui doit dominer c'est la reconnaissance des services que la Hongrie a rendus à la Civilisation, d'abord en mettant son corps en travers des chemins de la barbarie, plus tard par son indomptable attachement à la liberté » (89). Et le grand Michelet lui-même avait probablement autre chose en vue que le Traité de TRIANON lorsqu'il écrivit sa phrase mémorable : « Quand donc paierons-nous notre dette à ce peuple béni, sauveur de l'Occident ?.. »

C'est bien pourquoi Robert Valléry-Radot a pu s'indigner sur le sort réservé à la Hongrie en écrivant de son côté : « Quant un peuple a duré ainsi plus de mille ans fidèle à lui-même, à ses défauts comme à ses qualités, et qu'il a résisté pendant ces mille ans, à toutes les invasions, il a droit à tous les respects, surtout quand il ne peut plus se défendre. Et quand, de plus, ses vainqueurs s'arrogeant le monopole de la justice, déclarent solennellement, devant le monde entier, que la paix qu'ils vont dicter ne s'inspirera pas, comme les autres, de la force mais du Droit des peuples, ce peuple a le droit d'attendre de ses juges un traitement équitable » (90).

Or, le Traité de TRIANON fut probablement un des

plus terrible et cruel traité de l'Histoire. Il a littéralement estropié une des plus méritante, vigoureuse et vieille nation de l'Europe. « Cette mutilation a même été tellement monstrueuse et malhonnête que personne n'en accepte plus la responsabilité et que chacun feint de ne rien savoir », écrivait déjà le Président Nitti entre les deux guerres, ajoutant « On peut vraiment se demander devant cette honte générale, qui a voulu l'horrible et inique mutilation de la Hongrie », et plus loin : « Pour juger les autres peuples il faut toujours se mettre à leur place... Supposons que la France se trouve aujourd'hui dans une situation analogue, réduite au tiers de son territoire national et de sa population, quel serait l'état d'âme des Français ?.. Il n'y a pas un Anglais, il n'y a pas un Français et il n'y a pas un Italien qui accepterait durablement pour sa patrie les conditions qui ont été imposées à la Hongrie, de même qu'il n'y a pas un Hongrois digne de ce nom pour s'y résigner, du Cardinal-archevêque de Budapest au plus humble des paysans » (91).

« TRIANON s'apparente étrangement sur le plan international à ces mauvaises actions dont, par un accord tacite et par une espèce de pudeur honteuse bien compréhensible, personne ne parle... Ce silence coupable est plus éloquent que n'importe quel acte d'accusation » (92).

## CHAPITRE V

### L'OPPRESSION DES MINORITES HONGROISES, LE REVISIONNISME ET LA SECONDE GUERRE MONDIALE, LE PROBLEME TRANSYLVAIN.

Dans leur incapacité à résoudre équitablement les problèmes ethniques créés par les Traités de St-Germain et de TRIANON, les grandes Puissances firent signer aux Etats successeurs, en 1919 et 1920, des traités dits « des minorités » dans lesquels ceux-ci s'engageaient à respecter la race, la langue, la religion et les biens des minorités nationales vivant sur leur territoire, et l'exécution de ces traités fut placée sous la sauvegarde de la Société des Nations. Or, non seulement ces obligations solennelles ne furent pas respectées, mais jamais les minorités allogènes du bassin danubien ne connurent de telles persécutions et humiliations. A tel point qu'on peut se demander aujourd'hui si ces textes n'avaient pas été rédigés pour sauvegarder uniquement les apparences, autrement dit « pour la galerie ». Pas une seule disposition de ces conventions ne fut en effet respectée : les atteintes aux droits civiques, culturels, religieux et aux biens des minorités furent innombrables, de même que les expulsions, brutalités, violences et voies de fait de toute sorte dont elles curent à pâtir. « N'est-il pas scandaleux, a écrit Sir Robert Gower, qu'une reconstruction européenne, dont on avait déclaré à grand fracas qu'elle allait libérer les nationalités ait fini par une persécution de celles-ci dont la rigueur est telle qu'on en chercherait vainement le précédent dans l'ancien

Royaume de Hongrie, où les nationalités avaient été traitées avec infiniment plus de bienveillance » (93).

En fait, les traités des minorités furent froidement et systématiquement violés par les Etats successeurs dans le but, à peine dissimulé, d'éliminer ou d'assimiler hâtivement ces minorités par la contrainte — laquelle n'était du reste qu'une suite logique de la violence initiale qui avait consisté à les accaparer par la force, en violation des grands principes d'humanité pour lesquels les Alliés s'étaient soi-disant battus pendant 4 ans. Malgré les efforts de ces Etats pour étouffer toute récrimination officielle de leur part — aidés en cela par la véritable conspiration du silence organisée autour de la Hongrie après TRIANON — ces « formidables » minorités finissaient quand même, malgré tous les barrages, à faire aboutir de temps à autre leurs plaintes jusqu'à la Société des Nations. Mais, comme à chacune de leur pétition correspondait toujours une recrudescence des persécutions à leur égard, les minorités ainsi molestées renoncèrent rapidement à se plaindre et à adresser des requêtes à la Société des Nations où elles restaient du reste généralement sans suite.

Ainsi, après avoir si longtemps traité les Hongrois d' « oppresseurs », chacun des Etats successeurs oublia non seulement de concéder la moindre autonomie à ses nationalités mais se mit à exercer à leur rencontre une « oppression » sans commune mesure avec celle soi-disant exercée autrefois par la Hongrie sur ses nationalités. « En 10 ans, a écrit Gobron en 1933, les Etats successeurs ont commis plus de forfaits vis-à-vis de leurs minorités que les Hongrois en 1000 ans » (94). Et le grand spécialiste des questions minoritaires, Aldo Dami, affirmait de son côté : « La situation des minorités dans l'ancienne Hongrie fut notoirement meilleure et la comparaison est toute à l'avantage de cette Hongrie si longtemps et injustement décriée. Les Hongrois aujour-

d'hui annexés aux Etats successeurs auraient été heureux de bénéficier du même régime » (95).

On s'efforça tout d'abord et par toute sortes de moyens, de réduire, en fait et en apparence, le chiffre des population minoritaires hongroises. Dans un premier temps, jusqu'en 1924 environ, quelques 350.000 Hongrois furent contraints, par diverses méthodes d'intimidation et de coercition, à se réfugier des Etats Successeurs en Hongrie. Puis, en falsifiant systématiquement, année par année, statistiques et recensements on jeta de la poudre aux yeux des étrangers sur le nombre réel des minoritaires Hongrois, lequel, dans les meilleurs cas, resta dès lors curieusement stationnaire, ne présentant plus aucun accroissement démographique alors que celui du reste de la population du pays augmentait régulièrement : Tel fut le cas des minorités hongroises en Transylvanie roumaine et en Voïvodine yougoslave. Mais en Slovaquie leur nombre accusa d'année en année une chute si brutale que ce fait, encore plus insolite que le précédent, aurait dû normalement attirer l'attention des autorités internationales sur ce problème : Ainsi le recensement tchèque de 1919 accusait encore 1.077.000 Hongrois en Tchécoslovaquie, et celui de 1930 n'en accusait plus que 571.988, soit une diminution de près de la moitié !.. ce qui était tout de même un peu fort, surtout dans ce pays soi-disant si « démocratique », et si souvent loué à l'époque en France pour sa « tolérance » et sa « liberté ». En fait, comme plusieurs auteurs et chroniqueurs l'ont fait observer, « l'oppression fut perfidiquement juridique en Tchécoslovaquie, plus ouvertement et cyniquement brutale en Yougoslavie et en Roumanie ». En Yougoslavie il est notoirement connu que toutes les minorités sans exception furent « sauvagement » opprimées par les Serbes entre les deux guerres, avec une égale brutalité et cruauté : Bulgares, Macédoniens, Albanais, Croates et Hongrois y logeaient à la même enseigne.

Ce fut néanmoins en Roumanie — qui n'avait pourtant



que 5 millions d'allogènes sur 18 millions d'habitants — qu'un chauvinisme furieux et quasi démentiel se développa dès cette époque, notamment à l'égard de sa minorité hongroise qui était il est vrai — et l'est toujours — de beaucoup la plus importante du pays, puisqu'elle représentait alors, nous l'avons vu, quelque 12 % de sa population totale. Aussi bien, pouvait-on déjà lire à l'époque, dans les publications roumaines, des affirmations et prédictions aussi significatives que celle-ci : « Dans un laps de temps relativement court, le problème des minorités ethniques en Roumanie sera à tout jamais résolu » (96).

Mais quelles que fussent les nuances que l'on pouvait observer entre ces 3 pays dans leur comportement respectif vis-à-vis de leurs minorités, chacun d'eux a tout fait pour dénationaliser et affaiblir politiquement, ethniquement et culturellement ses minorités hongroises qui ont subi, en groupe et en particulier, toutes les brimades et vexations imaginables. Or, rien n'est plus exaspérant et pénible pour les vaincus que l'humiliation délibérément infligée jour après jour... Les minorités hongroises devinrent littéralement « hors la loi ». Ce furent mille mesures vexatoires, de vraies « dragonnades morales » comme on l'a écrit. Les réformes foncières et agraires, décidées dans ces pays au cours des années qui suivirent la guerre, servirent notamment de prétexte aux expropriations et spoliations : les minorités hongroises durent choisir partout entre leur nationalité et leurs biens. En Transylvanie par exemple, où 56,4 % des petites propriétés appartenaient déjà à des Roumains avant TRIANON (soit un peu plus du pourcentage numérique de ceux-ci, qui était, nous l'avons vu de 55 %), il fut constaté durant la dernière guerre que, sur le total des domaines qui avaient été expropriés par les autorités roumaines avant celle-ci, 86 % environ étaient des propriétés hongroises contre 5 % de roumaines, le reste appartenant à d'autres nationalités. Ce fut également

partout la prohibition de fait de la langue hongroise : « Jamais le parler serbe, tchèque, valaque ou slovaque, sous l'ancienne Monarchie, n'a été brimé sourdement comme le hongrois l'est aujourd'hui dans les Etats Successeurs, au point d'interdire une grammaire ou une géographie écrite dans cette langue » a pu écrire Robert Valléry-Radot dans son ouvrage intitulé à juste titre « Les furieux de la paix ».

En Transylvanie encore le hongrois fut banni des écoles même pendant les récréations, et, par intervalle, de la rue elle-même... ; des quantités d'écoles hongroises, publiques et privées, furent fermées les unes après les autres, sous les prétextes les plus divers, tombant de 2.461 en 1918 à 795 seulement en 1938. Une des méthodes les plus insidieuses a été de refaire des divisions administratives artificielles et arbitraires, les territoires contenant une majorité compacte de Hongrois étant divisés en plusieurs départements délimités de telle façon qu'aucun ne contiennent le nombre de Hongrois donnant droit à la création d'une école hongroise... Les abus de domination se multiplièrent, prolongeant douloureusement les souffrances de la guerre et ses destructions. L'intolérance nationale fut généralement doublée de l'intolérance religieuse, car nationalité et religion sont la plupart du temps étroitement liées dans ces contrées, ce qui du reste contribua à dresser très rapidement les Slovaques, Croates et Slovènes catholiques contre les nouvelles autorités, et en Transylvanie les catholiques et protestants de toutes nationalités contre l'Eglise orthodoxe roumaine.

Tous ces faits scandaleux étaient généralement ignorés ou dissimulés en Occident, notamment en France où une presse inspirée, ou subitement peu curieuse quand il s'agissait des Hongrois, les passait systématiquement sous silence. C'était pourtant un Président du Conseil Français, le fameux Millerand, qui dans sa « lettre d'envoi » du Traité de TRIANON avait formellement

assuré que les minorités hongroises n'avaient rien à craindre de leurs nouveaux maîtres : « Quant aux flots de population magyare qui passeront sous une autre souveraineté, écrivait-il, les traités pour la protection des minorités garantissent leur entière sauvegarde ». — « Qu'est-il advenu de cet engagement solennel pris au nom de la Conférence des Ambassadeurs et de l'Europe civilisée ?... » demande George Desbons. Oui, pourquoi a-t'il fallu que la France se soit rendue complice entre les deux guerres de tels agissements, par une amitié politique à courte vue, si peu exigeante et lucide, envers les Etats de la Petite Entente, auprès desquels elle a complètement failli à son rôle de tutrice morale. Il est hors de doute que la politique d'assimilation forcée et l'oppression des minorités par ces Etats a constitué l'un des faits les plus scandaleux de l'entre-deux-guerres, couvert hélas par la diplomatie française.

Ici se pose du reste, d'une façon plus générale, la grave question de la légitimité de l'assimilation progressive des minorités par l'Etat auquel elles appartiennent — surtout, comme c'est le cas qui nous préoccupe, quand elle est tentée par la force et l'oppression. On notera à cet égard que la conception française de la nation, a légitimé, la première, l'assimilation, et que les armées de la Révolution et de l'Empire furent également les premières à penser que les peuples conquis devaient adopter avec joie et fierté la langue française, à la place de leur langue arriérée. « On retorquera, écrit Aldo Dami, que la plupart des Etats ont pratiqué au cours de l'Histoire et pratiquent toujours une politique d'assimilation tendant à absorber peu à peu leurs minorités. Ce fut notamment, et cela reste encore le cas, de la France avec ses Corses, Catalans, Bretons, Basques, Flamands et Alsaciens-Lorrains ». A quoi nous ajouterons toutefois qu'il s'est agit pour ceux-ci d'une assimilation très lente et progressive et du reste, généralement, plus ou moins acceptée par les intéressés, conscient de sa réalisation au

benefice d'une culture supérieure à la leur. Quant à l'assimilation forcée proprement dite, comme celle pratiquée par les Etats successeurs à l'égard de leurs minorités, elle constitue un attentat délibéré contre celles-ci, en même temps d'ailleurs qu'un faux calcul car il s'est avéré dans bien des cas que la perte de l'usage de la langue maternelle ne supprimait pas toujours l'attachement au pays d'origine : Ainsi, malgré plus de 40 ans d'assimilation allemande, les Alsaciens-Lorrains, dont beaucoup ne parlaient plus français en 1918, ont accueilli les troupes françaises victorieuses avec un enthousiasme délirant. Il est donc fort possible, ajoute Aldo Dami, que les territoires hongrois, même slovaquisés, roumanisés ou serbisés pendant plusieurs générations conservent encore leurs sentiments hongrois avec toute la rancune et la haine contre leurs anciens maîtres qu'entraîne toute oppression ou frustration. La Pologne par exemple est ainsi ressuscitée, plus polonaise que jamais, après un siècle et demi de disparition totale et de germanisation ou russification forcée.

Ajoutons encore une seconde remarque d'ordre psychologique : C'est que le recours à la force et à l'arbitraire des Etats successeurs, vis-à-vis plus particulièrement de leurs minorités hongroises, dénotait manifestement chez eux un manque total de confiance en eux-mêmes ainsi que dans la validité des avantages territoriaux obtenus à TRIANON au détriment de la Hongrie, d'où un complexe secret de culpabilité vis-à-vis des Hongrois, se traduisant par ces réactions de violence à leur égard.

Quand aux minorités hongroises, ce régime d'oppression était d'autant plus lourd pour elles qu'elles avaient une accoutumance multiséculaire à la liberté dans l'ancien Royaume de Hongrie. Leur civilisation politique pouvait en effet s'enorgueillir d'une certaine ancienneté : La Bulle d'Or hongroise — ce statut de la nation de St-Etienne qu'André II promulgua en 1222 — n'avait en effet que 7 ans de moins que la « Magna Charta »

anglaise !... Le respect du droit des minorités dans un pays est un test, un criterium de sa civilisation réelle et de son sens moral, de son honnêteté, de son équité, de sa justice (97).

Le traité de TRIANON à peine signé, sa révision apparut immédiatement en Hongrie comme une nécessité nationale, un dogme intangible qui domina la vie de la nation tout entière pendant 25 ans, toute la durée du régime de l'amiral Horthy. La douleur de la nation était immense et sincère : Contre le traité « maudit » ce fut, dès le premier jour, l'union sacrée, immédiate et instinctive de tout un peuple en colère — véritable psychose collective... Il est notamment remarquable de constater qu'entre les deux guerres tous les partis politiques hongrois furent « révisionnistes » sans exception. « Il ne s'est jamais trouvé et il n'y a personne en Hongrie pour mettre en doute la nécessité de réviser le traité de TRIANON. A cet égard, l'opinion magyare s'est montrée infiniment plus ferme et plus unanime que l'Allemagne par exemple devant le traité de Versailles. L'étendue des pertes de la Hongrie, l'ébranlement et le désespoir d'un sentiment patriotique sincère, avaient déterminé cet état d'âme de caractère absolu qui ne s'atténua à aucun moment entre les deux guerres, au contraire » (98). Que cet état d'esprit se soit maintenu et même accentué durant vingt ans est significatif de sa légitimité profonde. Tel fut après TRIANON la situation tragique d'un peuple habitué depuis toujours à ne concevoir sa vie que dans le cadre de la Hongrie de St-Etienne, qui tenait pour indiscutable, pour un article de foi, son droit à l'intégrité de ce territoire, et qui voit d'un seul coup de foudre, son idéal séculaire brisé et détruit — qui perd en quelque sorte son âme nationale...

« Aussi bien, entre les deux guerres, le gouvernement hongrois n'a-t-il cessé de faire comprendre aux puissances européennes la nécessité d'une révision à l'amiable d'un traité ruineux, et pour éviter qu'un jour ou l'autre le peu-

ple hongrois ne se rua, dans un élan de folie désespérée, hors des frontières iniques qui lui furent imposées en 1920. Cette action persévérante fut du reste secondée à l'extérieur du pays, et notamment en Angleterre et en Italie, par l'action généreuse, désintéressée et impartiale de quelques hommes politiques ou écrivains particulièrement bien informés et lucides. C'est ainsi qu'en 1927 une campagne retentissante de Lord Rothermere, propriétaire du Daily Mail, finit par poser devant l'opinion publique occidentale le problème de la révision du Traité de TRIANON, campagne qui trouva même de nombreux échos en France et qui fit prendre conscience à l'Europe de l'existence d'un problème hongrois et de la nécessité d'y porter remède. Le sort des minorités hongroises et celui de la Hongrie avaient fini par alerter l'opinion publique, et à mesure que des publicistes, venant du reste de tous les partis, étudiaient ces problèmes et les exposaient dans des articles et des livres, la cause de la Hongrie devenait à l'ordre du jour et gagnait chaque jour des partisans » (99). Jusqu'à la veille de Munich et de la seconde guerre mondiale. Celle-ci remit malheureusement tout en question.

Dans un article très consciencieux et bien documenté, accompagné d'une carte aussi précise, publié dans le Daily Mail du 30 août 1927, Lord Rothermere suggérait en effet un plan des plus raisonnable de rectification des frontières hongroises de TRIANON qui, sans déplacements notables de celles-ci, aurait permis à plus de 1 million 1/2 de Hongrois sur les 3 millions 1/2 enlevés à la Hongrie, d'être de nouveau rattachés à leur pays, un plébiscite étant bien entendu institué sur les territoires en litige. Selon ce plan une bande de territoire assez étroite, d'une largeur variant de 15 à 70 kms, aurait été rattachée à la Hongrie avec une série de villes à forte majorité hongroise, parfois même purement hongroises, telles que Presbourg, Komarom, Nyitra, Esekujvar, Kassa, Ungvar, Szatmar, Nagykaroly, Nagyvarad, Arad, Temesvar, Szabadka et

Zombor, toutes situées le long des frontières de TRIANON — le total représentant exactement 23 000 km<sup>2</sup> avec 1 880 000 habitants dont 1 650 000 Hongrois. Avec ce plan les Etats successeurs seraient du reste sortis à très bon compte de la révision, car selon le plan établi précédemment par la « Ligue Hongroise pour la Révision du Traité de TRIANON » c'étaient 95 000 km<sup>2</sup> avec 5 831 000 habitants qui auraient dû être rendus à la Hongrie de façon à équilibrer le nombre d'habitants et de minorités subsistant respectivement dans chaque pays, la Hongrie passant ainsi à 13 millions 1/2 d'habitants contre 14 à la Roumanie, 12 à la Tchécoslovaquie et 12 à la Yougoslavie.

Un troisième plan, également très minutieux, mais basé plus strictement sur le principe ethnographique, fut encore proposé en 1930 par Aldo Dami dans son remarquable ouvrage, déjà plusieurs fois cité, intitulé « La Hongrie de demain », selon lequel celle-ci aurait récupéré quelques 2 millions de Hongrois et 1 million d'Allemands, avec seulement 500 000 autres allogènes, une autonomie très large étant par ailleurs accordée à quelques 900 000 Hongrois de Transylvanie. Aldo Dami écrivait notamment : « Un réajustement territorial opéré avec soin en Europe Centrale sur la base du plébiscite et, s'il le faut, au moyen de frontières très découpées, ne laisserait subsister que la dixième partie à peine des minorités qui s'y trouvent aujourd'hui sous un joug étranger... La révision territoriale aurait aussi l'avantage de répartir également cette faible portion des minorités subsistantes des deux côtés des nouvelles frontières, ce qui permettrait des échanges équitables de population, ou une protection réciproque des allogènes par une sorte de compensation et d'équilibre » (100).

Aussi bien, en prenant connaissance de ce plan, Georges Desbons pouvait-il écrire : « En modifiant légèrement les actuels tracés, les Etats successeurs consolideraient leurs frontières ; en libérant les masses compactes minoritaires, ils stabiliseraient leur équilibre intérieur. Une

ère de véritable coopération économique et politique pourrait s'ouvrir enfin pour eux ». Très pertinente est du reste une remarque d'Aldo Dami, comme quoi il eut suffi d'un peu plus de justice dans le tracé des frontières pour ne pas susciter le moindre malentendu entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie, ainsi du reste qu'entre la Hongrie et la Yougoslavie : « Le Danemark fut extrêmement raisonnable à cet égard, note-t-il, de refuser la ligne du canal de Kiel, qui lui avait été offerte par Clémenceau, et de se contenter sagement des résultats du plébiscite organisé dans le Schleswig-Holstein et qui avait eu l'avantage de révéler avec netteté les véritables frontières de langue et de sentiment ».

La coïncidence frappante, dans leurs grandes lignes, des plans d'Aldo Dami et de Lord Rothermer, était également de nature à prouver la valeur de leurs études respectives et de leurs suggestions. Les modifications proposées par chacun d'eux ne lésaient du reste les Etats successeurs dans aucun de leurs intérêts essentiels, ni stratégiques, ni économiques, alors que leurs avantages moraux et même matériels étaient considérables pour tous, car encore une fois, on ne voit pas au juste quel intérêt avaient les Etats successeurs à conserver sur leurs frontières ces minorités hongroises massives. Du reste, dans chacun de ces Etats des hommes politiques raisonnables, et entre autre Masaryk lui-même, avaient déjà émis l'opinion qu'un jour ou l'autre une révision équitable des frontières de TRIANON serait nécessaire. Mais les deux arbitrages italo-allemands de Vienne en 1938 et 40, la guerre, puis l'occupation russe de la plupart de ces pays, ont mis un terme à toutes ces velléités.

Notons qu'en France même — malgré l'influence tentaculaire qu'y exerçaient à l'époque des hommes d'Etat de la Petite Entente — il y eut, dès la signature du Traité de Trianon, tout un courant d'opinion en faveur de sa révision, perceptible jusqu'aux plus hautes sphères gouvernementales. Clémenceau lui-même aurait un jour



proféré la fameuse boutade : « On a fait tant de conneries à TRIANON, qu'on peut bien en réparer quelques-unes ». Mais il y eut surtout, dès juin 1920, ce qu'on a appelé, du nom de son auteur, le « plan Paléologue » : C'était, au lendemain même de Trianon, l'époque où les armées bolcheviques du Général Toukatchewski, après avoir envahi la Pologne, menaçaient directement Varsovie, et où, seuls des voisins de la Pologne, les Hongrois s'affirmaient prêts à la secourir. Devant le danger extrême couru par les Polonais, et les généreuses dispositions des Magyars à leur égard, Monsieur Maurice PALEOLOGUE alors Directeur Politique au Quai d'Orsay, engagea toute une action diplomatique tendant à une révision partielle du Traité de TRIANON si la Hongrie fournissait une armée de secours de 100 000 hommes à la Pologne, et également — la fameuse note de Fouchet du 4 juillet 1920, publiée à la suite de ces événements par le Gouvernement hongrois en fait hélas foi — si la Hongrie accordait sur son territoire des concessions d'ordre économique à un certain nombre d'importantes sociétés françaises. Dans ces conditions la France se serait chargée d'obtenir la rétrocession à la Hongrie des blocs les plus importants de population hongroise situés le long de ses frontières, ainsi que l'autonomie de la Transylvanie (101). Mais le Gouvernement Tchèque, après avoir déjà empêché des livraisons d'armes et de munitions hongroises à la Pologne à travers la Slovaquie, s'opposa formellement au passage d'une armée hongroise de secours. Et, sur ces entrefaites, à la mi-août 1920, le Maréchal Pilsudski, secondé comme on sait par le Général Weygand, arrêta les Russes devant Varsovie — ce qu'on a appelé à juste titre le « miracle de la Vistule » — puis les rejetait en pleine déroute hors du pays. Aussi bien n'eut-on plus besoin dès lors des Hongrois et ce fameux « plan Paléologue » tomba du même coup à l'eau. Ajoutons cependant, car c'est un fait reconnu, que ce fut quand même l'aide hongroise en armes et en munitions — 80 wagons au total qui purent passer juste à temps à travers le territoire roumain — qui permit

la victoire polonaise sur les Russes devant Varsovie, mais personne n'en tint compte. A cet égard, on ne saurait trop souligner — comme l'Histoire l'a du reste fait depuis longtemps et le refera sans doute encore — l'intérêt majeur qu'aurait eu à cette époque une frontière commune hungaro-polonaise sur les Carpathes, réclamée au demeurant avec insistance, dès 1918, par la Pologne elle-même, qui appuya à cet effet entre les deux guerres toutes les revendications hongroises sur la Ruthénie Subcarpathique (102).

Hélas, malgré la multiplication de leurs difficultés intérieures, tant économiques que politiques, et la menace de désagrégation qui pesait même sur au moins deux d'entre eux — Tchécoslovaquie et Yougoslavie — malgré le danger allemand grandissant, devant lequel le soutien en profondeur d'une Hongrie réconciliée leur aurait été bien nécessaire, pour ne pas dire indispensable, toutes les demandes de révision de celle-ci se heurtèrent à l'irréductible opposition des Etats de la Petite Entente, farouchement attachés à un « statu quo » rigide, incapables même de comprendre et d'admettre la nécessité stratégique de certaines modifications territoriales au profit de la Hongrie... « Car la formation d'un bloc danubien, avec une Hongrie apaisée et loyalement décidée à faire cause commune avec ses voisins, eût peut-être arrêté à temps l'expansion hitlérienne en Europe Centrale. De faibles sacrifices de la part de la Petite Entente valaient bien cette assurance contre le danger allemand » (103).

Mais citons Wenzel Jaksch qui, à notre avis, a le mieux éclairé la faillite de la Petite Entente (104) : « La surestimation de celle-ci, écrit-il, allait de pair avec la foi aveugle en l'alliance française... Les dieux rendent aveugles ceux qu'ils veulent perdre !... La garantie d'une France lointaine devait s'avérer aussi illusoire pour ces Etats qu'elle l'avait été autrefois pour la Pologne... En mars et mai 1934 encore, l'Etat-Major Général de la Petite Entente publiait à Bucarest un plan de grande alerte dans

lequel la première action de guerre de ces pays aurait été une attaque concentrique contre la Hongrie !... alors que la principale menace pour eux était à l'extérieur. On avait même déjà découpé la Hongrie en différentes zones d'occupation... L'obsession de la revanche hongroise les empêcha de voir les menaces venant du côté de l'Allemagne, de l'Italie et de la Russie... Une dernière fois les représentants de la Petite Entente se réunirent en août 1938, à Bled, pour déplorer la considérable augmentation des forces armées hongroises, alors que le 11 mars de la même année Hitler venait d'occuper l'Autriche !... » Ajoutons qu'il est établi que le partage définitif de la Hongrie fut, entre les deux guerres, l'objet constant des conversations de la Petite Entente et que Prague, Belgrade et Bucarest ne cessaient de guetter l'occasion de le réaliser. Du reste les frontières et restrictions diverses imposées à la Hongrie à TRIANON relevaient manifestement du désir d'être toujours à même de l'occuper sans coup férir.

« Après la première guerre mondiale, a également écrit Wenzel Jaksch, les peuples d'Europe eurent exactement 10 ans de délai pour mettre eux-même de l'ordre dans leur maison, la crise monétaire américaine du 4 octobre 1929 marqua le tournant. A l'automne 1930 le parti nazi entraît déjà au Reichstag avec 107 députés grâce à l'afflux énorme de chômeurs provoqué par la crise économique. Ce fut partout le recul de la démocratie y compris en Pologne, Roumanie et Yougoslavie, à cause de la crise sociale » (105). Après l'Anschluss il était déjà trop tard. Mais il fallut attendre la crise de Munich en septembre 1938, pour dessiller enfin bien des yeux, notamment en France, sur les erreurs catastrophiques commises en Europe Centrale. Ce fut l'époque où Monsieur Hubert Beuve-Méry, alors professeur et correspondant du « Temps » à Prague, écrivait dans le numéro d'octobre 1938 de la revue « Politique » : « J'ai dit et je répète que le tracé des frontières avec la Hongrie était

injuste et maladroit et qu'il serait prudent de saisir la première occasion d'y porter remède ». « On comprit alors que la démocratie avait contredit à ses propres fondements lors des traités de paix de 1919-20 et qu'il était impossible d'entrer dans une grande guerre pour refuser le libre droit à disposer d'eux-même à 3 millions 1/2 de Sudètes, 2 millions 1/2 de Slovaques et 1 million de Hongrois, pour sauver de la destruction un Etat qui n'aurait jamais dû exister ». En 1938, la cause de la Tchécoslovaquie, enfant chérie de l'Entente, est passée subitement au crible de la critique et abandonnée non seulement en Angleterre mais aussi en France où le professeur Joseph Barthélémy, éminent juriste de la Sorbonne écrit dès le 14 avril dans le « Temps » : « Vaut-il de mettre le feu au monde pour conserver l'Etat Tchécoslovaque, agrégat politique de plusieurs nationalités ?... Faut-il sacrifier 3 millions de Français pour y maintenir 3 millions d'Allemands des Sudètes ?... » Et Anatole de Monzie, ancien Ministre, d'ajouter le 24 septembre 1938 : « Partirons-nous en guerre à seule fin de maintenir ce que nous eûmes le tort de créer ?... » Aussi bien Wenzel Jaksch pouvait-il non sans raison écrire : « Munich, si décrié depuis la guerre, fut pourtant la première application intégrale du principe des nationalités : la paix sur la base des frontières correspondant aux ethnies. Il fallut l'agression allemande du 15 mars 1939 et l'occupation de Prague pour fournir une base morale à la résistance contre Hitler, car le statu quo ante était lui-même immoral et indéfendable ».

Au demeurant, poursuit-il, « les événements de 1938-39 contredirent radicalement la pensée fondamentale qui avait dominé les traités de paix selon laquelle la force de résistance des Etats successeurs serait d'autant plus grande que serait étendu leur territoire. La Finlande et la Grèce, qui n'étaient pas embarrassées de territoires étrangers, montrèrent à l'époque une résistance beaucoup plus forte que la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la

Yougoslavie ». Comme nous allons le voir, quand vint l'épreuve de la seconde guerre mondiale, la Petite Entente, quoique dépassant au total une population de 45 millions d'habitants, et, pouvant mobiliser une armée de 4 à 5 millions d'hommes, s'est avérée faible et infidèle à ses grands protecteurs. Il y a toutefois lieu de reconnaître qu'après l'accord de Munich, qui marquait déjà une grave entorse à leurs engagements vis-à-vis de ces Etats, les Puissances Occidentales, passant d'un excès dans l'autre, abandonnèrent complètement l'Europe Centrale à son sort.

Le premier arbitrage de Vienne, effectué dès le 2 novembre 1938 entre la nouvelle Tchécoslovaquie et la Hongrie, par l'Allemagne et l'Italie seulement, constitua entre autre une preuve manifeste de leur effacement, pour ne pas dire de leur désintéressement complet (\*). Cet arbitrage qui prit pour base l'excellente carte ethnographique établie d'après le recensement de 1910, rétrocédait à la Hongrie, sur la Slovaquie et la Ruthénie subcarpathique, 11 830 km<sup>2</sup> peuplés de 862 747 habitants dont 764 915 Hongrois. Le 18 mars 1939, après la désintégration complète de la Tchécoslovaquie, la Hongrie, devançant de quelques heures l'Allemagne, plaça celle-ci devant un fait accompli en faisant pénétrer la première ses troupes en Ruthénie subcarthique et en rétablissant ainsi, d'office, à la grande fureur de Hitler, une partie de sa vieille frontière commune avec la Pologne. De la sorte l'Allemagne, prise de court par la Hongrie, n'avait pu étendre son « protectorat » que sur la Bohême et une Slovaquie soi-disant « indépendante ». Au total, le territoire ainsi récupéré en deux étapes par la Hongrie sur sa frontière Nord s'élevait déjà à quelques 23 000 km<sup>2</sup> et 1 million 1/2 d'habitants dont plus de 900 000 Hongrois.

---

(\*) Les accords « quadripartites » de Munich avaient pourtant stipulé expressément que « si le problème des minorités hongroises et polonaises vivant en Tchécoslovaquie n'était pas réglé dans les 3 mois par accord entre les gouvernements intéressés, les chefs de gouvernement des quatre grandes puissances l'étudieraient conjointement lors d'une nouvelle réunion ».

Nous devons souligner que ce fut, grâce à ce rétablissement d'une frontière commune avec la Pologne en mars 1939, que la Hongrie fut en mesure d'accueillir par la suite un grand nombre de réfugiés polonais. Et souligner également la noble attitude de la Hongrie lors de l'invasion de la Pologne par les Allemands puis par les Russes. Monsieur Maurice Baumont, dans son récent ouvrage sur « Les origines de la deuxième Guerre Mondiale » (106), après avoir noté la perplexité dans cette conjoncture « d'une nation fière, volontiers chevaleresque, débordant de revendications, mais sentimentalement liée à la Pologne », signale que dès le 29 juillet 1939 le Comte Paul Teleki (le même qui se suicidera pour protester contre l'invasion de la Yougoslavie à partir du territoire hongrois) fit remettre à Hitler une lettre stipulant expressément que la Hongrie, « par suite de considérations morales, ne saurait entreprendre aucune action militaire contre la Pologne ». « En dépit d'une vive ardeur révisionniste, écrit-il, 95 % des Hongrois, du régent au dernier des mendiants, verront d'un mauvais œil l'agression des Allemands contre la Pologne amie. La Hongrie leur refusera l'usage de ses lignes ferroviaires, qui leur auraient permis de prendre à revers les Polonais (\*). Le 9 septembre 1939, Ribbentrop, Ministre des Affaires Étrangères allemand, avait en effet adressé au Ministre des Affaires Étrangères hongrois, la demande pour autoriser l'armée allemande à passer par le territoire hongrois contre la Pologne. Le Conseil de Régence, réuni le même jour, déclara à l'unanimité que c'était une question d'honneur pour le peuple hongrois de ne participer à aucune opération militaire contre la Pologne. Allant même beaucoup plus loin que ce refus catégorique aux exigences d'Hitler, la Hongrie accueillit à travers les Carpathes, durant ce seul mois de septembre 1939, près

---

(\*) Le Régent HORTHY donna même l'ordre formel de faire sauter les ponts de la voie ferrée de Kassa dans le cas d'une tentative d'utilisation de force par les Allemands.

de 100 000 soldats polonais qu'elle fit ensuite, malgré les protestations réitérées de l'Allemagne, passer clandestinement en Yougoslavie et en Italie d'où ils gagnèrent ensuite la France, l'Angleterre et les Etats-Unis pour y reconstituer la nouvelle armée polonaise dont une partie fut même engagée dans la campagne de France de mai-juin 1940, mais dont la plus grosse part s'illustra plus tard en Lybie, où elle défendit glorieusement Tobrouk, et surtout en Italie où ces mêmes troupes polonaises enlevèrent comme on sait le monastère du Mont-Cassin, Ancône et Bologne, avant de s'illustrer encore en Normandie et jusqu'à Arnheim — et tout cela finalement un peu grâce aux Hongrois, si extraordinaire qu'à première vue la chose puisse paraître.

Aussi bien, établissant une fois de plus un contraste frappant avec la fière et noble attitude de la Hongrie durant cette période, la Roumanie fut-elle, dès 1938, la première à s'aligner sur la politique allemande, en attendant que ce soi-disant « pilier le plus sûr de la sécurité collective en Europe orientale », principal bénéficiaire de la victoire alliée de 1918 qui lui avait permis nous l'avons vu d'agrandir considérablement son territoire, ne se jette à corps perdu dans la collaboration avec l'Allemagne sous la direction de son fameux Maréchal Antonescu. Après s'être lâchement dérobée en septembre 1939 à son alliance formelle avec la Pologne dite pourtant « offensive et défensive », après s'être désolidarisée de la même manière de la France en mai 1940, poussant la veulerie jusqu'à se rallier officiellement à l'Axe le jour même de l'armistice franco-allemand du 22 juin 1940, et à se retirer de la Société des Nations le 4 juillet suivant, l'« héroïque » Roumanie, malgré toutes ses rodomontades sur les forteresses soi-disant « inexpugnables » de sa fameuse « ligne Carol » et sur son armée soi-disant « la plus puissante du Sud-Est européen », à l'instar de la Tchécoslovaquie devant l'Allemagne, abandonna sans coup férir la Bessarabie et la Bukovine du

Nord à l'U.R.S.S. au premier ultimatum de Moscou le 28 juin 1940. Rappelons à cet égard qu'à la même date le Gouvernement hongrois déclinait avec sa noblesse habituelle l'invitation de Staline de participer avec lui au dépeçement de la Roumanie. Deux mois après, le 30 août 1940, celle-ci s'inclinait de la même façon, sans barguigner, devant le deuxième arbitrage germano-italien de Vienne qui rétrocédait d'office à la Hongrie toute la partie septentrionale de la Transylvanie, avec 43 492 km<sup>2</sup> (sur les quelques 103 000 qui lui avaient été enlevés à Trianon au bénéfice de la Roumanie) et 2 185 546 habitants dont 1 123 216 Hongrois et 916 690 Roumains, la partie méridionale de la Transylvanie restant à la Roumanie avec environ 60 000 km<sup>2</sup> et 3 millions d'habitants dont approximativement 2 millions de Roumains, 500 000 Hongrois et 500 000 Allemands. La nouvelle Hongrie atteignait dès lors 171 640 km<sup>2</sup>, mais il convient de souligner que celle-ci, comme la véritable mère du fameux jugement de Salomon, aurait de beaucoup préféré à ce partage qui coupait assez arbitrairement la Transylvanie en deux — disloquant son unité géographique, économique et historique vieille elle aussi de 10 siècles — « la création d'un nouvel Etat Transylvain au sein duquel les éléments allemands, hongrois et roumains auraient dirigé avec des droits égaux », suivant le libellé exact d'une note diplomatique de l'époque retrouvée dans les archives du Ministère des Affaires étrangères allemand.

Il convient de souligner également, d'une part que les frontières fixées par les deux arbitrages de Vienne, toutes imparfaites qu'elles aient pu être encore, correspondaient quand même davantage à l'équilibre danubien et aux réalités ethniques que celles de TRIANON, et d'autre part que ce furent la Tchécoslovaquie et la Roumanie elles-mêmes qui eurent recours à l'arbitrage de l'Allemagne et de l'Italie, après l'échec des pourparlers bilatéraux engagés par la Hongrie qui, quant à elle, aurait préféré, pour des raisons évidentes, ne pas mêler l'Allemagne à ces



affaires qui ne la concernaient pas directement et dont elle profita du reste pour se livrer au chantage vis-à-vis de tous les pays intéressés et les entraîner un à un dans la guerre.

Ce fut sur la Yougoslavie seulement que la Hongrie récupéra par les armes — et bien à contre cœur comme le prouva le suicide du Comte Teleki à la veille de l'invasion du 6 avril 1941 — l'ancienne Bacska et l'angle sud de la Baranya hongroises, soient 11 475 km<sup>2</sup> et 950 000 habitants environ dont quelques 350 000 Hongrois, 200 000 Allemands et 150 000 Serbes, alors que le territoire total enlevé de ce côté à la Hongrie à TRIANON était de 21 000 km<sup>2</sup> avec 1 million 1/2 d'habitants dont plus de la moitié de germano-hongrois. On a beaucoup reproché à la Hongrie sa participation, même contrainte par l'Allemagne, à l'invasion de la Yougoslavie en avril 1941, en oubliant sa mutilation à TRIANON et le traitement odieux réservé par la suite à ses minorités, auquel la Yougoslavie avait elle aussi très largement participé — Toute nation a le droit d'annuler, quand l'occasion s'en présente, les clauses d'un traité injuste imposé par la force. Du reste les bénéficiaires du Traité de TRIANON avaient été les premiers à le violer, en enfreignant les clauses concernant la protection des minorités, ce qui rendait caduque le traité tout entier, car les vaincus ne sont tout de même pas seuls astreints à l'observation des traités.

Il est enfin un point qu'il faut particulièrement souligner à l'intention de l'opinion publique française, qui continue à nourrir des idées fausses à ce sujet, c'est que ce fut bel et bien la Roumanie, et non la Hongrie, qui apporta, au cours de la dernière guerre, le concours économique et militaire le plus important à l'Allemagne, aux côtés de laquelle elle fut du reste la première avec la Slovaquie, à entrer en guerre contre l'U.R.S.S., dès le 22 juin 1941, s'engageant alors à fond avec l'Allemagne hitlérienne, alors que la Hongrie ne le fera que le 26 juin (à la suite du bombardement de Kassa et Munkacs, par des

appareils que l'on crut soviétiques, et qui furent probablement allemands pour forcer la Hongrie à entrer en guerre) avec énormément de réticence. Il n'y avait du reste en Russie que 7 divisions hongroises contre 12 roumaines en 1941 et 16 divisions hongroises contre 34 roumaines en 1942 (107). Au demeurant c'est le Maréchal Manstein lui-même qui a écrit en 1952 : « Les Roumains constituaient nos meilleurs alliés... et nous avons plus ou moins contraint la Hongrie à entrer en guerre ». Ajoutons qu'avec sa « boulimie territoriale » habituelle, la Roumanie, à la suite des premiers succès allemands en Ukraine, alla jusqu'à annexer toute la patrie occidentale de celle-ci, qu'elle baptisa « Transnistrie », y compris le port d'Odessa !... Mais déjà, lors du premier arbitrage de Vienne, elle n'avait pas hésité à revendiquer elle aussi une partie du territoire de son ancienne alliée la Tchécoslovaquie. Tout cela ne l'empêcha d'ailleurs pas, suivant son habitude quasi historique, de « décrocher » de l'Allemagne dès l'arrivée de l'Armée Rouge à ses frontières et même de se retourner sur-le-champ contre son alliée de la veille aux côtés de cette Armée Rouge si honnie jusque-là. La Hongrie par contre, et c'est tout à son honneur, après avoir essayé de limiter, dans toute la mesure du possible, sa participation à la guerre aux côtés de l'Allemagne — au point d'être occupée par ses troupes le 19 mars 1944 — fit volte face dans l'autre sens dès que l'Armée Rouge menaça d'envahir son territoire national (\*), lui opposant dès lors une résistance acharnée qui dura 8 longs mois, de l'automne 1944 au printemps 1945, sauvant du reste probablement l'Autriche et peut-être même la Bavière de l'Occupation soviétique. « Sans la résistance acharnée de la Hongrie à cette phase de la guerre, a-t-on pu écrire, l'Union Soviétique aurait

---

(\*) L'accord d'armistice avec l'U.R.S.S. que tenta de négocier, avant son arrestation par les Allemands, l'Amiral Horthy, début octobre 1944, démontra cependant les bonnes dispositions hongroises. Mais les nouvelles alarmantes des exactions de toute sortes commises en territoire hongrois par les troupes soviétiques décida la majeure partie des soldats hongrois à défendre leurs foyers désespérément.

été sans aucun doute dans une situation encore plus avantageuse à la Conférence de Yalta, en février 1945, et aurait présenté des exigences accrues si l'Autriche et la Bavière étaient tombées entre ses mains. Or tel ne fut pas le cas à Yalta, car durant ces négociations les canons tonnaient encore furieusement à Budapest et que les troupes de Malinovsky et de Tolboukine piétinaient sur le sol hongrois âprement défendu par ses fils les plus braves. Rappelons à cet égard que Budapest résista 51 jours aux Russes, du 24 Décembre au 13 février 1945, au cours d'un siège mémorable qui ne laissa que 25 % de ses maisons intactes et coûta à lui seul près de 50.000 morts aux troupes germano-hongroises assiégées » (108).

Mais revenons un peu en arrière pour constater l'effondrement, aux premiers souffles de la seconde guerre mondiale, des trois assemblages hétérogènes constitués en Europe Centrale en 1919-1920 par les traités de St-GERMAIN et de TRIANON, en dépit de toutes les lois de la Géographie et de l'Histoire.

Tout d'abord l'union des Tchèques et des Slovaques s'est avéré « un mariage contre nature de deux nationalités n'ayant ni les mêmes traditions, ni les mêmes croyances, ni la même langue, encore moins les mêmes intérêts ». La nation tchèque avait droit à l'existence dans le cadre du plateau de Bohême qui formait, un peu à l'instar de l'ancienne Hongrie, une parfaite unité naturelle. Ce que l'on comprend moins, c'est qu'elle se soit littéralement annexée la région slovaque qui, adossée aux Carpathes, dépend physiquement du bassin du Danube dont elle constitue un des rebords. Comment 6 millions 1/2 de Tchèques ont-ils eu le droit de fonder un Etat de 14 millions d'habitants alors que la nation hongroise, constituant un bloc central d'au moins 10 millions de Magyars, devait se contenter d'un État de 8 millions d'habitants ?.. Bel et bien annexés sans leur consentement, gouvernés et administrés par des Tchè-

ques, les Slovaques ont en vain réclamé leur autonomie qui, selon l'aveu même du docteur Masaryk « n'aurait pu être obtenue que dans le cadre de la Hongrie » (109). Jacques Bainville a écrit dans la « Revue Universelle » : « La situation géographique de la Slovaquie notamment, trop petite et trop faible pour former un Etat complètement indépendant, la force à s'orienter vers la Hongrie et non vers la Bohême. C'est du reste à la Hongrie que des liens séculaires la rattachent. Le rattachement de la Slovaquie à la Bohême et sa séparation d'avec la Hongrie doivent mener ce pays à la ruine. » Aussi bien est-ce Joseph Mikus (\*) lui-même qui a écrit : « Dans le cadre de la Hongrie, la Slovaquie était la région la plus industrialisée. Dans l'économie de l'ancien Royaume, elle avait la même place que la Bohême dans l'économie autrichienne... Lorsqu'elle eut changé de cadre politique, la Slovaquie se vit fortement concurrencée par les pays tchèques, plus industrialisés qu'elle. Décidés à favoriser leur industrie, les Tchèques se mirent à supprimer l'une après l'autre les entreprises slovaques : l'extraction du cuivre fut arrêtée ; la verrerie disparut presque complètement. Leur politique économique consista à réduire lentement la Slovaquie aux productions exclusivement agricoles » (110). De la même façon la Ruthénie subcarpathique dépérit elle aussi littéralement de se voir coupée de la plaine hongroise, seul débouché possible pour son unique ressource, le bois, qui descendait autrefois vers celle-ci par flottage. Les Ruthènes montagnards ne vivaient du reste que du blé qu'ils rapportaient de la plaine hongroise où ils descendaient travailler à l'époque des moissons. Il n'était donc guère douteux non plus que leurs intérêts les associaient étroitement à l'ancienne Hongrie, et comme l'a écrit avec humour Aldo Dami : « Annexer la Ruthénie à Prague, c'était annexer Biarritz à la Répu-

---

(\*) Membre de l'Institut slovaque de Cleveland, Ohio.

blique d'Andorre par un couloir passant par les sommets des Pyrénées » (111).

Nous avons vu que pour rétablir une partie de sa frontière historique avec la Pologne, la Hongrie, mettant à profit la désintégration de la Tchécoslovaquie, avait procédé le 18 mars 1939, à la barbe des Allemands, à la récupération de la Ruthénie subcarpathique, en accordant du reste immédiatement une large autonomie à celle-ci. Quelques jours auparavant, le 14 mars, la Slovaquie s'était déclarée « indépendante » en se plaçant sous la « protection de l'Allemagne », au lieu, comme le lui commandaient une fois de plus ses vrais intérêts, de se tourner vers la Hongrie toute disposée dès lors à lui accorder également un statut de très large autonomie. Au demeurant, sans lui tenir rigueur de son attitude, la Hongrie fut la première à la reconnaître comme Etat dès le 15 mars, suivie le lendemain par la Pologne. Précisons que cette « Slovaquie indépendante » comptait à peine 38.000 km<sup>2</sup> et 2.700.000 habitants dont 85 % de Slovaques. Après une tension initiale, due à l'occupation de la Ruthénie par la Hongrie, « peu à peu ses relations avec celle-ci s'améliorèrent pourtant. Les rapports commerciaux qui s'intensifièrent entre les deux pays, en marge de la politique et pour leur bien réciproque, ainsi que les difficultés et les souffrances provenant de leur participation à la guerre allemande à l'Est, travaillèrent au rapprochement des deux peuples » (112). Ce rapprochement était même en très bonne voie quand survint l'invasion soviétique de 1945 qui remit tout en cause. Mikus signale cependant, ce qui nous paraît très intéressant, que durant la guerre, le leader slovaque Karol Sidor, s'était même fait le champion d'une vaste union régionale qui, une fois la paix revenue, aurait pu comprendre : « Pologne, Slovaquie, Hongrie et Croatie » (113). Nous avons vu que le 22 juin 1941 la Slovaquie avait déclaré la guerre à l'U.R.S.S. en même temps que l'Allemagne et la Roumanie. Un soulèvement contre

les Allemands — qui fit 25.000 morts — eut néanmoins lieu en Slovaquie en septembre-octobre 1944, écrasé par l'armée allemande, comme celui de Varsovie, faute de l'appui des Russes qui pourtant l'avaient provoqué mais qui préférèrent là encore le succès des Allemands à une libération par des non-communistes. Ce ne fut que 6 mois plus tard, en mars 1945, que l'armée rouge soi-disant libératrice se « rua » sur la Slovaquie avec son cortège habituel d'horreurs (114).

C'est le moment de rappeler, pour la honte du Monde Libre, qu'en 1945, à l'initiative du sinistre Bénes et avec l'accord scandaleux des Puissances Alliées, le Gouvernement de Praguc adopta le principe de la responsabilité collective des Magyars de Slovaquie qui, tout comme les Sudètes, lors de la crise de Munich, avaient en majorité manifesté leur volonté d'être rattachés à leur patrie d'origine. Il fut même décidé que seuls « les Slaves » seraient « citoyens de plein droit » du nouvel Etat Tchécoslovaque. « L'expulsion arbitraire des Magyars et la confiscation de leurs biens s'ensuivirent », malgré une demande d'enquête restée sans suite de la Commission de contrôle alliée et l'intervention auprès du Gouvernement de Prague, dès l'automne de 1945, du nouveau gouvernement hongrois de coalition démocratique, et même en 1948 de celui communiste de Rakosi. « Ne reconnaissant plus aucune minorité nationale », la Tchécoslovaquie décida de disperser les Magyars dans les régions Sudètes de Bohême vidées de leurs habitants, en invoquant hypocritement, avec son juridisme habituel, certaines dispositions prises en 1945 sur la « mobilisation de la main d'œuvre » de 16 à 55 ans pour les hommes et de 18 à 45 ans pour les femmes. « A partir du 17 novembre 1947, écrit Mikus, ce transfert se réalisera, sous escorte armée, en wagons à bestiaux ou en camions et quelquefois par un froid rigoureux. Ainsi, des dizaines de milliers de Magyars durent abandonner leurs logis. Beaucoup d'entre eux, plutôt que de se rendre en Tchéquie, préférèrent passer clandestinement en Hongrie » (115).

Soulineons avec Mikus que les évêques catholiques de Slovaquie furent seuls à protester contre ces déportations de Magyars, alors que les communistes slovaques, avec Clémentis et Husak à leur tête, optèrent délibérément à l'époque pour une solution brutale du problème de la minorité magyare en Slovaquie (116). La situation de la minorité hongroise ne s'améliora quelque peu que fin 1948, la nationalité tchécoslovaque étant alors restituée aux Magyars, et au début de 1949 les déportés hongrois des Suèdes furent même libres de rentrer en Slovaquie (117). Ajoutons que compte tenu de ce qui précède, et de l'annexion de la Ruthénie subcarpathique par l'U.R.S.S. en 1945, il n'est guère étonnant que la population de la Tchécoslovaquie soit presque homogène aujourd'hui : Son recensement de 1967 indiquait en effet que sur 14.333.000 habitants, 94,1 % de ceux-ci étaient des Tchèques et des Slovaques (plus précisément 64,8 % de Tchèques et 29,3 % de Slovaques), les Magyars n'étant plus officiellement que 563.000, soient 4 % à peine de la population totale. En 1968 enfin, ces Magyars qui forment toujours un groupe homogène accolé à la frontière hongroise, ont réclamé encore en vain, à l'occasion de la transformation de la Tchécoslovaquie en République Fédérale, leur autonomie sur un pied d'égalité avec les Tchèques et les Slovaques (118). De même du reste que les 504.000 Hongrois de Voïvodine (recensement de 1961) réclament vainement depuis des années un statut de république, au même titre que ses autres nationalités, à l'intérieur de la Fédération Yougoslave

Comme la Slovaquie et la Ruthénie Subcarpathique, la Transylvanie, loin d'être séparée de la Hongrie par une frontière naturelle, lui est intimement unie. Elle lui est ouverte de toutes parts, ses vallées, ses cours d'eau sauf un, routes et voies ferrées dévalent tous vers la grande plaine hongroise et Budapest, et sa seule frontière naturelle, constituée par la masse compacte des Carpathes, qui s'oppose aux communications sauf

par quelques défilés peu praticables, est justement celle qui la sépare de la Roumanie. Personne ne peut nier d'autre part que les liens multi-séculaires — historiques, économiques et même ethniques — entre la Hongrie et la Transylvanie sont beaucoup plus forts qu'entre celle-ci et les anciennes provinces historiques roumaines. « La plus cruelle blessure morale du Traité de Trianon, a écrit René Dupuis, a été sans conteste le détachement de la Hongrie de la Transylvanie qui fut au XVII<sup>e</sup> siècle la terre des Rakoczi et Gabriel Bethlen, la terre où la langue hongroise est la plus pure et où l'art populaire hongrois a atteint son expression la plus haute, la plus parfaite, la plus originale » (119). Nous ajouterons que c'est également elle qui donna à la Hongrie les Hunyadi et les Bathori et qu'après la catastrophe de Mohacs en 1526 la vie hongroise se réfugia en Transylvanie, lui apportant sa prospérité économique, son organisation administrative et sa civilisation. Le hongrois y était en effet la langue de la Diète, des lois, de la cour et de l'Eglise, et l'Imprimerie hongroise notamment y connut un développement ininterrompu. Et de nos jours c'est encore en Transylvanie que sont nés les premiers grands chefs-d'œuvre littéraires hongrois d'après la première guerre mondiale, dont le succès fut immense. « La Hongrie, a écrit Aldo Dami, a bien plus de droits sur la Transylvanie que la France n'en a jamais eu sur l'Alsace-Lorraine, car la Transylvanie a appartenu à la Hongrie depuis 1000 ans et lui appartient au demeurant toujours géographiquement : Si les Roumains n'y sont qu'un peu plus de la moitié de la population, il ne faut pas oublier non plus que l'Alsace-Lorraine est germanique pour plus des 80 %, que l'Alsace tout au moins, est en dehors des frontières naturelles de la France, et qu'elle ne lui appartient que depuis 250 ans, — fruit d'ailleurs de la conquête. En d'autres termes, la Transylvanie n'est pas plus étrangère à la Hongrie que l'Alsace-Lorraine ne l'est à la France » (120). Nous avons vu du reste qu'il y avait



avant la guerre de 14-18 une proportion à peu près équivalente de Roumains en Transylvanie que de Hongrois dans l'ancienne Hongrie, sans la Croatie autonome, exactement 53,8 % contre 54,4 %. Il n'y avait plus certes à cette époque que 33 % de Hongrois en Transylvanie, plus 11 % de Saxons et près de 3 % de nationalités diverses, mais ce fait qui provenait rappelons-le avant tout de l'hospitalité et du libéralisme séculaire de la Hongrie, donnait-il le droit de « détacher ce territoire du pays qui l'avait équitablement administré pendant un millénaire ? » (121), sans consulter au demeurant ses populations. Le seul territoire sicule, qui constitue avec ses quelques 700.000 Hongrois une communauté compacte mais malheureusement isolée, en tout cas la plus forte concentration ethnique de la Transylvanie, est aussi grand que toute l'Alsace-Lorraine. La Hongrie réelle — sinon officielle — n'admettra jamais l'attribution aux Roumains de territoires si indiscutablement hongrois, de même que la Russie n'a jamais reconnu de son côté, entre les deux guerres, l'annexion de la Bessarabie par la Roumanie.

Rappelons à cet égard que depuis le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle la diplomatie franco-russe n'avait cessé de faire miroiter la Transylvanie aux yeux du nationalisme « grand-roumain », en vue de retourner Bucarest contre les Puissances Centrales, d'où le traité secret russo-roumain de juin 1914, malgré le renouvellement l'année précédente pour 10 ans du traité d'alliance austro-roumain de 1883. Mais la déroute des Russes à Tannenberg dissuada la Roumanie d'entrer en guerre dès 1914, malgré son impatience de se ruer, derrière le géant russe, à la curée de l'Autriche-Hongrie. Ce fut l'entrée en guerre de l'Italie qui la décida enfin, le 27 août 1916, à lancer son armée sur la Transylvanie dégarnie de troupes — résultat de 2 années de chantage et de marchandages sordides avec les Alliés et les Russes. Après avoir été rejetée de la Transylvanie aussi vite qu'elle y était entrée,

ce fut la déroute la plus complète et la plus méritée, la prise de Bucarest par les Centraux et finalement sa honteuse paix séparée du 7 mai 1918, véritable coup de poignard dans le dos pour les Alliés mais où elle recevait des Puissances Centrales, en guise de punition, toute la Bessarabie russe avec 44.000 km<sup>2</sup> et près de 3 millions d'habitants, ce qui après tout n'était pas une si mauvaise affaire pour elle. Sa défection n'empêcha du reste pas les Alliés d'attribuer finalement, comme on sait, à la Roumanie, outre la Bessarabie et la Bukovine russes, toute la Transylvanie et une large tranche de la plaine hongroise elle-même. Aussi bien Aldo Dami a-t-il pu écrire que « la politique roumaine a toujours reposé sur l'axiome que la Roumanie devait participer aux guerres aux moindre risques possibles, être toujours assise aux côtés des vainqueurs lors des conférences de paix et en revenir avec les plus grands avantages au prix des moindres sacrifices ». Son entrée en guerre aux côtés des Alliés fin août 1916 ne fut absolument pas spontanée et généreuse, comme nous venons de le voir, « poussée par la justice de la cause des Alliés », ainsi que sa propagande mensongère se plût à le faire croire par la suite dans le monde entier et en France notamment: « Nous avons épousé la cause de la Justice !.. » proclamait-elle partout avec effronterie après la victoire des Alliés, qui ne furent d'ailleurs pas tellement dupes qu'on pourrait l'imaginer, si l'on en croit Henri Pozzi qui écrit (122) : « La Roumanie ne s'est rangée à nos côtés pendant la guerre qu'uniquement parce qu'elle escomptait notre victoire et non par la justice de notre cause et ses instinctives et profondes affinités de race... Si elle nous a lâchés, le 8 mai 1918, et a signé une paix qualifiée de déhonorante lâcheté par Clémenceau, c'est parce qu'elle a cru avoir misé sur le mauvais cheval ; si elle nous est revenue en novembre 1918, lorsqu'elle a traitreusement assailli les armées de Mackensen en retraite, c'est parce que nous étions victorieux et qu'elle

entendait obtenir sa part du butin... De tous les salauds de la guerre me disait Clémenceau en octobre 1918, les Roumains ont été les plus salauds. Pendant 2 ans, eux qui étaient nos alliés, mais agissaient comme s'ils étaient ceux des Boches, ils ont ramassé des millions à vendre leurs pétroles et leur blé à l'ennemi, et avec quel empressement de mai à octobre n'ont-ils pas de nouveau ravitaillé l'Allemagne !... Les Roumains se sont conduits sur les champs de bataille comme des pleutres et dans la défaite comme des traîtres ; et la victoire une fois acquise par les autres, ils osèrent encore à la Conférence de la paix, réclamer leur salaire : Ils en ont une audace, ces Roumains !... s'écria Clémenceau lorsque lui furent communiqués leurs prétentions. Ils nous ont lâché, et maintenant il faudrait nous occuper d'eux. C'est trop fort... Pourtant de tous les bénéficiaires d'une victoire où ils n'étaient pour rien, ce sont eux qui ont le plus récolté » (122).

Entre 1941 et 1944 Hitler se servit à son tour de la question transylvaine pour s'assurer, nous l'avons vu, dans la guerre contre l'UR.S.S., aussi bien l'appui de la Hongrie que de la Roumanie. Staline de son côté, comme nous l'avons vu également, après avoir proposé vainement à la Hongrie de reprendre possession de la Transylvanie par les armes dès juillet 1940, en même temps qu'il récupérait lui-même la Bessarabie, joua de nouveau la carte transylvaine à la fin de la guerre pour pouvoir implanter le communisme et assurer la mainmise soviétique tant en Hongrie qu'en Roumanie, faisant du reste finalement restituer à cette dernière au Traité de Paris, en compensation de la perte de la Bessarabie, toute la partie Nord de la Transylvanie que l'arbitrage de Vienne du 30 août 1940 avait rétrocédé à la Hongrie, celle-ci faisant ainsi, une fois de plus, les frais de cette ingénieuse combinaison diplomatique. Au demeurant, l'Union Soviétique ayant annexé elle-même, à la fin de la guerre, des départements à population hongroise en

Ruthénie Subcarpathique — 200.000 Magyars environ — se trouvait désormais solidaire des Etats successeurs et d'autant plus attachée depuis au « statut quo » dans cette région. A noter toutefois que dès le 14 novembre 1944 et durant les premiers mois qui suivirent la soi-disant « libération » de la Transylvanie par les troupes soviétiques, jusqu'au printemps 1945, les Roumains qui avaient progressé sur leurs arrières, furent de nouveau refoulés en Transylvanie du Sud par les Russes, excédés eux-mêmes, ce qui n'est pas peu dire, de leurs violences et exactions de toutes sortes vis-à-vis des Hongrois, tout le Nord du pays étant momentanément placé sous une administration militaire soviétique. Mais en mars 1945, donc bien avant les négociations de paix de Paris, Staline rendit la Transylvanie du Nord à la Roumanie, pour la « dédommager », comme nous venons de le voir, de la réannexion par l'Union Soviétique de la Bessarabie et de la Bukovine du Nord, et sous la condition toute formelle du respect des droits de ses différents groupes ethniques. En 1952 cependant une « Province autonome Magyare » fut tout de même créée en pays Sicule, à l'Est de la Transylvanie, sous la pression des Soviétiques, en application du fameux principe léniniste des nationalités et sur le modèle des provinces autonomes soviétiques, la disposition de la Constitution roumaine adoptée à son sujet étant textuellement la suivante : « La République Populaire Roumaine garantit à la population magyare de la région des Sicules, où elle vit en communauté fermée, l'autonomie administrative et territoriale ». D'après le recensement roumain de 1956 cette région autonome magyare comprenait 731.361 habitants dont 79,38 % de Hongrois et 20,62 % de Roumains, et le triangle qu'elle dessinait en direction de l'arc des Carpathes n'était pas sans rappeler la pointe de la fameuse « corne hongroise » que l'arbitrage de Vienne avait taillé en travers du pays (123).

Ce ne fut que lors du soulèvement de Budapest, en

octobre-novembre 1956, et après celui-ci, que le Kremlin — ulcéré et gardant rancune aux Hongrois de la gigantesque gifle morale et de l'atteinte sans précédent à son prestige représentée pour lui par la révolution hongroise — donna vraiment carte blanche au Gouvernement roumain en Transylvanie, où du reste la révolte hongroise avait bien entendu trouvé un profond écho : Celle-ci ayant prouvé, suivant une expression de la presse communiste, « que les Hongrois n'étaient pas encore parvenus à surmonter leur passé fasciste-chauvin ». Les Roumains se saisirent sur l'heure de cette occasion incespérée pour reprendre leur politique de terreur contre la minorité hongroise de Transylvanie : Il y eut alors là-bas, comme en Hongrie, chose que la plupart des gens ignorent en France, des arrestations et des déportations en masse, de lourdes peines de prison et de nombreuses exécutions, et, sous une oppression croissante, le sort de cette malheureuse minorité hongroise devint proprement tragique et intolérable. L'insurrection de Hongrie fournit par ailleurs très opportunément au Parti communiste roumain l'occasion de démontrer alors aux moindres frais sa loyauté envers l'U.R.S.S., en déchargeant notamment les Russes de la responsabilité de la déportation des chefs rebelles hongrois en Union Soviétique : Imre Nagy, Pal Maleter et les autres chefs de la Révolution Hongroise ayant été, nous le savons aujourd'hui, sauvagement exécutés à Sinaïa, en Roumanie, dès le mois de janvier 1957, c'est-à-dire bien avant leur prétendu procès. Deux ans après l'héroïque révolte hongroise le Gouvernement roumain recevait d'ailleurs, quant à lui, le salaire de sa servilité et des services rendus aux soviets : le retrait de l'Armée Rouge de Roumanie. Enfin, en décembre 1960, prenant prétexte d'une soi-disant simplification de l'administration régionale, Nicolas Ceaucescu, Chef du P.C. et du Gouvernement roumain, faisait édicter une loi qui retaillait complètement les contours de la « Province Autonome Magyare » — dont l'existence

était désormais en contradiction formelle avec sa soi-disant nouvelle conception de l'Etat national Roumain — deux districts à prédominance hongroise de 92 % en étant détachés au Sud au profit de la province roumaine de Brasso, alors qu'une vaste zone roumaine à 88 %, lui était rattachée au Nord, son nom devenant du reste dès lors « Territoire Autonome Hongrois-Mures », le pourcentage des Hongrois y étant tombé du même coup à 63,97 % et celui des Roumains y grimpa à 36,03%. Cet aménagement insolite avait l'avantage pour ceux-ci de réduire le caractère hongrois de l'ancienne province autonome. Depuis cette décision, outre le tracé de nouvelles démarcations pour la plupart des régions et villes de Transylvanie (\*), ayant toutes pour effet de fragmenter la population hongroise afin de réduire partout ses marges majoritaires locales, une industrialisation accélérée a permis d'y renforcer encore sensiblement, un peu partout, le taux des Roumains, transplantés de plus en plus à cet effet de « vieille Roumanie » en Transylvanie, alors que dans le même temps les Hongrois sont de plus en plus astreints à s'en expatrier pour chercher du travail ailleurs. Déjà, dès la fin de la seconde guerre mondiale, l'établissement de réfugiés roumains de Bessarabie avait changé lentement la composition de la population urbaine de la plupart des grandes villes de la Transylvanie comme par exemple sa capitale Cluj (ancienne Kolozsvár) ou Oradea (ancienne Nagyvarad) qui étaient autrefois à très forte prédominance hongroise et qui sont désormais mixtes ou même à prédominance roumaine... Ainsi, comme l'exposait le Sénateur américain Halpern, le 24 mars 1965, au Congrès des U.S.A., « les districts et cités mixtes prennent un aspect roumain croissant, tandis que les districts purement hongrois deviennent mixtes » (124). D'où une « intégration » et

---

(\*) La dissolution de la région autonome « Mures-Magyar » intervint elle-même en février 1968, au moment de la suppression des 18 anciennes régions et de leur remplacement par 39 départements.

une dispersion méthodique et tenace de l'élément hongrois — particulièrement dans les villes où il était autrefois majoritaire — qu'il n'est du reste pas facile de suivre et de serrer de près tant elles sont habilement exécutées. Mais tous les rapports concordent : on assiste de nouveau depuis quelques années en Transylvanie à une « absorption fébrile » de la minorité hongroise et à son anéantissement moral et physique progressif. Les chiffres seuls de la population sont du reste éloquents à cet égard, les Roumains de Transylvanie étant passés de 53,8 % de sa population totale en 1910, à 57,8 % en 1930 et à plus de 65 % aujourd'hui. On a calculé que de 1918 à 1956 les Roumains y ont augmenté de 1 320 000 personnes alors que dans le même temps, la population hongroise restait pratiquement stationnaire. Rien qu'à Cluj, la capitale, où les Hongrois étaient autrefois en majorité écrasante, ils ne représentent plus aujourd'hui que le tiers de la population.

La politique étrangère roumaine a été également mise à contribution au service de l'oppression des minorités hongroises. Tous les moyens sont bons pour les isoler du reste du monde, et tout particulièrement de la Hongrie. Sait-on par exemple, qu'il est presque aussi difficile pour un Hongrois de Transylvanie d'obtenir un laissez-passer pour la Hongrie qu'un passeport pour les pays capitalistes. Le grand empressement avec lequel la Roumanie sollicite la création d'une Conférence Permanente des Etats Balkaniques (\*), révèle également le but non avoué, mais évident, de cimenter encore davantage la coupure entre la Transylvanie et la Hongrie. De même, les accords culturels et commerciaux hungaro-roumains, au demeurant très modestes, sont systématiquement sabotés par la partie roumaine. Ainsi, on a vu tomber de 5 à 2 % la participation de la Roumanie dans le commerce extérieur de la Hongrie entre 1949 et 1970 (\*\*). Pourtant, les intérêts

---

(\*) Le Monde diplomatique - Juillet 1970 - p. 10.

(\*\*) Revue « Külkereskedelen » - Budapest - Mars 1970 - p. 71.

les plus élémentaires de ces deux nations voisines, et les impératifs de la géographie, exigeraient une coopération renforcée.

Les inondations catastrophiques de 1970, survenues en Transylvanie et en Hongrie, ont rappelé avec éclat l'interdépendance économique et fluviale de ces deux régions. A la lumière de ce désastre la réorganisation hydraulique du Bassin Danubien apparaît d'une extrême urgence. Ces inondations qui se renouvellent régulièrement, comme l'a du reste rappelé le Comité Hongrois de Transylvanie à la Conférence de Paix de Paris en 1947, « ont été causées en premier lieu par la destruction des forêts dans les régions montagneuses. Les centaines de milliers d'habitants de la plaine ont donc un intérêt primordial à ce que les forêts de la Transylvanie soient mises sous contrôle. La Roumanie n'a donné aucune importance à ce contrôle, comme les inondations venant de ses territoires touchaient seulement la population hongroise de la Grande Plaine, donc un groupe vis-à-vis duquel elle nourrissait des sentiments inamicaux. Les dégâts des inondations causés par cette omission roumaine étaient très graves, en premier lieu dans les environs des fleuves Körös et Szamos » (\*). Mais hélas, une fois de plus la Transylvanie n'ayant pas été écoutée, la tragédie de 1970 a pu se produire aussi bien en Transylvanie que dans la Hongrie actuelle, où les eaux mal retenues par des digues insuffisantes de Roumanie se déversaient sans barrage possible, causant des dommages presque aussi importants que ceux de Roumanie tant relatés par les journaux, qui se taisaient pourtant dans le même temps sur le sinistre en Hongrie. Quoiqu'il en soit, ces déluges réguliers, ruinant tous les dix ou quinze ans des centaines de milliers d'habitants de la Grande Plaine, ne devraient plus être tolérés. La création d'un réseau hydraulique coordonné,

---

(\*) « La Transylvanie demande à être écoutée » (Aide-mémoire présenté à la Conférence de Paix de Paris de 1947 par le Comité Hongrois de Transylvanie).



englobant tout le Bassin Danubien, et particulièrement les cours supérieurs des affluents — situés hors des frontières de la Hongrie actuelle dans les régions montagneuses, où seuls peuvent être construits les barrages de retenue — est devenue une nécessité vitale pour toutes les nations du bassin des Carpathes. La gravité de cette situation justifierait même, à elle seule, une intervention internationale. Ajoutons que l'attitude négative de la Roumanie est en partie motivée par le fait que ce pays, riche en toutes sortes de ressources énergétiques, n'est pas intéressé par l'exploitation de la houille blanche de Transylvanie.

Quant au sabotage des accords culturels hungaroumains, les articles parus, même dans la presse française, sont sans équivoque à ce sujet : « Les échanges culturels constituent évidemment le domaine le plus sensible. La Roumanie n'est pas le Canada, et ce serait bien mal connaître l'actuel pouvoir à Bucarest, que d'espérer le voir consentir à l'établissement de relations privilégiées entre un Etat étranger — même ami — et une partie de la « nation roumaine ». « A chacun ses Hongrois, dit-on en substance dans la capitale roumaine, les nôtres jouissent des mêmes droits que tout le monde, mais précisément en tant que Roumains ; on ne saurait admettre qu'ils profitent davantage des échanges avec Budapest ». Le résultat paradoxal, encore que trop compréhensible sur le plan politique, est qu'ils en profitent plutôt moins. Une exposition du livre hongrois a lieu environ tous les deux ans à Bucarest, jamais à Cluj ou à Tirgunures où elle trouverait pourtant le public le plus connaisseur. L'opéra de Cluj reçoit parfois la visite d'artistes de Hongrie, mais de solistes seulement, et lui-même ne se produit pas hors des frontières. La capitale transylvaine a reçu il y a deux ans, la Comédie Française, mais non pas le théâtre Attila Jozsef de Budapest, qui, lui, n'a eu droit qu'à la scène de Bucarest. La Troupe Théâtrale magyare de Tirgu-Mures, l'une des plus réputées du pays, ne s'est jamais produite en Hongrie

depuis 1958 ; quant à la dernière visite d'une troupe de ce pays sur sa scène, elle remonte à 1946... Pour les journaux, des difficultés se présentent apparemment en permanence en ce qui concerne les périodiques, car la situation est ici à son plus bas niveau. Il est inutile de demander le « Népszabadság », principal quotidien de Budapest dans les kiosques de Transylvanie : il n'existe pour ainsi dire pas. La ville de Cluj par exemple, qui compte près de soixante-dix mille Magyars, en reçoit en tout et pour tout, abonnements compris, cent quinze exemplaires, vingt neuf du « Magyar Nemzet », l'autre quotidien de Budapest, et onze du périodique littéraire « Elet et Irodalom » ; seul, le « Science et Vie » de Hongrie, publication non politique, est l'objet d'une diffusion normale avec cinq cent vingt-six exemplaires. Aussi est-il relativement plus facile de trouver « Le Monde » (cinquante exemplaires) et « Paris-Match » (vingt-cinq) qu'un journal de Hongrie dans la capitale transylvaine... » (\*).

Devant ces faits, il semble bien que nous soyons en présence d'un vaste plan du Gouvernement communiste roumain visant aujourd'hui, plus que jamais auparavant, à déraciner et dénationaliser systématiquement, dans les 10 ou 15 années à venir, l'importante minorité hongroise de Transylvanie forte probablement encore à l'heure actuelle de quelques 1 700 000 âmes (exactement 1 587 000 d'après le recensement roumain de 1956). Il convient du reste d'ajouter à tout ce qui précède, d'une part que le roumain a déjà remplacé effectivement le hongrois à tous les niveaux comme langue officielle de la vie publique, d'où l'usage du hongrois a été radicalement proscrit, même dans les districts indiscutablement hongrois, et que d'autre part, la Transylvanie, pourtant connue dans l'Histoire comme ayant été « le pays classique de la liberté religieuse », est devenue depuis 50

---

(\*) Article de Michel TATU — « Transylvanie, carrefour des nationalités » — § III « A chacun ses Hongrois » — dans « Le Monde » du 14 novembre 1967 — p. 5 (123).

ans la terre par excellence de la persécution religieuse : C'est ainsi par exemple qu'afin d'abolir la personnalité des anciens Roumains de Transylvanie eux-mêmes, et de les fondre dans la masse orthodoxe roumaine orientale, la religion « uniate » des Roumains latins a été purement et simplement supprimée en Transylvanie où on comptait pourtant autrefois cinq diocèses catholiques de rite oriental avec environ 1 570 000 fidèles. Sous la pression des autorités communistes, ils ont été rattachés de force à l'Eglise orthodoxe roumaine en octobre 1948, et tous les évêques, au nombre de six, ainsi que 600 prêtres environ furent arrêtés — quatre évêques sont même morts en captivité. Notons toutefois qu'il en fut malheureusement de même en Ruthénie Subcarpathique où les 500 000 catholiques de rite byzantin furent également réunis de force à l'orthodoxie en 1949, après l'assassinat de leur évêque, ainsi qu'en Slovaquie où existait aussi autrefois un diocèse catholique de rite oriental comptant 320 000 fidèles qui fut de même rattaché de force à l'Eglise orthodoxe en avril 1950 après l'arrestation de son évêque et de son auxiliaire. En Hongrie seulement, où subsiste le diocèse grec-catholique de Hajdudorog avec 200 000 fidèles, les catholiques de rite oriental n'ont pas, pour leur part et à notre connaissance, été encore persécutés par le régime communiste.

Il convient enfin, et surtout, de souligner que toutes ces souffrances sont étroitement recouvertes par le plus étouffant silence comme en témoigne le message poignant parvenu en 1962 clandestinement en Occident, intitulé « S.O.S. de Transylvanie » et publié en 1967 dans « Le Dossier de la Transylvanie » de Pierre Sequeil, ouvrage préfacé par Gabriel Marcel, et rédigé par une équipe franco-hongroise, et auquel nous avons emprunté l'essentiel de ce court exposé du problème transylvain.

Ajoutons, qu'à l'instar de l'Allemagne hitlérienne, le sort de la minorité hongroise de Transylvanie, comme du reste aussi de celle de la Slovaquie, n'intéresse manifes-

tement l'U.R.S.S. que dans la seule mesure où ces minorités peuvent constituer un poids utile pour elle dans le jeu de balance auquel elle se livre vis-à-vis des pays satellites. Quant à l'Etat communiste hongrois, complètement domestiqué par la Russie, tout en condamnant en principe lui aussi le « Diktat impérialiste de Trianon » (\*), il semble apparemment, sinon en fait, se désintéresser du sort des minorités hongroises dans les Etats voisins. « On peut du reste se demander ce que deviendrait l'équilibre et la paix relative de toute cette région si Monsieur Kadar s'avisait de donner à ses compatriotes de Roumanie le quart des conseils que le Général de Gaulle prodiguait il n'y a pas si longtemps aux Canadiens français du Québec » (123) ou si les Hongrois de Transylvanie s'agitaient subitement comme par exemple les Chypriotes turcs, les Tyroliens du Sud ou les Kurdes ?..

Nous assistons donc actuellement en Roumanie, sous l'égide du Gouvernement communiste de Monsieur Ceausescu, à une vigoureuse recrudescence du nationalisme roumain, curieusement style « Grande Roumanie » d'avant-guerre, pour ne pas dire style « Garde de fer » de 1940-1944. Cette politique se traduit certes, momentanément, par une indépendance apparemment plus accentuée vis-à-vis de Moscou, mais, en contrepartie, à l'intérieur, par le pire des régimes staliniens et surtout par une « roumanisation » accélérée des minorités ethniques. Pour donner le change aux Occidentaux, et plus particulièrement peut-être aux Français, les dirigeants roumains prétendent au demeurant que le problème des nationalités n'existe plus chez eux, contrairement par exemple à la situation existante en Tchécoslovaquie mais surtout en Yougoslavie, alors que la Roumanie, qu'elle le veuille ou non, reste bel et bien elle aussi un Etat multi-national, essentiellement d'ailleurs, depuis qu'elle a perdu la

---

(\*) Déclaration de Monsieur Janos KADAR à la tribune du Congrès du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois de novembre-décembre 1966, rapportée par Michel TATU dans « Le Monde » du 3 décembre 1966.

Bessarabie, en raison de l'existence, particulièrement épineux et gênant pour elle, du problème transylvain. Sur le plan diplomatique enfin les dirigeants de Bucarest couronnent toute leur politique en plaçant subtilement l'Occident devant l'alternative suivante : détacher la Roumanie de l'orbite du Kremlin mais fermer en contrepartie les yeux sur la « roumanisation » accélérée de la Transylvanie où les autorités roumaines cherchent toujours obstinément, comme nous venons de le voir, à supprimer, le plus vite possible et par tous les moyens à leur disposition, la minorité hongroise qui, malgré tous les efforts faits dans ce sens depuis 50 ans, reste encore relativement importante. On peut donc parler en définitive de 50 années d'oppression et de décadence pour la minorité hongroise de Transylvanie, qui ne trouve plus de surcroît, à l'heure actuelle, de protection ni de soutien nulle part. Les Roumains font plus que jamais preuve là-bas d'un chauvinisme outrancier qui ne le cède en rien à l'attitude adoptée autrefois par les Allemands en Alsacc-Lorraine.

De toute évidence on ne pourra jamais donner dans ces conditions une solution satisfaisante au problème transylvain. La Transylvanie martyre ne saurait demeurer indéfiniment dans le cadre impossible pour elle d'un Etat « national » roumain. Elle doit être, dès que possible, rendue autonome. Le statut des minorités ethniques de Transylvanie, qui fit l'objet de conventions spéciales à l'issue des deux guerres mondiales, ayant été délibérément et systématiquement violé depuis 50 ans par tous les régimes roumains, il semble désormais illusoire de vouloir assurer par des textes les droits fondamentaux des minorités de Transylvanie tant que ce pays restera dans le cadre de la Roumanie. Il s'est hélas suffisamment avéré, au cours de ces 50 dernières années qu'aucun Gouvernement roumain n'a respecté les droits des minorités, et que leur oppression, loin de s'atténuer avec le temps n'a cessé de croître jusqu'à l'heure actuelle où

elle est particulièrement intolérable et scandaleuse venant de la part d'un Gouvernement qui brigue ouvertement la sympathie et l'appui de l'Occident. Même un renforcement du contrôle international ne semble donc pouvoir remédier à cet état de choses. Entre 1921 et 1937, les Hongrois de Transylvanie avaient déjà soumis, sans succès, 33 plaintes en bonne et due forme à la Société des Nations, ce qui ne modéra nullement mais attisa plutôt davantage, comme nous l'avons déjà dit, la haine de leurs oppresseurs. Aucune garantie juridique n'apparaît donc désormais suffisante pour résoudre ce grave problème, d'autant que la nouvelle Roumanie n'est pas meilleure que l'ancienne. A la procédure de contrôle très défectueuse, et même totalement inefficace, de la S.D.N. entre les deux guerres, a succédé depuis 25 ans le silence et le néant absolu : La Roumanie peut aujourd'hui opprimer ses minorités en toute tranquillité.

Nous avons dit également que vue l'indiscutable unité géographique, historique et culturelle de la Transylvanie, le partage opéré en août 1940 par l'arbitrage de Vienne, qui la coupa en deux, fut une mauvaise solution, d'autant qu'il n'a même pas pu se faire sur une base ethnique satisfaisante du fait de l'interpénétration des nationalités. Nous avons vu par ailleurs que les 150 années durant lesquelles la Transylvanie fut indépendante aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, avaient constitué « l'âge d'or » de ce pays, véritable fortresse, îlot de paix et de prospérité dans la marée ottomane qui submergea toutes les plaines environnantes mais l'épargna quasi-miraculeusement. Les conditions géographiques de la Transylvanie en faisant certes dans une certaine mesure un système clos qui favorisa l'établissement d'une paix et d'une liberté intérieures qu'il n'a été donné de connaître depuis lors qu'à la Suisse, dont elle fut par avance une sorte d'image orientale. La Principauté de Transylvanie fut en effet un rempart de la liberté de conscience et de la tolérance raciale à une

époque où les grands Etats de l'Occident gémissaient encore sous la tyrannie de leurs souverains, le fléau des guerres de religion et les cruautés des dragonnades. Aussi bien, aujourd'hui encore, et peut-être plus que jamais, son territoire, qui possède d'excellentes frontières naturelles sur trois côtés, et le nombre de ses habitants, justifieraient à eux seuls le retour à l'indépendance : Avec ses 103 000 km<sup>2</sup> et ses 6 700 000 habitants elle représente, avec le Banat et l'ancien « Partium », près du double de la Transylvanie historique, qui s'étendait beaucoup moins loin vers l'Ouest et ne comptait que 57 000 kms<sup>2</sup> peuplés aujourd'hui de 3 700 000 habitants. Elle pourrait donc constituer un Etat très viable, d'une importance similaire à l'Autriche ou à la Hongrie actuelles. La Transylvanie devrait pouvoir de ce fait, le moment venu, obtenir son indépendance, pour former, sur le modèle de la Suisse, une petite Confédération où chacun de ses groupes ethniques retrouverait une vie et un épanouissement normaux, constituant peut-être même — qui sait ?... — le modèle d'une solution plus vaste, susceptible d'être adaptée ultérieurement à tout le bassin danubien. Cette solution politique du problème transylvain aurait l'avantage considérable de réaliser un équilibre intérieur entre ses nationalités, mais aussi extérieur entre la Roumanie et la Hongrie. Notons du reste que ces deux peuples qui se disputent si âprement la Transylvanie, serrés comme dans un étau entre les Slaves du Nord et du Sud, auraient dû normalement être des alliés naturels, ayant tout intérêt à s'entendre et à s'épauler mutuellement devant ce danger qui leur est commun, sans cette pomme de discorde que constitue entre eux la possession de la Transylvanie, dont l'indépendance seule pourrait, semble-t-il assurer leur réconciliation. L'état d'esprit des Transylvains eux-mêmes, tant Roumains que Hongrois ou Saxons, de tendances et de traditions très libérales et débarrassé de longue date de préjugés nationaux — malgré des apparences contraires mais toutes de circonstance

et superficielles — devrait faciliter un jour une telle solution, à laquelle leurs voisins n'auraient pas moins d'intérêts qu'eux-mêmes. Notons du reste qu'à l'issue de la première guerre mondiale un plébiscite était désiré par toute sa population, y compris les Roumains qui ne tenaient apparemment pas tant que cela à tomber sous la coupe de leurs frères de Vieille Roumanie puisqu'ils négocièrent, début novembre 1918, leur autonomie avec le Ministre Hongrois des nationalités Oscar Jaszi avant l'arrivée des soldats du roi Ferdinand, et l'Assemblée d'Alba Julia (Gyulafehervar) où seuls, il convient de le souligner, quelques chefs de la minorité roumaine proclamèrent le 1<sup>er</sup> décembre 1918, et ce en présence des baïonnettes de l'armée roumaine, le rattachement de la Transylvanie à la Roumanie, suivant un scénario soigneusement mis au point par les nouveaux occupants (125). Par conséquent un plébiscite effectué à l'époque en Transylvanie, avec toutes les garanties souhaitables, aurait fort probablement immobilisé la balance en son juste milieu, en optant pour la solution mixte et raisonnable qu'aurait été l'indépendance de la Transylvanie, seule susceptible de régler définitivement le différend hungaro-roumain. L'idéal serait donc toujours, comme on l'a écrit, « que la Transylvanie, loin de séparer la Roumanie de la Hongrie, soit le trait d'union qui les relie l'une à l'autre » (126).

Quand au destin de la Croatie — dernier volet de notre triptyque — il a été — depuis que celle-ci s'est séparée volontairement de la Hongrie le 29 octobre 1918, après une cohabitation somme toute harmonieuse et fructueuse de plus de 8 siècles — particulièrement dur et cruel. Déjà, après la défaite des Hongrois en 1849, la Croatie avait perdu totalement son indépendance et fut soumise par Vienne à la germanisation, au même titre que la Hongrie rebelle qu'elle avait aidée à écraser. Malgré ce précédent, les propagandistes Croates, tout à



leur rêve d'une « Grande Illyrie » sous leur direction, ne semblent pas avoir réfléchi aux conséquences particulièrement désastreuses pour leur vieux peuple, imprégné de culture occidentale et latine, d'une union contre nature avec une Serbie balkanique assoiffée de domination. A vrai dire c'était surtout avec la Bosnie-Herzégovine, où ils étaient plus nombreux que les Serbes (57 % contre 43 %), qu'ils voulaient fusionner pour former un Etat indépendant. Mais là encore, s'appuyant à tort sur les soi-disant « manifestations de volonté nationale » des « congrès yougoslaves » de Corfou (27.7.1917) et de Rome (8.4.1918), orchestrés tous les deux par les Serbes, les Alliés vainqueurs décidèrent de leur propre chef l'union à la Serbie, sans aucun plébiscite, de la Croatie, de la Slovénie et de toutes les anciennes provinces balkaniques de l'Autriche-Hongrie (127). Les Croates découvrirent hélas trop tard, en tombant sous leur coupe, quel fossé séculaire les séparait des Serbes « orientaux », et ils auraient été comblés si seulement ceux-ci leur avaient octroyé à l'époque les mêmes droits dont ils jouissaient sous le « despotisme hongrois » où ils avaient un gouvernement autonome à Zagreb, une armée croate et même un drapeau croate!... Ils tombèrent donc de Charybde en Scylla sous le régime centralisateur et pan-serbe de la Yougoslavie du Roi Alexandre, dont le meurtre fut du reste l'expression de leur atroce déception. Mais qu'on nous permette de citer, pour la bonne compréhension du problème croate, quelques extraits de l'ouvrage que lui a consacré il y a deux ans Bernard George, sous le titre « L'Occident joue et perd : la Yougoslavie dans la guerre » (128) :

« Les Croates, 5 millions, — écrit en substance Bernard George — appartiennent au monde latin occidental, les Serbes, 10 millions, au monde byzantin oriental... Les leçons de l'histoire, spécialement celles de la Monarchie austro-hongroise, auraient dû apprendre aux Serbes que le problème croate n'était pas tellement aisé à résoudre

puisque les Hasbourg eux-mêmes y avaient échoué. Pendant 8 siècles, sous la couronne de St-Etienne, les Croates avaient lutté pour l'obtention d'une autonomie administrative toujours plus élargie. Mais, bien que dans un certain sens il soit vrai que la Monarchie bicéphale ait elle-même échoué à résoudre le problème croate, il n'y eut jamais en Croatie de soulèvement populaire contre la dynastie. Et même en octobre 1918 la Diète croate d'Agram (le « sabor ») tout en décidant sa séparation d'avec l'Empire alors condamné, ne décida nullement sa fusion avec les Serbes dans un Etat commun, fusion qui fut le résultat d'une véritable action de force, laquelle constitua le début de l'opposition croate à l'hégémonie serbe — relancée le 20 juillet 1928 par l'assassinat du leader croate Raditch en plein Parlement à Belgrade (« Plus jamais à Belgrade » prononça-t-il sur son lit de mort), la Constitution étant suspendue le 6 janvier 1929 par Alexandra 1<sup>er</sup>, début de la dictature officielle serbe : L'Etat « Yougoslave » affirmait son caractère centralisateur et unitaire. C'est alors que l'avocat et député croate, le Dr Ante Pavelitch, fonda l'Oustacha (« Les rebelles ») et la garde civile croate, se réfugiant ensuite en Italie d'où il organisa le terrorisme en liaison avec l'ORIM macédonienne, notamment l'assassinat du Roi Alexandre à Marseille le 9 octobre 1934. Après les élections générales de 1935, décidées par le Prince Régent Paul, ce fut le Dr Matchck qui dirigea au Parlement le Parti Populaire Croate... Le 10 avril 1941, quatre jours après l'invasion allemande de la Yougoslavie, l'avènement d'un Etat indépendant de Croatie était proclamé à Zagreb par Slavko Kvaternik, ancien colonel de l'armée austro-hongroise. Quelques jours après le Dr Pavelitch fit son entrée à Zagreb accompagné de toute l'émigration croate et prit le titre de « Poglavnik », s'installant dans l'ancien palais des « Bans » de Croatie Slavko Kvaternik devint Maréchal de Croatie et « Premier Doglavnik »...

« Le nouvel Etat Croate comprit également la Bosnie-Herzégovine et la Dalmatie, mais fut découpé en 2 zones d'occupation, une allemande et une italienne. Le prince italien Aimone de Spolète fut même proclamé Roi de Croatie sous le nom de « Zvonimir II » mais il ne vint jamais prendre possession de son nouveau royaume. L'Italie annexa d'autre part la Slovénie du Sud, l'Allemagne la Slovénie du Nord et la Basse Styrie, la Hongrie reprenant possession du petit triangle compris entre la Drave et la Mur (Muraköz). Le Monténégro redevenait principauté indépendante. A la Bulgarie enfin échut la Macédoine serbe...

« Entre les deux guerres les Croates eurent beaucoup à souffrir du centralisme serbe — d'où la vengeance exercée par eux durant la guerre, exacerbée par le sentiment religieux, d'où une véritable « guerre sainte », une « croisade ». Dès l'été 41 des villages entiers furent vidés de leur population serbe, parfois entièrement massacrée. On « croatisait » littéralement le pays, surtout en Bosnie-Herzégovine où les populations s'étaient particulièrement mélangées, par le fer et par le feu. D'où également d'énormes déplacements de populations. Comme la Serbie en 1918, la Croatie était gonflée d'orgueil et voulait se venger d'une longue oppression — mais la vengeance engendre la vengeance, la cruauté étant égale dans les deux camps... Le Danube et la Save charriaient les cadavres de Serbes que les Croates jetaient au fil de l'eau avec des pancartes autour du cou sur lesquelles figuraient ces mots : « renvoyés au pays »... A la fin de la guerre une « Force Armée Croate » de 230.000 hommes faisait face à quelques 500.000 partisans de Tito, dont plus de 300.000 sur le sol croate... Dans cette situation périlleuse, c'est encore l'appel au vieux lien qui avait uni les Croates à l'empire austro-hongrois qui se révéla le plus efficace... Les unités croates reçurent l'ordre de combattre aux côtés des Allemands jusqu'au bout... Ce fut enfin la tragédie de Bleiburg où le 14 mai 1945 quel-

La Hongrie avant le „traité“  
de Trianon

Territoire :  
325,411 Kilomètres carrés  
100%

Population :  
20,886.487 habitants 100%

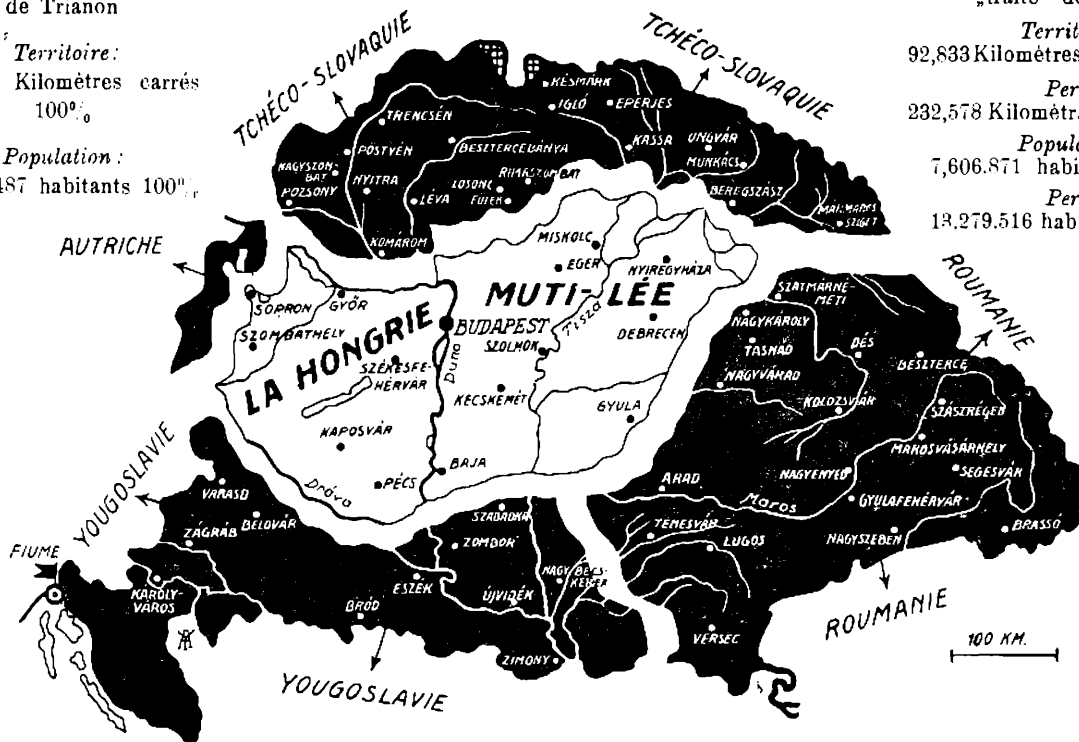
La Hongrie après le  
„traité“ de Trianon

Territoire :  
92,833 Kilomètres carrés (28·5%)

Perte :  
232,578 Kilomètr. carrés (71·5%)

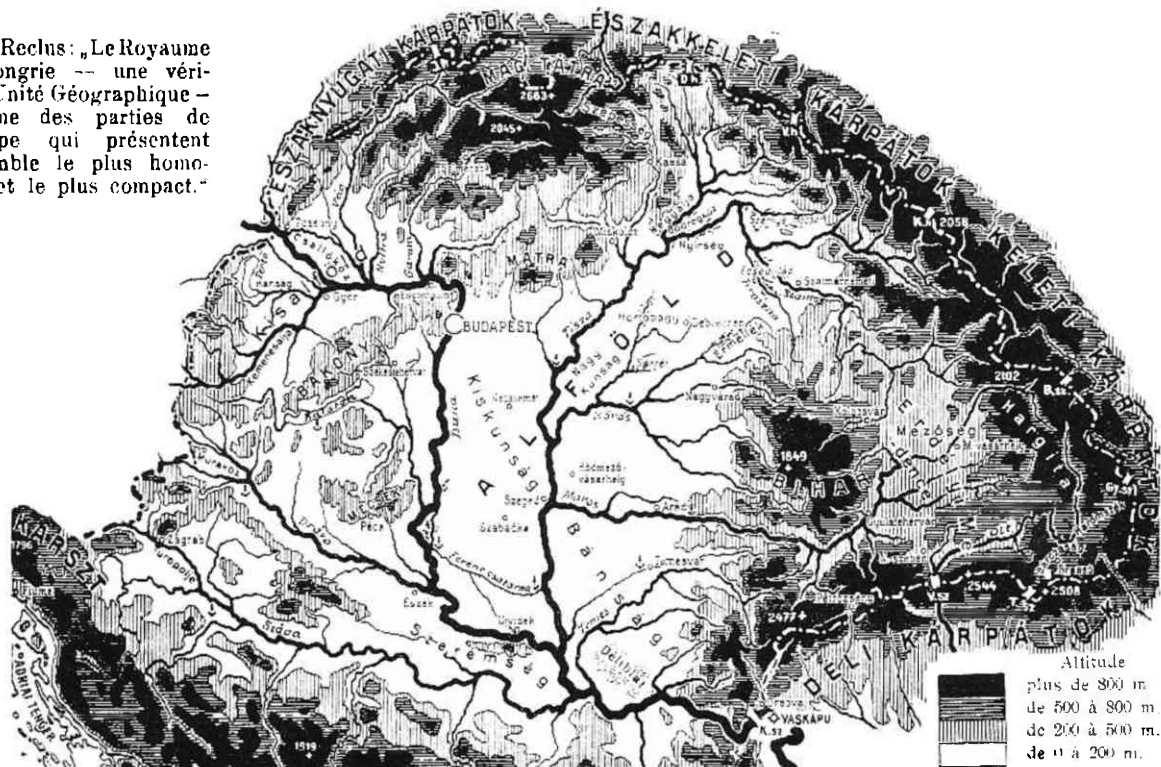
Population :  
7,606.871 habitants (36·4%)

Perte :  
13.279.516 habitants (63·6%)



## La parfaite unité géographique du Royaume de Hongrie d'avant guerre

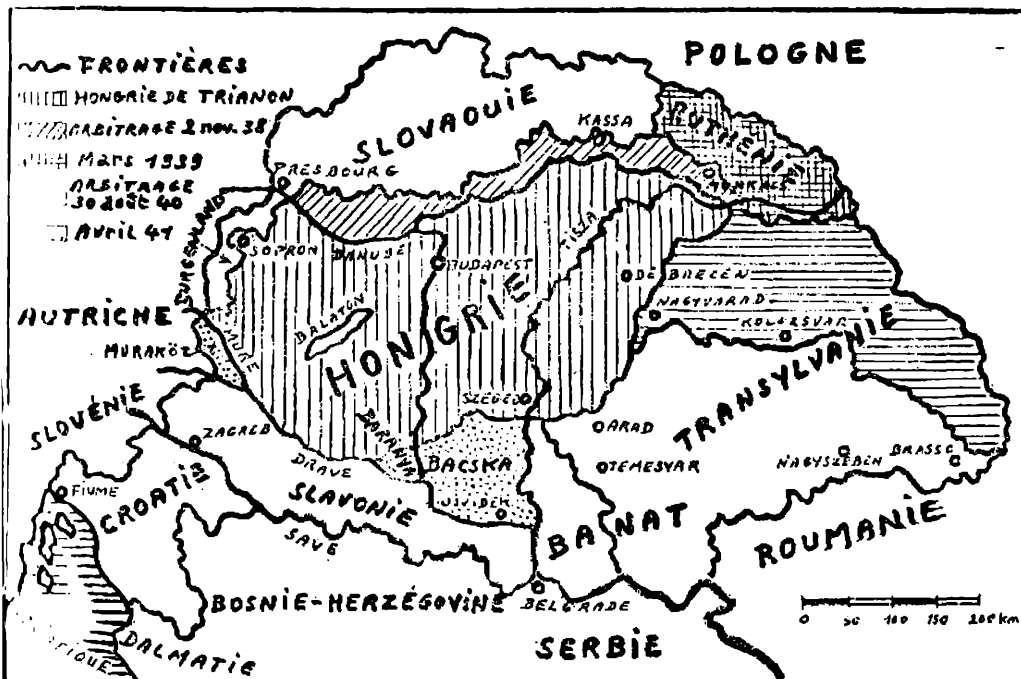
Élisée Reclus : „Le Royaume de Hongrie -- une véritable Unité Géographique -- est une des parties de l'Europe qui présentent l'ensemble le plus homogène et le plus compact.”



ques 400.000 Croates en retraite, hommes, femmes et enfants, furent livrés, après avoir été désarmés par les Britanniques, aux partisans de Tito, et massacrés au nombre de 130.000 jusqu'à la mi-juin par ceux-ci dans la région de Maribor.. Pour toute la durée de la guerre, écrit Dedijer, il fallut compter environ 1.700.000 morts, soit un Yougoslave sur neuf, sur lesquels 810.000 Serbes massacrés par les Oustachis... La Croatie fut décimée à son tour. On évalue à 2 ou 300.000 ceux qui payèrent de leur vie le rétablissement de l' « Unité et de la fraternité Yougoslave »...

Tout ceci se passe hélas de commentaire..

Carte des territoires  
récupérés par la Hongrie de 1938 à 1941



**TERRITOIRES RÉCUPÉRÉS PAR LA HONGRIE ENTRE  
1938 ET 1941**

## CHAPITRE VI

### LES RESPONSABILITES FRANÇAISES :

#### JOURNALISTES, DIPLOMATES ET GÉNÉRAUX...

*« Avoir le sentiment de la France, c'est savoir que le génie, la tendresse, la sainteté de la France sont un trésor qu'aucune monnaie ne mesure et qu'aucun triomphe de violence ne déprécie. Lors même que, trahissant parfois sa mission, la France déçoit ceux qui espéraient en elle, cette déception est un témoignage. Il est des peuples dont on n'a jamais rien espéré. Il est des reproches qui ne se conçoivent pas sans l'amour.*

*L'honneur de la France, est d'être un peuple auquel on ne pardonne pas la médiocrité ; un peuple duquel on exige la grandeur ».*

( « La France vivra », p. 99, du R.P. Paul DON-CŒUR, PARIS, 1941)

Avant et pendant la première guerre mondiale on vit s'affronter en France deux tendances sur le sort à réserver à l'Autriche-Hongrie en général et à la Hongrie en particulier, l'une visant à leur démembrement, l'autre à leur conservation. La première l'emporta malheureusement peu à peu sur la seconde.

Nous avons vu qu'une certaine propagande avait préparé, avant et pendant la guerre, ce double démembrement, qu'elle se consacra du reste par la suite à

stabiliser et à maintenir à tout prix. Bénès et Masaryk notamment mirent autant de persévérance pendant la guerre pour influencer l'opinion française qu'Isvolsky de 1909 à 1914 pour l'entraîner vers la guerre — l'aveuglant littéralement par deux fois les uns et les autres aux moments décisifs de la guerre et de la paix — leur travail respectif étant d'ailleurs grandement facilité par l'« abominable vénalité de la presse parisienne » à cette époque, pour reprendre les qualificatifs exacts d'un des agents d'Isvolsky (129). Propagande sans scrupule et activité corruptrice qui se poursuit du reste, avec des méthodes encore perfectionnées, entre les deux guerres mondiales et au-delà... Le journaliste le plus influent de Paris, André Tardieu, alors Chef des Services de politique étrangère du « Temps », avant d'être le futur négociateur de la paix, se serait prêté plus que tout autre à cette propagande funeste. Un seul fait relaté par Henri Pozzi dans son ouvrage « Les Coupables », en dit long : « Le 11 mars 1914 écrit-il, André Tardieu faisait à Bucarest, en présence du Ministre de France et devant un parterre de ministres et de généraux roumains, une conférence dont le titre à lui seul était une provocation préméditée : La Transylvanie est l'Alsace-Lorraine de la Roumanie »... Le retentissement de son appel au chauvinisme et à l'impérialisme roumain fut paraît-il prodigieux (130). Mais un rôle non moins pernicieux fut joué en France, dans cette œuvre de destruction, par deux hommes : Un historien particulièrement obtus et sectaire, Ernest Denis, professeur à la Sorbonne rallié aux idées de Bénès et inspirateur principal du tracé des frontières de 1919-1920 en Europe Centrale — et un fonctionnaire du Ministère des Affaires Etrangères, Secrétaire-Général et « souverain maître » du Quai d'Orsay, Philippe Berthelot, lequel, affirme Pozzi, « contribua de sa propre autorité à faire échouer fin juillet 1914 les offres de l'Autriche-Hongrie au moment où celle-ci semblait disposée à transiger » (131) ;



le même aurait donné à la fin de la guerre ce mot d'ordre inouï à ses bureaux : « Pour tout ce qui concerne l'Europe-Centrale, faire ce que demande Bénès ». C'est donc Bénès qui par son intermédiaire, faisait la loi au Quai d'Orsay. Aussi bien allons-nous lui consacrer quelques lignes.

Edouard Bénès, digne émule du sinistre Isvolsky d'avant guerre, a incontestablement été l'homme le plus responsable de la destruction de la Double-Monarchie et plus particulièrement du démembrement de la Hongrie. Il fut sans doute, au demeurant, l'un des propagandistes les plus habiles et les plus rusés qu'aura connu l'Histoire de ce temps, « arrivant à ses fins grâce à une rhétorique fleurie, des interprétations perfides, des omissions délibérées, des truquages et des falsifications éhontés de documents et de faits ». Au surplus opportuniste notoire, dépourvu de courage et de largeur de vue, qui fut par deux fois dans sa vie le fossoyeur de son pays et de l'Europe. Il est du reste aujourd'hui quasi-unanimement critiqué et dénoncé pour son action néfaste, et particulièrement semble-t-il en France où il avait pourtant été si populaire et influent autrefois... Après Henri Pozzi qui en a brossé un portrait très objectif dans « Les coupables » (132), Gabriel Puaux, plus récemment, n'a pas hésité à le condamner sans appel en quelques pages saisissantes où il l'accuse notamment d'avoir en fin de compte « conduit son pays au démembrement et à la servitude » (133), ainsi que Jacques Mordal, dans son ouvrage « Versailles ou la paix impossible » (134).

C'est Wenzel Jaksch qui a posé la question, à nos yeux capitale et accablante : « Pourquoi à la fin de la première guerre, les bureaux du Quai d'Orsay et de l'Etat-Major de Foch ont-ils adopté les thèses de Bénès en renonçant par là à un projet de paix propre à la France?... Pourquoi avoir soutenu aveuglément toutes les démesures des petits Alliés?... alors que le rôle

d'arbitre lui revenait de fait et de droit » (135). Et c'est encore Aldo Dami qui lui répondait d'avance en écrivant quelques trente ans plus tôt : « L'ignorance de l'histoire véritable des peuples et des pays du bassin danubien est malheureusement le fait de la plupart des hommes politiques français qui furent de la sorte les jouets et les victimes d'une propagande mensongère et des plus adroitement menée par Bénès et consort qui n'hésitèrent pas, pour arriver à leur fin, à dénaturer sciemment la vérité par des assertions mensongères destinées à abuser leurs amis et interlocuteurs français ». Ajoutant hélas, ce qui n'est malheureusement que trop vrai : « Il est regrettable de constater qu'à la Conférence de la Paix ce sont les délégués français qui ont le plus contribué à la dureté du sort réservé à la Hongrie, comme du reste à la dureté des traités en général. Si, notamment, la Tchécoslovaquie a pour frontière au Sud le Danube, au mépris du principe des nationalités et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est avant tout à l'insistance du Maréchal Foch et à ses considérations stratégiques... Les publicistes français se trompent donc, parfois de bonne foi du reste, lorsqu'ils opposent à la critique révisionniste le fait que la France n'a pas élaboré la paix toute seule, et lorsqu'ils cherchent à dégager sa responsabilité dans les erreurs commises, en Europe Centrale surtout, en rejetant cette responsabilité sur l'ensemble des Alliés ». Oui, il faut avoir le courage de le dire, ce furent sans conteste des hommes d'Etat français, Clémenceau et Poincaré entre autres, qui furent les principaux artisans des traités de paix de 1919-1920, dictés du reste tous aux environs de Paris. Chacun d'eux alléguait bien entendu, par la suite, des obligations contractées pendant la guerre, ce qui ne les justifie d'ailleurs nullement, ainsi Poincaré qui déclara : « Que l'on ait bien ou mal agi en démembrant la Hongrie et l'Autriche, il fallait le faire en vertu des obligations

prises au cours de la guerre, et, en fin de compte, cela pouvait être considéré comme un essai ».

Même sans monter si haut, la seule sentence énoncée par André Tardieu en prenant possession de ses fonctions de Président de la Commission chargée de régler le sort de l'Autriche-Hongrie : « Il ne doit y avoir aucune pitié pour la Hongrie ! »... (136) — faisant du reste étrangement écho à l'apostrophe brutale du Général Franchet d'Esperey au Comte Karolyi : « Votre pays paiera et expiera !... » — n'est que trop révélatrice de l'état d'esprit des dirigeants et chefs français à cette époque. Pozzi ajoute d'ailleurs : « Toutes les contre-propositions, toutes les protestations se heurtèrent à l'oppositon acharnée de Tardieu », et encore : « La conférence de TRIANON, devant l'Histoire exactement renseignée, sera l'œuvre, la chose d'André Tardieu. C'est lui, en s'abritant derrière Clémenceau et Wilson, qui a tout fait... Nous pouvons mesurer aujourd'hui l'immensité de la faute que sa haine aveugle, son âpre souci de ne rien laisser enlever au slavisme tchèque et serbe et à ses associés roumains, du butin qu'ils convoitaient, et dont lui, Tardieu — leur collaborateur et leur salarié depuis des années — leur avait garanti la possession, ont fait commettre à TRIANON aux Alliés vainqueurs... » (137).

Il convient toutefois de reconnaître — pour l'honneur de la France — qu'il y eut aussi à l'époque une autre tendance favorable à la Hongrie, représentant manifestement l'élite intellectuelle et morale du pays, mais qui ne parvint pas hélas à faire prévaloir ses vues et à s'imposer. Tout au moins fit-elle entendre sa voix nous dit Gobron : « Trianon ? Une paix d'ignorance ! déclare Gabriel Hanotaux, une paix de fantaisie cruelle selon Monsieur de Monzie, une paix de désorganisation européenne d'après Monsieur Lenail, une paix que les pères des glorieux morts pour la Patrie ne peuvent avoir le courage de ratifier confesse Monsieur de Lamarzelle, une paix imparfaite souligne Monsieur Briand. Et à ce

chapelet d'appréciations il convient d'ajouter le mot de Monsieur Paul Doumer alors Président du Sénat : « Cette pauvre Hongrie pour laquelle nous avons été si injustes!.. » — Un an s'écoula du reste, poursuit Gobron, avant qu'on osa proposer à la ratification officielle du Parlement français le brigandage de TRIANON dans lequel la responsabilité des négociateurs français fut au moins aussi grande que celle de leurs compères alliés : En face de la rouerie tchèque, ils avaient la possibilité d'examiner objectivement les doléances magyares formulées par le Comte Apponyi. Ils ne l'ont pas fait. Ils n'ont pas voulu le faire. Mieux : sentant l'injustice scandaleuse et provocante de leur « non possumus », ils ont dû faire miroiter des promesses fallacieuses de rectification et de révision pour un avenir vague. Ce fut le geste hypocrite de Millerand, dont la lettre d'envoi du traité fut une moquerie couronnant l'iniquité! Pas coupables, les négociateurs français? Pas coupables, les parlementaires français? Quelle signification auraient alors les protestations de quelques-uns d'entre eux : de Lamarzelle, Paul Boncour, Charles Daniélou, de Monzie, Charles Tisseyre, Briand, etc.? Le brigandage de TRIANON! Il n'y a pas d'autre mot pour qualifier le plus scélérat d'entre tous les traités de guerre imposé dans les fumées du sang, la griserie de la poudre, l'exaltation de la victoire et la « schadenfreude » de torturer les vaincus!... Voilà quelle fut en l'occurrence la générosité de la France, Flambeau de la Civilisation! Sa soi-disant politique de grandeur, d'humanité, de générosité, de sacrifice, etc... pour employer les clichés bêtes et pompeux de ses politiciens professionnels!... Quelle colossale et pitoyable inconscience!.. Parce que le nom France est pour nous inséparable de JUSTICE, conclut Gobron, demandons pardon à la pauvre et douloureuse Hongrie pour le mal que nos aînés lui ont infligé!.. » (138). Desbons a écrit de son côté : « Intangible ce traité qui sue l'erreur et l'ignorance? Définitif, ce texte que la

diplomatie n'osa soumettre à la ratification parlementaire qu'un an après sa signature ?.. » (139). Précisons que le Sénat français, bouleversé par les révélations de certains de ses membres, après celles faites également à la Chambre des Députés — en commençant par les déclarations du rapporteur du Traité lui-même, Charles Dianélou, dont nous avons eu l'occasion de citer quelques extraits — ne ratifia le traité de TRIANON qu'avec beaucoup de réticence et sous la réserve expresse que le Gouvernement français s'emploierait à faire réviser toutes les erreurs et injustices signalées, ce qu'il ne fit évidemment jamais ; mais y a-t-il là de quoi nous surprendre ?... Quoiqu'il en soit, ces débats parlementaires publiés dans les journaux-officiels des mois de juin et juillet 1921, sont extrêmement révélateurs de la gêne, pour ne pas dire de la honte, que suscita en France les dispositions de ce traité scandaleux. A la séance du 11 juillet 1921 le Sénateur de Lamarzelle déclare même textuellement : « Vis-à-vis de tous ceux qui ont donné le sang de leurs enfants pour que la France soit plus belle après la victoire, je ne me sens pas le triste courage d'apposer ma signature au bas d'un semblable traité » (140). La déclaration de Briand lui-même à la Chambre, le 7 juin 1921, sans être de la même trempe, tant s'en faut, nous paraît également très caractéristique de cette mauvaise conscience : « Le traité de TRIANON, déclara-t-il en effet, n'est pas parfait et ce n'est pas moi qui soutiendrai le contraire... Que la frontière hongroise ait été quelque peu arbitrairement fixée, qui pourrait en douter ? Il suffit de voir une carte, de suivre la ligne frontière, qui n'est du reste pas absolument définitive, pour se rendre compte tout aussitôt qu'elle ne consacre pas absolument la justice » (141). Ajoutons que le Parlement américain refusa purement et simplement quant à lui de reconnaître et de signer le Traité de TRIANON et, pour mieux marquer sa désapprobation, il conclut le 29 août 1920 une paix séparée avec la Hongrie.

Qu'on nous permette à présent de faire état de quelques opinions françaises plus élaborées que les simples déclarations précédentes. Ainsi le Sénateur de Monzie : « Les psychologues de l'Histoire ne parviendront jamais à déterminer pourquoi, dans cette période, les politiques de France s'acharnèrent au détriment de la seule Hongrie, au risque de transférer ses dépouilles à ceux-là mêmes dont nous prétendions redouter toujours les menaces futures. Quelle démence néronienne nous pousse à susciter des irrédentismes, comme si nous voulions entretenir des incendies endémiques tout autour d'un peuple exécré, jeté par nous en pâture à l'intermittence des flammes ?... Par quelle aberration les mêmes hommes qui claironnent au travers du monde le droit des races et des nationalités, ont-ils enlevé aux Magyars des villes où la totalité des habitants, à quelques exceptions près, parlaient le hongrois, étaient d'origine hongroise, hongrois de cœur et de culture. Pourquoi, oui, pourquoi ? » (142).

Le Député Charles TISSEYRE : « Il a fallu toute la mauvaise foi des uns, alliée à l'ignorance des autres, pour morceler cette merveilleuse unité de l'ancienne Hongrie au nom d'une oppression imaginaire. Cette nation qui avait réalisée son unité politique et administrative depuis 10 siècles, et qui avait, par la force même de sa configuration géographique, une unité économique indéniable, on l'a morcelée, sous le prétexte qu'elle se composait de peuples disparates. Et qu'à-t-on fait ? On a créé 3 nouveaux pays avec un amalgame de peuples plus disparates encore que celui de la Hongrie. On a détruit l'unité politique et économique d'un pays vigoureux et sain, et de ses débris on a fabriqué de nouveaux Etats qui sont loin d'avoir la même unité... La Hongrie impute non sans raison à la France la responsabilité des erreurs et des injustices dont elle souffre. Cet état de choses ne pourra pas durer indéfiniment. Pourquoi la France a-t-elle fait ou laissé faire cela ?... Cette mauvaise

action ?... Ce Traité est notre œuvre... Par une politique maladroite, en opposition avec une longue histoire, nous avons éloigné de nous une nation que tout devrait rapprocher de la France... Les Hongrois ont été les fidèles et loyaux alliés des Allemands pendant la guerre certes... et il n'est pas question de l'oublier délibérément. Mais pouvons-nous reprocher à la Hongrie d'être devenue l'alliée de l'Allemagne ? Ne l'y avons-nous point poussée, en favorisant autant que nous l'avons pu le développement du panslavisme dans les pays austro-hongrois ?... Et avec Trianon nous avons de nouveau poussé la Hongrie dans les bras de l'Allemagne... La Hongrie pouvait-elle ne pas faire la guerre aux côtés de l'Autriche ? On sait aujourd'hui quelle fut l'attitude du Comte Tisza dans les conseils qui se tinrent à Vienne au lendemain de l'attentat de Sarajevo. La guerre, pour les Hongrois, n'était pas dirigée contre la France, mais contre la Russie et la Serbie qui la menaçaient... Durant toute la guerre, des Français purent vivre à Budapest libres, sans aucune contrainte, parlant librement leur langue — et les théâtres de Budapest continuaient à représenter des pièces françaises... Faut-il ajouter que la révolution du Comte Michel Karolyi se fit au cri de « Vive la France ». Que nous ayons voulu punir la Hongrie d'avoir participé à la guerre, cela peut se concevoir ; mais pourquoi l'avoir frappée plus durement que l'Allemagne et l'Autriche ?... Les Hongrois n'ont même pas pu obtenir de la France un peu de justice. Avec le temps elle leur est du reste apparue comme la seule responsable de tous les maux qui ont accablé la Hongrie depuis Trianon... La presse française se fait particulièrement remarquer par son acharnement anti-magyar... On a l'impression en Hongrie que tout ce qui lui arrive de malheureux vient de la France... On se demande si on rêve, à quel mobile ont pu obéir ceux qui ont fabriqué ce monument insensé qu'est le Traité de TRIANON » (143).

René DUPUIS : « Avant 1914 la Hongrie jouissait en

France de sympathies qui faisaient presque figure d'une amitié traditionnelle. La guerre l'a fait oublier et à l'heure présente aucun pays peut-être en Europe n'est aussi mal connu des Français que la Hongrie... Les 10 ou 12 années qui avaient précédé la guerre avaient déjà vu s'espacer peu à peu, et comme insensiblement, les relations franco-hongroises si riches et étroites dans un passé encore récent. On distinguait de moins en moins en France Vienne de Budapest, la Hongrie de l'Autriche qui attachait de plus en plus à l'époque sa fortune à celle de l'Allemagne... Ce fut précisément le moment où Serbes, Tchèques et Roumains commencèrent à répandre en France des brochures tendancieuses exposant leurs revendications, souvent excessives et injustifiées, et exposant la situation soi-disant faite dans l'Empire à leurs corréligionnaires de langue ou de race, la fameuse légende de l'oppression par la Hongrie de ses minorités slaves ou roumaines... Ce fossé s'élargit évidemment considérablement du fait de la guerre... Cet état d'esprit artificiellement créé juste avant et pendant la guerre, et l'habileté politique des représentants tchèques, serbes et roumains aux conférences de la paix, furent pour beaucoup dans l'élaboration du Traité de TRIANON, si injustement et absurdement défavorable à la Hongrie... D'où la stupeur des Hongrois qui, attendant à bon droit de la France une intercession modératrice, la virent au contraire implacablement et délibérément hostile à leur cause jusque dans les détails et les formes... A la fin de la guerre tout faisait pourtant de la France l'arbitre désigné de l'Europe Centrale. Malheureusement le Gouvernement français ne comprit pas le rôle difficile mais grandiose auquel la destinée l'appelait et eut la faiblesse d'épouser la passion de ses alliés locaux et de leur donner toutes les satisfactions qu'ils demandaient, au mépris de la justice et au risque de compromettre les véritables intérêts de leur cause, de la sienne propre et de la paix de l'Europe... Faute d'avoir modéré l'appétit



territorial de ses alliés de Prague, du Bucarest et de Belgrade, le Gouvernement français a préparé un irrédentisme hongrois aussi justifié en droit et en équité, pour une partie tout au moins de ses revendications, que les prétentions françaises d'avant 1914 sur l'Alsace-Lorraine... Le bien fondé des revendications hongroises leur a même valu une sorte d'antipathie inavouée des nations responsables du Traité de TRIANON, notamment de la France... Après la guerre les nécessités géographiques et économiques commandaient la reconstitution de l'Autriche-Hongrie sous une forme différente, plus souple, qui assurât à tous les Etats appelés à composer cette nouvelle Union des peuples danubiens, une égale et totale indépendance politique. La France seule, parce que relativement lointaine et désintéressée, pouvait réaliser la réconciliation de tous ces peuples que nécessitait la formation et la cohésion de ce bloc central en Europe. Elle a hélas manqué toutes les occasions d'agir dans ce sens » (144).

Ajoutons avec René Dupuis que la Petite Entente, qu'elle patronna entre les deux guerres, ne fut qu'un malheureux « syndicat des vainqueurs », dressé contre cette Hongrie qui constituait justement son noyau indispensable et naturel, et que la France, n'ayant pas tenté de réconcilier dans la paix et le bonheur tous ces Etats, a hélas vu depuis 30 ans l'Allemagne puis la Russie les associer dans l'asservissement et le malheur. Il reste que c'est un devoir de réparation pour la France que « de faire rendre justice un jour à la Hongrie et d'aider la nation hongroise à se relever ».

Henri POZZI : « De tous les vaincus de la guerre, aucun n'a été si durement frappé que la Hongrie. Elle a été littéralement écartelée au nom de la justice. Son jugement fut une exécution... Depuis le partage de la Pologne jamais peuple n'avait été déchiré de la sorte... Jamais paix de violence ne fut plus brutale dans son parti-pris de force, plus insensée dans ses destructions,

plus oublieuse des leçons de l'Histoire, mieux calculée pour attiser les vieilles haines et pour en faire naître de nouvelles que la « paix de réparation et de raison » de 1920... Trianon n'a d'ailleurs fait, en vérité, qu'homologuer en gros les occupations de conquête réalisées dès l'arrêt des hostilités par les armées des Etats dits Successeurs, en violation formelle des conventions d'armistice signées avec les Alliés. Des injustices, des abus, des illogismes, pires que tous ceux du passé, ont été ainsi consacrés au bénéfice de 3 pays dont les chefs, pour mieux se partager les dépouilles de l'Autriche-Hongrie, avaient constitué dès 1917 un véritable syndicat d'intrigues et d'appétits, travaillant dans les antichambres officielles et dans les salles de rédaction des journaux influents de Paris, Rome, Londres et Washington, avec leurs articles de propagande et leurs carnets de chèques, falsifiant les cartes et les statistiques, tronquant les documents, usant de procédés de maquignons de foire. Ceux que Clémenceau, quand il les eut vu à l'œuvre, trop tard hélas, appela « les chacals de notre victoire »... La France a malheureusement apporté son appui à ces hommes de proie qui abusèrent de l'ignorance et de l'honnêteté des maîtres de la paix — et tout spécialement de celle de Clémenceau — aussi n'est-il pas étonnant qu'elle ait été et soit toujours tenue pour responsable de cette abomination... Cette paix a malheureusement créé plus d'injustice, de désordre, d'arbitraire qu'elle n'en détruisait — et les plus hautes et nobles formules ont servi de masque aux appétits les plus vils, aux plus abominables combinaisons de conquête et d'affaires... Les nationalités furent écrasées par des oppressions nouvelles cent fois plus cruelles que les anciennes... J'entends l'objection : « En quoi, dira-t-on, tout cela nous regarde-t-il ? Quel intérêt avons-nous à nous mêler de ces querelles « balkaniques » ? Qu'ils se débrouillent donc entre eux !... » Mais hélas la France reste responsable des erreurs, violences et injustices des trois Etats

qu'elle a faits ce qu'ils sont et qu'elle a soutenus de son influence, de son argent et de son prestige. Elle a satisfait aveuglément leurs rancunes, leurs appétits, leurs ambitions d'impérialisme et d'orgueil, déchaînant dans cette région de l'Europe plus de haines qu'il n'y en avait jamais eues auparavant au cours des siècles. Qu'elle ait été victime d'abus de confiance n'enlève pas grand chose à sa responsabilité... » (145).

Entre les deux guerres, ajouterons-nous avec Henri Pozzi, la France a manqué également de s'assurer en Hongrie une incomparable situation de gratitude et de prestige : Il lui suffisait pour cela de tenir les engagements de la « lettre d'envoi » de Millerand sur la révision éventuelle des erreurs du traité, sans pour autant le démolir. Si elle avait veillé aux gestes réparatoires nécessaires, et également au respect des droits garantis aux minorités ethniques, bien des choses auraient pu changer en Europe Centrale...

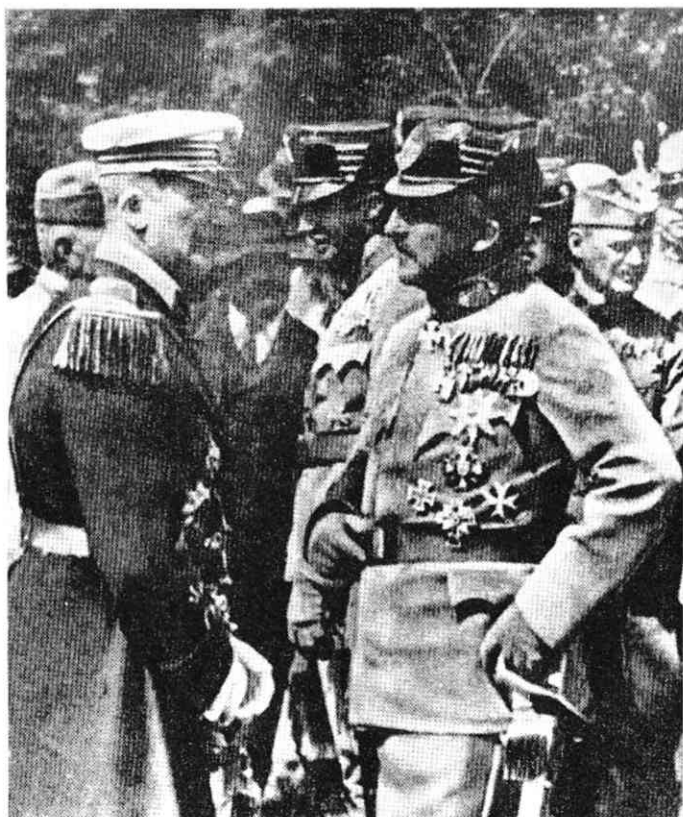
**LA REVELIÈRE :** Il y avait pourtant pour la France une autre « politique à suivre, en ménageant les justes intérêts de nos alliés et des vaincus, pour pacifier une immense partie du champ de bataille le long du Danube et conséquemment susciter des reconnaissances ; au lieu de la mettre en œuvre, nous avons trouvé moyen, par nos mesures inconsidérées, d'exalter partout la haine... Ce n'est pas en conquérants que nous avons pénétré dans les Empires Centraux, nous y sommes venus en libérateurs et en pacifistes et c'est à Budapest, un des centres possibles à ce moment-là de la Petite Entente, que nous eussions pu donner à l'Europe la mesure de notre justice et de nos conceptions danubiennes. Pourquoi ne l'avons-nous pas accompli ?... En considérant la Hongrie actuelle par rapport à la Petite Entente, nous trouvons qu'elle forme un noyau, un centre d'énergie et d'influences dans les groupements de demain, que nous ne pouvons ni négliger ni supprimer même pour déférer au désir ardent et immodéré de ses

héritiers.. Les Magyars occupent une citadelle au centre commercial et stratégique du bassin danubien... A TRIA-NON une injustice a été perpétrée volontairement, on a remplacé un vieux chêne par de jeunes arbrisseaux aux feuilles divergentes et dépourvus de tuteurs... Tous ces peuples posséderaient une situation économique enviable, s'ils vivaient dans des frontières normales et pourvues, sans récriminations ni regrets, d'un statut définitif. Or cet ensemble disparate qui devrait rester uni, auquel nous pouvions insinuer l'esprit de concorde plutôt que de chercher à l'imposer, est établi sur des traités résultant d'une préméditation et à la fois d'une imprévoyance coupables, car nous avons négligé l'importance capitale d'une collaboration sincère... La Hongrie n'est pas un point négligeable à l'horizon politique, comme semblent le penser quelques théoriciens et professeurs de nos amis ; son peuple a une vieille histoire, des traditions ancrées dans l'âme, une civilisation développée, une vaillance et des regrets qu'on sait exploiter ailleurs... » (146).

Nous ajouterons que l'erreur monumentale de ces traités de 1919-1920 est d'avoir abouti au résultat inverse de celui recherché : Ils ont tout bonnement livré l'Europe Centrale à l'Allemagne, en attendant de la livrer à la Russie, car il est clair aujourd'hui que la situation créée par ces traités était beaucoup plus favorable à ces deux impérialismes que le maintien d'une Autriche-Hongrie rénovée par les Alliés. L'influence allemande sur tous les anciens territoires hongrois — Slovaquie, Croatie, Transylvanie — aurait notamment été moindre si ceux-ci étaient restés unis à la Hongrie. Le « drang nach osten » fut ainsi rendu infiniment plus facile à réaliser que si l'Allemagne avait trouvé sur sa route une Hongrie maintenue pour l'essentiel dans sa puissance et sa fierté, traditionnellement rétive tant au pangermanisme qu'au panslavisme. Au lieu de cela elle trouva après l' « anschluss » une



Le comte Michel KAROLYI (1875-1955) porté à la tête de la Première République Hongroise le 16 novembre 1918 après avoir obtenu peu glorieusement par téléphone de l'empereur et roi Charles d'être relevé de son serment de fidélité à la couronne.



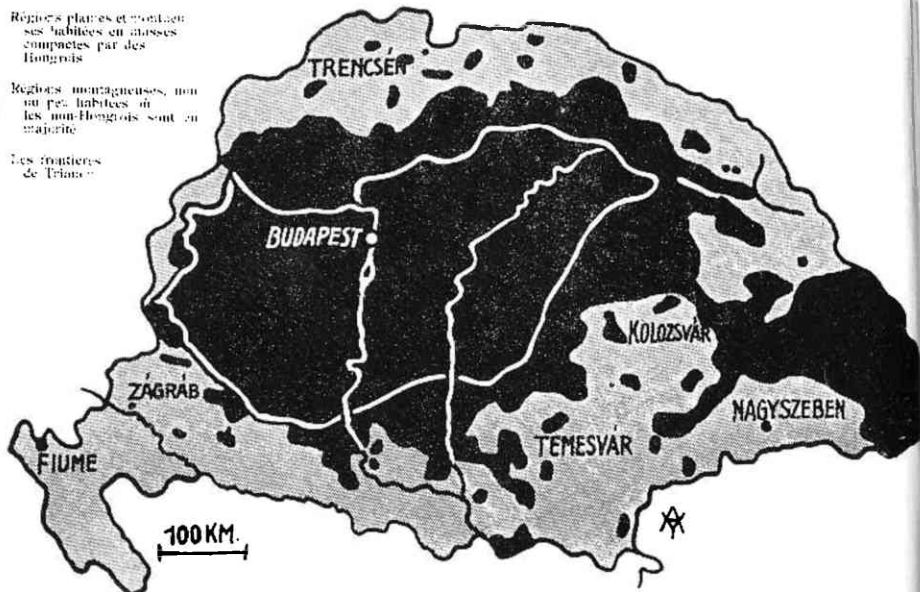
L'Amiral Nicolas HORTHY (1868 - 1957) s'entretenant avec l'archiduc Joseph de Habsbourg le jour de son entrée à Budapest le 16 novembre 1919. Il sera régent de Hongrie de 1920 à 1944.

**S** ...



(11) Original de la lettre dite « mongole » du 11 novembre 1251 du roi de Hongrie Bela IV au pape Innocent IV retrouvée intacte il y a quelques années, dans les archives secrètes du Vatican et dont la traduction figure en annexe dans cet ouvrage.

-  Régions plates et montagneuses habitées en masses compactes par des Hongrois
-  Régions montagneuses, non ou peu habitées en les non-Hongrois sont en majorité
-  Les frontières de Trianon



Carte de l'implantation des populations hongroises au moment du traité de TRIANON.

Hongrie inconsidérément affaiblie et humiliée, pratiquement réduite à merci. A cet égard, une des plus grandes stupidités de TRIANON n'a-t-elle pas été d'attribuer également un morceau de la Hongrie à l'Autriche, au profit ultérieur de la plus grande Allemagne?... Une Hongrie forte, étroitement unie à la Pologne au Nord, et même à la Yougoslavie au Sud, n'aurait-elle pas constitué un obstacle autrement sérieux devant les ambitions hitlériennes que la déliquescente Petite Entente?... « On ne s'appuie que sur ce qui résiste » a écrit Stendhal.

Avec le recul du temps, il est encore plus clair aujourd'hui que la France s'est lourdement trompée à St-GERMAIN et à TRIANON en morcelant le bassin danubien et surtout en disséquant son centre si parfaitement uni : la Hongrie. Elle commit une erreur catastrophique en séparant des territoires et des peuples interdépendants, en les opposant les uns aux autres et en ouvrant ainsi la voie à l'impérialisme allemand puis russe, qui prirent successivement possession d'une vallée du Danube préalablement morcelée, ruinée et démoralisée. Tout ce gâchis était du reste absolument contraire aux intérêts bien compris et à long terme de la France, aussi bien du reste qu'à ceux de ses petits alliés. Nous venons de voir qu'il y eut néanmoins, pour la sauvegarde de son honneur, quelques hommes politiques français qui taxèrent, dès 1919-20, puis tout au long d'entre les deux guerres, d'aberration la nouvelle organisation de la vallée du Danube. Malheureusement leurs avertissements furent vains et la France continua à suivre avec obstination, tout au moins jusqu'à Munich, la politique néfaste qui lui était dictée par Prague.

Des chroniqueurs ont même été jusqu'à avancer, que certains dirigeants français, aspirant pour leur pays à un rôle de première et unique grande puissance du continent, ont voulu de longue date, et finalement réalisé, le démembrement insensé de l'Empire des

Habsbourg. Qu'ils ont voulu délibérément des petits Etats qui, en apparence, seraient indépendants, mais en fait dépendraient de Paris. Qu'ils auraient redouté qu'un grand Etat fédéré, équilibré économiquement, composé d'unités autonomes et réconciliées, ne forme en fin de compte dans le bassin du Danube un rival plus puissant que ne le fut pour la France durant des siècles la Monarchie des Habsbourg affaiblie par l'opposition de ses nationalités. Pour que celles-ci, libérées, ne puissent jamais s'unir volontairement, il fallait donc tracer des frontières si injustes qu'elles fomentent entre ces peuples une inimitié continuelle. A noter du reste que ces frontières diaboliques étaient si efficaces à cet égard que la Russie s'est empressée de n'y rien changer et de les maintenir intactes à l'issue de la seconde guerre mondiale, exactement pour les mêmes raisons qui auraient inspiré la France à les imposer en 1919-1920, sans le moindre souci elle aussi des intérêts des populations locales.

Aussi bien, entre les deux guerres, à l'instar de la Russie à l'heure actuelle, la France était-elle considérée à juste titre, en Hongrie comme ailleurs, comme la gardienne inébranlable du « statu quo » européen, et de ce fait considérée également à juste titre à Budapest comme la principale responsable du maintien du Traité de TRIANON. Elle était du reste liée à la Petite Entente par un pacte formel d'assistance militaire. Il y avait toutefois, dans la création et le rôle de la Petite Entente, un certain malentendu entre la France et les Etats successeurs, car pour elle c'était avant tout un barrage contre l'expansion et la revanche de l'Allemagne, prise ainsi à revers, et pour ces Etats essentiellement un moyen d'encercler et de baillonner la Hongrie. Or, la Petite Entente a-t-elle constitué un barrage quelconque vis-à-vis de l'expansion de l'Allemagne hitlérienne et a-t-elle contribué en quoi que ce soit à la victoire finale des Alliés lors de la dernière guerre ?... mise à part peut-



être l'action efficace des partisans de Tito, mais animée elle par des mobiles assez particuliers. Cette « puissante digue », y compris d'ailleurs la Yougoslavie, nous l'avons vue s'effondrer au premier choc, et certains même de ces Etats, comme la Roumanie, ou de leurs éléments composants, comme la Slovaquie et la Croatie qui se sont tournées vers l'Allemagne comme leur libératrice, sont même devenus des alliés fanatiques — le mot n'est pas trop fort — de celle-ci, alors que la France avait naïvement vu en eux ses meilleurs auxiliaires contre l'expansion allemande, et que, par une politique pour le moins maladroite, et en opposition avec une longue histoire, elle s'était éloignée d'une nation que tout devrait rapprocher d'elle et qui constituait traditionnellement dans cette partie de l'Europe le « môle » de résistance le plus solide aussi bien contre le germanisme que contre le slavisme.

Mais si la France a commis une faute — et quelle faute !... — pourquoi persister dans cette politique ?... Or, depuis 50 ans la France se ment à elle-même et n'ose pas regarder en face cette évidence : la guerre de 14-18 a été pour elle et pour le monde entier une imposture monstrueuse, et à fortiori la paix qui l'a suivie. Entre les deux guerres le mot d'ordre fut pendant longtemps en France de camoufler coûte que coûte les vérités qui pouvaient être désagréables aux Etats successeurs et à elle-même, mais à la longue, malgré toutes les précautions prises, la vérité sur les événements a fini par percer... Ainsi, comme nous l'avons vu, l'origine et les mobiles exacts de l'attentat de Sarajevo, ou encore la soi-disant responsabilité du Comte Tisza dans le déclenchement de la guerre, pour ne citer que deux exemples mais il y en a des quantités d'autres. Hélas, telle l'autruche, la France se complait aujourd'hui encore dans une sécurité à bon marché — pas sur le plan financier il est vrai — et surtout dans une bonne conscience désarmante en ce qui concerne le sort lamentable des

pays de l'Est. Alors que de toute évidence, comme l'écrivait très pertinemment Georges Andersen il y a quelques années dans « Combat », « le péché originel des tragiques événements de Hongrie et de Tchécoslovaquie ne remonte pas seulement aux accords de Yalta, comme une propagande orientée essaye de le faire croire au public français, sous-entendant constamment que « la France, ayant été absente de Yalta, peut garder la tête haute et se laver les mains du meurtre collectif en Hongrie ou en Tchécoslovaquie ». Il est un peu facile et simpliste à vouloir chercher et attribuer les causes déterminantes des complications en Europe Centrale et orientale aux seuls accords de Yalta alors que les véritables origines de cette situation remontent aux traités désastreux consécutifs à la première guerre mondiale » (147).

Et qui plus est, comme l'a rappelé de son côté, non sans raison Wenzel Jaksch, « au cours de la seconde guerre, le patriotisme à courte vue des gaullistes poursuivit la tradition des « Yes-men » à tous les vœux de Bénès. Pourtant, dans cette attitude, ajoute-t-il en substance, de Gaulle ne représentait pas toute la France de la résistance, et certains grands résistants refusèrent notamment de soutenir les projets d'expulsion projetés par les Tchèques qu'il avait appris dans l'exil... Lorsque Paris, intact, fut libéré en 1944, et lorsque le chef politique de la résistance, Georges Bidault, entra au Gouvernement, flamba encore l'espérance en une victoire morale de la démocratie européenne sur Hitler. Du même sentiment était aussi Daniel Mayer, l'adjoint socialiste de Bidault au Conseil National de la Résistance. Pourtant la politique extérieure du gaullisme, le chauvinisme manipulé des communistes français et les ressentiments des « munichois », ont ensemble empêché après 1945 que la France apportât sa contribution à l'autocritique de la démocratie européenne... Et pourtant la révision des événements européens entre les deux guerres aurait dû rester une tâche inaliénable pour la France responsable.

L'ombre de Bénès ne peut pas à la longue couper la France de la réalité de l'Est européen » (148).

La France en effet, oublieuse des désastres du passé, est manifestement retournée avec de Gaulle à sa politique pro-russe d'avant la première guerre mondiale, comme si ce dernier n'avait pu se dégager de l'étreinte des idées fausses et dangereuses de sa génération. Dès le 20 décembre 1944, à l'occasion de son premier voyage en Union Soviétique, il déclarait, exactement comme Poincaré avait dû le faire à St-Pétersbourg en juillet 1914 : « Pour la France et pour la Russie, être unies, c'est être fortes ; se trouver séparées, c'est se trouver en danger. En vérité il y a là comme un impératif catégorique de la géographie, de l'expérience et du bon sens ». Langage qui rejoint du reste assez paradoxalement celui tenu de son côté, quelques semaines plus tard, par Roosevelt qui affirmait non moins péremptoirement : « Grâce à l'accord de Yalta, il existera une Europe politiquement plus stable qu'elle ne l'a jamais été » — accord qui, rappelons-le, toujours suivant ses propres termes, en satisfaisant « les ambitions légitimes de la Russie », lui livrait à discrétion quelques 120 millions d'européens, la Pologne alliée, que les Occidentaux avaient poussée à la guerre en 1939, étant même la première à être sacrifiée à Staline... Aussi bien le journal « Le Monde » pouvait-il écrire le 17 avril 1945 : « L'heure slave a sonné à l'horloge de l'Histoire !... »

Le Général de Gaulle, en se portant garant en 1966, à l'occasion de son second voyage en U.R.S.S., de la pureté des intentions de celle-ci, n'a-t-il pas au demeurant répété à 20 ans de distance, l'erreur commise par Roosevelt et Churchill en 1945 ?... Déjà à l'époque, la pseudo-dissolution du Komintern pendant la guerre, coup de maître s'il en fut de la diplomatie russe, avait endormi la vigilance des démocraties occidentales, et qui se souvient encore en France qu'on célébrait alors le rétablissement de l'Église orthodoxe russe comme un

événement d'une haute signification politique. Non, les mots de « détente » et de « coopération » ne sont pas nouveaux ; on les avait déjà entendus en 1945. Et comment ne pas faire le rapprochement entre Roosevelt qui disait à son peuple pendant la dernière guerre que l' « Union Soviétique est une démocratie amoureuse de la paix », et de Gaulle qui affirmait sans rire en 1966 qu'elle était tout d'un coup « animée d'ardeur pacifique » ?...

La vérité c'est que les pays occidentaux, non touchés directement par le danger oriental, ont souvent pratiqué au cours de l'Histoire une politique à courte vue, une diplomatie empreinte de myopie, en s'alliant aux puissants conquérants de l'Est contre leurs rivaux européens. C'est ainsi que les rois de France, dans leur lutte contre la dynastie des Habsbourg, ont constamment recherché l'alliance des puissants sultans turcs ; de même, pour abattre l'Allemagne a-t-on favorisé, à deux reprises déjà au cours de ce siècle, le panslavisme et les tentatives d'hégémonie de Moscou. Le résultat a finalement été que, perdant manifestement de vue les intérêts essentiels de l'Occident, on a permis à la Russie de pénétrer en 1945 et d'étendre son hégémonie jusqu'aux Alpes !... De même que François 1<sup>er</sup>, en voulant faire de l'Empire Ottoman un contrepoids de la politique française en Europe, contribua à asseoir la domination ottomane jusqu'aux portes de Vienne. On oublie trop souvent en France que la Russie est un empire plus qu'à demi asiatique et que le communisme est beaucoup plus intolérant et cruel que ne le fut l'Islam autrefois. L'alliance de l'Occident avec le Turc ou le Russe a toujours été contre nature et a constitué, en vérité, une véritable trahison des intérêts supérieurs et à long terme de celui-ci : Roosevelt et Churchill ont répété en 1945, avec Staline, l'erreur — on peut même dire le crime contre l'Europe — de François 1<sup>er</sup>, aveuglé par sa haine de Charles Quint, s'alliant au Grand Turc en 1521, ouvrant

du reste ainsi le premier la voie à l'écrasement de la Hongrie à Mohacs en 1526 et à sa mutilation pendant un siècle et demi.

Ajoutons qu'en 1945, après la victoire des Anglo-Saxons et des Russes, les propagandistes de TRIANON reprirent haleine. La Hongrie fut de nouveau désignée comme le satellite par excellence, l'« amie la plus fidèle de l'Allemagne », alors qu'on ne disait traitre-mot de la Roumanie, qui soutint pourtant de toutes ses forces durant la majeure partie du conflit l'effort de guerre de celle-ci, ni bien sûr du « Protectorat de Bohême-Moravie » qui ne bougea pas de son côté durant toute la guerre et en fit autant sur le plan économique et surtout industriel, les usines tchèques travaillant à plein rendement pour les Allemands. Qu'on se rappelle du reste l'amère répartition de Bénéš après Munich : « Si on veut que nous soyons les domestiques des Allemands, on verra quels bons domestiques nous sommes !... » « Comme au cours de la première guerre mondiale pour l'Autriche-Hongrie, et jusque dans les dernières semaines de la guerre, le protectorat de Bohême-Moravie fut en effet un des arsenaux de guerre les plus productifs de Hitler (le niveau de production y aurait même été de 15 à 18 % supérieur à celui du Reich) et nulle part la collaboration entre occupants et occupés ne fut plus étroite que dans le Protectorat » pouvons-nous lire dans le « Postdam » de Wenzel Jaksch. (\*) Avec quelle impudence n'a-t-on pas imputé à la Hongrie sa faible participation à la guerre, tout au moins tant qu'elle ne fut pas envahie par l'Armée Rouge !... Comme si les Hongrois, qui leur avaient vainement tendu leurs bras entre les deux guerres, auraient dû se sacrifier de surcroît pour ceux qui les avaient cyniquement et impitoyablement dépouillés, et avaient démembré leur patrie, 20 ans auparavant. Au

---

(\*) L'étrange répartition de Bénéš est également rapportée par Carlo Storza dans son ouvrage intitulé « The Totalitarian War and After » (Londres 1942).

demeurant, il n'y avait pour elle, à cette sinistre époque, aucune alternative acceptable. Quant à la soi-disant « inféodation » de la Hongrie à l'Allemagne hitlérienne, les archives secrètes de la Wilhelmstrasse sont suffisamment éloquents sur l'antipathie toute spéciale et les fureurs de Hitler à l'égard des Hongrois, que vient du reste de mettre récemment en lumière l'ouvrage particulièrement bien documenté de Monsieur Maurice Baumont, Président du Comité d'Histoire de la deuxième Guerre Mondiale, sur les origines de celle-ci (149). La Hongrie fut d'ailleurs envahie elle-même par Hitler en mars 1944 à cause de l'asile généreux qu'elle offrait aux Juifs depuis 4 ans, et de sa tiédeur manifeste à participer à la guerre aux côtés de l'Allemagne.

Or que vit-on une fois de plus ?... Malgré cette invasion allemande du 19 mars 1944, malgré sa convention secrète signée le 17 août 1943 en Turquie avec la Grande Bretagne, spécifiant qu'elle déposerait les armes dès l'entrée des seuls occidentaux en Hongrie (\*), malgré l'aide apportée durant toute la guerre aux évadés alliés, et notamment aux Polonais comme nous l'avons vu, malgré la collaboration ouverte de ses voisins slovaques, roumains et croates avec l'Allemagne, malgré enfin le suicide particulièrement significatif du Comte Teleki, dont l'esprit, selon Churchill lui-même, devait soi-disant planer le moment venu au-dessus de la Conférence de la Paix — à laquelle son sacrifice soit dit en passant ne fut d'ailleurs même pas évoqué — la malheureuse Hongrie fut une fois de plus sacrifiée à tous ses voisins, les vainqueurs anglo-saxons n'ayant pas eu la force d'âme nécessaire, ou peut-être la force tout court, en face des exigences russes, de réparer les terribles erreurs de TRIANON, erreurs qui avaient pourtant été largement reconnues, par eux tout au moins, entre les deux guerres.

C'est ainsi qu'au Traité de Paris, le 10 février 1947,

---

(\*) Malgré l'accord tacite ayant permis à leur aviation de survoler sans danger la Hongrie jusqu'à son occupation par l'armée allemande.

pour la honte de l'Europe dite Libre d'après guerre — sans tenir le moindre compte des arbitrages de Vienne, effectués pourtant à la demande et avec le consentement des Tchèques et des Roumains, dont nous venons de dire quelle fut l'attitude pendant la guerre — les lamentables frontières de TRIANON furent rétablis pour la Hongrie, avec même une nouvelle petite modification de celles-ci au profit de la Tchécoslovaquie, malgré l'évidence, alors clairement démontrée, de leur fragilité, de leur absurdité et de leur injustice. Quant aux malheureuses minorités hongroises nous avons vu qu'elles ont été depuis plus opprimées qu'elles ne l'avaient jamais été auparavant, notamment en Transylvanie où plus d'1 million 1/2 de Hongrois sont de nouveau soumis impunément depuis 25 ans, de la part des autorités communistes roumaines, à une assimilation forcée et progressive qui constitue en fait un génocide méthodiquement organisé et contre lequel hélas aucune protestation officielle, ni même officieuse à notre connaissance, ne s'est jamais élevée, en France tout au moins, jusqu'à ce jour. Aussi bien, après les Traités de TRIANON et de PARIS, le malheureux peuple hongrois sait-il d'expérience quel sens il peut attribuer désormais quant à lui aux grands mots sacrés et si souvent profanés de « Justice internationale », « droit des minorités », « libre disposition des peuples d'eux-mêmes ».

Et pourtant, oui, pourtant, malgré les douloureux traités de TRIANON et de PARIS, « il n'est peut-être pas de pays plus sensible à ce que représente ( ou représentait autrefois...) la France que la Hongrie, la tournure d'esprit des deux peuples étant étrangement apparentée malgré la différence fondamentale de race et de langue. Il y a, c'est un fait reconnu, une parenté sinon une communion spirituelle assez subtile entre les Français et Hongrois. Affinité de tempérament ?... c'est possible. Mais il y a certainement le fait fondamental que la Hongrie, qui fut le « rempart de la chrétienté » et qui garda si longtemps

le latin comme instrument des actes officiels et du beau langage, est profondément pénétrée de christianisme et de latinité... Les Hongrois reconnaissent en quelque sorte leur propre latinité en nous » (150). C'est du reste du Haut Moyen Age chrétien, de l'époque bienheureuse où des princes d'Anjou régnaient sur la Hongrie, à laquelle ils contribuèrent à apporter la civilisation latine, que datent les affinités de la Hongrie et de la France, et depuis, toute l'Histoire a été jalonnée de rencontres franco-hongroises : Louis XIV, entre autres, ne fut-il pas déjà un protecteur généreux des Magyars patriotes et fugitifs, notamment du valeureux François Rakoczi qui, après l'effondrement de ses tentatives de libération nationale, vint se réfugier à Paris avec un certain nombre de ses lieutenants, dont le célèbre Bercheny, futur Maréchal de France, créateur dans ce pays de la cavalerie légère à la hongroise, autrement dit des régiments de hussards ?... Et la Révolution de 1848, en Hongrie comme ailleurs, ne fut-elle pas une explosion de libéralisme d'essence et d'importation purement françaises ?... N'y a-t-il pas eu enfin, de tout temps, entre Hongrois et Français, certaines affinités profondes d'esprit et de cœur ?... Esprit chevaleresque et idéalisme, sens de l'honneur militaire et fidélité à la parole donnée, individualisme et amour de la liberté, goût prononcé du droit et de la chose politique, ne sont-ils pas aussi traditionnels en Hongrie qu'en France ?... » (151).

La France a hélas, il faut bien le dire, perdu à plusieurs reprises au cours de l'Histoire, surtout depuis un siècle, l'occasion d'attirer à elle la Hongrie, dont la fidélité en amitié est pourtant légendaire, en jouant autrefois la carte des Turcs puis celle plus récente et non moins dangereuse du panslavisme russe. Mais malgré ses déceptions, malgré les malheureux traités de TRIANON et de PARIS, qui l'ont si cruellement meurtrie, il est permis d'affirmer que la Hongrie aime toujours la France et garde confiance en elle. Ah ! quelle bonne action, si conforme à ses traditions d'équité et de générosité, ce serait donc encore



une fois pour la France de faire un jour rendre justice à la Hongrie et d'aider la nation hongroise à se relever, à reprendre sa place et sa mission historique dans une Europe enfin réconciliée et unie. Nous pensons quant à nous, qu'en tenant compte des dures leçons de l'Histoire, de grandes espérances sont encore permises dans l'avenir pour la communion de ces deux peuples, tellement faits au fond pour s'entendre, mais que de mauvais bergers ont lamentablement compromise dans le passé.

On nous rétorquera certes que la Hongrie et le peuple hongrois n'ont sans doute jamais bénéficiés en France d'autant de compréhension et de sympathie que depuis les jours tragiques de leur glorieuse révolution d'octobre-novembre 1956. Ce qui est du reste parfaitement exact comme l'a prouvé clairement un sondage de l'I.F.O.P. publié dans *Paris-Match* » en septembre 1967 (\*). Mais — sans parler des cérémonies commémorant chaque année cet événement et où il n'y a bien entendu jamais la moindre autorité française — il n'y avait strictement aucun représentant du Gouvernement français aux cérémonies de son X<sup>e</sup> anniversaire le 23 octobre 1966 à Paris, même pas à l'office des morts ce qui nous a paru un comble... Il est vrai que c'était l'époque du fameux voyage à Moscou, où une grande voix exaltait l'« amitié franco-soviétique » alors qu'elle n'avait même pas eu un mot de compassion pour l'héroïque peuple hongrois lors de son drame de 1956 qui fit pourtant 25 000 morts... Je ne l'ai pour ma part jamais oublié.

Aujourd'hui certes, la politique française, après avoir abouti comme nous l'avons vu au scandaleux morcellement de la Hongrie, ne lui est pas fondamentalement hostile. Il semble qu'on puisse se référer à cet égard à la déclaration faite le 30 mars 1968 par le Général de Gaulle lui-même, à l'occasion d'un déjeuner offert en l'honneur de Monsieur Fock, Président du Conseil Hongrois, et publié dans le journal « *Le Monde* » du

---

(\*) Voir Annexe n° VI.

lendemain. La voici pour l'essentiel, sans commentaire de notre part :

« La Hongrie a vécu depuis assez longtemps, participé assez durement au destin de notre Europe, traversé assez d'épreuves et acquis assez d'expérience pour savoir que « tout arrive » ou, du moins, que tout recommence. Pour les mêmes raisons, la France le sait aussi... Il est vrai qu'une série de drames historiques a longuement dévoyé nos rapports, non par suite d'inimitiés ou d'oppositions directes entre la Hongrie et la France, mais en conséquence de querelles, de conflits et de bouleversements mondiaux où toutes deux furent impliquées. Mais il est vrai aussi qu'une situation nouvelle engage à présent nos pays à se rapprocher pour agir ensemble dans maints domaines essentiels. Cette situation nouvelle, on peut sans doute l'exprimer en disant que notre Europe tout entière, après avoir subi tant de déchirements, de guerres et de révolutions, discerne dans ses profondeurs que, pour elle, la vie — oui, la vie — exige désormais la détente, l'entente et la coopération, par-dessus toutes les barrières dressées par les idéologies rivales, les rancunes accumulées, les blocs opposés, les régimes différents. Mais qui ne voit, en même temps, qu'un tel changement ne peut avoir d'autre base que l'action délibérément conjuguée d'Etats qui soient maîtres d'eux-mêmes et d'autre ferment, pour chacun d'entre eux, que sa personnalité nationale ? Si la Hongrie et la France, convaincues de cette transformation, décident de coopérer dans la plus large mesure possible, tout à la fois dans leur propre intérêt et dans celui des autres, il s'agit, évidemment, pour elles, de développer leurs rapports pratiques. Certes, dans l'ordre culturel et scientifique, leurs affinités multiples semblent devoir faciliter les choses. Mais dans le domaine économique et technique, où les échanges réciproques sont actuellement restreints, un assez vaste effort s'impose. Enfin, du point de vue politique, pourvu que nos deux Etats ne dépendent plus que de leurs peuples, l'union

de l'Europe, la paix du monde et le progrès des hommes sont désormais les buts qu'ils ont à servir en commun. C'est dire qu'à tous les égards tout les porte à organiser leurs contacts et à resserrer leurs relations ».

## CHAPITRE VII

### CONCLUSIONS

Le Traité de TRIANON a démembré une nation dont le rôle et la mission historique, durant mille ans, peuvent être considérés comme inestimables pour l'Occident, la Chrétienté et la Civilisation. On conviendra par ailleurs que pour durer mille ans, au milieu de tant d'épreuves accumulées, pour jouer un tel rôle et accomplir une telle mission, il fallait à cette nation des qualités exceptionnelles. Ce rôle et cette mission étaient-ils terminés et la Hongrie n'avait-elle plus de raison d'être, comme l'ont prétendu les auteurs de sa destruction ?... Il a fallu les événements de 1956 pour rappeler à l'Europe et au monde que la Hongrie millénaire « rempart vivant de l'Occident » n'avait pas complètement disparue, qu'elle n'était pas encore morte. En 1956 le peuple magyar s'est présenté une nouvelle fois au monde médusé tel qu'il est, tel qu'il a toujours été, comme le « noyau le plus dur » à tout impérialisme qui veut étendre son emprise sur l'Europe centrale, qu'il soit mongol ou turc comme dans le passé, germanique ou soviétique plus récemment. « Le panslavisme se dirigeant du Nord au Sud et le pangermanisme d'Ouest en Est ont toujours trouvé leur chemin fatalement barré par les Hongrois, de race ni slave ni germane, placés là par la Providence tel un rocher battu par les flots des mers germano-slaves, comme un facteur indispensable de l'équilibre de l'Europe » (152). De là découle du reste toute la grandeur du destin de cette nation, et aussi hélas la tragédie douloureuse que fut presque toute son Histoire. La Hongrie occupe en effet en Europe une position dangereuse entre toutes, puisqu'elle

se trouve sur la « ligne de choc », au centre même de l'antagonisme, au « point de suture », comme on l'a écrit maintes fois, des grandes races qui se partagent ce continent, les Latins, les Germains et les Slaves. Mais elle a toujours constitué de ce fait même, chaque fois qu'elle a pu préserver son indépendance nationale, une sorte de « clef de voûte » et un facteur d'équilibre en Europe. Nous avons vu que ce furent essentiellement les convoitises et « les menaces du panslavisme, visant le corps même de la Hongrie au Nord-Est et au Sud qui la contraignirent à choisir à la fin du siècle dernier l'alliance allemande. Le péril slave était devenu, après des siècles de lutte contre le péril germanique, le plus grave pour elle. Ce fut d'ailleurs toujours la situation tragique des Hongrois que de devoir choisir entre deux dangers : sans un esprit national extrêmement vivace, porté à son plus haut point de tension, les Hongrois auraient sans doute déjà disparus dans une situation aussi dangereuse et défavorable » (153). Les deux dernières guerres ont d'ailleurs montré clairement que les Hongrois « n'avaient que le choix de la sauce à laquelle ils seraient mangés » : En 1945 comme en 1918 la Hongrie n'avait pas grand chose à gagner non plus à une victoire de l'Allemagne qui l'aurait probablement colonisée et, qui sait, peut-être même démembrée elle aussi.

Cette noble vocation de « défenseurs de la civilisation européenne et chrétienne » avait d'ailleurs été reconnue aux Magyars, tout au long des siècles passés, non seulement par des Papes et des hommes d'Etat éminents mais aussi par les Français les plus éclairés et les plus illustres, et des historiens et géographes tels que Michelet, Quinet, Reclus, Chassin ou Sayous l'ont encore, nous l'avons vu, proclamé vigoureusement au cours du siècle dernier. Et de fait, à chaque page de l'Histoire de la Hongrie nous voyons démontrée la volonté farouche des Magyars de rester libres et de ne pas subir l'oppression étrangère, fut-ce même celle d'une puissance occidentale : Rappelons

en effet leurs sanglantes révoltes contre l'impérialisme autrichien qui ont jalonné tout le XVII<sup>e</sup> siècle sous la conduite d'Etienne Bocskay, de Gabriel Bethlen, de Georges puis de François Rakoczi, jusqu'à la glorieuse et malheureuse Guerre d'Indépendance de Louis Kossuth en 1848-49, beaucoup mieux connue des Français, et qui elle aussi, comme celle de 1956, fut écrasée déjà par l'armée russe. C'est d'ailleurs probablement dans cette fidélité irréductible à l'Occident qu'il faut chercher la raison profonde pour laquelle, malgré leur propre origine orientale, les Magyars furent toujours traités si cruellement par les envahisseurs, venus de l'Est ou du Sud, qui ont ravagé leur pays tout au long de son Histoire, depuis les Tartares et les Turcs dont elle contient les flots pendant plusieurs siècles en se sacrifiant elle-même — sauvant ainsi à plusieurs reprises l'Europe tout entière d'un désastre majeur — jusqu'à la dernière en date des grandes invasions orientales, comparable à plus d'un titre aux précédentes, celle des Russes.

C'est en définitive cette lutte quasi incessante contre la menace et la barbarie orientales, sous toutes leurs formes, lutte qu'elle a menée pendant des siècles et jusqu'à nos jours avec une foi inébranlable, un courage intrépide et une vitalité extraordinaire, malgré toutes les épreuves subies et toutes les blessures reçues, qui a marqué si profondément l'âme hongroise et lui a inculqué l'idée d'une véritable mission, à la fois nationale et européenne, celle de la défense des grandes valeurs occidentales contre les assauts de l'Orient. C'est cette même idée, cette même vocation, si solidement et anciennement ancrées en elle, qui en 1956 a dressé encore spontanément le peuple hongrois unanime dans sa révolte héroïque contre l'occupant et l'opresseur soviétique. Aussi bien, la Révolution Hongroise de 1956 ne peut se comprendre vraiment, et recevoir sa pleine signification, sans être en quelque sorte éclairée par l'Histoire de la nation Hongroise, dont elle constitue certes un des

épisodes les plus dramatiques et glorieux, mais aussi, pour qui connaît cette Histoire, sa suite parfaitement logique. Elle doit être éclairé également par ses causes non seulement immédiates et assez bien connues, mais aussi par celles plus lointaines constituées par les malheureux accords de Yalta et de Postsdam, qui ont livré aveuglément toute l'Europe Centrale et Orientale aux Russes, et même au-delà, et peut-être avant tout, par les traités non moins désastreux de St-GERMAIN et de TRIANON qui, un quart de siècle auparavant, avaient inconsidérément détruit l'Autriche-Hongrie et le Royaume de St-Etienne.

En ces jours mémorables d'octobre-novembre 1956 — qui se déroulèrent aussi au chant de la Marseillaise, ne l'oublions pas — les Hongrois ont probablement écrit quelques-unes des pages les plus émouvantes et héroïques de leur longue Histoire, qui en comporte pourtant un certain nombre, et la Hongrie Martyre a fait une fois de plus oublier au monde médusé la veulerie d'autres pays, notamment ceux de certains de ses accusateurs traditionnels et de ses détracteurs les plus acharnés. Ajoutons qu'en 1956, une certaine génération d'hommes politiques occidentaux, et non des moindres, fut sans doute secrètement contrariée et gênée dans sa fausse bonne conscience, de voir surgir les héros et les véritables résistants au communisme de ce peuple magyar, de ce petit pays qui fut une grande nation, et qui se révélait à nouveau plus fier et courageux que les grands d'aujourd'hui, mais qu'ils avaient contribué à amoindrir et qu'ils avaient poursuivi injustement de leur suspicion et de leur hargne pendant tant d'années, justifiant eux aussi la parole déjà citée de Tacite : « On hait ceux qu'on a lésés !... »

« Ce qui fut beau chez le peuple hongrois, vraiment fier, nous l'avons confondu avec l'outrecuidance, avec l'orgueil. Quand les premières nouvelles de la grande insurrection sont arrivées, nous avons dû subitement

constater que tous ces traits de caractère, qui nous ont quelque peu choqués, ont aussi leurs côtés sublimes... En face des exagérations on voit une grandeur fascinante, en face de l'apparence irrationnelle, subconsciente, c'est l'héroïsme qui nous fait tomber en admiration. Les grands gestes ont pour contre-partie le grandiose esprit de sacrifice. Aussitôt que cette insurrection héroïque eut atteint son point culminant, une voix impérieuse nous a contraints de demander pardon au peuple hongrois : ils furent si près de nous et nous ne les avons pas compris ; ils furent si grands et nous ne le savions pas ». Ces paroles furent écrites le 2 novembre 1956 par le ressortissant d'un Etat successeur (154).

Combien de temps la Hongrie devra-t-elle encore endurer ce régime de servitude imposé par les Russes ?... En tout cas le peuple hongrois a déjà prouvé dans le passé, pendant 150 années d'occupation ottomane, qu'il est armé pour une longue résistance. Après l'écrasement de sa révolte de 1848 la Hongrie se débattit d'ailleurs, également impuissante, sous un régime de terreur et de servitude qui dura pendant près de 20 ans, toujours sans se décourager. Le pays refusa de même à l'époque toute communauté avec le régime qui lui avait été imposé par la force. Cette résistance obligea finalement l'Autriche à la transaction de 1867 — et une fois de plus le peuple magyar se redressa, réalisant alors en un demi siècle et à l'admiration de l'Europe entière, l'œuvre de dix générations. Aussi ne doutons-nous pas que, comme tant d'autres fois au cours de son Histoire, la Hongrie saura bien, en ce qui la concerne, retrouver un jour sa liberté, secouer définitivement d'une manière ou d'une autre le joug de l'oppression soviétique, et qu'elle reviendra tôt ou tard à sa tradition millénaire. La nation magyare a déjà opéré au cours des siècles des redressements spectaculaires. Aujourd'hui comme au XVI<sup>e</sup> siècle la marée orientale a submergé la Hongrie et tente de l'entraîner avec elle, mais on ne change pas du jour au



lendemain le caractère profond d'une nation, et la Russie Soviétique ne saurait vaincre en quelques années, ou même dizaines d'années, ce qui a si bien résisté à l'assaut centenaire des Turcs. En 1956 l'instinct d'auto-défense du peuple hongrois a joué une fois de plus en face de la tentative communiste pour l'attirer de force dans son orbite orientale et matérialiste, pour la contraindre à se tourner vers cette Russie avec laquelle elle ne se sent aucune affinité, et pour la détacher de l'Occident et de son propre passé. Oui, en 1956, la Hongrie a tenté désespérément d'échapper aux chaînes de l'Asie pour rejoindre cet Occident si ingrat pourtant envers elle et qui, une fois de plus, ne fit rien pour la sauver.

C'est pourquoi les paroles prémonitoires prononcées par le Comte Etienne Bethlen au lendemain de TRIANON restent plus que jamais d'une brûlante actualité : « Une chose est certaine, disait-il, c'est que ce qui est ne peut pas durer indéfiniment. Pas seulement parce qu'il n'est pas possible de vivre ainsi et que la vie actuelle en Hongrie est une mort lente, un dépérissement et un anéantissement progressifs, mais aussi parce qu'il est possible d'observer à l'horizon les signes précurseurs de nouveaux orages capables de balayer comme un château de cartes un édifice construit de pièces et de morceaux et qui, par les vices mêmes de sa fabrication, ne saurait subsister » (155).

Le courage est nécessaire pour reconnaître ses erreurs et profiter de la dure leçon de l'expérience. Or les traités consécutifs aux deux guerres mondiales ont vu le jour sous l'influence d'égoïsmes, d'erreurs, de lâchetés exacerbés par ces deux longues et terribles conflagrations. Les vainqueurs avaient pourtant pris pour base de leur propagande durant celles-ci de grands slogans moraux et humanitaires : le thème de « croisade pour la démocratie et la liberté » a notamment recouvert et alimenté par deux fois la propagande des Alliés. Beaucoup le reconnaissent maintenant : les règles les plus élémen-

taires du bon sens — pour ne pas parler de celles de la justice — ont été bafouées tant en 1919-20 qu'en 1945, et le sort de l'Europe Centrale a été réglé à deux reprises avec une légèreté, une hypocrisie et un cynisme encore jamais atteints dans l'Histoire. La Charte de l'Atlantique, signée le 14 août 1941 entre Roosevelt et Churchill — et acceptée par Staline — fut aussi illusoire et mensongère que les fameux 14 Points de Wilson. Pas d'agrandissement territoriaux, stipulait-elle, sans les vœux librement exprimés des populations, droit des peuples à choisir librement leur régime politique etc. Alors qu'en octobre 1944 Churchill, comme chacun sait, devait, entre deux bouffées de cigare, scandaleusement concéder à Staline une prédominance soviétique de 90 % en Roumanie et de 50 % en Hongrie et en Yougoslavie contre une de 99 % pour l'Angleterre en Grèce !... Une fois de plus, au lieu de réaliser leurs promesses de « justice internationale » et de « fraternité », les vainqueurs se sont cantonnés dans un égoïsme chauvin et sans scrupule, doublé d'un simplisme intellectuel et d'un cynisme incroyables. Ne rapporte-t-on pas qu'à l'heure du triomphe militaire, Churchill aurait proclamé dans un grand discours : « Et cette fois nous ne ferons pas les mêmes erreurs ». Il se serait alors arrêté un instant pour ajouter cyniquement, en un aparté nettement audible : « Nous en feront d'autres... » C'était pourtant la liberté qu'on avait proclamée et promise, tant durant la première que durant la seconde guerre mondiale. Or, non seulement il n'y a eu par deux fois aucun progrès en Europe sur ce point, mais régression manifeste. Ces deux guerres n'ont donc pas été faites, comme on prétendait, pour le « Droit », ni les paix qui ont suivi pour la « libération » des peuples, et c'est un grand mensonge que d'assurer, aujourd'hui comme hier, que ceux-ci vivent dans « la meilleure et la plus juste des Europes possibles ». Au surplus, disposant après leur victoire de tous les moyens de propagande, les vainqueurs

ont imposé à l'opinion publique internationale la justification de leurs propres erreurs, et leurs propres peuples, saturés par leur propagande mensongère, ont été rendus incapables de reconnaître la vérité. « Déjà, après la première guerre mondiale, les puissants du jour étaient pourtant convaincus d'avoir assuré à jamais la paix et la sécurité pour leur nation, mais était-ce possible, alors qu'ils n'avaient tenu aucun compte des préceptes de la morale et des enseignements de l'Histoire?... Les événements ont montré depuis l'inanité de ces faux calculs, mais les vrais responsables des catastrophes ultérieures, nées de leurs erreurs de 1919-1920, loin de les reconnaître, en ont rejeté une fois de plus la responsabilité sur les vaincus » (156).

Ajoutons que par deux fois les Puissances Occidentales auraient perdu la guerre sans l'intervention des Etats-Unis et que ce seul fait aurait dû les rendre — dans une victoire qui n'était pas tellement la leur — plus sages et modérées à l'égard des vaincus. Tant en 1945 qu'en 1919-20 les vainqueurs n'ont pas su dominer leur victoire et donner au monde un exemple d'équité et de modération alors qu'une paix basée sur la justice n'aurait humilié personne ni blessé les intérêts d'aucun peuple. Après la guerre la haine doit s'effacer pour éviter le renouvellement de l'affrontement, car sinon, « comment maintenir la paix entre des nations, les unes spoliées, les autres gorgées ? » ... « Une paix de force ne dure qu'autant que la puissance militaire et économique des vainqueurs » et l' « on peut mesurer désormais, avec la résurrection fulgurante des nations vaincues (la France après 70, l'Allemagne après 1918, la même, l'Italie et le Japon après 45) la précarité de toute victoire » vient d'écrire Me Isorni dans son « Histoire véridique de la Grande Guerre ».

La véritable paix implique l'entrée en jeu effective de certaines valeurs morales pour la faire accepter des vaincus et leur prouver qu'une guerre de revanche n'est

pas nécessaire pour obtenir la justice. Or, les deux dernières paix ont manifestement engendré plus de haines que les guerres auxquelles elles ont succédé. C'est ce qu'exprimait déjà si bien, en 1925, le Président Nitti quand il écrivait ce qui suit dans son ouvrage « La Paix » : « Les traités, au lieu d'établir réellement la paix, ont semé la haine, la méfiance et la rancune. Et tout comme la générosité, la haine est contagieuse. Il y a presque toujours, hélas, chez le vainqueur, la volonté vaine de paralyser et de ruiner le vaincu. En 1919 et 1920 s'agitèrent ainsi, autour des tapis des Conférences de Paix, les passions les plus immodérées. Les vainqueurs ont du reste diminué leur prospérité et leur sécurité en essayant de ruiner les vaincus. Or, la prospérité de chaque nation dépend de plus en plus de la prospérité générale : l'interdépendance des nations est démontrée chaque jour davantage... Les divisions actuelles sont absurdes et contraires à la production, aux échanges et à la solidarité naturelle inscrite dans les structures géographiques... La sagesse devrait inspirer au vainqueur la modération dans l'exigence : en somme des conditions qui rendent possible le maintien de la paix... Qui peut croire qu'il est possible de faire accepter de telles paix, que les vaincus s'accommoderont à la longue de ces iniquités, que les faits accomplis s'imposeront d'eux-mêmes. On présume que l'état actuel est un état de droit. La vérité est que si les vaincus ont subi une telle paix, ils ne l'ont pas acceptée... Il n'y a pas de paix en Europe mais seulement une résignation passagère devant la force. La paix n'est donc qu'une équivoque. Il n'y aura pas de véritable paix en Europe tant que les injustices consécutives à la guerre n'y auront pas été réparées, tant que l'Europe n'aura pas rétabli la solidarité nécessaire entre les différents peuples qui la composent... Qui ne voit que le « statu quo » actuel n'est maintenu que par la force des vainqueurs ?... Ceux-ci ont tort d'escompter la résignation stoïque des vaincus... Il faut faire

œuvre de vérité, mais celle-ci est implacable et beaucoup ne la supportent pas : Les violences et les atteintes au droit des gens n'ont pas été commises d'un seul côté. La Civilisation n'était pas d'un seul côté et la Barbarie de l'autre. On les trouvait l'une et l'autre dans les deux camps. Il n'y a pas de peuple bon et de peuple méchant. Il y a des bons et des méchants dans chaque peuple... On oublie trop souvent que la France par exemple est le pays qui a fait le plus grand nombre de guerres dans son Histoire, que le territoire de l'Allemagne a été le sanglant théâtre de la majeure partie des guerres engagées par la France, et que dans les temps modernes aucun pays n'a exercé comme la France, grâce à une série quasi-ininterrompue de guerres, une plus grande hégémonie militaire sur l'Europe, et cela de Richelieu à Napoléon : C'est ainsi qu'elle a mené 64 ans de guerre au XVII<sup>e</sup> siècle, 52 ans au XVIII<sup>e</sup> et 32 ans au XIX<sup>e</sup>. »

Et Georges Roux écrivait de son côté, en 1931, dans son ouvrage « Réviser les Traités » : « Il paraît moralement et physiquement impossible que certains Etats puissent éternellement bénéficier d'une erreur et que la cristallisation de l'Europe puisse se faire sur la base d'injustices non tolérables. Croire à la conservation indéfinie du statu quo, c'est prendre ses désirs pour des réalités. Comme l'a écrit Bertrand de Jouvenel : « La politique de certaines puissances ressemble à la soudaine vertu de joueurs qui, après avoir gagné, se retirent en faisant Charlemagne ». Interdire la violation des frontières, c'est fort bien lorsqu'on est satisfait de celles obtenues. Mais si l'on est mécontent de celles imposées ?... La lassitude des vaincus et la force des vainqueurs sont toutes deux éphémères... Les Traités des hommes ne sont pas des Lois divines faites pour l'éternité. C'est ce que l'historien Albert Sorel exprimait en ces termes : « Les Traités sont l'expression des rapports qui existent au moment où ils sont conclus. Les droits qu'ils stipulent ne survivent jamais aux conditions dans lesquelles ils

ont été établis ». Il n'y a pas de Traités éternels pas plus qu'il n'y a de lois politiques immuables. Lorsque celles-ci cessent de représenter les rapports nécessaires, leur maintien n'est plus qu'une affaire de force... C'est lorsque les patriotismes froissés seront apaisés dans leurs besoins essentiels qu'une fédération européenne sera possible mais pas avant. Il faut d'abord redistribuer l'Europe dans des frontières équitables... A la fédération de l'Europe il y a une question préalable : celle de l'ajustement et de l'harmonisation des nations, première étape de la pacification de notre vieux continent. Le problème territorial est le premier problème à résoudre, sans toutefois mettre en péril l'équilibre de la construction européenne... Après l'abattement de la défaite et de la révolution, les puissances amoindries remontent à la vie. La dénivellation de la victoire ne peut être indéfiniment maintenue... La victoire, comme la guerre, n'est qu'un état transitoire. Véritable peau de chagrin, elle diminue de valeur au fur et à mesure qu'elle s'éloigne dans le temps... Et quelle fut du reste cette victoire ?... C'est un fait que les Germaniques, pendant 4 ans, ont été victorieux, qu'ils ont eu presque sans cesse et l'initiative des opérations et le bénéfice des gains territoriaux et même, relativement à leurs effectifs, la supériorité militaire... Rappelons-nous aussi tous les concours dont nous avons bénéficié, et gardons-nous d'un orgueil démesuré qui pourrait nous amener à quelque présomption dangereuse... Surtout disons-nous bien que la victoire ne donne pas des droits, que la force ne crée pas le droit. La victoire n'apporte que des possibilités de justice. Elle n'est pas un but en soi, mais un moyen, l'instrument de la paix. Pour être bonne la victoire doit être sage » (157). Aujourd'hui encore, ajouterons-nous, le maintien de la paix consiste-t-il à vouloir maintenir à tout prix au Centre de l'Europe un « statu quo » injuste et contre nature ?... La paix n'est pas une cristallisation, une pétrification des situations acquises, mais une œuvre

de vie, « une création continue » comme le disait Poincaré lui-même. Faut-il donc se résigner à compter sur le Temps, « ce grand réparateur des erreurs humaines », ou sur de nouveaux catalysmes, pour remédier à la désastreuse situation ainsi créée en Europe Centrale par les vainqueurs des deux dernières guerres mondiales, et y apporter les modifications exigées par la morale et la justice, et aussi de surcroît par la nature des choses elle-même ?...

Le refus d'une situation qui dure — mise à part la courte interruption survenue pendant la dernière guerre — depuis un demi-siècle déjà, a-t-il, nous dira-t-on, encore une signification ?... Nous répondrons qu'« il est, hélas, des états de fait qu'il faut temporairement accepter » et qu'aujourd'hui les Hongrois, entre autres, ne peuvent, de toute évidence, que prendre les choses comme elles sont. Ceci dit, « la force ne saurait, en aucun cas, avoir le dernier mot. C'est ainsi par exemple, que si la France a perdu son Alsace-Lorraine en 1871, ni le peuple français ni ses dirigeants n'ont jamais accepté le fait accompli et que leur protestation est demeurée permanente pendant près d'un demi siècle également. Des contingences matérielles peuvent maintenir pendant plus ou moins longtemps des situations foncièrement anormales et malhonnêtes, l'essentiel c'est qu'elles ne finissent pas par être acceptées et que la protestation, la revendication demeurent inlassablement. C'est une question de principe et d'espoir. C'est la position des peuples ou des individus soumis à une loi qu'ils contestent et nul n'a le droit de leur imposer silence » (158). Il n'y a pas davantage de prescription en politique qu'en morale, même si certains Etats comptent sur une telle prescription, renforcée comme nous l'avons vu par l'assimilation coercitive de leurs minorités nationales, pour l'entérinement définitif d'une situation injustement acquise. Cette prescription se justifierait en outre, selon eux, comme étant indispensable à la stabilité de l'ordre

international et dans l'intérêt de la paix. C'est, encore une fois la position classique des voleurs retirés des affaires et qui demandent à ce que la police soit renforcée.

Mais voici ce qu'écrit très justement à ce sujet Ullein-Reviczky dans son excellent ouvrage sur « La nature juridique des clauses territoriales du Traité de TRIANON » (159) : « La prescription présume que le plaignant, qui s'est tû pendant un long espace de temps, a abandonné volontairement son droit... C'est pour empêcher la prescription de jouer que la France n'a cessé de protester autrefois contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine par l'Allemagne en 1871, et les populations polonaises de leur côté contre le partage de leur pays en 1792... Les Alliés se sont d'ailleurs prononcés eux-mêmes contre la prescription acquisitive puisque la note d'envoi du Traité de Trianon, en date du 6 mai 1920, signée par Millerand, contient la dangereuse phrase suivante : « Un état de choses même millénaire n'est pas fondé à subsister, lorsqu'il est reconnu contraire à la Justice ». C'était dit contre la Hongrie, bien entendu, mais cela reste valable à nos yeux pour les Etats successeurs. Si 1000 ans n'ont pas suffi à légitimer aux yeux des Alliés le droit de possession de la Hongrie, combien de temps devra-t-il s'écouler pour justifier son démembrement entâché de tant d'irrégularités, d'injustices et de vices ?... Pour acquérir validité et durée il faut au moins qu'il y ait un consentement réciproque régulièrement exprimé comme c'est le cas pour les contrats entre particuliers ». Ajoutons avec Aldo Dami que « l'Histoire n'offre pas d'exemples de traités dont toutes les stipulations territoriales aient subsisté plus d'un siècle ou deux » et avec le Président Nitti qu' « il n'y a pas de traité qui puisse être éternellement maintenu, qu'il n'y a pas d'occupation militaire qui puisse empêcher un grand peuple de renaître et de réclamer les conditions nécessaires à son existence : Et la Hongrie



notamment n'acceptera jamais aucune des mutilations injustes dont elle a été victime. »

En ne tenant pas compte de l'interruption de la dernière guerre et des deux arbitrages de Vienne, la prescription de TRIANON serait en principe aujourd'hui de 50 ans, mais grâce à Dieu la Hongrie existe comme Etat depuis 896 et non seulement depuis 1920 comme la Tchécoslovaquie ou la Yougoslavie, ni même depuis 1878 comme la Roumanie — et, après tout, le traité de TRIANON ne constitue qu'une péripétie particulièrement cruelle dans une Histoire qui en a vu d'autres. Un millénaire d'Histoire ne s'efface pas d'un trait de plume, et au demeurant nul ne peut empêcher sa roue de tourner. Des faits récents démontrent d'ailleurs que « des causes qu'on pouvait croire perdues à jamais gardent toute leur force interne, quand une conscience nationale demeure vigilante, et entretient avec piété le foyer de sa culture ». Et selon toute évidence la situation créée à TRIANON en 1920 et rétablie au Traité de Paris en 1947, ne pourra à la longue se maintenir, d'autant qu'après 50 années d'expérience la cause hongroise bénéficie aujourd'hui de la seule éloquence des faits. La Tchécoslovaquie et la Yougoslavie sont manifestement toujours des constructions incapables de survivre car seule la contrainte maintient encore unis Tchèques et Slovaques, Serbes et Croates, qui ne peuvent toujours pas se souffrir et qui sont encore fatalement promis au divorce un jour ou l'autre. Nous avons d'ailleurs vu qu'aux premiers souffles de la deuxième guerre mondiale « le vent eut tôt fait d'abattre ces arbres sans racines » et que le rétablissement du « statu quo ante » s'est accompagné après celle-ci d'une montée d'oppression et de violences sans précédent : exterminations et déportations massives... Du seul fait de l'existence de ces problèmes croate, slovaque et transylvain, toujours aussi aigus et même beaucoup plus, depuis 50 ans, on verra nécessairement éclater une nouvelle fois les trois

Etat Successeurs, sinon au bénéfice immédiat et trop apparent de la Hongrie, tout au moins dans le cadre élargi d'une confédération danubienne susceptible de permettre ultérieurement de nouveaux regroupements pacifiques. « Si l'on veut éviter les erreurs du passé en Europe Centrale, a écrit en substance Mikus, il faut être réaliste et reconnaître à chaque nation ou nationalité son individualité juridique, quitte à reconstituer ensuite sur cette base des Etats multinationaux » (160). Leur situation géographique, et les liens de tous ordres tissés au cours des siècles avec elle, amèneront un jour, par la force des choses, la Slovaquie, la Ruthénie, la Transylvanie et la Croatie à s'orienter à nouveau vers la Hongrie lorsqu'elles auront recouvré chacune leur autonomie ou leur indépendance. L'état de choses actuel dans le bassin du moyen Danube — qui est une région nettement définie, comme nous l'avons vu au début de cet ouvrage, parfaitement délimitée par ses montagnes et desservie par ses cours d'eau — ne peut donc être que transitoire et il est absolument fatal que l'ordre millénaire s'y rétablisse à nouveau un jour ou l'autre, probablement sous la forme d'une union librement consentie de tous ses peuples. L'exemple de la Pologne est du reste là pour nous prouver qu'il est vain de vouloir partager ou détruire une nation ayant donné des preuves séculaires de sa vitalité et de sa nécessité, et que ses fragments épars finissent toujours par se rassembler. Aussi bien peut-on prédire avec La Revelière « que les temps viendront où le corps régulier, qui a formé si longtemps la Hongrie, cherchera à joindre ses membres épars, et qu'ils se rassembleront en quelque sorte d'eux-mêmes dans leur cadre antique » (161).

La situation géographique de la Hongrie à l'intérieur du bassin des Carpathes, son inexpugnable position centrale et la force de gravité naturelle du centre par rapport à la périphérie, en font nécessairement sa clef

de voûte. La Hongrie constitue de ce fait la pièce indispensable de tout système danubien. C'est du reste bien la raison pour laquelle, depuis TRIANON, au lieu d'être le cœur, le « noyau de l'Europe Centrale », la Hongrie n'y est plus en effet, suivant une expression d'Eisenmann qu'un « trou » (162), béant ajouterons-nous, et longtemps sanglant. Depuis, certes, l'hémorragie a cessé chez ce grand mutilé des deux guerres que reste la Hongrie, mais elle n'en demeure pas moins estropiée, pour son plus grand malheur et celui des peuples voisins et de toute l'Europe. Mais, encore une fois, le déterminisme géographique et historique du bassin carpathique, est le plus sûr garant de sa résurrection future, dans une libre entente de plusieurs entités autonomes, mais dans les limites clairement inscrites par la géographie et 1.000 ans d'Histoire commune. Ceci dit, « si un peuple peut se résigner à de grandes souffrances et à de grandes privations ; seule l'humiliation lui reste toujours intolérable », surtout quand il s'agit du fier peuple hongrois. C'est bien pourquoi la nation hongroise a trop conscience de la valeur de sa civilisation et du rôle que son Histoire, ses qualités et sa situation géographique lui permettent de jouer en Europe, pour le plus grand bien de tous et d'elle-même, pour accepter jamais la vie précaire, diminuée et inférieure à laquelle la réduit la situation présente... « La race hongroise a prouvé au cours de l'Histoire son étonnante capacité de redressement et l'esprit d'organisation des Hongrois en fait toujours une nation susceptible de redevenir un jour ou l'autre un noyau cristallisateur en Europe Centrale » (163). Rien ne prouve mieux en effet l'extrême vitalité du peuple hongrois que la promptitude avec laquelle, après chaque désastre, il sut travailler au rétablissement de sa patrie, sans secours étranger, sans aide, souvent même entouré de l'hostilité extérieure » (164). « La Hongrie devra nécessairement être remise à même de jouer, dans toute reconstruction future de l'Europe Centrale, le rôle

auquel l'Histoire, sa valeur intrinsèque et sa position géographique la destinent » (165).

« TRIANON a, dans une certaine mesure, renforcé la vitalité du peuple hongrois qui n'en est du reste pas, au cours de son histoire millénaire, à sa première catastrophe, mais la réaction s'est toujours produite dans le même sens. Jamais il ne plia sous le poids des faits accomplis, jamais il ne cessa de réagir et de s'opposer énergiquement aux attaques envahissantes, jamais il n'a perdu espoir, même pendant l'occupation turque, durant 150 années. Le peuple hongrois ne renonce jamais à ses droits historiques, ils ne s'accommode jamais des conditions désavantageuses qui lui sont faites, qui lui sont imposées, il saisit la première occasion qui se présente pour réparer les injustices. La résistance passive fut l'arme invincible à laquelle la nation hongroise eut toujours recours et qu'elle employa aussi dès la naissance du Traité de TRIANON pour protester contre la situation ainsi créée, et cela avec la décision inébranlable de ne jamais admettre ce « dictat » comme la réglementation définitive de la Hongrie » (166).

Nous avons déjà dit que le Gouvernement hongrois actuel, tenu en lisière par l'U.R.S.S., semblait se désintéresser apparemment de la situation des minorités hongroises dans les Pays successeurs. Aussi bien semblait-il a fortiori avoir abandonné toute idée de révision des traités de TRIANON et de PARIS. Par ailleurs l'artificielle et toute apparente « amitié fraternelle » entre pays socialistes a pour effet de recouvrir pour le moment de « l'épais manteau du silence » les vieilles querelles d'autrefois. La situation est ainsi « gelée », comme on l'a écrit, mais non « réglée ». La loi du « primum vivere » a également joué. La domination russe et communiste est le mal immédiat, qui a momentanément mis en sommeil tous les autres problèmes, mais ceux-ci renaîtront fatalement demain. Du reste il n'est pas difficile de percevoir à travers les événements de ces dernières

années la persistance des tendances nationalistes dans les présentes Républiques dites « Populaires », même si les Russes, comme les Allemands, les Autrichiens ou les Turcs autrefois, ont fait l'unanimité contre eux en Europe Centrale. Il semble néanmoins que, du fait des épreuves communes, les vieilles préventions et les frottements aient quelque peu diminué dans ces pays entre les différentes nationalités, même si elles sont parfois attisées par les Russes pour consolider leur domination.

Depuis 1956, la Hongrie semble apparemment sommeiller à nouveau, mais il ne faut rien connaître des Hongrois et de leur Histoire pour s'imaginer qu'ils ont dit leur dernier mot et qu'ils se résigneront jamais à leur sort actuel ni aux amputations que leur a infligé le Traité de TRIANON. Depuis quand la résignation serait-elle du reste devenue vertu hongroise?... En réalité, malgré leurs autres graves préoccupations, TRIANON demeure, en dépit des années, une véritable obsession pour tous les Hongrois dignes de ce nom. On ne saurait trop le rappeler, c'est le peuple hongrois tout entier, sans distinction de classe, de fortune ou de parti, qui, entre les deux guerres, s'insurgeait contre ce qu'il appelait le « traité infâme », lequel fit du reste à l'époque l'union de tous les Hongrois sous le signe du sentiment national outragé. On peut donc affirmer, sans crainte de se tromper, que, malgré leur silence présent, l'opinion des Hongrois de toutes classes et conditions, fussent-ils même communistes, reste unanime sur ce point. Personne en Hongrie, non seulement n'accepte la mutilation de TRIANON, mais encore ne croit sérieusement à l'intangibilité du « statu quo » actuel en Europe Centrale. A la vérité, si l'on n'entend certes plus — ou si l'on ne voit plus, car on le voyait littéralement partout autrefois — le véhément « nem, nem, soha !... » (non, non, jamais !...) d'avant guerre, la règle semble par contre être devenue depuis lors en Hongrie, celle que préconisait en France Gambetta, et qui y prévalut après

le traité de Franfort : « Y penser toujours, n'en parler jamais... » Gambetta ajoutait d'ailleurs, et cela reste également vrai pour la Hongrie, que « tôt ou tard l'heure de la justice immanente sonnera ».

TRIANON reste donc toujours pour les Hongrois — qu'on le veuille ou non — une brisure pathétique de leur histoire millénaire. Hongrois jusqu'à la moelle des os et passionnément attaché à sa terre natale, la Transylvanie, leur grand poète Ady n'a-t-il pas tracé lui-même au nom de sa malheureuse patrie, la veille de sa mort, le 27 janvier 1919, sur une page de sa bible, ces quelques mots symboliques : « Seigneur, Seigneur, pourquoi m'as-tu abandonné ?... »

Oui, on ne saurait trop le redire, les vainqueurs de la première et deuxième guerre mondiale ont mis littéralement en solde le Royaume de St-Etienne, au profit de peuples qui n'avaient ni son Histoire ni son courage, et se sont acharnés sur cette malheureuse Hongrie avec une aberration et une « démence néronienne » pour reprendre l'expression de Monzie. TRIANON : erreur historique, monstruosité géographique, absurdité économique — traité injuste en soi et dramatique dans ses conséquences. Pour toutes ces raisons, « dans le monde entier, a écrit Pozzi, la Hongrie est-elle devenue, pour toutes les consciences éprises de justice et de liberté — au même titre que la France l'était après 1871 — le symbole du droit écrasé par la force »... (167).

Mais « contrairement à l'opinion généralement admise, l'Histoire, bien loin de nous décourager, nous apporte de nouveaux motifs d'espérance et de foi. Cela est surtout vrai dans la vie des Etats. Nous y trouvons un grand exemple de courage. Si certains ont disparus, ont dû s'incliner devant l'oppression, c'est qu'ils n'avaient pas assez de force morale pour continuer la lutte qui conduit à l'indépendance. Ceux-là seuls vivent qui le veulent : on ne reçoit pas la liberté, on la conquiert » (168). Les Hongrois d'aujourd'hui peuvent également

faire leur cette déclaration de Delcassé, Ministre français des Affaires étrangères : « Une nation n'est point déshonorée quand elle est battue ou quand, le couteau sur la gorge, elle signe un traité désastreux. Mais elle est déshonorée quand elle cesse de protester, quand elle donne son assentiment à sa ruine... La déchéance, ce n'est pas la défaite ; c'est le renoncement... »

Le sacrifice et la résistance assurent toujours, à terme tout au moins, la renaissance et la victoire. Aussi bien, la Hongrie est-elle toujours « une terre crucifiée qui attend sa résurrection ». Depuis un demi-siècle elle subit, vit et souffre une des périodes les plus terrible et pathétique de sa longue et glorieuse Histoire, si dramatique cependant. Peu de nations ont tant souffert des deux dernières guerres et des deux dernières paix que la Hongrie. On peut dire avec certitude que tous les Hongrois sans exception ont été atteints au cours de ces cinquante dernières années dans leur existence matérielle et physique, sans distinction de classe ni de fortune. La Hongrie est allée de déceptions en déceptions et d'épreuves en épreuves. Elle a dû lutter au cours des siècles contre un monde d'ennemis. Elle subit aujourd'hui l'affreux règne du bolchevisme. Son destin est particulièrement dur et émouvant. La Hongrie a en effet tout sacrifié à l'accomplissement de sa vocation et de sa mission historique. Elle a voulu être un grand peuple. « Le peuple le plus abandonné du monde » a dit de lui son héroïque Primat, le Cardinal Mindszenty, dans sa dernière lettre pastorale de 1948, à la veille de son arrestation, faisant en quelques sorte ainsi écho au dernier appel de Ady. C'est là tout le tragique et la singularité puissante de la destinée hongroise, et sans doute la raison pour laquelle l'âme hongroise est par moment semblable à sa musique, si mélancolique et désabusée ou bien douloureuse et farouche, comme marquée d'un sombre et magnifique orgueil.

Voici d'ailleurs, en vrac, quelques appréciations saisis-

santes de divers auteurs français, amis de la Hongrie : « Celui qui donne son cœur à la Hongrie connaît la joie de l'amour sincère et durable... » — « La Hongrie, toujours sublime, toujours insensée »... — « Avec l'Espagne, le pays d'Europe que l'esprit de médiocrité et de bourgeoisie a le moins touché »... — « Les Hongrois prennent toutes choses d'une façon non point déraisonnable, mais assez dédaigneuse de la plate raison. La revanche de leurs batailles perdues et de leurs révolutions écrasées c'est qu'elles passent de l'Histoire dans la légende... » — « La Hongrie est par excellence le pays de la bravoure »... — « Ce n'est pas le sacrifice héroïque qui aura fait défaut dans l'Histoire hongroise, mais plutôt la prudence et l'opportunisme des médiocres... » — « Fleur sauvage d'Orient transplantée en Europe, race chevaleresque et susceptible, impatiente du joug, fière et violente, ayant su conserver à travers les siècles sa culture latine, ses traditions, sa foi, tout son caractère ethnique »... — « Une race dont les raffinements d'une civilisation millénaire n'ont jamais affaibli la force du sang »... — « Le peuple hongrois, de par le droit du plus fort, gît courbé sous la domination étrangère. On le dirait mort : Il dort. Pauvre grand peuple méconnu qu'il nous faut glorifier comme il le mérite par un acte de tardive réparation »... — « Le peuple magyar a été grand dans le passé. Il reste grand dans le présent. Il sera grand dans l'avenir »... — « Le matérialisme exerce sa dictature, l'égoïsme est devenu le principe de la vie sociale et internationale. Dans ce brouillard de tristesse, une tache lumineuse : La Hongrie continue sa marche à l'étoile. Ses réserves d'énergie ont survécu à ses mutilations. Et aussi son courage. Son amoindrissement en étendue et en richesse a intensifié sa vocation historique »... — « La Hongrie quittera un jour son deuil : la Justice exige qu'on le souhaite et qu'on l'y aide »... — « Le Hongrois ne gémit pas. La réparation des iniquités ne se quémande pas. La noblesse voile sa douleur.



La noblesse, essence de sa race »... — « La Hongrie a toujours rendu à l'Europe le plus haut service : celui d'une avant-garde qui se fait tuer pour donner le temps au gros de l'armée de se ressaisir... » — « Bastion du monde occidental balayé par l'océan slave, la Hongrie a fait son choix il y a mille ans. Elle restera toujours fidèle aux traditions de son grand roi ETIENNE qui donna la préférence à l'Eglise de Rome sur celle de Byzance et traça ainsi, une fois pour toutes, la voie à son pays »... — Et enfin de la Révolution de 1956, dont Marcel-Edmond Naegelen a dit si bien, en conclusion de l'ouvrage qu'il lui a consacré, qu' « elle a inscrit dans l'Histoire douloureuse des peuples une page dramatique d'une rare grandeur »... — « Cri inoubliable d'une race, d'une terre, d'un peuple en détresse. Echo pathétique et déchirant d'un peuple qui souffre et qui lutte comme on n'imaginé pas qu'une nation puisse au XX<sup>e</sup> siècle souffrir et lutter... » — « A la peine de tout ce que ce peuple souffre s'est ajoutée celle de n'avoir pas été compris dans ses souffrances. On ne lui fait même plus l'honneur d'être considéré comme une victime... » — « Comme le dit l'admirable et émouvant chant national magyar, la Hongrie a souffert pour le passé, le présent et l'avenir. Ses larmes, son sang, ses crucifiements, toute l'immense douleur de la Hongrie est là qui forme un lumineux et impérissable halo autour de la couronne de St-Etienne ».

L'irréparable a-t-il été accompli en Europe Centrale et le temps de la réflexion sur l'avenir de cette partie si importante de l'Europe viendra-t-il enfin ?... On peut se le demander aujourd'hui et se faire, avec le recul du temps, une idée assez claire de l'enchaînement inéluctable des faits et surtout des fautes commises par les vainqueurs des deux dernières guerres mondiales. C'est Fustel de Coulanges qui a écrit en 1871 : « Les événements ne manifestent pas si vite leurs conséquences. Il faut quelquefois 1/4 de siècle et même davantage pour que l'on puisse dire : voilà le résultat ». Les faits historiques

prolongent en effet loin et longtemps leurs conséquences : « On aura les conséquences !... » prédisait déjà Bainville au lendemain des traités de 1919-1920. Et comme l'écrivait de son côté le Président Nitti : « Un crime donne naissance à d'autres crimes et une faute à d'autres fautes... », la violence ne cesse d'engendrer la violence. Les Traités de St-GERMAIN et de TRIANON ont, les premiers, nous l'avons dit, bousculé toutes les lois de la Géographie et de l'Histoire dans le bassin danubien, et la Hongrie notamment a été littéralement « charcutée » selon la seule volonté des vainqueurs qui ont cyniquement enfreint, spécialement à son égard, le principe, pourtant édicté par eux-mêmes, de la libre détermination des peuples. Aussi bien « il suffit de regarder une carte pour se rendre compte que désormais rien ne protège plus, sur le sol européen, la Civilisation occidentale contre une agression de la Russie... Quand l'heure sera venue — car elle viendra — de reconstruire une grande Europe, il faudra songer à la cohésion et au rassemblement organique, sous des formules nouvelles, des peuples du bassin danubien, sentinelles avancées de l'Occident face à ce qui demeure la barbarie » (169). Contre la haine et l'esprit de destruction qui ont présidé à la « balkanisation » des peuples de l'Europe Centrale, il incombe en effet aux hommes de bonne volonté de lutter aujourd'hui dans une vision fédérative, supra-nationale et unitaire de l'Europe. L'inquiétude au sujet d'une organisation rationnelle de ces peuples est devenue une obligation pour tous les hommes libres dignes de ce nom, et l'entrelacement des territoires ethniques et linguistiques en Europe Centrale est un motif de plus de rechercher plus spécialement là-bas une solution fédérale ou confédérale à la manière suisse. Ajoutons avec Aldo Dami que la consultation des populations sera alors d'autant plus indispensable car elle seule justifiera l'établissement indiscutable d'un ordre nouveau. Qu'on fasse partout le plébiscite, a demandé à Trianon la délégation hongroise

conduite par le Comte Apponyi : 50 ans après sa demande reste toujours valable, sinon un vice fondamental continuera à entacher le tracé des frontières et la souveraineté des Etats sur leurs populations. Il faudra donc aboutir un jour ou l'autre dans le bassin danubien à une véritable autodétermination des nationalités, chose qui n'a encore jamais été faite jusqu'ici. « Il faudrait du reste que le plébiscite devienne une règle générale, car ce n'est que lorsque, dans le monde entier, les peuples auront dit clairement ce qu'ils sont et où ils veulent aller, que nous aurons la paix » (170).

La situation actuelle en Europe Centrale est de toute façon contre nature et ne peut raisonnablement être considérée comme définitive : Il s'agira dans l'avenir, quand les circonstances le permettront, d'y rétablir un équilibre que la nature des choses commande et qui serait, en définitive, profitable à toute l'Europe. L'unité du bassin danubien devra obligatoirement être reconstituée un jour sous une forme ou sous une autre. « L'Histoire exige désormais du Monde Libre beaucoup plus que de simples déclarations faites du bout des lèvres en faveur de l'unité et de la libre détermination des peuples... Seuls le respect du droit naturel des peuples les plus faibles, et l'exemple de la modération donné par les plus forts, peuvent constituer le fondement solide de cette unité » (171). « Rien n'est définitivement réglé qui n'est pas réglé conformément à la Justice », a dit un jour avec clairvoyance le grand Abraham Lincoln. L'expérience historique nous apprend en effet que la paix qui n'est pas fondée sur l'équité, au moins relative, ne résiste pas à l'usure du temps. C'est seulement l'acceptation libre et volontaire de la paix par les peuples eux-mêmes qui en fait la solidité, car la puissance change fatalement de main un jour ou l'autre.

L'équilibre indispensable dans cette partie si névralgique de l'Europe entre Allemands, Magyars, Slaves et Latins, n'est donc, en définitive, concevable que dans le

cadre d'une vaste Fédération Danubienne héritière de l'Empire des Habsbourg. Quand à la Hongrie « réelle », comment pourrait-on douter, qu'elle n'appelle la première de tous ses vœux cette Fédération de l'Europe Centrale, dans le cadre encore plus exaltant d'une grande Europe libre et unie, au sein de laquelle elle serait tout naturellement appelée à jouer de nouveau un rôle digne de son passé et de ses grandes traditions.

EXTRAITS DU MEMORANDUM SLOVAQUE  
AU PARLEMENT DE HONGRIE EN 1861

Avec l'arrivée des Magyars, les confédérations des tribus slaves vivant sur cette terre et se trouvant au premier stade de leur évolution ont pris fin et ont fait place à une unité nouvelle qui, un siècle plus tard, devait occuper parmi les autres Etats une place honorable sous le nom de Hongrie, ou Royaume de Saint-Etienne, et malgré toutes sortes de désastres la conserver jusqu'à présent au cours de neuf siècles.

Des intérêts matériels et spirituels communs ont uni les différentes races de ce pays en une famille, comme des enfants d'une même mère.

Leur tâche commune — consistant dans la défense de la civilisation occidentale contre les barbares de l'Est et dans la sauvegarde de leur indépendance contre la menace venant de l'Oucst — les a toujours trouvés prêts à servir l'Humanité, soit les armes à la main sur le champ de bataille, soit dans les sages consultations des assemblées du pays.

Les hommes de ces races, malgré les différences de langue, se comprenaient parfaitement, aussi bien dans les unités militaires que dans les assemblées. L'amour de la patrie commune et une confiance fraternelle étaient les meilleures interprètes de leur bonne entente. Aucun d'eux n'a jamais eu l'idée de mépriser ou de haïr la langue d'une race voisine. Aucun d'eux n'a jamais pensé consolider ou agrandir sa propre race en exterminant une autre. Jamais aucun d'eux n'a cru devoir l'élever à la place où, pour assurer la stabilité commune, doivent converger les intérêts sacrés de la patrie entière, mère unique de toutes ces races.

.....  
Notre patrie qui puise sa force vitale dans l'amour fraternel et dans la concorde de toutes ses races a heureusement survécu

à la terreur et à la dévastation tartares, ainsi qu'à la menace d'être engloutie d'un côté par l'Islam et de l'autre par l'absolutisme occidental. Des luttes religieuses ont passé par-dessus sa tête comme une tempête après laquelle la nature devient encore plus belle et plus verte. Elle s'est déjà débarrassée en grande partie, sinon entièrement, de la structure du féodalisme médiéval, en accordant à ses enfants des droits égaux. Un régime d'oppression de onze ans (\*) lui-même n'a pas réussi à étouffer dans sa poitrine son souffle de liberté. Et, maintenant, il lui faudra s'attendre à un résultat faste ou néfaste selon la manière dont elle saura résoudre la question des nationalités, cette force agissante de notre siècle.

Nous désirons que cette question, au lieu de dégénérer en une plaie inguérissable pour notre mère commune, devienne au contraire pour elle un solide bouclier contre lequel viendront se briser les flèches que lui enverront ses ennemis.

.....

Si, au cours de plusieurs siècles, il a pu exister au sein de la Hongrie, sans préjudice pour la patrie, les districts des Koumanes et des Yazigues, les villes des Haydoukes, les dix communes des Lanciers, les seize villes de Spis et quarante-quatre Comitats, malgré toutes les difficultés dues à leur situation géographique ; si, avant 1848, l'organisation intérieure de notre patrie pouvait être divisée sans menace pour son intégrité et son unité en quatre districts, nous ne voyons pas la raison pour laquelle la nation slovaque, qui forme une unité continue sur le territoire qui lui a été assigné par la nature et qu'elle occupe effectivement, ne pourrait pas, dans la réorganisation de notre patrie et des comitats que nous attendons maintenant de l'actuelle législature, trouver une place sous le nom de Région slovaque de la Haute Hongrie. Ceci d'autant plus qu'une telle reconnaissance est incontestablement le corollaire du principe de l'égalité des droits et qu'elle mérite d'être vivement recommandée en raison des avantages que présentera l'unité de langue pour ladite Région, aussi bien dans l'administration civile et judiciaire que dans l'évolution des libertés civiles.

.....

Nous devons également nous opposer d'avance à toute objection prétendant que l'établissement d'une Région slovaque serait

---

(\*) Il s'agit de l'absolutisme ayant régné de 1848 à 1859.

dirigé contre l'unité historique de la Hongrie, sanctionnée par une législation positive.

Déjà saint Etienne, dans son testament à son fils Emeric, déclarait : *Regnum unius linguae imbecile et fragile est!* et lui conseillait de respecter les coutumes, les mœurs, les usages des différentes races vivant dans son Royaume. L'unité et l'intégrité de cette patrie avaient déjà été établies sous son règne sur la base de l'entière égalité des tribus. Si les tribus se sont transformées en nations conscientes de leur personnalité et si, par conséquent, l'unité et l'intégrité de notre patrie doivent chercher leur fondement non plus dans l'égalité des tribus, mais dans celle des nations, nous ne devons en être ni loués ni blâmés.

.....

Dans le passé commun des peuples qui constituent cette patrie, nous voyons le doigt de la Providence nous indiquer l'avenir. Nous nous rendons compte que le caractère géographique de la Haute Hongrie où nous habitons, ainsi que les intérêts aussi bien matériels que spirituels, le commerce mutuel quotidien, les liens de famille et de parenté même, nous lient dans une union étroite avec nos frères magyars. Nous ressentons cela profondément. Nous ne sommes donc point des adversaires de l'intégrité et de l'unité de notre patrie. C'est pourquoi, dans la Région slovaque qui doit personnifier notre nation, il ne faut point chercher autre chose que ce qu'elle doit être effectivement : un gage sans équivoque de l'égalité de droits de nos nations, qui est la pierre angulaire de l'unité de notre patrie.

.....

Nous autres, Slovaques, qui attachons une importance bien plus grande à la concorde des nations de la Hongrie qu'à un orgueil national futile, nous sommes tout disposés à reconnaître dans le cadre de notre patrie le caractère diplomatique de la langue magyare, pourvu que celle-ci soit ramenée à ses justes limites.

.....

Nulle race ne dépasse nos frères magyars dans l'amour de leur langue et dans leur attachement jaloux à leur nationalité. Faudrait-il croire que le Créateur a construit nos cœurs et nos pensées d'après des règles différentes. Il n'en est rien ! Ce qui les blesse nous blesse également. Ce qui est un trésor précieux et inestimable pour eux l'est aussi pour nous.

LES PROTESTATIONS HISTORIQUES  
DU PEUPLE HONGROIS  
CONTRE LE DEMEMBREMENT  
DE L'ALSACE-LORRAINE EN 1871

M. Daniel Iranyi en 1871, a prononcé à la Chambre des Députés, au nom de la nation hongroise le discours suivant :

« MESSIEURS LES DEPUTES,

« Les journaux d'hier et d'aujourd'hui nous apportent la nouvelle que le gouvernement français de la Défense nationale, a tenté d'entamer des négociations de paix avec le gouvernement impérial allemand, et que ce dernier exige, entre autres conditions, la cession de l'Alsace-Lorraine. Cette condition, messieurs, est contraire au droit des gens ainsi qu'aux intérêts universels de l'Europe. Elle est contraire au droit des gens qui condamne expressément les conquêtes, et les condamne tout particulièrement au cas où les habitants d'une province envahie ne veulent point s'attacher aux vainqueurs ! Or, il n'y a pas de doute que l'Alsace et la Lorraine appartiennent corps et âme à la France. Mais cette condition, est également contraire aux intérêts de la famille des nations européennes, parce que, au lieu d'amener une paix durable, elle contient les germes de complications nouvelles et d'une guerre qui sera probablement plus étendue que la dernière. C'est pourquoi je prends la liberté d'adresser à M. le Président du Conseil la question suivante :

« Interpellation adressée à M. le Président du Conseil.

« Suivant les informations des journaux, le gouvernement français de la Défense nationale, ayant voulu engager des pourparlers avec le gouvernement impérial allemand, celui-ci exige entre autres conditions la cession de l'Alsace Lorraine.

« Or, comme cette prétention heurte les principes modernes du droit des gens, aussi bien que les intérêts de la famille des nations européennes, je demande à M. le Président du Conseil,



si le gouvernement a l'intention, de concert avec les autres puissances neutres, d'exercer sur le gouvernement impérial allemand par la voie diplomatique une pression pour l'engager à renoncer à ladite prétention et à faire la paix avec le gouvernement français de la Défense nationale sur la base de conditions justes et équitables.

« Je suis l'ami de l'unité allemande, mais les conditions de paix proposées par l'Empire allemand à la République française étant injustes, ce sentiment ne peut empêcher, à mon avis, de protester par la voie diplomatique et d'une manière amicale pour sauvegarder les intérêts tant de la Monarchie que de l'Europe en général. De même que les appels précédents du ministère des Affaires Etrangères n'ont pu troubler le bon accord entre la Hongrie et l'Autriche d'une part et l'Allemagne et la Prusse de l'autre, un nouvel appel en faveur de la France ne doit pas troubler nécessairement cet accord. C'est pourquoi nous espérons que le gouvernement fera son devoir en ce sens, d'autant plus que nous devons être convaincus qu'il se rencontrera avec l'opinion publique hongroise. »

A la séance de la Chambre des Députés du 20 février, le comte J. Andrassy, Président du Conseil, répondit à l'interpellation d'Iranyi. Dans sa réponse, il déclara, que d'après le discours du trône anglais, il avait été forcé de constater que, malgré les instances des parties belligérantes, le gouvernement anglais n'avait pas réussi à rédiger une proposition que ces dernières auraient voulu accepter pour base. Mais comme les pourparlers de paix étant déjà en train, toute déclaration ne pourrait que retarder leur succès.

Sur la réponse du Président du Conseil, M. Iranyi tint le discours suivant :

« MESSIEURS,

« J'aurais approuvé complètement la réponse de M. le Président du Conseil si je lui avais demandé s'il était disposé à intervenir énergiquement dans l'affaire en question. S'il est disposé à fixer des conditions que l'une ou l'autre des parties devrait repousser, en un mot, s'il est disposé à envisager la question de telle sorte qu'il puisse en résulter des complications graves. Mais ce n'est pas ce que j'ai demandé ; mais simplement

si je me le rappelle bien, car il y a déjà quelque temps que je lui ai adressé cette question, j'ai demandé si le gouvernement est disposé à agir pour empêcher le démembrement de la France, et pour que la paix soit conclue à des conditions telles, qu'elles soient acceptables au point de vue de chacune des parties belligérantes, et satisfaisantes au point de vue européen. Or, je pense, messieurs, que sans être sollicité par l'une ou l'autre des parties, quand un principe aussi important du droit des gens est en jeu, que l'intégrité des Etats, et qu'il s'agit de la question de l'équilibre européen, je crois, dis-je, que tout Etat doit y être autorisé et même obligé s'il occupe en Europe la position d'une grande puissance. C'est là ce que je désirais. Je concède que le gouvernement peut bien avoir ses réserves sur ce qu'il a l'intention de faire dorénavant. Mais, travailler au maintien desdits principes et de l'intégrité inviolable du territoire français, intervenir dans l'intérêt de l'équilibre européen, c'est ce que le gouvernement aurait eu le droit et le pouvoir de faire. Si mon appel est sans succès, je me console par la pensée d'avoir fait cet appel dans une question qui a la sympathie de la Hongrie entière, de toute l'Europe civilisée, et je fais observer à M. le Président du Conseil que la nation et l'histoire ne jugent pas toujours les actions des ministres selon qu'elles aient été ou non suivies de succès, mais selon que les ministres aient fait leur devoir conformément aux circonstances dans l'intérêt de leur peuple. L'appel de l'assemblée nationale hongroise de l'an 1831, contre le démembrement de la Pologne, n'a pas eu de succès non plus, néanmoins la génération actuelle peut se rappeler avec fierté les hommes qui ont fait appel en faveur de la résurrection de ce malheureux peuple, et c'est avec fierté que la postérité se le rappellera, quand bien même ma faible voix n'aura pas d'autre effet que de montrer qu'il y a eu des hommes, — et je crois qu'il y en a beaucoup — au Parlement hongrois, pour élever la voix en faveur d'une nation malheureuse. Je ne crois pas avoir fait une besogne inutile. Je suis forcé de déclarer que je ne suis pas satisfait de la réponse évasive de M. le Président du Conseil. »

A la séance du 30 mars 1871, à la Chambre des Députés, M. Hajdu, rapporteur, fit la déclaration suivante :

« Cent soixante-dix-huit pétitions, signées par 18.000 citoyens électeurs, ont été adressées à la Chambre. Les pétitions demandent à la Chambre de donner ordre au gouvernement d'intervenir,

en vue d'empêcher le démembrement de la France projeté par l'Allemagne. Le rapporteur proposa que la Chambre prenne connaissance de la déclaration des citoyens signataires des pétitions. Cette proposition rencontra l'approbation générale de la Chambre. »

Voici encore une deuxième protestation d'un de nos départements :

« Une guerre, causant des sacrifices formidables ravage depuis six mois un pays qui était un jour un des plus florissants d'Europe, une guerre dont le seul but consiste à subjuguier une noble nation et à renouveler le droit médiéval des conquêtes. C'est avec une inquiétude toujours croissante, que les peuples observent, au cœur de l'Europe, le raffermissement d'une puissance, qui, en ébranlant l'équilibre indispensable au maintien de la paix durable, met en péril la sûreté et l'indépendance des autres Etats. Cette inquiétude a atteint son plus haut degré lorsque l'on a appris les conditions de paix que le vainqueur s'apprête à imposer à la nation française. La conséquence inévitable de ces conditions, est d'une part la prédominance absolue de l'Allemagne, et de l'autre, la mutilation et la ruine matérielle de la France. Mais une paix basée sur la violation de tout droit public et sur l'écrasement total d'une grande et noble nation, ne peut être durable. Vu ces événements, c'est avec inquiétude et méfiance que nous attendons le sort futur de l'Europe et particulièrement celui de notre nation ; ce qui peut s'accomplir aujourd'hui à l'égard de la France, pourrait se répéter demain à l'égard de la Hongrie. »

« Nous prions donc respectueusement la Chambre des Députés, de bien vouloir prendre en considération la situation fort inquiétante de l'Europe, et de proposer au gouvernement de protester sans délai et de concert avec les autres puissances contre le démembrement projeté de la France, mettant ainsi l'Europe à l'abri des dangers politiques et sociaux qui la menaceraient, si nous admettions le droit de conquête. » (172)

## ARMISTICE AVEC LA HONGRIE

(Belgrade, 13 novembre 1918)

Le 13 novembre 1918, à 23 h. 15, le Général Henrys et le Voivode Michitch, délégués par le Général Franchet d'Espérey, signèrent à Belgrade, avec M. Bela Linder, délégué du gouvernement hongrois, une convention militaire dont voici les dispositions essentielles :

Convention militaire réglant les conditions d'application pour la Hongrie de l'Armistice signé entre les Alliés et l'Autriche-Hongrie.

---

I. Le Gouvernement hongrois retire toutes ses troupes au nord de la ligne marquée par la haute vallée du grand Szamos, Bis-tritz, Maros (village), le Maros jusqu'au confluent avec la Tissa, Mariatheresiopel, Baja, Funfkirchen, — ces localités étant non occupées par les troupes hongroises, — le cours de la Drave jusqu'au raccord de cette rivière avec la frontière de Slavonie-Croatie. L'évacuation sera terminée dans un délai de huit jours.

Les Alliés occuperont de plein droit la région évacuée dans les conditions que fixera le Général Commandant en Chef les Armées Alliées. L'administration civile y restera entre les mains du gouvernement actuel.

Seules seront maintenues dans les zones évacuées les forces de police et de gendarmerie indispensables au maintien de l'ordre ainsi que celles qui sont chargées d'assurer la sécurité des voies ferrées.

II. Démobilisation de l'armée hongroise de terre et de mer, exception faite de six divisions d'infanterie et de deux divisions de cavalerie destinées à assurer l'ordre intérieur et des fractions de police mentionnées au paragraphe I.

III. Droit d'occupation par les Alliés de toutes localités ou tous points stratégiques qu'aura le droit de fixer en permanence le Général Commandant en Chef les Armées Alliées.

Droit de passage et de séjour pour les troupes alliées sur toute l'étendue du territoire hongrois. Droit permanent d'utilisation pour les besoins militaires des Alliés de tout le matériel roulant sur routes et voies ferrées et matériel naviguant appartenant à l'Etat et aux particuliers habitant la Hongrie. Dito pour les animaux de trait et de bât.

IV et V. ... (concernant la livraison du matériel de chemins de fer, wagons et locomotives : 2 000 wagons, 100 locomotives de voie normale et 500 wagons et 50 locomotives de voie étroite. En outre 6 monitors doivent être livrés immédiatement à Belgrade et le reste de la flotille du Danube désarmé.)

VI, VII et VIII. Mise à la disposition du Général en Chef de :  
3 000 hommes de troupes de chemins de fer pour réparer les voies ferrées en Serbie,  
de détachements de sapeurs-télégraphistes avec le matériel nécessaire pour réparer les lignes télégraphiques et téléphoniques en Serbie.

XI. Un délai de 15 jours est accordé pour le passage et le stationnement des troupes allemandes à travers la Hongrie, à partir du jour de la signature de l'armistice du Général Diaz (le 4 novembre à 15 heures).

Les communications postales ou télégraphiques avec l'Allemagne n'auront lieu que sous le contrôle militaire des Alliés. Le gouvernement hongrois s'engage à ne laisser envoyer en Allemagne aucune communication télégraphique militaire avec ce pays.

XVI. Obligation pour la Hongrie de cesser toutes relations avec l'Allemagne et d'interdire tout transport de troupes et de munitions, sauf autorisation spéciale du Général en Chef à destination des troupes allemandes en Roumanie.

13 novembre 1918

Le Délégué du Gouvernement hongrois,  
Le Ministre de la Guerre  
Signé : BELA LINDER.

Les Délégués du Général Commandant en Chef  
les Armées Alliées d'Orient,

Le Général Commandant  
l'Armée Française d'Orient,  
Signé : HENRYS.

Le Voivode  
Signé : MICHITCH.

#### ANNEXE IV

### LES NEGOCIATEURS DU TRAITE DE TRIANON SE SONT-ILS INSPIRES DU DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES

Voici en quels termes la Délégation hongroise à la Conférence de la paix demanda leur application :

« ... Nous ne voyons aucune raison ni d'intérêt général, ni de justice internationale, pour démembrer la Hongrie. Il y en aurait pourtant une seule, devant laquelle nous serions prêts à nous incliner, une force morale qui pourrait remplacer le droit historique : ce serait la volonté des peuples habitant les territoires en litige. Entre la Hongrie qui, forte de son droit, veut les garder, et ses voisins qui, sous différents prétextes, veulent les prendre, c'est à eux de décider : qu'ils soient à ceux à qui ils veulent appartenir. Toute solution qui se passerait de leur assentiment serait entachée d'arbitraire. Créée par la force, elle serait sujette à être détruite par la force, dès que celle-ci se déplacerait, et tout le monde garderait le droit de guetter ce déplacement. Seule la volonté nationale, librement exprimée, peut créer, au lieu du droit ancien qu'on se plaît à discuter, un droit nouveau indiscutable, imposant à ceux-là mêmes dont il dérangerait les calculs, l'obligation morale de le respecter. Si les raisons que nous venons d'exposer en faveur du maintien de notre territoire ne vous paraissent pas concluantes, demandez l'avis de ceux que la question intéresse de plus près, et ne disposez pas d'eux comme on disposerait d'un troupeau de bétail sans volonté. C'est ici le moment critique de ces grands principes, si souvent proclamés, de justice internationale et de liberté, c'est ici que la sincérité de ceux qui les proclament sera mise à l'épreuve. Forts de ces principes, nous demandons le plébiscite dans toutes les régions qu'on veut séparer de la Hongrie ; nous le demandons dans des conditions qui en assurent la liberté ; nous

déclarons en accepter la décision quelle qu'elle puisse être ; et si nos adversaires refusaient la seule épreuve établissant d'une façon certaine la volonté des peuples intéressés, leur cause serait jugée devant le tribunal de la conscience humaine, car ils auraient déclaré par là leur résolution de soumettre à leur joug des millions d'âmes qui refusent de leur appartenir. Le principe des arrangements nouveaux ne serait alors ni celui des nationalités, ni celui de la justice, ni celui de la liberté : ce serait l'esclavage des vaincus qu'on aurait proclamé comme idée dominante en plein vingtième siècle » (\*).

---

(\*) Les négociations de la paix hongroise. Compte rendu sur les travaux de la Délégation de paix de Hongrie. Budapest, 1920, t. I, pp. 31-32.

## ANNEXE V

### « UNE BORNE AU PIED D'UN CALVAIRE »

« Il existe quelque part, au nord de la plaine hongroise, au bout des terres à blé, un village nommé TARPA. Dans ce village, cent laboureurs qui récoltent du froment à pleins boisseaux, manquent de bois pour se chauffer l'hiver et refaîter leurs maisons. Heureusement, la Providence, qui connaît les besoins des hommes, a placé tout près de TARPA, à deux heures de char à bœufs, un bourg forestier appelé BEREHOVO, où l'on ne trouve que des bûcherons. Depuis plus de mille ans, les moissonneurs de TARPA portaient à BEREHOVO leurs sacs de grains, après quoi leurs chariots s'en revenaient chargés de bûches et de fagots. Quand un quintal de blé ou une cordée de bois roulait sur le chemin, le fisc demandait sa part et tout le monde était content.

Un jour de l'été 1919, des messieurs vinrent qui, montrant une borne au pied d'un calvaire, dirent aux paysans : « Vous autres, gens de TARPA, vous êtes magyars et vous, gens de BEREHOVO, vous êtes slovaques. Cette pierre que vous voyez là, c'est la frontière et voici deux gendarmes qui vous diront le reste ! » Les paysans tirèrent leurs bonnets. Depuis lors, ni le blé, ni le bois ne passent plus sur la route. Mais ceux de BEREHOVO ont faim tandis que ceux de TARPA ont froid. Voilà toute l'affaire. »

(Henri BERAUD,

« Le Feu qui couve » 1932

Les Editions de France

pp. 21 et 22 — chap. 3.)



## ANNEXE VI

Sondage de l'I.F.O.P. (Institut français d'opinion publique)  
publié dans « PARIS-MATCH » du 9 septembre 1967 :

### LE PAYS DE L'EST LE PLUS SYMPATHIQUE AUX FRANÇAIS

Parmi les pays suivants, quels sont les deux pour lesquels vous  
avez le plus de sympathie ?

Ont cité parmi les deux pays les plus sympathiques :

	%
La Pologne .....	41
La Hongrie .....	30
La Yougoslavie .....	22
La Roumanie .....	16
La Tchécoslovaquie .....	12
La Bulgarie .....	6
Ne se prononcent pas .....	31
	—
	(1)

---

(1) Le total est inférieur à 200, certaines personnes n'ayant  
cité qu'un pays.

## ANNEXE VII

### *LA « LETTRE MONGOLE » DU ROI DE HONGRIE BELA IV AU PAPE INNOCENT IV LE 11 NOVEMBRE 1251*

A notre Saint Père en Christ et notre seigneur INNOCENT, de par la grâce de Dieu Prêtre Suprême de la Sainte Église Romaine, envoie ses respects obligés et cordiaux. BELA, de par la grâce de Dieu, roi de Hongrie.

A la suite du désastre mongol, la Hongrie s'est transformée en majeure partie en désert et les tribus païennes l'encerclent comme les haies la bergerie : de l'est les Ruthènes et Valaques, du sud les hérétiques bulgares et bosniaques, contre lesquels nous guerroyons maintenant encore ; de l'ouest et du nord les Allemands, dont nous devrions du fait de la Foi commune pouvoir attendre de l'aide, mais dont nous devons souffrir non les fruits de l'aide, mais les épines de la guerre, car ils pillent notre pays par des incursions de rapine : pour tout cela, mais surtout à cause des Mongols, qui nous ont appris à craindre les expériences de la guerre, comme à d'autres peuples qu'ils ont piétinés — après avoir demandé conseil aux grands et aux prélats de notre pays, je m'adresse au vicaire du Christ et à ses frères, dernier refuge des chrétiens dans un péril extrême, afin que ne se produise pas sur nous, ou plutôt à travers notre corps, sur les autres peuples chrétiens ce que nous craignons.

Des nouvelles nous viennent de jour en jour, en effet, des Mongols : ceux-ci se préparent non seulement contre nous, qu'ils haïssent le plus, pour n'avoir pas, malgré tant de plaies reçues, plié sous leur joug, alors que tous les autres peuples contre lesquels ils ont exercé leur force leur ont fait acte de soumission et sont devenus leurs tributaires, comme à l'est de nos frontières la terre russe, la terre des Comans, Valaques, Bulgares,

qui se trouvait auparavant sous notre domination, ces Mongols s'organisent désormais non seulement contre nous, mais contre tout le monde chrétien et, comme l'affirment de très nombreux témoins dignes de foi, ils vont bientôt déployer leurs immenses cohortes contre toute l'Europe.

Nous craignons également, si ce peuple apparaît à nouveau, que les nôtres, connaissant la sauvagerie cruelle des Tartares, hésiteront ou n'oseront plus résister, la peur les pliant sous le joug de l'ennemi, comme les autres peuples voisins, à moins que le Saint-Siège Apostolique ne renforce par prévoyance avisée avec prudence et efficacité notre pays, ce par quoi il redonnerait courage à ses habitants.

Nous écrivons tout cela surtout pour deux raisons : que l'on ne puisse nous accuser par la suite de n'avoir pas exploité les possibilités, ou de négligence.

Pour ce qui est de la négligence, nous pouvons dire que nous avons fait tout ce qui, dans notre situation sur la base de nos expériences, pouvait être fait quand nous avons exposé nous mêmes et nos biens à la menace et à la force alors encore inconnues des Tartares. Et personne ne peut nous accuser de manquement non plus.

Les Tartares égorgeaient encore dans notre pays quand nous nous sommes adressés aux trois plus grandes puissances du monde chrétien :

nous nous sommes adressés au Saint-Siège Apostolique, maître et enseignant du monde chrétien entier ;

nous nous sommes adressés à la Cour Impériale, à laquelle nous avons offert même notre soumission si elle donnait à temps une aide décisive à notre peuple contre la peste mongole

et nous nous sommes adressés à la maison de France aussi, mais nous n'avons reçu de nulle part ni aide ni réconfort, seulement des mots.

Nous avons pourtant exploité toutes les possibilités, pour le bien du christianisme nous avons humilié notre majesté royale

et donné pour épouses deux de nos filles à deux princes ruthènes et une troisième au prince polonais, afin d'obtenir d'eux et de nos autres amis habitant à l'est les informations gardées bien secrètes sur les Tartares et pouvoir ainsi résister à leurs desseins et intrigues.

Nous avons accueilli en notre pays les Comans aussi et, c'est triste à dire, nous défendons notre pays avec des païens, c'est avec des païens que nous combattons les ennemis de l'Eglise.

Et il y a plus : pour la protection de la Foi chrétienne, nous avons donné à notre fils aîné pour épouse une fille comane, afin d'éviter le pire et d'avoir ainsi l'occasion d'amener les Comans à embrasser le christianisme, comme nous l'avons déjà fait avec d'autres peuples.

Pour cela et d'autres raisons nous désirons que Sa Sainteté le Pape en ait la preuve manifeste, qu'au milieu de tous ces maux nous n'avons reçu aucune aide d'aucun souverain, d'aucun peuple de l'Europe, hormis les Chevaliers de Saint Jean de Jérusalem qui, il n'y a pas longtemps, sur notre demande ont pris les armes contre les païens et les schismatiques pour défendre notre pays et la vraie Foi chrétienne ;

nous les avons déjà placés sur les points menacés, à la frontière bulgare-comane, sur le Bas-Danube, car lors de l'attaque de notre pays l'invasion tartare a fait irruption par cet endroit ;

mais avec ce territoire nous avons d'autres visées aussi ; nous espérons, si Dieu aide notre travail et celui des frères sus-nommés et si le Saint-Siège aussi nous daigne aider, pouvoir avec l'aide des Chevaliers répandre la Foi chrétienne le long du cours du Danube jusqu'à la mer de Constantinople et ainsi nous pourrons fournir une aide adéquate à l'Empire Romain et à la Sainte-Terre aussi.

D'autre part, au centre de notre pays, nous les avons placés à la défense des forts que nous avons construits le long du Danube et qui pour notre peuple sont encore des nouveautés.

Car notre conception maintes fois éprouvée a pour base qu'il est de notre salut, mais aussi de toute l'Europe, si nous renforçons de forteresses de défense le Danube.

*Car le Danube est le fleuve de la résistance.*

Même sans préparation et après une défaite terrible, nous avons pu tenir tête pendant dix mois aux Mongols, bien qu'alors notre pays était presque entièrement privé de fortifications et de défenseurs de forts ;

si les Mongols réussissent à prendre le Danube s'ils occupent, que Dieu nous en garde, notre pays, la route leur sera libre vers d'autres pays chrétiens d'une part, car d'ici, en direction du monde chrétien, il n'y a pas de mer pour obstacle, d'autre part parce qu'ici ils pourront le mieux installer leurs familles dont ils sont prodigieusement abondants.

Rappelons-nous Attila, qui partit de l'est pour conquérir l'occident et installa son camp principal au centre de la Hongrie, ou par opposition l'exemple des Empereurs Romains, qui venaient de l'ouest en combattant, pour plier sous leur joug l'orient et qui installèrent la majorité de leurs troupes entre les frontières de notre pays.

Que Votre Sainteté médite soigneusement tout cela, qu'Elle prenne des mesures et qu'Elle mette un remède sur la plaie avant que celle-ci ne se gangrène.

C'est justement pour ces raisons que je demande à Votre Sainteté Papale vigilante, Son aide, qu'Elle daigne prendre des mesures salutaires et d'employer des remèdes bienfaisants avant que la plaie ne s'envenime.

Beaucoup d'hommes penseurs sont très étonnés de voir Votre Sainteté tolérer dans les circonstances actuelles l'indifférence témoignée envers l'Europe par le roi de France, membre éminent de l'Eglise.

Ils s'étonnent aussi beaucoup de tous les soins portés par Votre Sainteté aux territoires de l'Empire de Constantinople et autres terres d'outre-mer. Pourtant, si ceux-ci — que Dieu les préserve — étaient perdus, cela ne causerait pas tant de préjudice aux habitants de l'Europe que si les Mongols réussissaient à dominer notre seul pays.

Nous déclarons devant Dieu et les hommes, que notre besoin est si grand et notre cause si grave, que si nous étions retenus par les dangers des routes, nous n'enverrions pas seulement des ambassadeurs, comme nous en envoyons, mais nous nous pros-

ternerions personnellement devant Votre Sainteté, pour nous faire entendre devant toute l'Eglise, pour exposer nos excuses et obtenir votre accord de nous entendre avec les Mongols si Votre Sainteté ne nous accorde pas l'aide demandée et si le danger nous tombe dessus.

Nous supplions la Sainte Mère Eglise de prendre en considération sinon les nôtres, au moins les mérites de nos saints prédécesseurs royaux, qui ont avec plein dévouement et respect gardé eux-mêmes et leur peuple gagné à la Foi salvatrice, parmi les autres princes de ce monde, dans la pureté de la Foi et dans l'obéissance à l'Eglise, ce pour quoi le Saint-Siège Apostolique, tant que tout allait bien pour eux, leur a offert et promis pour le cas de danger, même sans demande, toutes sortes de grâces et de faveurs.

Mais maintenant il est certain qu'un grave danger menace.

Que Votre Sainteté ouvre donc son cœur paternel et envoie une troupe armée signifiant une aide sérieuse pour la protection de la Foi et pour le bien du peuple en ce temps de si grandes persécutions.

Car si Votre Sainteté, ce que nous ne pouvons guère croire, nous éconduisait avec notre demande fondée et intéressant tous les chrétiens fidèles à l'Eglise Romaine, la contrainte nous pousserait, non plus en tant qu'enfants, mais en tant que rejetés du troupeau paternel, de mendier protection ailleurs.

Fait à Sarospatak, en ce 11 novembre, jour de l'évêque et martyr Saint Martin.

BÉLA IV  
Roi de Hongrie

Le parchemin de cette lettre, citée déjà par les ouvrages sur la foi d'une ancienne publication, a été retrouvé intact dans les cassettes plombées des archives secrètes du Vatican. Cette lettre est restée en l'original, alors que la Bulle d'Or, de trente ans plus jeune, bien qu'établie en deux exemplaires, avec en plus un pour le Saint-Siège, il n'y a aucun original, tous ont disparu.

## REFERENCES

- (1) R.P. GRATRY « La Paix, méditation politique et religieuse » Paris 1861.
- (2) Elisée RECLUS « Nouvelle Géographie Universelle » T. III pp. 289, 293 Paris 1878.
- (3) Louis EISENMANN « Le Compromis austro-hongrois de 1867 » Paris 1904-1968.
- (4) Elisée RECLUS, idem — p. 290.
- (5) « Vita Sancti Stephani, Acta Sanctorum, 4 nov. »
- (6) HELFERT « Die Checo-Slaven » p. 267 cité par SZALAY p. 37.
- (7) Aldo DAMI « La Hongrie de demain » p. 97 Paris 1932.
- (8) Gabriel GOBRON « La Hongrie mystérieuse » Paris 1933.
- (9) R.P. Jérôme SZALAY « Vérités sur l'Europe Centrale » p. 101 Paris 1956.
- (10) Pierre SEQUEIL « Le Dossier de la Transylvanie » Paris 1967.
- (11) Aldo DAMI — idem — p. 257.
- (12) R.P. Jérôme SZALAY — idem — p. 86.
- (13) Jerzy LUKASZEWSKI « L'Historiographie de l'Autriche-Hongrie » Paris 1968 (dans la « Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine » T. XV pp. 471 à 501).
- (14) — idem — p. 490.
- (15) René DUPUIS « Le problème Hongrois » Paris 1931.
- (16) André de HEVESY « L'Agonie d'un Empire » p. 190 Paris 1923.
- (17) Jacques ISORNI « Histoire véridique de la Grande Guerre » T. I p. 18 Paris 1968.
- (18) F. NITTI « La Paix » Paris 1925.
- (19) Henri POZZI « Les Coupables » p. 153 Paris 1934.
- (20) Alfred FABRE-LUCE « L'Histoire démaquillée » pp. 11 à 14 Paris 1967.
- (21) Gabriel GOBRON — idem —

- (22) Aldo DAMI — idem — p. 28.
- (23) F. NITTI — idem —.
- (24) Henri POZZI — idem — pp. 3, 6, 29, 33, 56, 57, 72, 92, 134, 135.
- (25) Mathias MORHARDT « Les Preuves » pp. 60 et suivantes Paris 1924.
- (26) Alfred FABRE-LUCE — idem — p. 131.
- (27) Henri POZZI — idem — p. 72.
- (28) André de HEVESY — idem — pp. 138 à 140.
- (29) Gabriel GOBRON — idem — p. 135.
- (30) Henri POZZI — idem — pp. 25 et 27.
- (31) André DUBOSCO « Budapest et les Hongrois » préface p. 5 Paris 1913.
- (32) Jules ALTENBURGER « La Hongrie et la Première Guerre Mondiale » Budapest 1919.
- (33) Henri POZZI — idem — pp. 14, 15.
- (34) Gabriel GOBRON — idem — p. 138.
- (35) Charles TISSEYRE « Une erreur diplomatique : La Hongrie mutilée » Paris 1922.
- (36) Jerzy LUKASZEWSKI — idem — pp. 482 à 487.
- (37) François d'ORCIVAL « Le Danube était noir » pp. 71 à 74 Paris 1968.
- (38) Charles DANIELOU « Le Traité de Trianon » pp. 10-11 Paris 1923.
- (39) Robert VALLERY-RADOT « Les Furieux de la Paix » Paris 1936.
- (40) Thomas MASARYK « Résurrection d'un Etat » p. 64.
- (41) André de HEVESY — idem — p. 220.
- (42) Georges ROUX « Reviser les traités ? » pp. 13 à 30 Paris 1931.
- (43) « Le Pangermanisme à la conquête de la Hongrie » p. 52 Paris 1940.
- (44) — idem — p. 54.
- (45) Georges DESBONS « La Hongrie après le Traité de Trianon » p. 88 Paris 1933.
- (46) André de HEVESY — idem — p. 230.
- (47) Journal « AZ EST » du 5/11/18 — cité par Zoltan SZENDE dans la « Nouvelle Revue de Hongrie » de janvier 1939, pp. 235 à 242.
- (48) André de HEVESY — idem — pp. 235 à 242.
- (49) J.O.R.F. du 8/6/19, p. 2578.



- (50) Gy. JOZSA « La République Soviétique Hongroise de 1919 » dans la revue « Documentation sur l'Europe Centrale » vol. VII/2/69 pp. 96 et 98 Louvain 1969.
- (51) René DUPUIS — idem — p. 47.
- (52) Georges DESBONS — idem — pp. 94 et 95.
- (53) Henri BOGDAN « Histoire de la Hongrie » Paris 1966.
- (54) Antal ULLEIN-REVICZKY « La nature juridique des clauses territoriales du Traité de Paix de Trianon » p. 159 Paris 1929.
- (55) Robert VALLERY-RADOT « La Hongrie et l'esprit maçonnique des Traités » extrait de « La Revue Hebdomadaire » pp. 21 et 27 Paris 1929.
- (56) Henri POZZI — idem — p. 261.
- (57) Paul et Jean LEBOURG « Les consciences se réveillent » Paris 1929.
- (58) Henri POZZI — idem — p. 313.
- (59) Henri CASTEX et André de LA FAR « Les dessous de la guerre 14-18 » p. 371 Paris 1967.
- (60) Gabriel GOBRON — idem —.
- (61) Georges ROUX — idem — p. 64.
- (62) Georges DESBONS — idem — p. 4.
- (63) Henri POZZI « La Guerre revient » p. 137 Paris 1933.
- (64) Henri POZZI « Les Coupables » p. 257 Paris 1934.
- (65) Sir Robert GOWER « La Révision du Traité de Trianon » p. 29 Paris 1937.
- (66) Georges ROUX — idem — pp. 64, 66, 89.
- (67) Sir Robert GOWER — idem — p. 26.
- (68) J.O.R.F. du 8/6/21 — Débats parlementaires pp. 2585-86.
- (69) Aldo DAMI — idem — pp. 175, 176.
- (70) Aldo DAMI — idem — p. 133.
- (71) Henri POZZI — idem — p. 297.
- (72) Antal ULLEIN-REVICZKY — idem — p. 51.
- (73) F. NITTI — idem —.
- (74) Aldo DAMI — idem — pp. 23, 24.
- (75) R.P. Jérôme SZALAY « Rassembler ce que l'on a dispersé » Paris 1957.
- (76) Georges ROUX — idem — pp. 18 à 24.
- (77) Henri POZZI — idem — p. 256.
- (78) René DUPUIS — idem — pp. 47, 48.
- (79) Georges DESBONS — idem — p. 114.

- (80) Charles TISSEYRE — idem — p. 29.
- (81) Charles DANIELOU — idem — pp. 11, 13.
- (82) Aldo DAMI — idem —.
- (83) Aldo DAMI — idem — pp. 55, 76, 77.
- (84) Adalbert de POKA-PIVNY « Le Siècle de Jeanne d'Arc et le siècle dernier de la Hongrie » p. 43 Budapest 1931.
- (85) De La REVELIERE « Europe Centrale : Etude d'incendie » p. 18 Paris 1923.
- (86) Georges ROUX — idem — p. 89.
- (87) « Nouvelle Revue de Hongrie » de mars 1937, p. 232.
- (88) Victor L. TAPIE « Monarchie et peuples du Danube » pp. 32, 33, 42, 43, 49, 77, 82 Paris 1969.
- (89) Edouard SAYOUS « Histoire Générale des Hongrois » p. 34 Paris 1900.
- (90) Robert VALLERY-RADOT — idem — p. 7.
- (91) F. NITTI — idem — pp. 104 et suivantes.
- (92) René Dupuis — idem —.
- (93) Sir Robert GOWER — idem — pp. 16 à 18.
- (94) Gabriel GOBRON — idem — p. 121.
- (95) Aldo DAMI « Les nouveaux martyrs, destin des minorités » Paris 1936.
- (96) « La Transylvanie » p. 856 Bucarest 1938.
- (97) Georges DESBONS — idem — p. 179.
- (98) « Le Pangermanisme à la conquête de la Hongrie » p. 134 Paris 1940.
- (99) René DUPUIS — idem — p. 94.
- (100) Aldo DAMI « La Hongrie de demain » p. 33 Paris 1932.
- (101) Aldo DAMI — idem — pp. 178, 179 et Henri POZZI — idem — pp. 347 à 359.
- (102) A. DORIEN « La question d'une frontière commune entre la Pologne et la Hongrie » Varsovie 1921.
- (103) « Le Pangermanisme à la conquête de la Hongrie » p. 147 Paris 1940.
- (104) Wenzel JAKSCH « Postdam 1945 ou l'histoire d'un mensonge » pp. 87 à 92 Paris 1966.
- (105) Wenzel JAKSCH — idem — p. 60.
- (106) Maurice BAUMONT « Les origines de la deuxième Guerre Mondiale » pp. 319-320 Paris 1969.

- (107) Revue « Documentation sur l'Europe Centrale » vol. V/1/67 p. 35 Louvain.
- (108) Eugène SUJANSZKY « La Fête des Héros » dans le bulletin de mai 1965 de l'Association des Combattants Hongrois de la Liberté en France (traduit du hongrois).
- (109) Robert VALLERY-RADOT — idem — p. 21.
- (110) Joseph A.-MIKUS « La Slovaquie dans le drame de l'Europe » pp. 55, 56, Paris 1955.
- (111) Aldo DAMI — idem — p. 140.
- (112) Joseph A.-MIKUS — idem — p. 170.
- (113) » » p. 166.
- (114) » » pp. 207, 208, 209.
- (115) » » p. 274.
- (116) » » pp. 276 et 386.
- (117) » » pp. 370 à 373.
- (118) « Le Monde » du 24/4/68 p. 5.
- (119) René DUPUIS — idem — p. 30.
- (120) Aldo DAMI — idem — pp. 95, 96.
- (121) Pierre SEQUEIL « Le dossier de la Transylvanie » p. 117 Paris 1967.
- (122) Henri POZZI — idem — pp. 95, 96.
- (123) Michel TATU dans « Le Monde » des 11/12/13 et 14 nov. 1967.
- (124) « Congressional Record » 1<sup>re</sup> session du 89<sup>e</sup> Congrès des U.S.A.
- (125) Herbert van LEISEN « Le problème Transylvain » pp. 93 à 103 Genève 1943.
- (126) Louis de VIENNE « Le guépier de l'Europe Centrale » p. 157 Paris 1937.
- (127) Henri POZZI — idem — pp. 262 à 279.
- (128) Bernard GEORGE « L'Occident joue et perd : la Yougoslavie dans la guerre » pp. 46, 47, 52, 108, 222, Paris 1968.
- (129) Henri POZZI — idem — pp. 114, 115, 156 à 178, 243, 309.
- (130) Henri POZZI — idem — pp. 173, 174.
- (131) » » pp. 24, 29, 134.
- (132) » » pp. 223 à 334.
- (133) Gabriel PUAUX « Mort et transfiguration de l'Autriche » pp. 131 à 147 Paris 1966.

- (134) Jacques MORDAL « Versailles ou la paix impossible » pp. 35 à 52 Paris 1970.
- (135) Wenzel JAKSCH — idem — p. 306.
- (136) Robert VALLERY-RADOT — idem — p. 11 et Henri POZZI — idem — p. 260.
- (137) Henri POZZI — idem — pp. 252, 260, 289.
- (138) Gabriel GOBRON — idem — pp. 141, 142, 147, 153.
- (139) Georges DESBONS — idem — Avant propos p. XI.
- (140) J.O.R.F. du 12/7/21 — Débats Parlementaires du Sénat.
- (141) J.O.R.F. du 8/6/21 p. 2591.
- (142) Charles TISSEYRE — idem — préface de M. de MONZIE, p. VII.
- (143) Charles TISSEYRE — idem — pp. 9 à 18, 53, 54, 60, 79.
- (144) René DUPUIS — idem — pp. 15, 16, 17, 18 et 139 à 161.
- (145) Henri POZZI « La guerre revient » Paris 1933.
- (146) De La REVELIERE — idem — pp. 42, 43, 55, 57, 59, 65, 66.
- (147) Georges ANDERSEN « Quant la France s'en lave les mains » dans « Combat » du 1/9/68.
- (148) Wenzel JAKSCH — idem — p. 307.
- (149) Maurice BAUMONT « Les origines de la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale » Paris 1969.
- (150) Louis de VIENNE « Comment faut-il comprendre les Hongrois ? » dans la « Nouvelle Revue de Hongrie » de novembre 1935, pp. 387, 388.
- (151) René DUPUIS — idem — pp. 139 à 161.
- (152) Paul et Jean LEBOURG — idem —.
- (153) Aldo DAMI — idem —.
- (154) Janko MUSULIN dans le « Salburger Nachrichten » du 2/11/56 cité par le R.P. SZALAY dans « Vérités sur l'Europe Centrale » pp. 157, 158.
- (155) Georges DESBONS — idem — p. 106.
- (156) R.P. Jérôme SZALAY — idem —.
- (157) Georges ROUX — idem — pp. 133 à 137, 142 à 144, 151, 162, 163.
- (158) Dominique AUDOLLENT, article dans « Exil et Liberté » d'octobre 1966.

- (159) Antal ULLEIN-REVICZKY — idem — p. 111 de la première édition de 1929.
- (160) Joseph A.-MIKUS — idem — pp. 391 et suivantes.
- (161) De La REVELIERE — idem — p. 28.
- (162) Louis EISENMANN « La Hongrie Contemporaine » p. 57 Paris 1921.
- (163) René DUPUIS — idem —.
- (164) Paul et Jean LEBOURG — idem —.
- (165) Louis de VIENNE — idem —.
- (166) Tibor ECKHARDT « L'aménagement politique et économique de l'Europe Danubienne » publication de la Dotation Carnegie, bulletin 4 p. 361, Paris 1934.
- (167) Henri POZZI — idem — p. 365.
- (168) Louis-Paul DESCHANEL « Deux gardiens de la Civilisation : Hongrie et France » article publié dans la « Nouvelle Revue de Hongrie » de décembre 1936.
- (169) Philippe GAILLANT « Fallait-il détruire l'Autriche-Hongrie » dans la revue du « XX<sup>e</sup> siècle Fédéraliste » n° 395 de décembre 1968.
- (170) Aldo DAMI — idem —.
- (171) Wenzel JAKSCH — idem — p. 313.
- (172) Sigismond VARGA « La tragédie d'un pays millénaire » pp. 30 à 36 Paris 1930.

*Les cartes qui figurent en hors-texte dans cet ouvrage sont extraites du livre de Paul et Jean Lebourg « Les consciences se réveillent » édité par Delpeuch en 1929.*

## BIBLIOGRAPHIE SUR LE TRAITE DE TRIANON

- « PRO HUNGARIA — LES DROITS DE LA HONGRIE »  
Adresse de l'Université hongroise de Pozsony à la Conférence de la Paix (Budapest, 1919).
- « LA QUESTION D'UNE FRONTIERE COMMUNE ENTRE LA POLOGNE ET LA HONGRIE », A. Doricn (Ed. Wende, Varsovie 1921).
- « UNE ERREUR DIPLOMATIQUE : LA HONGRIE MUTILEE », Charles Tisscyre (Ed. Mercure, Paris 1922).
- « LA HONGRIE APRES LE TRAITÉ DE TRIANON », Ladislav Buday (Ed. Roustan, Paris 1922).
- « LA PETITE ENTENTE », Jean Desthieux (Ed. Bossard, Paris 1922).
- « NOS ILLUSIONS SUR L'EUROPE CENTRALE », Wladimir d'Ormesson (Ed. Plon, Paris 1922).
- « L'AGONIE D'UN EMPIRE », André de Hevesy (Ed. Perrin, Paris 1923).
- « LE TRAITE DE TRIANON », Charles Daniélou (Ed. Figuiet, Paris 1923).
- « EUROPE CENTRALE : ETUDE D'INCENDIE », De La Revelière (Ed. Vernet X. Warin, Paris 1923).
- « LA PAIX », François Nitti (Ed. Reider et C<sup>ie</sup>, Paris 1925).
- « L'INFERNAL DESARROI », André Ott (Ed. Delpeuch, Paris 1927).
- « LE TRAITÉ DE TRIANON ET SES CONSEQUENCES », de Nagy et Fenyö (Ed. Athenacum, Budapest 1927).
- « JUSTICE POUR LA HONGRIE », Legrady Otto (Ed. Pesti Hirlap, Budapest 1928).
- « LA PAIX MALPROPRE », Alcide Ebray (Ed. Unitas, Milan 1925).
- « LE CHAOS DANUBIEN », Alcide Ebray (Ed. Evolution, Paris 1929).
- « LA NATURE JURIDIQUE DES CLAUSES TERRITORIALES DU TRAITÉ DE TRIANON », Antal Ullein-Reviczky Ed. Pedone, Paris 1929, réédité en 1936).

- « LES CONSCIENCES SE RÉVEILLENENT », Paul et Jean Lebourg (Ed. Delpeuch, Paris 1929).
- « LA HONGRIE DE DEMAIN », Aldo Dami (Ed. Delpeuch, Paris 1929).
- « COMMENT UN PAYS MILLÉNAIRE FUT DÉMEMBRÉ » de Pierrepont, B. Noyes, (Ed. Atheneum, Budapest et « Nouvelle Revue de Hongrie » 1929).
- « LA TRAGÉDIE D'UN PAYS MILLÉNAIRE » Sigismond Varga (Ed. La Source, Paris 1930).
- « LE SIÈCLE DE JEANNE D'ARC ET LE SIÈCLE DERNIER DE LA HONGRIE », Adalbert de Poka-Pivny (Ed. Association Affaires Etrangères, Budapest 1931).
- « LE PROBLÈME HONGROIS », René Dupuis (Ed. Internationales, Paris 1931).
- « RÉVISER LES TRAITÉS ? », Georges Roux (Ed. Pion, Paris 1931).
- « LE TRAITÉ DE TRIANON », (Ed. de la Société des Juristes Hongrois, Budapest 1931).
- « ARPAD BLESSÉ OU LA HONGRIE NOUVELLE », Eugène Paumés (Ed. D'Hartoy, Paris 1932).
- « LA FIN DES HABSBOURG » Jérôme et Jean Tharaud (Ed. Flammarion, Paris 1933).
- « LA HONGRIE APRÈS LE TRAITÉ DE TRIANON » Georges Desbons (Ed. Rivière, Paris 1933).
- « LA HONGRIE MYSTÉRIEUSE » Gabriel Gobron (Ed. Rivière, Paris 1933).
- « LA HONGRIE DE DEMAIN », Aldo Dami (Ed. Oeuvres Représentatives, Paris 1933).
- « LA GUERRE REVIENT », Henri Pozzi (Ed. Berger, Paris 1933).
- « LES COUPABLES », Henri Pozzi (Paris 1934).
- « LES NOUVEAUX MARTYRS, DESTIN DES MINORITÉS », Aldo Dami (Ed. Sorlot, Paris 1936).
- « LES FURIEUX DE LA PAIX », Robert Valléry-Radot (Ed. Grasset, Paris 1936).
- « LE GUÉPIER DE L'EUROPE CENTRALE », Louis de Vienne (Ed. Baudinière, Paris 1937).
- « LA RÉVISION DU TRAITÉ DE TRIANON ET LES FRONTIÈRES DE LA HONGRIE », Sir Robert Gower (Ed. Sorlot, Paris 1937).

- « LA DÉSAGRÉGATION DE L'EUROPE — ESSAI SUR DES VÉRITÉS IMPOPULAIRES », Francesco Nitti (Ed. Spes, Paris 1938).
- « LES ROUMAINS NOS ALLIÉS ? », P.J. Thomas (Ed. Sorlot, Paris 1939).
- « LE PANGERMANISME A LA CONQUÊTE DE LA HONGRIE » (Ed. Jouve, Paris 1940).
- « LA RUTHÉNIE SUBCARPATHIQUE », Aldo Dami (Ed. du Mont-Blanc, Genève 1944).
- « VÉRITÉS SUR L'EUROPE CENTRALE », R.P. Jérôme Szalay (Edité par l'auteur, Paris 1957).
- « RASSEMBLER CE QUE L'ON A DISPERSÉ », R.P. Jérôme Szalay (Edité par l'auteur, Paris 1957).
- « LE DOSSIER DE LA TRANSYLVANIE », Pierre Séquoil (Ed. C.A.R.S.T., Paris 1967).



## TABLE DES MATIERES

I. La Hongrie Millénaire : son unité géographique et sa disparité ethnique .....	13
II. La grande guerre : ses origines, son évolution et le climat de 1918 .....	45
III. De l'armistice à la paix, Karolyi et Béla Kun ..	69
IV. Le traité de Trianon : ses assises juridiques, morales et territoriales .....	83
V. L'oppression des minorités hongroises, le révisionisme et la seconde guerre mondiale. Le problème transylvain .....	115
VI. Les responsabilités françaises : journalistes, diplomates et généraux .....	163
VII. Conclusions .....	191

ACHEVÉ D'IMPRIMER  
SUR LES PRESSES DE  
L'IMPRIMERIE DESSAINT  
A DOULLENS (SOMME)

N° D'IMPRIMEUR : 1011 — N° D'ÉDITEUR : 10  
DÉPOT LÉGAL : 4<sup>e</sup> TRIMESTRE 1971